RENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9477 · 26 PAGES · — JEUDI 10 JUILLET 1975



Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 17 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 9

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

EN ARGENTINE

départ de Lopez Rega est souhaité par les syndicats les chefs de l'armée

LIRE PAGE 2

LETIN DU JOUR

La paix ...co-canadienne

...ichel Poniatowski a achevé ... juillet un voyage officiel ...ada qui devait permettre ...rance, selon ses propres ... de « décrisper » ses rela... ...vec le gouvernement fédé... ...ttawa, tout en réaffirmant ...s « directs et privilégiés » ...ssent Paris et Québec.

...alcon de l'hôtel de ville ...ébec, en juillet 1967, le ... de Gaulle avait, en ... « Vive le Québec libre ! », ... la France et provoqué ...e. Le gouvernement de ...ard d'Estaing se propose, ... substituer le pragmatisme ...ssion, et la modération au ...

...ministre d'Etat français a ...ris soin, chaque fois qu'il ... l'occasion, lors de l'étape ...ise de son voyage, de lever ...tre en premier lieu au ..., en second lieu, mais ...ulièrement », au Québec. ...i de réalisme est parfai... ... compris par le gouverne... ...libéral de M. Bourassa. ... a toujours affirmé que ...bec peut tirer un grand ...le son appartenance à la ...ion canadienne, sans pour ... renoncer à exploiter toutes ...ssibilités qu'offre l'auto... ...relative dont jouit actuel... ... la province.

... ne signifie pas, et le ...age » a été entendu par ... que le gouvernement du ... exclue tout à fait la pers... ... de voir un jour cette ...mie devenir plus complète. ...soin de « différenciation » ...anadiens français est cons... ...u Québec. Ils ont, en mûris... ...odéré leurs exigences, mais ...endent toujours voir leur ...larité reconnue. Le Parti ...ndépendance, devenu aux ...s de 1973 l'opposition offi... ...demande maintenant que le ... tranche par référendum. ... envisage lui-même de ... en moins la rupture com... ...vec les autorités fédérales ...able plutôt souhaiter la ...tion d'un nouveau statut ...lation.

... Ottawa, la question, en ...e, ne se pose même pas. ...nse au problème québécois, ... bilinguisme de l'ensemble ...n, censé redonner à la ...nauté québécoise française ...ité qui lui manquait. Au ...n avançant des arguments ... surtout économique, ... ne cesse d'affirmer qu'un ... autonome ne serait pas ... Mais ce sont certainement ...ques d'éclatement de la ...ion qu'entraînerait une ... du Québec qui inquiètent ... le gouvernement fédéral.

...nt ce problème complexe, ...olue aujourd'hui très len..., le gouvernement français ...t en spectateur, essayant ... à l'égard de chaque par... ... une neutralité bienveil... ...qui ne préjuge pas de l'ave... ... gouvernement fédéral est, ...it, le partenaire interna... ... Il joue un rôle dans le ... des pays occidentaux, et ...ations avec la Communauté ...ique européenne apportent ...poirs et posent en même ... des problèmes. Il détient ...voir de décision en ce qui ...ne les matières énergéti... ...omme l'uranium. Le Qué...al, occupe pour la France ...ce particulière que lui a ... l'Histoire. Préserver et dé...er ces liens dans certaines ... ne va pas à l'encontre du ... de réalisme affiché par ...

...Poniatowski a bien indiqué ... le Québec sera ce qu'en ... les Québécois ». La ré...n vaut sans doute aussi pour ...nada dans son entier. Mais ...e M. Giscard d'Estaing se ... au Canada, à la fin de ...ou au début de 1977, pre... ... président français à faire ...yage depuis le général de ...e, il aura quelque peine à ...uer toutes ces nuances. Une ... de la population franco... ... — c'est presque inévitable ...grettera que, pour la paix ...o-canadienne, la France ait ...uveau décidé de regarder ...r l'Histoire.

...re notre information sur le ...r de M. Poniatowski page 2.)

A LISBONNE

Le M.F.A. définit les modalités de l'alliance entre le peuple portugais et l'armée

Le premier ministre renforce sa position

L'assemblée générale du Mouvement des forces armées, réunie à Lisbonne depuis mardi matin 8 juillet, a approuvé la création d'une Assemblée nationale populaire. Ce projet d'alliance « peuple-M.F.A. », destiné à prendre le pas sur le système actuel des partis pour instaurer un « pouvoir ouvrier », a été élaboré par un groupe de travail des trois armes et du Copcon. Proche des thèses communistes « modérées » il constitue, selon les représentants des forces armées, « un plan cohérent et viable pour la construction d'une société socialiste au Portugal ».

Les délégués du M.F.A. ont également approuvé un rapport politique du général Vasco Gonçalves, premier ministre, dont la position paraissait menacée la semaine dernière.

De notre correspondant

Lisbonne. — Après quinze heures de discussions, les deux cent quarante officiers sergents et soldats de l'assemblée générale du M.F.A., réunis au Centre de sociologie militaire de Lisbonne, ont adopté ce mercredi 9 juillet à l'aube un document qui précise les modalités de « l'alliance entre le peuple et le M.F.A. ».

C'est une victoire pour le général Vasco Gonçalves, premier ministre, qui semblait sérieusement menacé la semaine dernière, et qui renforce aujourd'hui son pouvoir. C'est aussi un succès pour le parti communiste, dont les thèses modérées l'ont emporté sur celles des partisans d'une formule plus révolutionnaire, et qui avait mobilisé ses militants dès vendredi dernier pour soutenir le général Gonçalves.

L'accord n'a pas été facile. Les militaires plus modérés craignaient la mise en place d'une « structure populaire » dont les conséquences politiques étaient incalculables. Les jeunes officiers d'extrême gauche préconisaient, en effet, la formation de « *conseils révolutionnaires des travailleurs, soldats et marins* ». Cette formule prévoyait la formation dans chaque quartier de milices armées, et impliquait la disparition de l'Assemblée constituante et du gouvernement de coalition qui aurait été remplacé par un gouvernement militaire.

JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 4.)

LA PERSISTANCE DU MARASME ÉCONOMIQUE

• M. Mitterrand ne s'attend pas à une reprise prochaine
• Le gouvernement pourrait s'orienter vers une relance par la consommation

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, doit ce mercredi après-midi prendre la parole devant le conseil économique et social où seront examinées les perspectives conjoncturelles de la France. Dans une conférence de presse qu'il a donnée mardi après-midi, M. François Mitterrand a déclaré qu'il ne s'attendait pas, pour sa part, à une reprise prochaine en France ni du reste en Allemagne fédérale, comme on ne cesse de l'escompter à Paris depuis plusieurs mois. « Pour redresser la barre », le premier secrétaire du parti socialiste a fait un nouvel appel en faveur d'une relance de la consommation et des équipements collectifs accompagnée notamment d'une « politique industrielle cohérente » financée par un grand emprunt public de 20 milliards de francs.

De son côté, le gouvernement pourrait, à la rentrée, prendre des mesures destinées à ranimer la demande.

Si les experts de l'O.C.D.E. et de la C.E.E. prévoient les uns et les autres une expansion d'environ 4 % dans le monde industrialisé en 1976, la Commission économique européenne, pour sa part, n'est pas sûre que « le point le plus bas de la récession ait déjà été atteint ».

Une enquête de l'INSEE fait ressortir enfin les inquiétudes qu'éprouvent désormais un grand nombre de chefs d'entreprise français devant la contraction des débouchés extérieurs. Elle relève également la révision en baisse des programmes d'investissements, qui devraient connaître une baisse de 8 % en volume en 1975.

Pas de solution facile pour vaincre le chômage

par PAUL FABRA

La reprise de l'économie annoncée de semestre en semestre pour le prochain va-t-elle se produire, et quelle sera son ampleur ? La question ne se pose pas seulement en France. Intéressant l'ensemble de la population, elle est par là même au centre du débat politique. Le gouvernement, par la voix de son premier ministre, s'est hasardé à prévoir un redémarrage vigoureux de l'activité avant la fin de l'année. Plus prudent, le président de la République est resté dans les généralités lors de sa dernière allocution télévisée, cherchant avant tout à rassurer l'opinion publique. M. François Mitterrand, qui avait déjà déclaré le 13 février dernier que « *le parti socialiste n'a jamais versé dans le catastrophisme* », a répété devant les journalistes, mardi 8 juillet après-midi, qu'il ne voulait pas « *jouer les Cassandre* », mais le premier secrétaire du parti socialiste n'a pas moins fait part à la presse des vives inquiétudes que lui inspirent la conjoncture présente et les perspectives qui s'ouvrent pour l'économie française.

(Lire la suite page 22.)

A la jeunesse mal aimée

par MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET

Qu'est-ce que nous allons faire de toute cette jeunesse qui assiège les antichambres de la vie — et celles de l'Agence nationale pour l'emploi ?

Quand un pays en arrive à se poser ce genre de question, c'est qu'il y a quelque chose de pourri au royaume des adultes. Or n'est-ce pas ce que nous sommes en train de faire ? Lisez les journaux. Ecoutez les discours. Cette jeunesse que nous avons fabriquée nous complique la vie. On fait profession de l'admirer ou de la plaindre. La vérité, c'est qu'elle encombre et qu'elle inquiète. Personne n'a encore osé suggérer qu'on appelle à la rescousse un joueur de flûte qui l'emmènera se noyer ailleurs, en masse, comme dans la légende. Patience, cela peut venir.

La crise ? Bien sûr, la crise. Elle n'explique pas tout. Les difficultés de la conjoncture n'ont fait que dramatiser un problème qui existe de longue date, et qui est le divorce de notre société avec ses enfants. Divorce fondé sur des causes nombreuses, dont la plus flagrante est un fantastique désajustement entre les trois maillons d'une chaîne qui devraient être bien soudés : l'éducation que donne la vie, celle que dispense l'Université et les réalités professionnelles.

D'un côté, il y a cette initiation permanente que fournissent, pour le meilleur et pour le pire, le cinéma, la radio, la télévision, la presse, mais aussi la rue, les supermarchés, la voiture, tous les médias modernes au sens le plus large du mot. Songez à ce qu'un enfant de douze ans, aujourd'hui, emmagasine dans sa tête, rien que pour avoir poussé dans l'époque où nous sommes. Il a vu les hommes marcher sur la Lune, ce qui ne l'épate pas davantage que de voir son grand-père marcher dans le jardin — et ce qui l'épate en tout cas moins que son grand-père ou son père. Dans les périodes de changement accéléré, comme celle que nous traversons, ce sont les jeunes qui s'adaptent le mieux et le plus vite. Voilà pourquoi, désormais, le savoir se renverse. Il était dans l'ancien ordre des choses que les vieux enseignent les jeunes. Ce sera bientôt le contraire.

En même temps, la société de production traite les jeunes, sinon comme des adultes, en tout cas comme des consommateurs à part entière. Elle fabrique des produits exprès pour eux. Elle leur adresse quelques-uns de ses messages les plus engageants. Certains y perdent le désir des choses, en accédant trop tôt à la satiété. On a beaucoup dit que la révolte de 1968 était le fait d'une minorité de fils de bourgeois écœurés de confort. C'est en partie vrai.

(Lire la suite page 24.)

CANDIDAT A L'INVESTITURE DU PARTI RÉPUBLICAIN POUR L'ÉLECTION DE 1976

Le président Ford compte profiter des rivalités de ses adversaires démocrates

M. Gerald Ford a officiellement annoncé, le mardi 8 juillet, qu'il serait candidat à l'investiture du parti républicain pour l'élection de 1976. Ses amis le poussaient depuis des semaines à faire cette démarche. Ils craignaient en effet qu'en attendant trop longtemps le président des Etats-Unis n'entretienne les doutes sur ses véritables intentions. La déclaration officielle de candidature met fin aux rumeurs selon lesquelles, pour des raisons de famille, M. Ford aurait pu préférer ne pas entrer en lice et laisser la place à son coéquipier, le vice-président Rockefeller.

Suivant les conseils de son entourage, le président a évité le tapage publicitaire qui, généralement, accompagne les déclarations de candidature. Il paraît soucieux de donner à sa campagne un caractère « national » *plutôt que partisan, en mettant en relief les devoirs et obligations de président* « de tous les Américains ».

Alain Clément fait ci-dessous le point de la précampagne électorale aux Etats-Unis et montre comment le président peut tirer profit des rivalités de ses adversaires démocrates.

par ALAIN CLÉMENT

Dans un an à cette époque, la saison électorale américaine battra son plein. Les « primaires », qui se seront déroulées dans une trentaine d'Etats sur cinquante (deux fois plus qu'aux précédentes consultations, facteur quantitatif non négligeable), auront procédé au carnage rituel des prétendants ; il n'est pas dit cependant qu'il ne restera pas encore trop de survivants. Il appartiendra alors aux « conventions » des deux grands partis de le départager pour désigner, durant l'été, le candidat officiel de chacun à la présidence. La « course à la Maison Blanche » est de fait ouverte depuis plusieurs mois, que les postulants à l'« investiture » se soient déjà déclarés, se comportent comme s'ils s'étaient déclarés, ou tâtent encore le terrain.

Pourtant, il manque à ce démarrage un élément indispensable à toute compétition : la curiosité publique, le « suspense », la palpitation générale. Non que les jeux soient faits d'avance, comme pour la réélection de Richard Nixon en 1972. C'est plutôt le contraire. Les « partants » s'affairent sur la place publique ou en coulisse, mais leur fébrilité n'est pas communicative. Les cogitations préélectorales, qui remplissent peu à peu la presse américaine, respirent l'ennui et l'incertitude. L'opinion est distraite. En cette période de récession, le cercle des intérêts du citoyen tend à se rétrécir. Chacun navigue au plus près, s'aménage un mode de vie parcimonieux, sinon stoïque, aussi peu propice à la revendication organisée qu'à l'enthousiasme pour une « cause ».

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Travail inutile

Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour le prévoir : M. Fourcade commence à peine de rembourser les suppléments d'impôts de l'an passé que déjà il en annonce de nouveaux pour l'année prochaine. Il n'essaie même pas de dissimuler que ce sont les mêmes catégories de contribuables qui seront l'objet de cette double attention.

Dès lors on se demande pourquoi il rembourse. Au point où nous en sommes, il aurait mieux fait de garder l'argent une bonne fois. Il y aurait économisé des frais d'administration considérables et récupéré un an d'intérêts.

C'est du travail inutile et improductif.

ROBERT ESCARPIT.

UNE INITIATIVE DE M. MICHEL GUY

Un centre national pour la photographie

Un centre français de la photographie sera créé le 1er janvier 1976, nous a annoncé, au cours d'un entretien, M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture.

On ne devrait jamais quitter des yeux les grandes découvertes. Un mouvement de la tête, une légère distraction, et voilà, elles vous dépassent, elles font leur vie en dehors des normes, en dehors des disciplines, en dehors des lois. Pis, elles les brisent ces lois, même si chaque invention engendre ses législateurs parallèles : ils n'ont d'autorité qu'occulte.

La photographie, c'est cela, le mutant de l'âge industriel. Nous ne vivons pas dans l'âge de l'image. Nous sommes à la préhistoire de l'ère de la reproduction. Tout d'un coup, Joseph Nicéphore Niepce, en 1822 ou en 1826, peut-être plus tôt, les historiens ne s'accordent pas, réussit à fixer une vue prise de sa fenêtre. On pourrait aller très vite, et dire que l'O.R.T.F. éclate en 1974, que le film X reçoit la palme d'or du Festival de Cannes, que des dizaines de photographes et de cinéastes sont morts au Vietnam. Les inventions majeures modifient nos sens et nos vie. La photographie, mère des arts technologiques, modifie seconde après seconde nos perceptions et notre connaissance. Ce n'est pas dire qu'elle nous fasse forcément progresser : ce qui est sûr, c'est qu'elle change tout ce qu'elle effleure.

Le plus grand mystère, et celui sur lequel il faudra se pencher avec le plus d'attention, est celui-ci : le pays qui l'a vu naître aura attendu un siècle et demi pour reconnaître son omniprésence. Le secrétaire d'Etat à la culture s'est doucement laissé cerner. D'autre part, la photographie est une industrie.

YVES BOURDE.

(Lire notre entretien avec M. Michel Guy en page 13.)

AMÉRIQUES

Argentine

LA SUSPENSION DE L'ORDRE DE GRÈVE DE LA C. G. T.

Le départ de M. Lopez Rega est souhaité par les syndicats et les chefs de l'armée

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — La ville, morte depuis trente-six heures, a, en quelques minutes, retrouvé son ordinaire animation au début de l'après-midi du mardi 8 juillet. Une demi-journée avant que n'expire l'ordre de grève de quarante-huit heures de la C.G.T. La centrale syndicale a demandé aux travailleurs de reprendre le chemin des usines et des bureaux pour célébrer l'éclatante victoire : le pouvoir exécutif a accepté l'homologation des conventions collectives récemment signées qui leur assurent des augmentations de salaires allant jusqu'à 130 %.

Buenos-Aires était frappée de léthargie, la veille et le matin même, avec ses artères pratiquement vides d'automobiles, ses trottoirs livrés à de rares couples emmitouflés, ses magasins et ses cinémas aux rideaux baissés, ses kiosques à journaux fermés... « Nous n'avons eu que huit avions dans la journée, le vôtre est le neuvième », visiblement le policier qui, dans les locaux déserts de l'aérodrome de Buenos-Aires, visait notre passeport et celui des personnes avec qui nous venions de traverser le rio de La Plata depuis Montevideo dans un petit avion-taxi, n'attendait pas un supplément de service à cette heure.

Aucun incident grave n'a marqué la grève. Emus par l'impressionnant appareil policier (plus de quarante mille représentants des forces de l'ordre avaient été mobilisés pour la seule capitale), faute de moyens de transports publics ou simplement désireux de profiter de ce supplément de week-end, les Argentins étaient restés chez eux.

Le dénouement de la crise, commencée le 28 juin, lorsque la présidente de la République avait refusé d'homologuer les conventions collectives signées entre le patronat et les syndicats, devrait permettre aux Argentins de célébrer l'esprit plus tranquille, ce mercredi 9 juillet, le cent cinquante-neuvième anniversaire de leur indépendance. Il reste que l'inflation (110 %, selon les dernières statistiques officielles) risque de ronger les 100 à 130 % d'augmentation qu'ils viennent d'obtenir.

Une manœuvre contre la présidente

Nul n'imagine ici que l'aspect politique de la crise est réglé, et depuis le 6 juillet le pays n'a plus de gouvernement. De fait, l'Argentine est désormais confrontée à un problème qui était en germe depuis la mort du général Peron : comment concilier le maintien au pouvoir d'Isabelita et l'éloignement de M. José Lopez Rega. Elue en septembre 1973 comme vice-présidente avec près de 62 % des voix, Mme Peron, avec toutes ses faiblesses et ses insuffisances, est le symbole de la stabilité institutionnelle dont le pays, qui a connu treize chefs d'Etat en vingt ans, rêve désespérément. Le ministre du bien-être social, en revanche, est un personnage dont l'impopularité a crû ces derniers mois en proportion de sa puissance. Un temps considéré comme utile en raison de sa fermeté face à la subversion d'extrême gauche, il est désormais lâché par tous ceux qui le toléraient naguère. Il y a cependant un obstacle de taille à son éloignement souhaité par une majorité de la population : la faveur que lui maintient contre vents et marées la présidente de la République. Dans l'épreuve de force actuellement engagée contre lui, c'est un atout maître. Le pays peut-il se permettre de payer le départ de M. Lopez Rega d'une crise de régime ?

Sans doute est-ce pour rendre la perspective d'une éventuelle crise moins angoissante que le Sénat a mené à bien le mardi 8 juillet une double opération. Il s'est tout d'abord doté d'un président : M. Italo Luder, un professeur de droit constitutionnel qui est aussi un péroniste de vieille date. M. Luder avait été l'un des protagonistes de la réforme constitutionnelle de 1949 durant le premier gouvernement du général Peron. Quoique prévue, voire exigée par la loi fondamentale argentine, l'élection de M. Luder, secrètement mais très bien préparée, est une sorte de coup de force contre Mme Peron. Celle-ci fait savoir qu'elle y verrait une marque de défiance : le président de la Chambre haute n'est-il pas appelé à devenir chef de l'Etat par intérim en cas de vacance de la présidence de la République ? Pour couper court aux manœuvres des sénateurs, Mme Peron avait présenté le 5 juillet un projet de loi modifiant la loi de succession présidentielle en cas de vacance du pouvoir. Mais le Sénat, où pourtant les péronistes sont majoritaires, a bouleversé ce projet. C'est le président de la Chambre haute et non le conseil des ministres qui assumera l'intérim le cas échéant. Il disposerait de deux mois au lieu de vingt-quatre heures pour faire élire un président de la République intérimaire parmi les parlementaires, les juges de la Cour suprême ou les gouverneurs de province. La possibilité de désigner un ministre — M. Lopez Rega par exemple — a été supprimée par les sénateurs du texte définitif. La Chambre haute n'a gardé qu'un seul élément du projet gouvernemental : ce n'est plus le peuple mais le Congrès qui élira le président intérimaire.

Après la C.G.T. et le Sénat, qui portera la prochaine estocade à Mme Peron ? Si elle s'obstine à vouloir conserver M. Lopez Rega, ne serait-ce que comme son secrétaire particulier si, comme le bruit en court, il devait être remplacé au ministère du bien-être social ? L'armée ? C'est évidemment la question que tout le monde se pose. Les commandants en chef des trois armées ont conféré avec la présidente, le mardi 8 juillet. C'est un secret de polichinelle que l'amiral Massera, commandant en chef de la marine, s'est juré d'avoir la tête de M. Lopez Rega, et le général Numa Laplane, commandant en chef de l'armée de terre, que l'on donnait naguèrer pour très lié au ministre du bien-être social, a pris beaucoup de champ par rapport à lui ces derniers temps.

La C.G.T. laisse en tout cas entendre que les militaires partagent ses vues sur la nécessité d'éloigner M. Lopez Rega. Le journal *la Opinion* a publié, le 3 juillet, un document qui aurait été préparé par les chefs des forces armées. Ce texte est accablant pour le ministre du bien-être social même s'il n'y est pas nommé. Il critique, pêle-mêle, le manque de dialogue du gouvernement avec les secteurs représentatifs du pays, le contrôle exercé sur les moyens d'information, le sentiment généralisé d'insécurité ressenti par la population, la centralisation excessive du pouvoir, l'impunité des groupes terroristes d'extrême droite, le marché noir. Publié il y a près d'une semaine, ce texte n'a toujours reçu aucun démenti des milieux dont il est censé émaner.

Apparemment très unis contre l'homme qui a le plus d'influence sur Mme Peron, tirant une sorte de légitimité de l'appui que leur accorde ouvertement le mouvement syndical organisé, les militaires pèsent très lourd sur l'évolution de la situation. Pourtant, échaudés par près de huit années d'exercice direct et sans gloire du pouvoir, ils ont préféré, ces derniers temps, agir en coulisse.

JEAN-PIERRE CLERC.

PORTRAIT

Un sorcier à la place du souffleur

Le visage glabre, la prunelle sombre et sans éclat, une corpulence discrète, le front dégarni sans excès : rien dans le physique anodin de Jose Lopez Rega n'évoque au premier abord ce Raspoutine de la Maison Rose, le palais présidentiel de Buenos-Aires, complaisamment dépeint par les chroniqueurs argentins.

Eminence grise d'un régime qui s'efforce de survivre en brandissant les banderoles fanées du péronisme, tout-puissant directeur du secrétariat privé d'Isabel Peron, présidente de la République, ordonnateur glacé d'une succession impossible, l'homme le plus puissant du gouvernement argentin n'a pas davantage convaincu ses collègues ou ses interlocuteurs qu'il possédait une intelligence hors de pair.

« Ce petit gangster... », murmurait avec mépris un ministre démissionnaire apparemment ulcéré par les intrigues de coulisses. Secret, efficace, retors, persévérant, plus à l'aise dans l'ombre du pouvoir que sous les feux de la rampe, ayant choisi le rôle de souffleur d'Isabel Peron aux prises avec un destin démesuré et s'y accrochant avec obstination, Jose Lopez Rega a bâti son étonnante carrière politique sur l'exploitation systématique et magique d'un péronisme dont l'unité de façade a volé en éclats depuis la mort du Caudillo adulé, en juillet 1974.

Les Argentins appellent Jose Lopez Rega « le sorcier ». L'ancien secrétaire privé de Peron, au service inconditionnel de ce dernier pendant les dix dernières années d'exil madrilène, ne cache pas qu'il s'adonne au spiritisme. Il a fait construire à Buenos-Aires un monument à la goire de Cyrus le Grand, protecteur des sciences occultes. Il consulte la boule de cristal. Il ne dédaigne pas évoquer les esprits : celui du général dont il prétend assumer l'héritage, celui d'Evita, surtout, dont l'image radieuse a été abusivement associée à la pâle figure d'Isabel, contrainte par le « sorcier » de jouer un rôle au-dessus de ses forces.

Lopez Rega, caporal de police propulsé par la grâce de Peron aux premiers rangs de la scène argentine, pouvait encore faire illusion, à deux pas du couple Peron-Isabel. Il était toléré par les chefs d'une armée ayant accepté, non sans arrière-pensées et réserves, le retour triomphal de l'homme chassé en septembre 1955 et qui bloquait toute évolution politique à Buenos-Aires. Resté seul, à gauche de la présidente, lui soufflant ses discours et ses attitudes, abusant de son pouvoir, limogeant les ministres qui la critiquaient, évinçant les généraux qui osaient l'affronter, Jose Lopez Rega a exaspéré les dirigeants militaires et syndicaux.

Il est brocardé par l'opinion, qui lui prête des aventures à la Cagliostro. Il est détesté par la bonne société de Palermo, qui ne lui pardonne pas ses origines modestes. Il agace la classe politique, qui commente ses impairs. Le jour de la mort de Peron, il était apparu à la télévision, maître de cérémonies emprunté, pour « confirmer » la disparition du chef de l'Etat. Les mouvements révolutionnaires d'extrême gauche, à commencer par les « montoneros », l'ont condamné à mort.

Le ministre du bien-être social dispose d'une garde prétorienne de plusieurs centaines d'hommes. Comme tous les leaders syndicaux de premier plan, il ne se déplace pas sans une imposante escorte de gorilles. Le confident d'Isabel fait encore peur. Il détient des secrets. A Madrid, il avait participé à tous les conciliabules ayant précédé le retour de Peron. Il avait su donner l'impression qu'il était lui. Lopecito, *le petit Lopez, l'intermédiaire indispensable, celui qui allait favoriser les nouvelles carrières politiques, distribuer les prébendes.*

Ce Mazarin argentin sans véritable talent est resté le policier obscur qui avait le goût des fichiers et des opérations montées à l'aube. L'opposition de gauche l'accuse d'avoir organisé et financé les commandos de lutte anticommuniste, les trois A, responsables depuis six mois de multiples assassinats dont la griffe rappelle les sinistres escadrons de la mort brésiliens. Il a d'ailleurs des amis au Brésil, où il se rend à l'occasion, toujours incognito. Il a largement inspiré ce rapide glissement à l'extrême droite d'un régime qui se voulait, dans l'enthousiasme des retrouvailles, progressiste, révolutionnaire et indépendant. Un an après la mort de Peron, les sociétés multinationales règnent à Buenos-Aires et les travailleurs, héritiers des descamisados du 17 octobre, réclament la tête du « sorcier ».

MARCEL NIEDERGANG.

Canada

LE VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING AURA LIEU ENTRE L'AUTOMNE 1976 ET LE PRINTEMPS 1977.

Ottawa *(A.F.P.)*. — M. Giscard d'Estaing se rendra en visite officielle au Canada entre octobre 1976 et mars-avril 1977, a annoncé mardi 8 juillet à Ottawa M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat ministre de l'intérieur.

M. Poniatowski, qui dressait devant la presse le bilan d'une visite de six jours à Québec et à Ottawa, s'est déclaré d'autre part « *plus optimiste* » après ses entretiens avec les dirigeants canadiens sur les possibilités de construction au Québec d'une usine d'enrichissement de l'uranium avec le concours de la France. La France, a-t-il dit, attend une réponse positive du Canada d'ici six à huit mois, sinon celle-ci devra trouver ailleurs des sources d'approvisionnement pour son programme d'énergie nucléaire.

Le ministre d'Etat français a souligné enfin que la France avait abandonné ses réserves à l'égard des efforts de rapprochement du Canada avec la C.E.E. Paris s'est laissé convraincre que le Canada recherche des liens spéciaux avec l'Europe pour réduire sa dépendance économique à l'égard des Etats-Unis.

Après l'accord de coopération nucléaire avec Bon[n]

Le ton monte entre le Brésil et les États-Un[is]

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Commencée avant la signature du traité de coopération nucléare avec l'Allemagne, la polémique entre le Brésil et les Etats-Unis continue.

Si les gouvernements se gardent bien de publier leurs commentaires. En revanche, les journaux ne se privent pas pour échanger des propos aigres-doux, quand ce n'est pas davantage. Une caricature publiée mardi par le *Washington Post* a jeté encore un peu plus d'huile sur le feu. Montrant un militaire brésilien recevant une bombe allemande, elle insinuait, par sa légende, que le nazisme avait pris racine de ce côté-ci de l'Atlantique.

« *Grossière diversion poltique* », a déclaré l'ambassadeur brésilien à Washington, M. Joao de Araujo Castro. « *Obscure croisade* », a commenté le journal *Do Brasil*, qui voit là, la réaction de « *grands intérêts commerciaux contrariés* ». Devant les attaques américaines, un frisson national parcourt le pays. Même un homme aussi peu suspect de « *jacobinisme* » que M. Mario Henrique Simonsen, ministre des finances, a été amené à dire que l'accord signé à Bonn était « *un acte de souveraineté nationale* », ce qui indique clairement que la décision a été prise contre les pressions de Washington.

Selon certains observateurs, les négociations ont été délicates jusqu'au dernier moment. On rapporte même que le président Geisel aurait menacé de traiter avec la France si Bonn cédait à certaines sollicitations de Washington. « *Nous ne sommes plus en 1954*, fait-on remarquer.

Alors que Getulio Vargas était au pouvoir, le Brésil avait déjà tenté d'acheter à l'Allemagne, secrètement, trois ultracentrifugeuses capables de produire de l'uranium enrichi. Mais le matériel avait été saisi à la demande du haut commissaire américain en Allemagne.

Les Brésiliens ne sont donc pas fâchés de montrer qu'ils ont acquis suffisamment de « maturité » et d'indépendance pour ne plus se comporter en alliés inconditionnels des Etats-Unis. Ils en ont déjà donné la preuve en diplomatie, en épousant la cause palestinienne afin de se rapprocher des arabes, en renouant le dialogue avec l'Afrique anciennement portugaise, et en « collant » autant que possible aux thèses des voisins hispano-américains. Attitude pragmatique, que le président Geisel avait explicitée de la façon suivante en mars 1974 : « *Nous ferons les choix et les alignements indispensables en vue d'obéir aux intérêts de notre commerce extérieur, afin de garantir notre approvisionnement en matières premières et notre accès à la technologie la plus actualisée...* »

C'est pour garantir son accès à la technologie nucléaire que le Brésil a cherché un autre partenaire que les Etats-Unis, alors qu'il avait acheté son prem[ier] réacteur à la firme Westi[ng]house. C'est aussi pour défen[dre] l'intérêt national que le pays [a] été amené récemment à rom[pre] des lances avec l'U.S. Steel. S[ous] le gouvernement Médici, la soci[été] américaine s'était associée a[vec] la compagnie d'Etat brésilien[ne] *Vale Do Rio Doce* pour exploi[ter] la plus grande réserve de fer [du] monde, celle de la Serra [dos] Carajas, en Amazonie (16 [mil]liards de tonnes connues). [La] compagnie brésilienne étant [ma]joritaire dans la société d'exp[loi]tation créée avec les América[ins,] on aurait pu penser qu'elle é[tait] maîtresse de l'investissement. [En] fait, le contrat signé en [...] laissait une voix prépondérant[e à] l'U.S. Steel, qui se refuse aujo[ur]d'hui à suivre son partenaire b[ré]silien dans ses objectifs d'exp[loi]tation et d'exportation du mi[ne]rai. Si bien que la *Vale Do Doce* cherche désormais de n[ou]veaux associés et dénonce l'intr[an]sigeance américaine.

Un article du *New York Ti[mes]* reproduit par la presse brésilie[nne] du 2 juillet, vient pourtant [at]tiédir les ardeurs de ces dern[iers] jours. S'appuyant sur le rapp[ort] d'une sous-commission du Sé[nat,] le quotidien américain laisse [en]tendre que la Northrop Corpo[ra]tion a usé de trafic d'influe[nce] à l'aide d'un général de l'ar[mée] de l'air brésilienne, pour ven[dre] au Brésil, en 1973, quarante-d[...] chasseurs F-5. L'officier mis [en] cause, le général Evidio Ca[ldas] Santos, commandait alors [la] 2e force aérotactique, basée à [Rio-]de-Janeiro. Selon le journal, [les] agents brésiliens de la North[rop,] amis du général, ont reçu [ou] doivent recevoir une commis[sion] de 2 300 000 dollars, pour [une] commande chiffrée alors à 72 [mil]lions 300 000 dollars.

En 1973, l'armée de l'air [bré]silienne, qui désirait modern[iser] son équipement, avait le ch[oix] entre plusieurs appareils : le [...] le Phantom, le Jaguar, le YC [...] de Fiat et les Mirage III e[t...] Comme le F-5 a été choisi [à la] suite d'une réunion du [haut] commandement de l'armée [de] l'air, c'est aussi sur cet organ[isme] que les accusations lancées p[ar le] journal américain font peser [la] suspicion. Le 3 juillet, le minis[tère] de l'air a publié un commun[iqué] indiquant que si le général E[vidio] Caldas avait effectivement eu [des] contact avec les agents de [la] Northrop, c'était en 1971, e[t qu'il] n'avait pris aucune part [aux] études ayant conduit le [haut] commandement de l'armée de [l'air] à choisir le F-5. L'affaire [se] terminera-t-elle par ce com[mu]niqué ? On l'ignore. Une lo[ngue] réunion s'est tenue jeudi au q[uar]tier général des forces aérien[nes] brésiliennes. Personne ne se [ris]que au moindre comment[aire] pour l'instant, sur cet ult[ime] avatar de la présence améric[aine] au Brésil.

CHARLES VANHECK[E]

OCÉAN INDIEN

Comores

Les élus de Mayotte ne participeront pas aux travaux du Comité constitutionnel

M. Marcel Henry, député de l'île de Mayotte et chef du Mouvement populaire mahorais, a déclaré, mardi 8 juillet à Paris, que les élus mahorais refuseront d'être membres du Comité constitutionnel, dont la création a été décidée lundi par la nouvelle Assemblée nationale provisoire. « *Rien n'a changé dans notre attitude*, a déclaré M. Henry après l'élection de M. Abdallah aux fonctions de chef de l'Etat. *Nous refusons de reconnaître les lois de cette Assemblée. Si le gouvernement français fait droit à notre volonté de rester au sein de la République, ces lois n'auront aucun effet chez nous.* »

Le Comité constitutionnel, qui comprend les membres de l'Assemblée, les anciens élus du Parlement français et du Conseil économique et social et trois représentants de chacune des formations politiques ayant participé à la consultation du 22 décembre 1974, élaborera un projet de Constitution dans un délai de quatre mois. Ce projet sera soumis aux électeurs de l'archipel.

Un seul des quatre partis que regroupe le Front uni des Comores (opposition favorable à l'indépendance) a fait connaître son point de vue. M. Ali Mohamed Hassan, secrétaire général adjoint du Mouvement de libération nationale des Comores (MOLINACO), a déclaré mardi à Tunis : « *Nous faisons appel à la France, qui a admis l'indépendance des Comores, pour qu'elle entende la voix de la raison et qu'elle ne s'oppose pas à la décision de l'Assemblée comorienne.* »

● A PARIS, la question des Comores devait être évoquée ce mercredi au conseil des ministres, puis, jeudi, au cours d'un conseil restreint. M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, doit tenir une conférence de presse jeudi soir.

Plusieurs parlementaires ont d'autre part pris position en faveur du droit à l'autodétermination de Mayotte. Ainsi, M. Jacques Pelletier, sénateur (Gauche démocratique), rapporteur du projet de loi relatif à l'indépendance des Comores, a estimé mardi que M. Abdallah a bafoué la loi votée le 30 juin par le Parlement français, et que le gouvernement « *doit tout mettre en œuvre pour protéger Mayotte* ».

De son côté, M. Donnez, député réformateur, a écrit à M. Foyer, demandant la réunion de la commission des lois de l'Assemblée, qu'il préside. Enfin, M. Gerbet, député républicain indépendant, président de la commission d'enquête qui s'est rendue aux Comores, a affirmé que le gouvernement ne peut accepter la décision des Comores et qu'il est lié par le vote du Parlement.

M. MITTERRAND : l'incohérence d'une politique.

Au cours d'une conférence de presse, mardi 8 juillet, M. François Mitterrand a déclaré à propos de la situation aux Comores : « *Les Comores sont tout à fait typiques de l'incohérence d'une politique. Au moment de l'élection présidentielle M. Giscard d'Estaing a promis à la fois l'indépendance du territoire et le maintien de son unité ! Lorsque le gouvernement déclare qu'il accueille en toute sérénité les événements actuels, j'ai tendance à le croire. Il existe un meilleur accord entre le président de la République et le chef du gouvernement des Comores qu'entre le gouvernement et le Parlement français.* »

AFRIQUE

Rhodésie

Les dirigeants nationalistes annonce[nt] « l'intensification de la lutte de libératio[n] »

Après quatre jours de travaux, le comité exécutif du Congrès national africain (A.N.C.), qui regroupe les trois mouvements nationalistes rhodésiens, a publié mardi 8 juillet, à Dar-Es-Salaam, un communiqué laconique réaffirmant le principe de « *l'intensification de la lutte de libération* ». L'A.N.C., poursuit le communiqué, « *a réaffirmé que la responsabilité de tenir une conférence constitutionnelle revenait au régime de M. Ian Sm[ith,] premier ministre rhodésien, et [au] gouvernement britannique, et [que] la conférence constitutionn[elle] doit se tenir en Rhodésie* ».

Les principaux dirigeants [na]tionalistes assistaient à c[ette] réunion, à laquelle ont a[ussi] participé les présidents Nye[rere] (Tanzanie), Kaunda (Zam[bie],) Machel (Mozambique) et Kh[ama] (Botswana). L'évêque Abel Mu[zo]rewa a été reconduit à la pr[ési]dence de l'organisation, en d[épit] des réticences de M. Jos[hua] Nkomo, chef de l'Union popul[aire] africaine du Zimbabwe (ZA[PU).]

● A SALISBURY, M. Sm[ith,] qui a renouvelé ses critiques [contre] l'A.N.C., l'accusant de « *chercher des excuses pour ne [pas] venir à la table des négo[cia]tions* », a annoncé mardi [la] création d'une commission su[r la] discrimination raciale, char[gée] d'étudier les formes de discri[mi]nation « *non nécessaires et in[dé]sirables* ». « *Depuis trop lo[ng]temps*, a ajouté M. Smith, *[les] Africains se voient privés [par] l'A.N.C. des bienfaits qui déc[ou]leraient d'un règlement intern[e]* ».

[On attendait beaucoup de c[ette] réunion des principaux dirige[ants] nationalistes et des chefs d'Etat [qui] avaient favorisé la conclusion, [en] décembre 1974, des accords [de] Lusaka prévoyant la fusion des t[rois] mouvements, un cessez-le-feu et [la] réunion d'une conférence consti[tu]tionnelle. Il semble que les mou[ve]ments nationalistes n'aient pu s[ur]monter leurs divergences. L'intr[an]sigeance de M. Smith, d'autre p[art,] qui semble, en dépit de récen[tes] déclarations de M. Ennals, secrét[aire] adjoint au Foreign Office, toujo[urs] refuser que la conférence consti[tu]tionnelle se tienne hors de Rhodé[sie,] contribue aussi à maintenir les d[is]cussions dans l'impasse.]

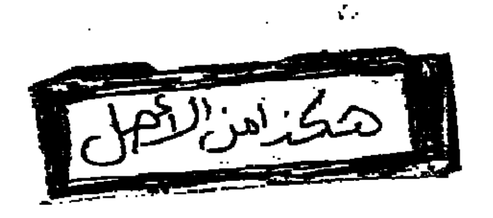
Maroc

LE ROI HASSAN II ANNONCE L'ORGANISATION D'ÉLECTIONS EN 1976

Le roi Hassan II a annoncé, lundi 7 juillet à Marrakech, que des élections seraient organisées au Maroc d'ici un an à un an et demi au plus tard. Le souverain a précisé qu'elles se dérouleront après les élections aux assemblées professionnelles, communales et provinciales qui permettront de désigner un tiers des membres du Parlement.

Le roi, qui fêtait son quarante-sixième anniversaire, a évoqué les « *éclatants succès* » remportés par le Maroc dans sa campagne pour recouvrer « *son Sahara* ». Il s'est félicité que l'Assemblée générale de l'ONU ait accepté de porter l'affaire devant la Cour internationale de La Haye.

D'autre part, Amnesty International a adressé, mardi, une lettre au roi Hassan pour lui demander de décréter, à l'occasion de son anniversaire, une amnistie générale en faveur des détenus politiques. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*



AMÉRIQUES

États-Unis

président Ford compte profiter des rivalités de ses adversaires

e de la première page.)

;crochage de la conscience n'a pas que des raisons éco-s. Il marque une pause. De nat de John Kennedy aux ss simagrées qui accompa-à Washington la débâcle du Thieu, en passant par les péri-Watergate et les mécomptes llion, que de sujets de média-de consternation ! Prévue une apothéose, la césure e du bicentenaire de l'indé-e, qui coïncide avec l'élec-sidentielle de 1976, malgré en costumes d'époque et rtifice officiels, fournit ample re à ruminations moroses. Nixon n'a-t-il pas été le pre-ésident depuis Washington t à démissionner — et si Ford ne lui avait accordé un n » couvrant ses écarts et inconnus, n'aurait-il pas été ler à être traduit en justice lits de droit commun ? Les ns passent pour avoir la courte. Il y a des limites à il pourrait oublier que c'est ion présidentielle — sacrée. toute institution américaine — compromise et dévoyée ?

doute, les peuples prennent-ment la mesure d'eux-mêmes coup de l'événement. Il a n bon siècle pour que les is acceptent de regarder en problème noir, à l'origine t du seul vrai drame national ait déchirés autrement qu'en la guerre de Sécession. La atonie de la vie politique ine n'est peut-être qu'une ars le ressaisissement.

blesse de M. Ford, c'est son le à refléter l... plus petite 'un quelconque « avenir ». sure » parce qu'il est l'éma-éteinte de temps révolus. De n honnête raideur, il signale t mort de l'histoire améri-Est-ce un handicap ? C'en moindre certainement que ce-Johnson de 1964, du Nixon de onfirmés au pouvoir par des marée électoraux qui ne pou-promettre que des lendemains et qui sombrèrent dans le dé-Gérald Ford a l'avantage de le rase : il ne fera pas de mi-mais il n'a rien non plus à r. Ses deux malheureux prédé-rs sont ensevelis sous l'héri-qu'ils ont légué. Certes, la n économique n'est pas bril-mais qu'elle se redresse ou ci à novembre 1976, à moins catastrophe, elle n'aura jamais rge d'émotion explosive du ou du Watergate.

ésident a déjà nommé le mana-le trésorier de sa campagne. rieur du parti républicain, la ture de M. Ford ne s'expose le sérieuses rivalités. Tout ce rencontre en fait d'opposition s « tièdeurs » : tiédeur des ateurs patentés à l'égard du sident Rockefeller, qui, mal-preuves surabondantes qu'il ées d'un esprit ouvert, sans oute, mais d'un tempérament ionnel, réussit encore à pas-r un dangereux « libéral » aux un Reagan et d'un Goldwater npions de rien du tout, mais es de millions de nantis nt le rêve d'un pays où les n'auraient rien à débourser pauvres. Tiédeur de certains rs « modérés » (disons « de » pour les flatter) envers Ford, dont la carrière au , où il a siégé depuis 1949, loigne pas d'un excès de lité.

ssai de M. Wallace

éserves traceraient les lignes marcation d'un affrontement si, au sein du GOP (1), se profilait à l'horizon de 1976 un combat de titans. On est loin du compte. Tant que l'objectif prioritaire des républicains sera de garder la Maison Blanche plutôt que de prêcher un « changement », quel qu'il soit, les « luttes de tendances » qui les divisent ne dépasseront pas le cadre d'un « side show », d'un passe-temps de bonne compagnie.

Il n'en est pas de même chez les démocrates. Leur victoire aux législatives de 1974, due à l'oprobe jetée sur les républicains par l'ignominieuse retraite de Richard Nixon, leur permit d'enlever à la Chambre des représentants l'exceptionnelle majorité des deux tiers nécessaire à bloquer un veto présidentiel. Une vague « réformatrice » allait-elle balayer les toiles d'araignées où le Congrès se complaît à s'empêtrer ? On fit grand cas de cette Chambre « introuvable ». Mais elle ne s'est toujours pas trouvée.

La prolifération facile d'élus démocrates n'a réussi jusqu'à présent qu'à liquéfier les chances d'un « leadership ». Mais tandis que le rôle de « leader » demeurait plus vacant que jamais, la place de son contradicteur par vocation était solidement occupée. Quoique affaibli physiquement par l'attentat de mai 1972, le gouverneur de l'Alabama, M. George Wallace, est parvenu — et l'exploit en dit long sur la vigueur de cet ancien boxeur amateur — à transformer son fauteuil roulant en locomotive. Il s'est lancé dans la mêlée préélectorale avec une ardeur soutenue par l'écho qui lui répond. Il n'a pas eu à modifier d'un pouce la ligne politique qui lui avait attiré dix millions de voix en 1968 : la défense des classes moyennes — et beaucoup plus de la moitié des Américains déclarent y appartenir — contre le « dirigisme étatique » et la « bureaucratie élitiste » du gouvernement fédéral. Thème toujours populaire, apparemment, et qu'un Spiro Agnew n'est plus là pour exploiter au profit des républicains. Les augures démocrates prévoient que si des ennuis de santé ne freinent pas George Wallace, il arrivera à la « convention » démocrate de 1976 avec 30 ou 40 % des « délégués » à sa dévotion.

Qu'en fera-t-il ? C'est là son problème. Sa masse de manœuvre sera plus imposante que sa marge de manœuvre. La première l'aidera à intervenir dans la formulation du programme électoral démocrate. Mais il est trop rompu au jeu politique américain pour se contenter de ce succès. Aucun candidat présidentiel, surtout s'il est élu, ne se soucie de la « plate-forme » laborieusement rédigée et adoptée par la convention qui lui a conféré l'investiture. M. Wallace vise-t-il cette dernière ? Il faudrait un séisme politique pour qu'il l'obtienne. Compte-t-il être le numéro deux d'un « ticket » démocrate ? C'est également un mirage pour qui rêve du pouvoir réel. Le gouverneur n'a pas confié ses intentions, mais il est évident que s'il veut « faire des dégâts », il lui faudra — comme en 1968 — faire sécession, répudier les deux grands partis et se présenter sous un label « indépendant ».

La campagne de M. Jackson

De toute façon, il est inconcevable, dans la conjoncture actuelle, que M. Wallace s'efface volontairement. Son invalidité, contre laquelle il a déployé en vain tant d'efforts de rééducation, ne s'arrangera pas avec l'âge. Il est conscient du défi qu'il incarne. Et il a les moyens financiers d'aller jusqu'au bout. De qui peut-on en dire autant aujourd'hui ? Seulement de deux sénateurs, MM. Jackson et Bentsen, un millionnaire texan encore inconnu du grand public. « Scoop » Jackson, lui, ne perd pas une occasion de faire parler de lui. Le 14 juin, sous le toit de l'ambassade de Roumanie, il s'en prenait au président Ceaucescu lui-même, lui reprochait de ne pas accorder assez libéralement des visas de sortie aux juifs de son pays, s'interdisant ainsi, aux termes du Trade Act, de pouvoir prétendre à la clause de la nation la plus favorisée. Cette algarade gêna autant les Américains que les Roumains qui y assistèrent.

En quoi le crédit du sénateur y gagnera-t-il ? Le bilan de ses amendements prohibitifs au Trade Act n'est pas brillant : loin de faire pression sur les autorités soviétiques pour qu'elles lèvent les obstacles à l'émigration israélite, il les a braquées, comme vient encore de le constater sur place le sénateur républicain, et juif, de New-York, M. Jacob Javits.

M. Jackson aurait-il perdu sur les deux tableaux, déçu à la fois la communauté juive américaine et les grandes entreprises impatientes de s'implanter sur le « marché » soviétique ? Questions d'un intérêt relatif en l'occurrence. George Wallace est une figure. Le sénateur n'est qu'un intermédiaire. Il « cultive » avec une assiduité besogneuse, outre la firme Boeing, dont les usines sont dans son État (Washington, sur le Pacifique), les syndicats, les milieux israélites, les sceptiques de la détente Est-Ouest. Mais l'électeur américain distingue d'instinct, même s'il sympathise avec lui, le commissionnaire attitré du candidat plausible. M. Jackson a beau se démener, il n'a pas, aux yeux de ceux qui le connaissent ou l'approchent, la consistance requise de ce dernier.

Et le sénateur Kennedy ?

Passons sur la dizaine de politiciens démocrates qui se sont « pointés » dans les vestiaires du marathon pour la Maison Blanche mais qui n'ont ni les fonds, ni l'organisation, ni le souffle qu'exigerait plus qu'un tour de piste. La plupart sont de qualité, mais aucun ne paraît en posture de se qualifier pour la finale qui se disputera le mardi 2 novembre 1976.

Paradoxe classique de la politique américaine : alors que M. Ford ne court pas grand risque de perdre la Maison Blanche, son parti n'inspire confiance qu'à 18 % de ses compatriotes, dont 42 % sont fidèles au parti démocrate et 40 % répugnent à toute allégeance déterminée. On voit que l' « arithmétique présidentielle » évoquée par M. McGovern a des lois bien à elle...

C'est en réfléchissant à la disparité de ces chiffres que les démocrates pourraient soudainement se décider à forcer le destin. La seule personnalité capable d'affronter Gérald Ford avec l'ombre d'une chance d'abréger son règne porte un nom tragique. C'est le sénateur Edward Kennedy.

Cette solution de sauvetage séduit chaque jour davantage les états-majors démocrates. Elle n'est pas infaillible — et qui sait si un échec ne porterait pas le coup de grâce à l'avenir « national » d'un sénateur qui n'a que quarante-trois ans ? Elle constitue l'arme ultime d'un arsenal désespérément pauvre. Reste à obtenir l'assentiment de « Ted » lui-même à cette combinaison. Le 23 septembre 1974, le sénateur du Massachusetts donnait le maximum de publicité à une conférence de presse où il annonçait sa décision « irrévocable » de ne pas briguer la magistrature suprême en 1976. Jusqu'à maintenant, il a tenu très fermement parole. Il n'a même pas cherché à réanimer le réseau de fervents et de mécènes que le plus velléitaire des candidats se croit obligé de « pressentir » des mois avant que ne s'engagent les premières escarmouches de la campagne. Se laisserait-il fléchir par les implorations unanimes d'une « convention » à la dérive ? Tout dépendrait des circonstances, il va de soi. Est-il si encourageant d'incarner à contrecœur le dernier recours d'un parti sans aucune excuse pour en venir à cette extrémité ? Cet aveu d'impuissance collective ne refroidirait-il pas, le premier mouvement d'émotion passé, le zèle de l'électorat démocrate et apparenté ?

De toute façon, 1976 ne promet pas d'être la bonne année pour entamer une ère nouvelle. La stagnation de la vie politique intérieure américaine est le signe que ni les douze dernières années ni peut-être les deux siècles d'indépendance qu'on célébrera dans douze mois n'ont été complètement assimilés par la conscience moyenne américaine. Tout a été si vite depuis 1776 qu'il n'y aurait pas lieu de se désoler si le troisième siècle de cette indépendance devait commencer « pour de vrai » avec quelques années de retard — et de réflexion.

ALAIN CLÉMENT.

(1) ...reat Old Party, ou parti répu-

EUROPE

Grande-Bretagne

Les mineurs acceptent de modérer leurs revendications

De notre correspondant

Londres. — La menace d'un effondrement immédiat du sterling, la semaine dernière, avait conduit le gouvernement travailliste à annoncer son plan contre l'inflation. Le chancelier de l'Échiquier vient de reconnaître plus explicitement qu'il redoutait un retrait massif des fonds étrangers déposés à Londres.

La Grande-Bretagne, a expliqué M. Healey, s'est vu accorder « *une semaine de grâce* ». Sans désigner de façon précise les prêteurs étrangers impatients, il a indiqué que « *certains sont prêts à ouvrir la trappe* ».

Le chancelier a pris la parole mardi 8 juillet devant le groupe parlementaire travailliste. Selon lui, une réduction de 10 % dans le standard de vie et les dépenses publiques de la Grande-Bretagne serait indispensable pour que le gouvernement ne soit pas contraint de s'adresser au Fonds monétaire international, qui lui imposerait des conditions beaucoup plus humiliantes.

Dans l'immédiat, le gouvernement a vu reculer, mardi, la menace d'une confrontation avec les mineurs. (*le Monde* du 9 juillet). A la conférence de Scarborough, l'aile militante du syndicat a finalement été contrainte d'accepter un compromis intervenu à la suite de débats extrêmement orageux. Il maintient certes l'objectif d'un salaire hebdomadaire de 100 livres pour les mineurs de fond, mais ne fixe plus d'échéance précise à la réalisation de cette demande.

Le problème des mineurs n'est pas résolu pour autant. Ceux-ci se contenteront-ils d'une augmentation de 6 livres par semaine alors qu'ils en réclament près de 40 ? C'est pourtant cette augmentation uniforme de 6 livres qui paraît être acceptée maintenant par la majorité des syndicats dissidents.

Les partis socialiste et communiste chypriotes grecs demandent que des mesures soient prises contre la Turquie

Les représentants du parti socialiste chypriote (EDEK), M. Vassos Lyssaridès, et du parti communiste chypriote (AKEL), M. Stelios Iakovidès, ont tenu, mardi 8 juillet, une conférence de presse à Paris, à l'initiative du Comité France-Chypre (19, rue Jacob, Paris-6e).

Après avoir rappelé les événements du 15 juillet 1974 (coup d'État contre Mgr Makarios), du 20 juillet (première intervention turque), du 14 août (reprise de l'offensive turque), le porte-parole du comité France-Chypre a cité quelques chiffres qui symbolisent, à ses yeux, les conséquences de l'occupation du nord de l'île par les Turcs : il y a deux cent mille réfugiés chypriotes grecs dans le Sud ; les Turcs occupent 40 % du territoire et contrôlent 70 % des ressources de l'île ; ils ont expulsé la moitié de la population de la zone occupée. Or les Grecs représentent 80 % de la population totale (contre 18 % pour les Turcs et 2 % pour les Arméniens et les Maronites).

Pour M. Lyssaridès, d'autre part, la crise de Chypre est le résultat d'une entreprise de l'impérialisme américain, qui entend transformer l'île en une base de l'OTAN, la Turquie ayant, dans cette affaire, été utilisée par les États-Unis.

Les déclarations de M. Lyssaridès ont été approuvées par son collègue du parti communiste, selon lequel la population chypriote grecque doit se préparer à la lutte armée.

L'un et l'autre ont réclamé une action internationale destinée à isoler la Turquie. M. Lyssaridès a mis l'accent sur le recours aux Nations unies. Mais il faut aussi, selon lui, armer la population de l'île dans l'hypothèse où la guerre populaire devrait être déclenchée. M. Lyssaridès a indiqué que des contacts existaient entre la gauche chypriote et l'O.L.P., qui ouvrirait bientôt un bureau à Nicosie.

Dans une déclaraton diffusée à l'issue de la conférence de la presse, les partis chypriotes de gauche et d'extrême gauche et « *les forces progressistes de Turquie en Europe* » exigent « *le départ immédiat de Chypre de toutes les forces militaires étrangères* » en application de la résolution n° 3-212 des Nations unies.

● *Trois journées d'information* et de débats ont lieu les 9, 10 et 11 juillet, sur les « luttes populaires à Chypre », au siège de Liaisons directes, 4, rue d'Aligre, Paris (12e).

ASIE

Chine

GRACE A SES EXPORTATIONS DE PÉTROLE

Pékin pourrait resserrer ses liens avec l'Asie du Sud-Est

La production atteindrait 100 millions de tonnes en 1976

De notre correspondant

Pékin. — Les informations sur l'industrie pétrolière chinoise se multiplient. L'arrivée à la raffinerie de Pékin du pétrole de Taching, le grand bassin pétrolier du Nord-Est, grâce à un oléoduc de 1 500 kilomètres, achevé le mois dernier, a été annoncée mercredi 9 juillet. Les jours précédents, la presse faisait état des succès remportés dans l'exécution du plan de production au cours du premier semestre. Elle annonçait, notamment, une augmentation de 24 % par rapport au premier semestre de 1974 de l'extraction de pétrole. Appliquée aux quelque 65 millions de tonnes que l'on estime avoir été produits l'an dernier, ce taux d'augmentation permettrait d'atteindre en 1976 une production de 100 millions de tonnes de « brut ».

Des quelques données chiffrées éparpillées dans les dépêches, il résulte que la distribution géographique de la production se modifie très vite. Taching, qui avait permis de résister dans les années 60 à la suppression des fournitures soviétiques, reste le plus important centre pétrolier. Mais sa position est menacée par les champs récemment découverts, sur lesquels repose l'essentiel de la croissance aujourd'hui. Pour une croissance moyenne de 24 %, Taching progresse seulement de 14 % en un an, tandis que le bassin « Victoire » (Shengli) du Chantong augmente sa production de 42 %. Aucune donnée chiffrée n'est fournie pour le bassin, également très prometteur, de Dagang, proche de Tientsin.

La Chine veut du pétrole pour satisfaire une partie de ses besoins énergétiques, mais aussi et surtout pour le vendre en Asie, où elle en récoltera des profits économiques et politiques. Son secteur énergétique repose aujourd'hui, en effet, aux quatre cinquièmes sur le charbon, et celui-ci gardera longtemps encore sa position prédominante. L'agence Chine nouvelle a annoncé, il y a quelques jours, que les houillères avaient dépassé le plan pour le premier semestre ; la croissance est sans doute de 8 à 10 %, augmentation à rapporter aux 400 ou 420 millions de tonnes extraites l'année dernière.

Les ventes de « brut » à la Thaïlande

Pour le pétrole, en revanche, la part des exportations ne cesse d'augmenter. Les ventes sont stimulées par la hausse des prix internationaux et par la croissance des besoins dans tout l'Extrême-Orient. Elles répondent aussi à des objectifs spécifiques et d'ordre diplomatique : Pékin veut resserrer ses liens avec les pays du Sud-Est asiatique ; diminuer l'influence des grandes compagnies internationales et empêcher le Japon de se lancer dans la coûteuse et tentante aventure sibérienne.

Cette évolution se combine avec la croissance économique et menace l'équilibre des échanges extérieurs. Les importations d'équipement se traduisent par un déficit commercial très sensible avec les nations industrielles. Les ventes vers le tiers-monde afro-asiatique et les rentrées invisibles compensent-elles ce déséquilibre ? On ne le sait trop, mais, de toute manière, il faut encore tenir compte des nombreux prêts accordés aux pays sous-développés et qui ne produisent pratiquement pas d'intérêt. Pour alléger les pressions exercées sur la balance des paiements, le pétrole devient un instrument particulièrement efficace. En effet, sur la base des prix actuels et en acceptant l'hypothèse d'une croissance de la production au présent rythme, la Chine obtiendrait — avant la fin des années 70 — 3,6 milliards de dollars par an en vendant seulement le dixième de sa production, proportion qui semble un peu faible. Elle pourrait ainsi financer son ambitieux plan de développement pour la fin du siècle. Les retombées politiques ne sont pas non plus négligeables. M. Kukrit Pramot, premier ministre thaïlandais, déclarait le 6 juillet à son retour de Pékin que la Chine était prête à vendre à son pays immédiatement autant de pétrole qu'il pourrait en désirer. Elle achèterait en contrepartie diverses matières premières agricoles. Pékin a sans doute fait des propositions semblables aux Philippines et à la Malaisie.

ALAIN BOUC.

DES AFFICHES MURALES APPARAISSENT DANS LA CAPITALE

Pékin (*A.F.P.*) — Des affiches en caractères géants, les premiers *dazibao* qui apparaissent à Pekin depuis la campagne de panneaux muraux de l'été 1974, ont été vues, mardi 8 juillet par des étrangers, en quatre points de la partie nord-est de la capitale. Elles ont été arrachées, dans la soirée, par des policiers en uniforme et des personnes en civil chargées de la sécurité.

Les plus remarquées étaient signées de deux soldats qui accusaient un commissaire politique adjoint de l'armée, M. Kai Gen-yin, « *de saboter et de redouter la campagne menée actuellement contre les droits bourgeois* ».

« *La nouvelle Constitution nous garantit le droit à la démocratie dans les rues par l'usage d'affiches en caractères géants, et nous n'avons pas pu écrire un seul « dazibao » depuis l'été dernier, quand la campagne contre Lin Piao et Confucius battait son plein* », écrivent les auteurs d'une autre affiche.

Laos

LES NOUVEAUX MINISTRES APPARTIENDRAIENT A LA TENDANCE « DURE » DE LA GAUCHE

Le gouvernement laotien a désigné mardi 8 juillet les personnalités qui remplaceront « temporairement » les trois ministres de gauche contraints d'abandonner leur poste pour « raison de santé ». Le général Phoune Sipraseuth remplacera M. Phoumi Vongvichit au poste de vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères. L'intérim du ministre de l'information sera assuré par M. Thao Ma, membre du comité central du Pathet-Lao et ancien gouverneur de la province de Samneua. Enfin, M. Soth Petrasi, ministre de l'économie, sera remplacé par M. Khamphay Boupha, actuellement ambassadeur à Hanoï. Le porte-parole du gouvernement a précisé que ces trois personnalités ont le titre de « délégués du premier ministre », les trois membres du gouvernement autorisés à se mettre en congé demeurant titulaires de leur poste. — (*Reuter.*)

[Les trois ministres qui s'effacent, fût-ce temporairement, de la scène politique laotienne représentent la « vieille garde », d'origine bourgeoise et aristocratique, du Pathet-Lao. Leurs remplaçants sont plus jeunes et moins marqués sans doute par le passé colonial français. Selon l'envoyé spécial du « New York Times » à Vientiane, ce remaniement ministériel pourrait signifier une diminution de l'influence du prince Souphanouvong, partisan d'une certaine modération, au profit d'hommes plus « durs », tels que MM. Kaysone Phoumvihan et Nouhak Phoumsavan, généralement considérés comme les véritables « patrons » du mouvement communiste et dont les nouveaux ministres seraient politiquement proches.]

EUROPE

POUR LA PREMIÈRE FOIS AU COMPLET

Le Parlement des Neuf discute de l'Union européenne

Le Parlement européen discute ce mercred i 9 et le jeudi 10 juillet, le rapport sur la réalisation de l'Union européenne que les « sommets » des Neuf de 1972 et 1974 ont demandé aux institutions de la Communauté. La Commission de Bruxelles a déjà déposé son rapport (*le Monde* du 28 et du 29-30 juin), qui se prononce pour la formation d'un gouvernement européen indépendant des Etats.

Le projet de rapport préparé par un député belge, M. A. Bertrand — qui servira de base de discussion, — déclare que l'Union européenne « *doit s'appuyer sur (...) un centre de décision unique qui ait le caractère d'un véritable gouvernement européen, indépendant des gouvernements nationaux, responsable devant le Parlement de l'Union (...)* ».

Le projet de rapport se prononce (comme l'ont déjà fait les chefs de gouvernement) pour l'élection du Parlement au suffrage universel direct, et demande les « *adaptations* » suivantes au mécanisme communautaire :

Le Conseil de la Communauté renonce au principe de l'unanimité et siège en public « *dans le cadre de son activité législative* » ; les fonctions du secrétariat du Conseil sont étendues à l'ensemble des relations entre les Etats membres (et non plus seulement à celles qui relèvent du traité de Rome) ; le Parlement peut intervenir dans le processsus de décision communautaire (saisi de toutes les propositions de la Commission, il peut les amender avant que le Conseil se prononce et une procédure de concertation lui permet d'intervenir à nouveau si la proposition approuvée par le Parlement n'est pas retenue) ; les pouvoirs du Parlement doivent être « *renforcés* » avant 1980 ; le Parlement participe « *pleinement* » à la coopération politique et à toutes les consultations entre les Etats membres ; il participe à la nomination des membres de la Commission.

Le Parlement européen s'est réuni lundi pour la première fois au complet depuis l'élargissement de la Communauté. Les travaillistes britanniques ont en effet mis fin à leur boycottage. Les Britanniques sont désormais 36 : 18 travaillistes (12 membres des Communes et 6 lords) ; 16 conservateurs, un libéral et un nationaliste écossais. Le groupe parlementaire socialiste est désormais le plus nombreux. Avec 67 membres, il devance les démocrates-chrétiens (51), les libéraux et apparentés (25), les démocrates européens de progrès (17), les conservateurs (17), les communistes et apparentés (15) et les non-inscrits (6).

Portugal

Le M.F.A. définit les modalités de l'alliance entre le peuple et l'armé

(Suite de la première page.)

C'est finalement une ligne plus nuancée que les délégués du M.F.A. ont acceptée. Elle se rapproche du projet présenté au mois de mai par un groupe d'officiers qui, semble-t-il, sont influencés par le parti communiste.

Sans « *ignorer les partis ni armer le peuple* », l'objectif consiste à « *rassembler les travailleurs pour la défense de la révolution dans une perspective correcte de la lutte de classe* ».

Pour que ce projet soit mis en application, il faut encore que le Conseil de la révolution se prononce.

Selon le texte du M.F.A., « *la défense et la dynamisation de la révolution* » exigent au plan interne l'élargissement du secteur économique contrôlé par l'Etat, une application de la réforme agraire « *contrôlée scrupuleusement par les masses paysannes organisées* », l'épuration et la décentralisation de l'appareil d'Etat, le renforcement du contrôle des moyens de production par les travailleurs, la définition d'une politique économique tenant compte des secteurs prioritaires.

Le projet refuse toute « *hégémonie idéologique, politique ou économique* » et recommande la continuation du processus de décolonisation en Afrique « *jusqu'aux dernières conséquences* ». Cela laisse prévoir un plus grand engagement des forces portugaises en cas d'aggravation des troubles en Angola. Afin d'organiser la participation « *révolutionnaire* » des travailleurs, le projet suggère la création de commissions de quartier, de commissions de travailleurs, de conseils de village, de coopératives, d'associations des petits et moyens agriculteurs.

Ces commissions devraient se regrouper dans chaque municipalité pour former une assemblée. Les militaires participeront directement à ces assemblées. En outre et en qualité de mouvement « *indépendant des partis* », c'est le M.F.A. qui jugera le caractère représentatif des nouvelles organisations.

Le vendredi 4 juillet, le parti communiste avait appelé ses militants à constituer des « groupes de vigilance » dans toutes les grandes entreprises de la région de Lisbonne. En même temps, des rumeurs circulaient dans la capitale sur la démission du premier ministre, le général Vasco Gonçalves. Selon les communistes, une autre tentative de coup d'Etat de la droite n'était pas à écarter. Dimanche 6 juillet, au cours de la première rencontre des « *travailleurs socialistes de l'information* », le secrétaire général du P.S., M. Mario Soares, avait dénoncé les « *groupes* » qui « *manipulent les organes d'information* ». « *Nous sommes disposés à paralyser le pays pour protester contre cette atteinte à l'intelligence de notre peuple* », avait-il déclaré.

Mardi le parti populaire démocratique présentait un rapport très pessimiste sur l'état de l'économie portugaise et proposait quelques « *mesures d'action immédiate* » : une politique « *rationnelle* », de manière à « *ne pas distribuer plus qu'on ne produit* » ; la fin des « *épurations sauvages* » entraînant « *l'émigration de personnes hautement qualifiées* » ; la publication d'un statut des investissements et la fixation d'indemnités « justes » en cas d'expropriation, afin de « *donner confiance aux financiers et aux entreprises privées* » ; l'arrêt des nationalisations.

L'annonce faite par les travailleurs de l'imprimerie de *Republica* de leur intention de publier un numéro du journal le jeudi 10 juillet a encore accru les tensions. En outre un conflit a surgi au journal *O Seculo* après l'exclusion du major Teixeira du poste de président de la commission désigné par le conseil des ministres.

Les motifs de l'éloignement de cet officier peuvent être recherchés dans la sympathie qu'il avait manifestée à plusieurs reprises aux groupes d'extrême gauche. Dans une interview accordée à un hebdomadaire, il avait regretté l'arrestation du secrétaire général du M.R.P.P., M. Matos. Le mercredi 2 juillet il avait refusé d'assister à l'assemblée des délégués de l'armée de terre.

Le départ du major Teixeira a été présenté comme une « *mesure de discipline militaire* ». Cela n'a pas empêché les journalistes et employés du *Seculo*, opposés aussi bien aux partis d'extrême gauche qu'au parti socialiste, de se mobiliser pour exiger sa réintégration. Au cours d'une réunion, le lundi 7 juillet, une assemblée a élaboré un texte de soutien au major.

C'est dans ce contexte que le nouveau texte du M.F.A. a été publié le 9 juillet à Lisbonne.

On attend maintenant la réaction des partis. Le parti socialiste parait pas avantagé par cette [...]nière décision de l'assemblée. [...]puis des mois les amis de So[...] réclament des élections pour les [...]ministrations locales où le Mo[...]ment démocratique portugais [...] très bien installé dans les jours [...] ont suivi le 25 avril 1974.

Mais une victoire électorale [...] socialistes dans ce domaine, m[...] si elle est probable, aura désorm[...] beaucoup moins d'importance. [...]grées dans un contexte plus va[...] ces administrations perdront b[...]coup de leur influence, tandis [...] celle des partis situés à gauche [...] P.S. sera renforcée.

JOSÉ REBELO

● *L'ex-général Spinola*, qu[i a] obtenu des autorités brésilien[nes] un passeport d'exilé, compte [se] rendre aux Etats-Unis pour f[aire] une tournée de conférences, i[ndi]que-t-on à Brasilia de sou[rce] informée, le mercredi 9 juillet.

Cette décision, estiment [les] observateurs, semble prouver [que] l'ex-chef de l'Etat portugais [n'a] pas abandonné l'idée de lu[tter] pour « *le rétablissement de la [li]berté démocratique qui*, selon [lui,] *a été trahie par le M.F.A.* ». *(A.F.P.)*

DIPLOMATIE

Le voyage du premier ministre israélien en Allemagne fédérale

La première démarche de M. Rabin a été une visite à l'ancien camp de Bergen-Belsen

Le Caire et Jérusalem ont démenti, mardi 8 juillet, les informations faisant état de la conclusion imminente d'un accord intérimaire sur le Sinaï. Le ministre égyptien des affaires étrangères a affirmé que « son gouvernement n'avait encore reçu des Etats-Unis aucun élément nouveau ». Et le chef du gouvernement israélien, M. Rabin, a déclaré à Tel-Aviv, avant son départ pour l'Allemagne fédérale, que toutes les informations concernant un accord intérimaire étaient « pour le moins prématurées » et relevaient « de la pure spéculation ».

De notre correspondant

Bonn. — Arrivé mardi 8 juillet en République fédérale pour une visite officielle de quatre jours, M. Rabin est le premier chef de gouvernement israélien à fouler le sol allemand.

Né en Israël, M. Rabin appartient à cette génération de Sabras qui n'a pas eu à souffrir des persécutions nazies. Devant les correspondants de presse allemands, il a néanmoins souligné que tout juif portait en lui « *la marque de l'holocauste* ». C'est bien pour montrer qu'Israël n'oublie pas qu'il a tenu à commencer son séjour par une visite à l'ancien camp d'extermination de Bergen-Belsen, près de Hanovre, où périrent cinquante et un mille déportés dont trente mille juifs. Parmi eux se trouvait Anne Frank.

Pour ne pas troubler ce pèlerinage, les blindés de la Bundeswehr, en manœuvre non loin de là sur un terrain militaire de l'OTAN, avaient reçu l'ordre d'interrompre leur canonnade, et c'est dans un silence impressionnant que, accompagné de sa femme et de personnalités allemandes, M. Rabin a traversé le parc bordé de quatorze fosses communes, qui s'étend à l'emplacement de l'ancien camp. Le chef du gouvernement s'est incliné devant l'obélisque élevé à la mémoire des victimes, puis il a déposé une gerbe d'œillets bleus et blancs — couleurs d'Israël — devant le mausolée juif. Après avoir observé plusieurs minutes de silence, il a récité lui-même le kadish, la prière des morts.

Le premier ministre s'est ensuite rendu à Berlin-Ouest, où il a été reçu à l'hôtel de ville de Schoenberg, transformé en forteresse, par le bourgmestre, M. Schuetz. Ce dernier, qui s'est signalé en maintes occasions par des prises de position très proches d'Israël, a rappelé que les Berlinois se sont toujours trouvés aux côtés de l'Etat juif. Au cours de la réception donnée en son honneur au château de Charlottenburg par la Chambre des députés et le Sénat berlinois, M. Rabin a exprimé son émotion d'accomplir en Allemagne une visite qui referme un cercle de l'histoire de l'humanité.

Le premier ministre prolongera d'une journée sa visite en République fédérale pour rencontrer samedi, au château de Gymnich, près de Bonn, le chef de la diplomatie américaine, M. Kissinger.

(Intérim.)

A L'ISSUE DE SES ENTRETIENS A PARIS

Le premier ministre tunisien souligne l'« identité de vues » entre son pays et la France

« *Sur toutes les questions étudiées — coopération franco-tunisienne et problèmes méditerranéens — nous avons constaté des points de vue convergents et une identité de vues. La France et la Tunisie n'ont pas de problèmes. C'est pourquoi nous avons évoqué ceux des autres* », a déclaré M. Nouira, premier ministre tunisien, dans une conférence de presse, mardi 8 juillet, au terme de ses entretiens à Paris, avec le président Giscard d'Estaing et M. Chirac, premier ministre, ainsi qu'avec une délégation du Conseil national du patronat français.

M. Nouira, qui a confirmé que le président de la République irait en visite officielle à Tunis au début de novembre, devait se rendre ce mercredi à Lyon.

« *Le gouvernement et le patronat français*, a-t-il déclaré, *s'intéressent beaucoup au développement de la Tunisie, d'autant plus que ce développement se fait dans le cadre d'un plan qui n'est pas très rigoureux mais d'un plan quand même.* »

Le premier ministre tunisien a précisé que la « *possibilité d'une conférence méditerranéenne* » avait été évoquée au cours de son tête-à-tête avec M. Giscard d'Estaing.

Au sujet de l'association de la Tunisie à la Communauté européenne, le premier ministre tunisien a dit : « *La Communauté économique européenne n'est pas sans contradictions internes. Il faut que les aspirations tunisiennes coïncident avec toutes les composantes de cette communauté (...). Nous avons, certes, des soucis : la généralisation des préférences, c'est la fin des préférences. Or, le traité de Rome a tenu à manifester une certaine préférence pour les pays qui dépendaient des puissances européennes.* »

Après avoir rendu hommage à l'effort du gouvernement français, qui « *reconstitue l'environnement pour nos compatriotes tunisiens installés en France, progressivement mais sûrement* », M. Nouira a confirmé que les positions française et tunisienne sur le Proche-Orient étaient « *très proches* ».

● *La France a fait part à plusieurs pays* de son intention de s'opposer à l'exclusion d'Israël ou à l'invalidation de sa délégation à la prochaine session des Nations unies. Certains pays arabes ont manifesté l'intention de faire invalider les délégués israéliens à la majorité simple, procédure utilisée contre l'Afrique du Sud en 1974. Une telle initiative, contraire à l'universalité de l'ONU, durcirait les positions au lieu de favoriser une solution du conflit, dit-on dans les milieux autorisés français.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

● EN DEPIT DES CRITIQUES DE L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE, l'Assemblée nationale de Corée du Sud a adopté, mercredi 9 juillet, trois lois sur la sécurité en temps de guerre.

Espagne

● LE MINISTERE ESPAGNOL DE L'INFORMATION a fait procéder, le mercredi 9 juillet, à la saisie d'un livre du professeur Luis Gonzalez Seara, ancien doyen de la faculté des sciences politiques de l'université de Madrid, qui préconise une réforme de la Constitution espagnole. Le livre, intitulé *En el Umbral del Cambio* (« Au seuil du changement »), fait partie d'une nouvelle collection de livres politiques édités par la société dont M. Gonzalez Seara préside le conseil d'administration, et qui édite l'hebdomadaire politique *Cambio-16*. — *(A.F.P.)*

Israël

● L'OLEODUC EILAT-ACHKELON a été gravement endommagé mercredi 9 juillet à la suite d'une explosion, rapporte le journal *Yediot Aharonot*. Une enquête a été ouverte par la police, qui n'exclut pas la possibilité d'un sabotage. — *(A.F.P.)*

Italie

● UNE JEUNE FEMME A ETE TUEE dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 juillet à Rome au cours d'une opération de police dans une cachette du mouvement terroriste Noyau de l'armée prolétarienne. Ce groupe est tenu pour responsable de nombreux enl[è]ments et attentats à la bo[mbe].

Ouganda

● M. CALLAGHAN, SEC[RE]TAIRE AU FOREI[GN] OFFICE, est arrivé m[ardi] 8 juillet à Kinshasa, afin [de] s'entretenir avec le gén[éral] Mobutu du sort de M. De[nis] Hills.

Tchécoslovaquie

● M. VILIAM SALGOVIC, p[rési]dent de la commission [de] contrôle du parti commu[niste] slovaque, a été élu à Bratis[lava] président du Conseil nati[onal] slovaque, en remplacemen[t de] M. Ondrej Klokoc, décéd[é en] mars dernier. Vice-ministr[e de] l'intérieur en août 1968, M. [Sal]govic avait été démis de [ses] fonctions pour « collabora[tion] avec l'occupant » et réhab[ilité] en juin 1969. — *(A.F.P.)*

DÉFENSE

APRÈS LE REMPLACEMENT DES F-104

Trois nouveaux marchés d'avions opposent les États-Unis à l'Euro[pe]

Dans deux pays d'Europe et au Canada, les industriels américains et européens de l'aéronautique sont, à nouveau, en compétition pour le remplacement d'avions de combat anciens dans les armées de l'air de Suisse et du Canada, et d'avions de lutte anti-sous-marine aux Pays-Bas. La conclusion de ces marchés est pour bientôt, mais, selon les dépêches de nos correspond[ants] il apparaît que les matériels améric[ains] comme dans le remplacement des F[-104] en Europe, sont les mieux placés.

CANADA : un nouveau succès du F-16

Montréal. — *Le ministère canadien de la défense pourrait décider, sous peu, de choisir le F-16 de General Dynamics pour remplacer, après 1980, ses 110 avions de combat Starfighter F-104 dont la moitié sont stationnés en Europe, ainsi que ses 63 chasseurs tout temps McDonnell F-101.*

Le renouvellement du parc aérien canadien, même s'il ne peut être comparé au « marché du siècle » *qui a vu la victoire du F-16 américain sur le Mirage français, pourrait avoir des répercussions sur ce fameux marché en abaissant le coût unitaire de l'avion de General Dynamics dont un millier d'exemplaires sont en passe d'être commandés (environ 350 en Europe et 650 par l'armée de l'air américaine. Le Canada pourrait acheter entre 100 et 200 avions, selon la nouvelle politique de défense qui sera définie dans le courant de l'été.*

Cette nouvelle politique de défense permettra aussi de savoir dans quelle mesure le Canada est prêt à participer à la défense de l'Europe dans le cadre de l'OTAN. Pour l'année budgétaire 75-76, l'entretien des forces canadiennes en Europe (5 000 hommes, une quarantaine de chars anciens Centurion, 54 Starfighter F-104) coûtera à Ottawa 100 millions de dollars (environ 400 millions de francs), soit 4 % du budget total canadien de la défense.

Le premier ministre, M. Trudeau, est conscient de l'utilisation qu'il peut faire de la présence du Canada dans l'OTAN pour établir des liens plus étroits avec les pays de la C.E.E. Encore faut-il qu'Ottawa fasse preuve de bonne volonté et accepte de ne plus réduire ses effectifs stationnés en Europe et de renouveler son matériel désuet. Plusieurs options sont actuellement à l'étude au ministère de la défense : laisser les choses en l'état ou moderniser l'équipement dans le cadre d'une défense soit entièrement terrestre, soit entièrement aérienne. Cette dernière option a la faveur du ministre de la défense, M. James Richardson.

Le Canada est habitué à dépenser peu pour sa propre défense qui est financée, en grande partie, par les Etats-Unis dans le cadre du pacte militaire NORAD, conclu en 1958. En mai dernier, ce pacte de défense aérienne a été reconduit pour cinq ans. Grâce aux économies ainsi réalisées, Ottawa pourrait décider d'améliorer la qualité de sa participation à l'OTAN et acheter des F-16.

Si le Mirage F1 n'était pas réellement dans la compétition, en revanche, les Européens ont proposé d'équiper l'armée de l'air canadienne avec le biréacteur M.C.R.A., qui est un avion de combat fabriqué par la Grande-Bretagne, l'Italie et la République fédérale d'Allemagne.

BERTRAND DELAGRANGE.

SUISSE : les chances du Mirage s'amenuise[nt]

Berne. — S'il n'a pas encore arrêté son choix définitif, le gouvernement helvétique a annoncé récemment deux décisions accroissant sensiblement les chances de l'appareil américain Tiger F-5-E comme nouvel avion de combat pour l'armée suisse. D'une part, les négociateurs ont obtenu de la société Northrop, constructrice du Tiger, qu'en cas d'achat le montage final des appareils soit réalisé en Suisse. D'autre part, le chef du département militaire fédéral (l'équivalent du ministère de la défense) a été autorisé à signer avec les Etats-Unis un accord portant sur des commandes compensatoires.

En cette période de récession, il était néanmoins souhaitable d'associer sous une forme ou une autre l'industrie suisse à ce marché. Ainsi, la fabrique d'av[ions] d'Emmen, dans le canton de [Lu]cerne, recevrait une comma[nde] de quelque 40 millions de fr[ancs] suisses (environ 65 millions [de] francs français) pour le mont[age] final des appareils.

Si les préférences des milita[ires] vont visiblement au Tiger am[éri]cain, il appartient au gouver[ne]ment helvétique de faire des p[ro]positions précises au Parlem[ent] qui aura le dernier mot sur l['oc]troi d'un crédit de plus de 1 [mil]liard de francs suisses (envi[ron] 1,62 milliard de francs franç[ais]) pour l'acquisition de nouve[aux] avions de combat. A en juger [par] la récente évolution de la sit[ua]tion, les chances du Mirage-5, [du] groupe privé Dassault-Breg[uet] semblent s'amenuiser.

JEAN-CLAUDE BUHRER

PAYS-BAS : un appareil américain pour la marine

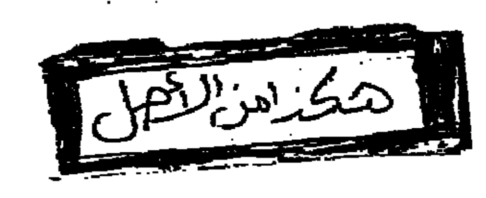
La Haye. — La marine néerlandaise doit remplacer, à partir de 1978, les treize avions de reconnaissance Neptune déjà en service depuis 1960. Trois appareils sont en concurrence : une version améliorée du Breguet Atlantic, l'avion américain Lockheed Orion P 3 et le Nimrod Mark 2 de fabrication anglaise. Contrairement à des rumeurs qui ont couru à Paris, le gouvernement néerlandais n'a pas encore décidé, indique-t-on à La Haye, quel modèle sera choisi.

L'avion Lockheed présente l'avantage d'être en service depuis quatre ans aux Etats-Unis, alors que le Breguet Atlantic nouvelle formule en est encore au stade de l'avant-projet. Néanmoins, ces derniers appareils s'ajouteraient, aux Pays-Bas, aux neuf avions Breguet Atlantic déjà en service depuis 1969. Le Con[grès] américain a autorisé une prem[ière] vente de quatre avions Lockh[eed] livrables aux Pays-Bas en 1977, [mais] on est formel à La Haye sur le [fait] que le choix n'est pas enc[ore] arrêté.

Il est intéressant de rappeler [que] la marine néerlandaise avait, il [y a] six ans, préféré un avion américai[n à] la première version du Breg[uet] Atlantic. Mais, sous l'influence [de] M. Luns, alors ministre des affa[ires] étrangères, le gouvernement de [La] Haye avait choisi l'appareil co[nçu] en coopération européenne, puis[que] les Pays-Bas, la Belgique, la Fran[ce,] la Grande-Bretagne et la Républi[que] fédérale d'Allemagne ont particip[é à] la construction du Breguet Atlan[tic].

(Intérim.)





EUROPE

La R. D. A. face à la crise

II. — Stimulants sociaux et idéologiques

De notre envoyé spécial JEAN BENOIT

›e à la crise de l'énergie, elle subit comme d'autres de l'Est les effets indi- la République démocra- allemande s'oriente vers ›uvel effort de production d'accroître ses exporta- dans le même temps e réduira ses importations Monde » du 9 juillet). Cela que une rationalisation ›éthodes de fabrication et nentation de la producti- du personnel disponible. faire accepter cet effort. conomistes de Berlin-Est recours à des stimulants ›x et idéologiques.

›-Est. — Dans la plupart ›es de la R.D.A., une ban- rappelle *« les tâches de ›ion socialiste »* décidées septième congrès du SED. ›st-allemand : *« Aus jeder jeder Stunde Arbeitszeit, Gramm Material, einen ›n Nutzeffekt. »* Pour cha- ›k reçu, pour chaque heure ›ail, chaque gramme de première, une plus grande ›é... Car, en *1975*, quelque ›s investissements indus- e la R.D.A. iront au sec- ergétique.

›trée de la fabrique d'ordi- « Robotron » de Dresde ›x cents salariés, en majo- femmes, âge moyen vingt-) — l'une des neuf unités *Kombinat* qui emploie vingt mille personnes — une inscription définit l'objectif fixé pour 1975 : *« Deux fois trente égale soixante »*. En clair, cela signifie qu'à l'occasion du trentième anniversaire de la libération de Berlin par l'Armée rouge, la production devra *« doubler »* cette année pour que soit terminée la soixantième installation électronique vendue par l'usine. Un graphique appuie la démonstration : avec du courage et de la bonne volonté, tout est possible.

En 1971, l'entreprise a fabriqué des ordinateurs pour une valeur de 60 millions de marks est-allemands (1) ; en 1974, pour 244 millions. *« En 1980*, explique la légende, *nous escomptons atteindre le chiffre de 480 à 520 millions de marks, soit huit fois plus qu'en 1971. »* Le problème, précise un ingénieur, est qu'il faut accomplir cette performance sans augmentation de personnel. *« Notre seule chance*, ajoute-t-il, *c'est la rationalisation du travail, l'automatisation et l'émulation. »*

Rationalisation, automatisation, émulation, pour faire triompher le principe *« rendement d'abord »*, c'est la nouvelle trilogie au pays de Bertolt Brecht. Les voies choisies pour y parvenir supposent une analyse systématique du travail par poste, l'assouplissement et la modernisation des mécanismes internes de production dans les entreprises. Est-ce toujours possible ?

Comme leurs grand-mères

›'un des départements de ›e de l'usine Pentacon de — autre *Kombinat* gi- ›ue (quatre-vingt mille per- au total) fabriquant des ›ls de photographie et d'op- e précision, — cinquante ›s, la plupart ayant moins ›t ans, travaillent à la sous le portrait de M. Erich ›er, premier secrétaire du central.

›*ombinat*, installé sur les ›es anciennes usines Leica, ›tait encore, il y a quelques les chaînes les plus lon- Europe. Aujourd'hui, des filles en blouse blanche ›ssemblées en équipes dou- vingt-cinq à gauche, vingt- › droite de l'étroit ruban › *qui avance lentement, mais* ›*blement*, entre les deux ›*s de petites* tables où cha- ›es ouvrières, la tête cour- sa tâche, s'applique comme ›olière.

elles, le socialisme n'a ›odifié les formes de tra- › connaissaient leurs grand- sous la République de › : huit heures de suite, ›urs par semaine, parfois › période de « dépassement ›n », le même geste répété ›eur de journée. L'appareil ›aphique que l'on saisit au passage, sur le tapis roulant. La vis ou l'écrou microscopiques que l'on serre avec précaution. La petite croix que l'on inscrit sur la fiche de contrôle où seront indiquées, en fin de chaîne, quarante-cinq opérations successives. Le pointage, enfin, sur le carnet personnel de production. L'autre appareil que l'on attend déjà, sans même un regard pour les vastes fenêtres d'où se devinent, au loin, les premiers contreforts des monts Métalliques. Entre les deux opérations, deux minutes et deux secondes, pas une de plus, doivent s'être écoulées.

Toutes les deux minutes et deux secondes, la chaîne livre un appareil Praktica, prêt à l'emploi après les tests d'usage. Travail de haute précision, au centième de millimètre pour la plupart des pièces assemblées, au millième de millimètre pour certaines d'entre elles. Un contrôle de routine tous les quatre postes de travail. Soixante contrôles de vérification en bout de ruban. Pour les ouvrières — à même d'effectuer, au cours de leur carrière dans ce département, les trente-cinq opérations de montage requises — pas plus de deux opérations par séquence. La monotonie du travail parcellaire, pour 850 marks est-allemands par mois : le salaire moyen en R.D.A.

›00 marks pour un poste de travail

›uestion, naturellement, de la chaîne pendant son ›nement. La règle prévoit, ›rs du quart d'heure consa- ›etit déjeuner et des trente › réservées au déjeuner, ›auses de dix minutes par la condition que l'ouvrière se soit assuré un « cré- › huit espacements sur la c'est-à-dire de huit appa- ›vance sur le processus de ›ion.

›l s'étonne de cette disci- ›les ingénieurs de « Pen- rétorquent que la techno- › haute précision exige un de production jamais et qu'elle ne permet pas ›s de satisfaire *« certains humains »*.

› son de cloche à l'usine ›a (machines à tisser) ›l-Marx-Stadt, dont le diri- ›ous déclarait, avec moins ›cautions oratoires : *« La ›sation des tâches, les problèmes de l'environnement industriel, ce sont, certes, des notions à la mode en pays capitaliste. Mais dans un Etat tel que le nôtre, qui a dû construire de toutes pièces son économie, et où la création d'un poste de travail revient à 70 000 marks, nous ne pouvons nous permettre de remettre en cause le processus de production, qui est objectivement la meilleure arme du développement socialiste. D'ailleurs, nous comptons sur la conscience de nos jeunes, sur les stimulants professionnels, mais aussi idéologiques. »*

L'an dernier, 60 % de la progression de la productivité industrielle et agricole de la R.D.A. ont été attribués aux effets de la recherche scientifique sur l'organisation du travail (le souci du « rendement » primant, visiblement, sur celui du confort personnel des producteurs). Pour 40 %, la progression est imputée à « l'émulation socialiste ».

Le symbole du niveau social

›écanismes de cette émula- ›posent d'abord sur un sys- ›nitaire de contrôle, appuyé ›structure hiérarchique. Une définition des fonctions, ›sponsabilités, des circuits ›s d'information. C'est, dans entreprise, la régulation ›ations d'autorité et de com- › à trois niveaux : l'Etat, ›ti, le syndicat, pour les ›ns éventuelles, mais aussi ›imulants socio-profession- « moraux » dispensés aux ›s afin de les orienter plus ›nt vers la collaboration ›te.

›at socialiste dispose incon- ›ement d'un arsenal de me- sociales plus développé Occident : médecine gra- protection socio-médicale, ›ructure d'accueil et de loisirs privilégiant les personnels des industries de pointe et, d'une façon générale, les jeunes, les vieux travailleurs, et surtout les mères de famille (2).

Au terme du IVe plan quinquennal (1971-1975), la R.D.A. aura dépensé 150 milliards de deutschemarks est-allemands pour les seules prestations sociales, soit presque autant que le revenu national brut annuel. Dans ce pays, où un médecin ou un chef d'équipe peuvent parfois gagner moins d'argent qu'un ouvrier qualifié bénéficiant de primes de production et d'ancienneté, les familles sans enfant doivent encore attendre jusqu'à quatre ou cinq ans pour se voir attribuer un logement neuf (six mois pour les familles comptant plus d'un enfant). Mais certains « travailleurs d'élite » jouissent d'une priorité tacite sur les autres citoyens pour accéder aux logements sociaux, aux centres de vacances et aux divers bienfaits de la société socialiste.

Le travail, sinon l'argent qu'il permet d'obtenir, reste ainsi le symbole du niveau social. A l'usine Robotron de Dresde, où plusieurs centaines de *Gastarbeiter* (travailleurs - hôtes) hongrois ont accepté, dans leur contrat, le système des « trois huit », on stimule l'équipe de nuit à l'aide de primes, exactement comme le font certaines entreprises capitalistes.

« Arbeitsfreude... »

Les stimulants idéologiques tendent aussi à valoriser la vie professionnelle. *« Une moitié des primes*, confessait encore le directeur de l'usine Textima, *sont attribuées pour la productivité quantitative, et l'autre moitié pour l'assiduité au travail et le bon esprit. »* Les résultats de l'équipe (dix ou douze travailleurs), ou de la brigade réunissant plusieurs équipes, ou encore, à l'échelon supérieur, du collectif, sont affichés dans les entreprises. Des distinctions honorifiques récompensent les meilleurs.

A l'usine Robotron de Dresde, Frau Keller, une accorte matrone, chef d'équipe au montage du noyau central des ordinateurs (une connexion, par soudage, toutes les deux minutes pour chaque ouvrière), nous présente fièrement Gizella, une jolie Hongroise de vingt-cinq ans. Elle vient d'obtenir la *Rote Nelke*, l'œillet rouge 1975, pour la meilleure productivité du premier trimestre. Elle a dépassé le plan de 10 %. Gizella est contente de son sort, et son enthousiasme est sincère. Ancienne vendeuse, elle rentrera bientôt en Hongrie, ayant acquis en R.D.A. la pratique d'un nouveau métier. Elle ira travailler à l'usine Videotron, quelque part du côté de Budapest. Les mêmes brigades, les mêmes œillets rouges dans une entreprise où le pointage est aboli *« parce qu'il avilit l'être humain »*, mais où une autre Frau Keller au sourire attentif continuera de pousser ses filles à la production : *« Arbeitsfreude »*, joie du travail...

Un nouveau taylorisme ?

Le consensus qui se noue autour d'une telle formule subit parfois quelques à-coups. Dans telle usine de la région saxonne, de jeunes ingénieurs, frais émoulus des grandes écoles, ont désapprouvé le mode de détermination des normes et des classifications de salaires, qui faisaient obstacle, selon eux, au bon fonctionnement du système des stimulants. Certains se sont élevés contre *« un nouveau taylorisme »* productiviste parce qu'ils ne comprenaient pas, nous dit leur directeur, *« la rationalité économique de l'organisation »*.

Certains jeunes critiquent parfois la monotonie de leur travail, et rêvent, comme à l'Ouest, d'argent facile et de loisirs plus larges. Leur refus de coopérer risque alors de se manifester sinon par le freinage des cadences, du moins par un moindre respect des normes de qualité, ou par le gaspillage. A l'autre pôle d'un tel refus, quelques doctrinaires montrent leur résistance aux mesures de rationalisation, éprouvées comme un bouleversement du régime de croisière auquel ils étaient habitués.

Pourtant, les résultats témoignent en faveur des gestionnaires de l'industrie est-allemande. En quelques années, la R.D.A. est devenue — et est restée — le premier exportateur de matériel mécanique et électrotechnique du Comecon. Elle a modernisé récemment un grand nombre de ses entreprises, introduisant les techniques de fabrication les plus audacieuses là où l'automation pouvait aller de pair avec la rationalisation.

A Karl-Marx-Stadt, dans une usine modèle, le Werkzeugmaschinenkombinat Fritz-Heckert, les robots sont à l'action. Soixante personnes, dont une dizaine d'ingénieurs, suffisent à surveiller la bonne marche de dix groupes de fraiseuses géantes, qui fabriquent elles-mêmes des machines-outils. Dix robots transporteurs, dont les arrêts sont programmés, tournent sans cesse dans l'atelier, guidés au sol par un fil d'inducton, sous l'œil d'un seul « chef d'équipe », juché sur sa dunette comme le commandant d'un navire. L'usine Fritz-Heckert fournit à elle seule, avec un personnel peu nombreux, 35 % de la production nationale de machines-outils.

Pour le reste, il faut bien reconnaître que la stabilité de la main-d'œuvre — ici, pas de « turnover » comme en Hongrie, pas de contestation larvée comme en Yougoslavie — n'a d'égale que celle des états-majors industriels. Entre les dangers d'une remise en cause du système et la sécurité qu'offre entre autres le restaurant d'entreprise — où il se voit offrir, pour des sommes modestes, cinq menus différents, — le travailleur est-allemand semble avoir fait son choix : il n'est pas plus frondeur que son homologue de la République fédérale.

L'avenir dira si la nouvelle période d'austérité relative qui s'ouvre à l'est de l'Elbe sera compatible avec l'effort de production réclamé à la population. Les hausses de prix prévues pour le 1er janvier 1976 — et dont les taux figurent sur des listes confidentielles, transmises aux directions des entreprises — ne devraient pas se répercuter au niveau de la consommation privée, ni à celui des services. Les coopératives agricoles d'Etat, les artisans et les communautés religieuses continueront d'être approvisionnés, eux aussi, aux anciens prix.

Les citoyens de la R.D.A. commençaient seulement d'entrevoir un type de consommation proche du nôtre. La crise sera sans doute, de ce fait, ressentie moins amèrement par eux. Ils n'ont pas eu le temps de s'habituer à l'abondance, fruit vénéneux de la croissance.

FIN.

(1) Le mark est-allemand, non convertible, vaut actuellement 1,76 F.

(2) En R.D.A., 80 % des apprentis de l'informatique sont des jeunes filles (75 % dans la chimie, 64 % dans l'élevage, 50 % dans les professions du commerce, de la santé, de l'enseignement). Un tiers du personnel ouvrier qualifié est composé de femmes. D'autre part, les femmes représentent 62 % des étudiants des branches scientifiques et techniques, 42 % du comité confédéral des syndicats et 32 % des représentants à la Chambre du peuple.

UN LIVRE DE CHRISTIAN JELEN

« Les Normalisés »

Depuis vingt ans, trois peuples d'Europe centrale et orientale se sont révoltés contre le système imposé par l'U.R.S.S. Pendant quelques jours, quelques semaines ou quelques mois, les Hongrois, les Polonais, les Tchécoslovaques se sont imaginés qu'ils venaient d'inventer un « socialisme à visage humain ». Leur printemps fut éphémère. A peine avaient-ils « explosé » qu'ils étaient « normalisés », remis sur le droit chemin. Des historiens ont raconté, analysé ces événements de notre après-guerre qui eurent pour théâtres Budapest et Varsovie en 1956, Prague en 1968, les villes polonaises riveraines de la Baltique en 1970. M. Christian Jelen ne se penche pas sur le passé. Il dit comment aujourd'hui vivent, réagissent des hommes et des femmes qui semblent avoir renoncé à leurs espoirs.

L'auteur a recueilli des témoignages, il a glané dans la presse de ces pays socialistes une multitude de petits faits plus instructifs que de savantes dissertations. Peu à peu il reconstitue ainsi la double existence de la plupart des habitants. Qu'y a-t-il alors de commun entre l'« homme nouveau » qu'exhalte la propagande, ce modèle auquel chacun fait mine de ressembler, et l'être réel fait de souffrances, d'amertume, d'aspirations inassouvies ? Le dédoublement imposé de la personnalité est peut-être la plus pernicieuse des maladies inoculées par cette façon de gouverner la société. Certains font lucidement, en cachette, le contraire de ce qu'ils proclament. D'autres n'ont même pas conscience du double jeu auquel ils se livrent pour subsister. La rébellion éclate quand, sentant un affaiblissement du pouvoir, des intellectuels, des militaires se rebiffent contre le mensonge généralisé.

Alors apparaissent dans leur ampleur des phénomènes qui sont monnaie courante mais que la presse présente, quand elle en parle, comme des cas tout à fait exceptionnels. Il fallut attendre par exemple la chute de l'équipe stalinienne à Varsovie pour constater que bon nombre de Polonais consacraient beaucoup plus de temps à un métier clandestin qu'à leur emploi officiel, que la modicité des salaires était corrigée par le trafic, que sous les dehors rassurants d'une société planifiée une jungle se reconstituait.

Le pouvoir ne peut ignorer cette « vie parallèle ». D'ailleurs, à l'exception de quelques privilégiés bénéficiant d'un secteur réservé, les dirigeants eux-mêmes ne doivent-ils pas pour entretenir leur logement, par exemple, faire appel à ce travail noir qu'ils condamnent ?... Dans la préface de l'ouvrage, M. Pierre Daix note à ce propos que *« le socialisme despotique a traité les peuples en mineurs qu'il faut pousser dans le droit chemin par châtiments et hochets appropriés »*.

On reprochera sans doute à M. Christian Jelen de n'avoir pas relevé aussi les progrès accomplis grâce aux régimes actuels. Ce n'est pas un tableau exhaustif qu'il nous propose. Mais il illustre par les épisodes de la vie quotidienne le cri que lançait en 1955 l'écrivain polonais Adam Wazyk dans son *Poème pour adultes* : *« Nous réclamons des vérités claires, le blé de la liberté, la raison flamboyante »*.

B. F.

★ Christian Jelen, *les Normalisés*. Préface de Pierre Daix. Ed. Albin Michel, 286 p., 34 F.

POLITIQUE

M. Mitterrand : la politique du « tout va bien » est une politique d'abandon de la volonté nationale

M. François Mitterrand a consacré, mardi 8 juillet, l'essentiel de sa conférence de presse à répondre aux analyses optimistes de M. Valéry Giscard d'Estaing concernant la situation économique et sociale, mais il a été amené à évoquer aussi, une fois de plus, le problème de ses relations avec le parti communiste. Le premier secrétaire du P.S. s'en est tenu à son attitude habituelle : refus de tout développement polémique, mais réponse par quelques brèves allusions soit à l'histoire du mouvement communiste international, soit aux progrès réalisés par le P.S. depuis quelques années. M. Mitterrand a choisi la sérénité afin de rejeter le P.C.F. dans le rôle d'allié bougon.

En ce qui concerne le rapport présenté le 29 juin 1972 devant le comité central du P.C.F. par M. Georges Marchais, le premier secrétaire s'est refusé à aborder le fond des remarques du secrétaire général du parti communiste, sous prétexte de ne pas fonder son jugement sur des « arrière-pensées ». Il a simplement mis au compte des erreurs de jugement de ses alliés la méfiance dont le P.C.F. fait preuve à son endroit.

M. René Andrieu, dans « l'Humanité » du 9 juillet, récuse l'argumentation de M. Mitterrand et estime, par exemple, qu'en 1971, au lendemain du congrès socialiste d'Epinay-sur-Seine, les communistes ne se trompaient « ni sur les possibilités qui s'offraient devant la gauche ni sur les obstacles qui restaient à vaincre ». Il ajoute : « Si c'est une erreur de réclamer la clarté sur l'objectif et sur les alliances, de critiquer les déclarations des dirigeants socialistes contraires au programme commun, leur tendance à céder à la pression de la droite et leurs tentatives d'utiliser la stratégie unitaire pour se renforcer à notre détriment, alors oui ! nous avons commis cette erreur, et nous sommes prêts à la commettre encore à l'avenir. »

M. Andrieu conclut en réclamant, une fois de plus, la constitution de listes d'union de la gauche dès le premier tour dans les villes de plus de trente mille habitants lors des prochaines élections municipales. Ce thème sera désormais au centre des préoccupations du P.C.F., qui fera pression sur ses alliés dans ce sens, tout au long des mois à venir. — T. P.

M. François Mitterrand reproche d'abord au président de la République de présenter *« une image idyllique »* de la situation économique et sociale. Il estime pour sa part que la France *« sera en 1975 dans le peloton de queue des grands pays développés »*

Après avoir insisté sur les incidences de cette situation sur les luttes sociales, le premier secrétaire du P.S. explique que, *« contrairement à ce que prétend le gouvernement, il ne peut y avoir, à la rentrée, une reprise naturelle par la seule fin du déstockage et par le redressement de l'environnement international »*.

Selon lui, *« les industriels n'investiront pas sans une reprise de la demande des ménages »* ; d'autre part, même si la relance s'annonce aux Etats-Unis, *« elle se fera par la baisse du dollar et donc par l'exportation vers l'Europe du chômage américain sans aucun effet positif sur l'économie européenne »*.

« Si la politique économique actuelle est poursuivie, ajoute-t-il, *la France sortira de la crise plus vassale que jamais des Etats-Unis avec ses entreprises réduites au rôle de sous-traitant des multinationales et un « volant » énorme de chômage. La politique du « tout va bien, soyez tranquilles » du président de la République est en réalité une politique d'abandon de la volonté nationale. »*

Le député de la Nièvre rappelle alors les propositions de son parti :

— Relance de la consommation populaire et des équipements collectifs ;

— Emprunt public de 20 milliards pour amorcer une politique industrielle cohérente ;

— Réforme fiscale immédiate ;

— Création de cent trente mille emplois publics (P.T.T., éducation, santé) ;

— Aide sélective aux industries de main-d'œuvre ;

— Indexation de l'épargne ;

— Blocage absolu des prix et des marges industriels ;

— Réunion d'urgence d'une conférence européenne pour qu'une relance simultanée d'environ 2 % de la consommation soit engagée par tous les gouvernements de la C.E.E.

Le premier secrétaire répond ensuite à sept questions.

● Quelle signification donner au retour du franc dans le serpent ?

« J'ai moi-même proposé le retour du franc dans le serpent lors de la campagne présidentielle », rappelle-t-il. (...) Il ajoute : *« Le 10 juillet prochain, le franc rentrera dans le serpent sans qu'une politique industrielle véritable ait été mise en place et sans réelle politique pour corriger la parité actuelle du dollar-franc. Faute d'une action cohérente, le seul moyen dont paraît disposer le gouvernement pour maintenir le franc dans le serpent sera de compenser la faible compétitivité de l'économie de l'industrie française par une aggravation de l'austérité. J'avais dit que l'on devait, sur le plan économique, préparer une victoire de la Marne comme Joffre en 1914. Cela ferait plutôt penser à 1940. »*

● Que penser de la politique d'incitation à l'investissement ?

« La politique d'incitation à l'investissement choisie par le gouvernement est vaine et dangereuse, déclare-t-il. *Vaine parce que les industriels n'investissent pas s'il n'y a pas de relance de la demande et que, en conséquence, les milliards ainsi dépensés ne servent qu'à subventionner des investissements qui, de toute façon, auraient été faits.*

» Dangereux parce que, soucieux de rétablir leur marge de profit, les industriels utilisent cet avantage fiscal non pour faire des investissements de capacité, mais des investissements de productivité, utilisant moins de salariés. La politique d'incitation à l'investissement conduit donc à faire financer par l'impôt une aggravation du chômage. Le gouvernement aurait dû comprendre qu'on ne peut pas inciter à l'investissement sans, en même temps, créer la demande, c'est-à-dire sans relancer la consommation. »

● Combien de chômeurs ?

M. Mitterrand estime que le chômage touche 6 % de la population active. Il rappelle que 600 000 jeunes arrivent sur le marché du travail et que M. Durafour, ministre du travail, a reconnu qu'au moins 300 000 d'entre eux auraient besoin de bénéficier des contrats formation de jeunes. Il conclut : *« Fixer, comme le fait le parti socialiste, si la politique actuelle suit son cours, la réalité du chômage à plus de 1 200 000 et l'évaluer pour la fin 1975 à plus de 1 500 000 correspond à une analyse rigoureuse. »*

● Le camouflage de l'endettement extérieur.

Le premier secrétaire explique que l'excédent commercial, qui atteint 6 milliards, ne dépassera pas 7 à 8 milliards. Il en retranche la charge des emprunts (2 milliards) et les transferts de capitaux et de salaires (10 milliards) et conclut à un déficit *« d'environ 5 milliards qui aggrave notre endettement et souligne déjà le caractère factice de l'actuelle valeur du franc »*.

● Le déficit budgétaire.

M. Mitterrand note qu'après le vote du second collectif la loi de finances pour 1975 se solde par un déficit de 133 millions de francs. Il ajoute : *« Selon les évaluations non démenties des commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat, les dépenses « non avouées » atteindraient environ 3 milliards de francs. Le déficit budgétaire serait donc d'environ 3 milliards de francs en 1975. »* Il souligne en outre que les rentrées fiscales du second trimestre sont *« notamment inférieures aux prévisions »*, et il estime qu'*« on peut raisonnablement prévoir que l'exécution de la loi de finances pour 1975 se soldera, en fin d'année, par un déficit voisin de 10 milliards de francs. »*

En réponse à une question, M. Mitterrand a précisé qu'il n'était pas, pour sa part, attaché à la mystique de l'équilibre budgétaire.

● En quoi une politique de relance par la consommation paraît-elle nécessaire ?

Selon le député de la Nièvre, une telle relance permettrait :

— d'augmenter l'emploi ;

— de réduire l'inflation,

« puisque en France les industries augmentent leurs prix pour compenser la baisse de leurs ventes » ;

— d'améliorer la productivité de l'économie française, *« dangereusement atteinte par une baisse de la production et donc d'améliorer la compétitivité de nos exportations »* ;

— d'utiliser une *« épargne de précaution excessive et qui se dévalorise, puisque l'inflation est aujourd'hui un vol de l'épargne populaire. »*

Il précise toutefois, en réponse à une question, que la consommation *« n'est qu'un des éléments de la réponse globale »* du P.S.

● En quoi les points économiques présentés par le président de la République sont-ils inexacts ?

M. Mitterrand énumère :

« — La croissance ne sera pas de + 4 %, ni de + 3 %, chiffres successivement avancés ces derniers mois, mais, au mieux, de 0 à 1 % ;

» — La hausse des investissements ne sera pas de + 3 %, mais de — 3 % ;

» — Le chômage n'est pas de 834 900, mais d'au moins 1 200 000 ;

» — Le pouvoir d'achat n'augmente plus depuis le début de l'année ;

» — La hausse des prix ne sera pas de 7,8 %, comme il était prévu et annoncé, mais d'au moins 11 % ;

» — Le solde extérieur ne sera pas de + 5 milliards, mais de — 5 milliards. »

Les milliards de l'informatique

Le premier secrétaire traite ensuite de la situation de l'informatique. Répondant à M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie, qui avait estimé que la nationalisation de la C.I.I. et d'Honeywell-Bull réclamée par la gauche était *une absurdité économique,* il déclare : *« Les sommes dépensées ou engagées par le gouvernement pour le développement d'une informatique française avant de la soumettre à l'informatique américaine s'élèvent à 7 milliards 790 millions de francs en sept ans, et cela pour aboutir à la détention par l'Etat de 19 % des actions de la filiale d'une filiale du groupe américain Honeywell sans contrôle sur le choix des ordinateurs puisque la grande majorité du Comité scientifique et technique — qui siège aux U.S.A. — est américaine. »*

A propos des questions monétaire, M. Mitterrand estime qu'elles jouent un rôle capital dans la crise. Il souligne : *« Je ne vois pas ce que veut M. Giscard d'Estaing »,* et rappelle l'hostilité initiale de l'ancien ministre de l'économie et des finances aux D.T.S. et son attachement à l'or. De même, il s'étonne qu'après avoir condamné le flottement des monnaies M. Giscard d'Estaing ait fait flotter le franc. Il conclut : *M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas de conception monétaire. Il en est à sa quatrième ou cinquième position en cinq ans. »*

Le député de la Nièvre poursuit :

« La machine économique française est à la merci d'un accident qui la fera déraper. Il n'y a pas de consensus social parce que le gouvernement n'a pas fait ce qu'il fallait. Les réformes de structures sont bloquées faute d'une majorité politique. Ce gouvernement n'est pas armé pour enrayer une crise qui s'aggrave et qui n'est que camouflée. Si Valéry Giscard d'Estaing veut être un président-gourou plutôt qu'un technicien, c'est son affaire. Il laisse pour octobre une situation si difficile que seul un gouvernement disposant d'un consensus social pourra la dominer. »

Les erreurs du P.C.F.

Interrogé sur le rapport de M. Marchais devant le comité central du P.C.F., analysant le programme commun de gouvernement (*le Monde* du 9 juillet), M. François Mitterrand a déclaré :

« Le parti communiste s'était déjà trompé au lendemain du congrès d'Epinay-sur-Seine en l'analysant comme une sorte de tournant à droite. L'histoire a administré la preuve qu'il s'agissait d'un engagement hardi dans la voie de l'union de la gauche. L'année suivante, M. Marchais estime que le parti socialiste n'est pas sincère. C'est une deuxième erreur. Deux erreurs n'en interdisent pas une troisième. En octobre 1974, le parti communiste a continué. Ces trois erreurs n'ont pas empêché le P.C. et le P.S. de pratiquer l'union de la gauche sur la base du programme commun dans toutes les grandes batailles. Dès lors, je ne m'inquiète pas beaucoup de la quatrième erreur, si elle survient...

» Il n'existe pas un cas où le P.S. ait été défaillant vis-à-vis de ses obligations quand il lui a fallu justifier son choix face au suffrage universel. Nous ne jugeons personne sur ses arrière-pensées. Leur poids serait si lourd... Le parti communiste, comme nous, a respecté ses engagements. Nous sommes toujours allés ensemble devant les Français. Ce n'est pas nous qui mettrons en cause les arrière-pensées de nos partenaires.

» Je n'évoquerai pas l'histoire, même si on me dit qu'il est arrivé aux socialistes de dévier, car j'aurais peur d'en dire autant aux autres. Je ne dirai rien qui puisse ruiner les chances de la gauche de regrouper la majorité de notre peuple. »

La préparation des élections municipales à Lille

M. PÉRONNET PROMET L'APPUI DES RADICAUX A M. NORBERT SÉGARD

(De notre correspondant.)

Lille. — La visite officielle à Lille, le 8 juillet, de M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a aussi été la première visite du nouveau président du parti radical — par intérim — en province, dans une fédération qui a connu bien des difficultés. La fédération du Nord s'est, en effet, cassée en deux à la suite des prises de position en faveur de la tendance « *Combat radical* » de son président, M. Claude Catesson, lequel a noué maintenant des liens avec les radicaux de gauche.

M. Gabriel Péronnet a insisté avec vigueur sur sa mission de « *rassembleur* » : « *Il me faut aller voir les uns après les autres, tous ceux qui nous ont quittés, où qu'ils soient, et les ramener à la place de Valois. L'aile gauche de la majorité présidentielle, c'est nous. Nous devons rester toutefois disponibles à tout moment pour engager des discussions avec les radicaux de gauche et certains socialistes.*

M. Péronnet a aussi apporté le soutien de son parti à M. Norbert Ségard dans la perspective des élections municipales à Lille, le ministre du commerce extérieur ayant confirmé sa candidature « *même si les socialistes, conduits par M. Pierre Mauroy, présentent une liste homogène* » (c'est-à-dire sans les communistes).

RAPATRIÉS

Après l'occupation des locaux à la Cour des comptes

M. FOURCADE DÉCIDE DE SUSPENDRE CERTAINES PROCÉDURES D'EXÉCUTION ENGAGÉES PAR L'AGENCE JUDICIAIRE DU TRÉSOR

Après l'occupation d'une partie des bâtiments de l'annexe de la Cour des comptes par un « commando » d'agriculteurs rapatriés d'Algérie conduit par M. Guy Forzy (1), mardi en fin de matinée, le service d'information du ministère de l'économie et des finances a publié un communiqué qui, tenant compte des vœux émis par les associations nationale[s de] rapatriés, déclare que M. F[our]cade, ministre de l'économi[e et] des finances, accepte de sus[pen]dre certaines procédures d'ex[écu]tions engagées par l'Agence j[udi]ciaire du trésor.

(1) *Le Monde* du 9 juillet.

Libres opinions

RAPATRIÉS ? NON... EXPATRIÉS !

par PIERRE LAFFONT (*)

AU cours de son voyage en Algérie, le président de la Républ[i]que a réuni à l'ambassade de France la colonie français[e]. Et là — curieux endroit pour ce faire, puisque par définitio[n] il n'y en avait aucun — il s'est écrié à l'adresse des rapatriés : *« Je mets au défi quiconque de prouver que je n'ai pas tenu me[s] promesses électorales. »*

Au risque de déplaire à mes anciens compatriotes, je dirai qu[e] je ne partage pas leur stupéfaction furieuse.

M. Giscard d'Estaing a parfaitement raison, car son texte étai[t] si habilement rédigé qu'il ne promettait pratiquement rien. Ce rien a été tenu !

Aussi n'est-ce pas sur ce terrain que nous allons essayer d[e] mettre le débat.

A chaque occasion le président de la République répète — e[t] je le crois sincère — que la seule façon d'éviter une révolutio[n] est de mettre en place une société plus juste. Or quelle est l[a] famille française la plus injustement traitée, si ce n'est celle de[s] Français d'Algérie ?

Un avocat parisien, Me Jacques Ribs, vient d'écrire un livr[e] *Plaidoyer pour un million de victimes*, qu'il faut lire, parce que, san[s] passion, il présente la situation exacte des rapatriés. Celle-ci es[t] inique.

Non seulement la Constitution, qui prévoit l'égalité de tous devant la loi, a été violée, mais encore l'application de la loi — spécialemen[t] par la Cour de cassation — a toujours été interprétée dans le sen[s] le plus restrictif.

L'éditeur de l'ouvrage, mon frère Robert, n'hésite pas dans [sa] préface à affirmer que c'est le plus grand déni de justice commi[s] en France depuis la révocation de l'édit de Nantes. Vous ne l[e] croyez pas ? Lisez plutôt :

Sait-on qu'à ce jour l'indemnisation se résume, quelle que so[it] la valeur des biens situés en Algérie, au versement d'une somm[e] de 120 000 francs ? Quel immeuble, quelle terre peuvent être acheté[s] avec cette somme ?

Sait-on que, sur cent quatre-vingt-dix mille dossiers, seulemen[t] vingt-sept mille cinq cents avaient été réglés au début de 1975 ?

Sait-on que des rapatriés âgés de plus de quatre-vingt-cinq an[s] n'ont encore rien touché et qu'au rythme actuel les derniers verse[-]ments auront lieu dans vingt-cinq années ?

Sait-on que les sociétés commerciales algériennes ont ét[é] purement et simplement pulvérisées, n'ayant droit à aucun crédit d[e] réinstallation ?

La petite Hollande (quatorze millions d'habitants) a indemnis[é] à 80 % un million de rapatriés, soit une charge, pour son budge[t] trois fois supérieure à celle qu'aurait supportée la France. Lor[s] du référendum d'avril 1962, une partie importante de l'opinion publiqu[e] apporta son adhésion au référendum parce que le chef de l'Eta[t] et le gouvernement l'assuraient que les Français d'Algérie ne seraien[t] pas abandonnés, et qu'une charte, les « accords d'Evian », les pro[-]tégerait efficacement. Or ces accords ont été jugés par les tribunau[x] français comme ne mettant aucune obligation à la charge de l'Eta[t] français au profit de ses ressortissants.

Il faut donc croire qu'en signant ces textes la France :

1) Savait qu'ils ne seraient pas appliqués ;

2) Etait décidée à accepter cet état de fait.

Qui, en effet, ignorait qu'antérieurement à Evian, s'était tenu [à] Tripoli un congrès qui fixait l'avenir de l'Algérie nouvelle, et don[t] les conditions ont été strictement appliquées ?

Aussi n'est-ce pas du tout aux Algériens que j'en veux, mais uniquement à la France.

***

Lorsqu'il s'est agi, en 1970, d'une loi d'indemnisation, le gouvernement s'est opposé au principe de l'indemnisation totale pour différentes raisons, dont l'une, au moins, mérite d'être connue.

Pour la France, il y a deux sortes de richesses, la richesse métropolitaine, qui est bonne, honnête et défendable, et la richesses algérienne, qui est par essence impure, parce que frappée des vices de la colonisation.

Or qui a décidé de la colonisation de l'Algérie, les Français d'Algérie ou la France ?

Qui a décidé des lois qui y avaient cours, les Français d'Algérie ou la France ?

Le niveau de vie en Algérie était de 20 % inférieur à celui de la France et les grosses fortunes, uniquement constituées en terres, n'étaient que des principautés comparées aux empires industriels métropolitains.

A cette loi inique a succédé une application, par l'administration et les tribunaux, plus inique encore. Le livre de Me Ribs abonde en décisions surprenantes.

En avril 1963, certains domaines agricoles étaient nationalisés par l'Etat algérien. Pour indemniser les vins en cave et les frais de culture, l'Algérie signait avec la France une convention aux termes de laquelle une somme de 200 millions a été versée à cet effet.

Le gouvernement français utilisa ces fonds à de toutes autres fins, et lorsque les agriculteurs dépossédés demandèrent la part qui leur revenait de ces 200 millions, il leur fut répondu par l'administration et les tribunaux que *l'accord entre la France et l'Algérie n'ayant pas été publié,* on ne pouvait l'opposer à l'Etat français. Ainsi, en 1975, le fait du prince existe encore. Il y a mieux.

Quand les Français d'Algérie furent poursuivis pour les dettes qu'ils devaient en Algérie, ils crurent naïvement — ayant perdu tous leurs biens — que le passif devait suivre l'actif. La Cour de cassation préféra soutenir cyniquement, et contre toute réalité, que les nationalisations algériennes n'étant pas reconnues par la France, les rapatriés demeuraient juridiquement propriétaires et donc tenus de payer leurs dettes. *Summum Jus, Summa Injuria !* Il était difficile d'aller plus loin dans le juridisme et la négation de la justice.

Comment ce constant déni de justice a-t-il été possible ? L'effroi régnait dans l'âme des rapatriés, qui n'eurent, à leur retour en 1962, qu'une préoccupation dans ce milieu hostile : survivre.

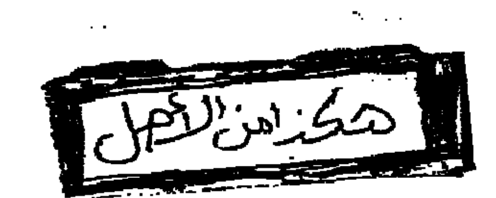
Les associations de rapatriés, divisées contre elles-mêmes, furent présidées par des hommes que le pouvoir n'eut aucun mal à rendre inoffensifs.

Mais le temps a passé et la persévérance est une vertu de notre province. Qu'on se le dise : nous ne renoncerons jamais à nos droits, qui sont ceux de tous les citoyens français. L'indemnisation totale est possible. Elle ne représente que 0,7 % du P.N.B.

M. Boumediène doit venir dans quelques mois en voyage en France. Je suis de ceux qui pensent qu'il faut faire de cette journée une grande réconciliation générale. Qu'on n'exclue pas ceux qui, qu'on le veuille ou non, ont grandement permis à l'Algérie d'être ce qu'elle est aujourd'hui, le premier pays du tiers monde.

Pour que la loi s'applique pour eux comme pour les autres, il faut mettre fin à cette exceptionnelle injustice afin que les Français d'Algérie cessent d'être en France non des rapatriés mais des expatriés.

(*) Ancien député d'Oran.



LES EXAMENS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Une gigantesque machine branchée sur le système scolaire et l'économie

premiers résultats du lauréat de l'enseignement daire viennent d'être s publics par le minis- de l'éducation. Mais, à de cet examen dont le lement et les avatars familiers à un large pu- fonctionne une énorme hine » peu connue : celle amens de l'enseignement ique. Sa complexité : — surtout pour les cer- ts d'aptitude profession- (C.A.P.), qui en consti- la pièce essentielle — ue les résultats n'en sont nt connus qu'avec plu- mois de retard.

les affirmations selon les- désormais, l'enseignement a ses lettres de noblesse, s examens qui le sanction- in de susciter le flot tions et de commentaires ement provoqués par les nobles » du baccalauréat en général à peu près ina- exception faite du baccalau- echnicien).

tant, face aux quelque ée de l'enseignement secon- néral (deux cent quarante r le baccalauréat, siv cent r le B.E.P.C.), l'effectif des s aux examens de l'ensei- technique dépasse cinq cent mille. Ceux-ci se présen- une vaste gamme d'examens nt le certificat d'aptitude professionnelle (C. A. P.), le brevet d'études professionnelles (B. E. P.), le brevet professionnel (B. P.), le brevet d'enseignement industriel (B. E. I.), le brevet de technicien (B.T.) et les divers baccalauréats de technicien.

Sans doute certains de ces examens sont-ils en voie de disparition, telles les dernières spécialités encore existantes du B.E.I. ou des B.P. départementaux.

Mais ces examens, qui n'encombrent plus que pour quelques années les organigrammes, sont peu de chose à côté des trois cents types de C.A.P. (il s'en crée et il en disparaît quelques-uns chaque année). Sans parler des quelque soixante-dix C.A.P. départementaux qui subsistent encore; ceux-ci correspondent souvent à des particularismes locaux encore très vivaces. S'y ajoutent la cinquantaine d'options des brevets d'études professionnelles et la soixantaine de spécialités de brevets professionnels, qui sont des diplômes de promotion sociale. Quant aux séries F, G et H du baccalauréat de technicien, elles comportent au total quatorze options.

Des pièces importées

Une académie d'importance moyenne organise de 80 à 100 C.A.P. Pour les autres examens, le nombre varie sensiblement selon les situations locales. La nécessité de faire exécuter par tous les candidats d'une spécialité des exercices rigoureusement semblables mobilise les établissements deux fois plus longtemps que pour des examens qui ne demandent que des tables et du papier : toute activité d'enseignement est pratiquement arrêtée dans les collèges d'enseignement technique dès la première semaine de mai.

Au nombre et à la diversité des professions qui donnent lieu à ces examens s'ajoute la superposition des instances administratives. La responsabilité de l'organisation des C.A.P. incombe aux préfets, qui délèguent le plus souvent leurs pouvoirs aux inspecteurs de l'enseignement technique ; celle des B.E.P. organisés par académie, au recteur. Pour les brevets de technicien et les baccalauréats, il a fallu instituer des groupements d'académies que l'on fait varier d'année en année afin de reporter la charge de l'examen sur des centres toujours différents.

Cette diversité se retrouve dans les sujets d'examen, choisis en liaison plus ou moins étroite avec les professions concernées, surtout pour le C.A.P. Celui-ci demeure en effet l'examen le plus recherché sur le marché du travail pour cette simple raison qu'il fournit le gros de la main-d'œuvre qualifiée. Autant de professions, autant de types de sujets différents.

Autant aussi de « *matières d'œuvre* » différentes. La « *matière d'œuvre* », qui permet d'apprécier les aptitudes pratiques des candidats, est une « *pièce* », tantôt brute, tantôt déjà partiellement élaborée que l'élève devra travailler avec précision et habileté, conformément aux impératifs de sa future profession. Il faut donc prévoir chaque année l'achat de grandes quantités de métaux, de bois, de ciment, de plâtre, d'aliments... ainsi que la fabrication d'ébauches de toutes sortes : pièces *métalliques*, éléments de meubles... Celles-ci sont fabriquées dans l'industrie et aussi dans des établissements d'enseignement technique d'un autre niveau et d'un autre lieu que ceux de l'établissement auquel sont destinées ces fabrications. Pour certaisn baccalauréats techniques, ces pièces sont parfois si complexes qu'il faut les importer pour lexamen.

La mise au point des sujets, l'organisation des examens, le transfert des « pièces », entraînent un vaste « mouvement brownien » qui, des rectorats aux établissements scolaires, en passant par les diverses administrations et usines, dure près de sept mois chaque année.

Les fonctionnaires de l'éducation ne sont pas seuls à surveiller le travail de cette masse très diversifiée de candidats, à corriger les épreuves et à participer aux différents jurys. Les représentants des professions concernées sont le plus souvent associés, de façon plus ou moins active, à la conception, au déroulement et à la correction des épreuves. Le cas le plus important est ici encore celui des C.A.P., dont les jurys doivent être tripartites : un tiers d'enseignants, un tiers d'employeurs, un tiers d'ouvriers, et sont présidés par un « conseiller de l'enseignement technologique », qui est un employeur. Ces jurys proposent des sujets parmi lesquels le recteur, conseillé par l'inspecteur de l'enseignement technique, choisit ceux de l'examen.

Les employeurs, et les ouvriers plus encore, sont parfois réticents à consacrer une partie de leurs loisirs à ces fonctions honorifiques certes, mais qui leur font perdre temps et argent. Aussi est-il parfois difficile de rassembler tous les professionnels indispensables au déroulement des examens.

C'est aux inspecteurs de l'enseignement technique qu'est confiée la tâche de nouer et d'entretenir toutes les relations avec le monde du travail : celle-ci est compliquée par la nécessité d'organiser certains examens, non pas dans des établissements d'enseignement, mais sur les lieux mêmes du travail de certains artisans ou commerçants (c'est souvent le cas pour les « *métiers de bouche* »).

Une charge pour les établissements

Les problèmes financiers que posent les examens de l'enseignement technique ne sont pas moins aigûs. En 1974, près de 24 500 000 F ont été consacrés aux C.A.P. par le ministère de l'éducation. Mais le coût réel de cet examen est presque toujours plus élevé. Chaque centre se voit, en effet, allouer une indemnité forfaitaire qui est fonction du nombre de candidats et varie avec les différentes spécialités de C.A.P. Souvent cette somme est insuffisante, et le centre d'examen doit payer le complément sur ses propres crédits de fonctionnement. Bon nombre de chefs d'établissement se plaignent de la charge que représente pour eux le C.A.P. Beaucoup de candidats viennent, en effet, de cours privés ou de la promotion sociale : les établissements qui les accueillent pour l'examen ne reçoivent donc pas de crédits de fonctionnement pour eux.

D'autre part, les hausses des prix des matières premières (surtout les métaux) et des coûts de fabrication accroissent parfois dans de fortes proportions le prix de revient des examens pour certaines spécialités : accroissement particulièrement irritant lorsque le nombre de candidats est faible.

Inégalement équipés, notamment par suite de la répartition inégale de la taxe d'apprentissage versée par les entreprises, les établissements, notamment les C.E.T., éprouvent [r]fois des difficultés à organiser l'interminable série des examens de l'enseignement technique. Le dévouement des chefs d'établissement, le sens de l'organisation et la « diplomatie » des inspecteurs de l'enseignement technique, la collaboration des professionnels, sont autant d'éléments impossibles à quantifier, mais qu'il faut prendre en considération pour comprendre ce que sont les examens de l'enseignement technique : une gigantesque machine directement branchée aussi bien sur l'univers économique que sur le système scolaire.

MICHEL KAJMAN.

38 MILLIONS DE FRANCS POUR 462 000 CANDIDATS

En 1973, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques complètes, les 531 662 candidats aux divers examens de l'enseignement technique (exception faite du brevet de technicien supérieur (B.T.S.), qui se passe deux ans après le baccalauréat) se répartissaient ainsi : 66,59 % d'entre eux se présentaient aux C.A.P., 14,45 % aux B.E.P., 12,3 % aux baccalauréats de technicien, 4,98 % aux B.P., et 1,08 % à l'ensemble des B.E.I. et B.T. Le nombre de candidats aux C.A.P. tend à diminuer au profit du B.E.P. Celui des baccalauréats progresse régulièrement.

Le montant des sommes allouées cette année-là par le ministère de l'éducation nationale pour l'organisation, l'achat et la préparation de la matière d'œuvre s'est élevé à 26 559 098 F. Le coût réel est largement supérieur : il est impossible de l'évaluer pour les baccalauréats de technicien, les dépenses étant « fondues » dans la masse des baccalauréats. L'ensemble des autres examens a coûté au total 38 301 800 francs en 1973.

ÉDECINE

Rectificatif

O.S. MÉDECINS : 337-77-77

numéro de téléphone de . Médecins est 337-77-77 et 33-77-77 comme nous l'avons ié par erreur dans nos pre- : éditions du 9 juillet.

outre, le SMUR S.O.S. nation de Paris ne fonc- plus de façon autonome. rgences pour le nord-est is sont couvertes par le

RELIGION

UNE SESSION SUR LES VOCATIONS A ANGERS

Des prêtres différents pour une Église différente

Angers. — « La crise des vocations est réelle. Notre inquiétude de l'avenir aussi », *écrivait récemment le cardinal François Marty, archevêque de Paris, à l'occasion de l'ordination, le 28 juin dernier, de huit prêtres à Notre-Dame. Mais cette crise des vocations, estime le cardinal, doit permettre un engagement plus actif des chrétiens dans la vie de l'Eglise, car* « il n'y a jamais d'époque maudite, notre temps est aussi un temps de grâce ».

Ce réalisme optimiste a été le trait marquant de la session qui a eu lieu à Angers sur le thème : « Mondes d'aujourd'hui : démarches de foi et vocations ». Elle a réuni cent soixante responsables de soixante-six diocèses français : cinq évêques, quatre-vingt-treize prêtres, trente-quatre religieuses, quatorze religieux et douze laïcs.

Si on ne parle plus guère de « vocation », mais plutôt de « projet ministériel » — voire de « recherche de projet ministériel » — ce n'est pas simplement pour céder au goût du jour qui veut que les concierges soient des « gardiennes d'immeuble » et les éboueurs des « préposés à l'enlèvement des ordures ménagères ». C'est que le mot vocation est chargé d'histoire, d'affectivité. Il évoque le cloître, le renoncement, la fuite du monde — toutes choses qui ne disent rien aux jeunes d'aujourd'hui.

« Bonne sœur ? Mais, ça ne se fait plus ! » Cette réflexion a été faite par l'entourage de Chantal quand elle a fait part de son « projet de vie religieuse ». Chantal, vingt-trois ans, est venue témoigner à Angers de son « cheminement ». Elle fait partie des 90 % de vocations religieuses nées de familles pratiquantes et des 46 % issues du milieu rural.

« Moi aussi, je pensais que la vie religieuse était étriquée, mesquine, secrète, et que les religieuses n'étaient pas des vraies femmes, dit-elle en riant. *Mais, ce n'est pas parce que j'ai choisi la vie religieuse que je dois changer de comportement extérieur. Je veux continuer à vivre en milieu rural, car j'y suis solidaire, j'y ai mes racines. D'ailleurs, je ne peux pas dissocier la vie, la foi, la vocation : c'est tout un. »*

Bernard, dix-huit ans, est, lui, de milieu incroyant. « Ebloui » par sa découverte de l'Evangile, il se retrouve seul jeune à l'église le dimanche. Il est d'une région minière où la pratique est de 1 %. Dans sa ferveur de néophyte il annonce à sa famille qu'il veut se faire prêtre, mais son père s'y oppose (cela arrive actuellement dans un tiers environ des cas). Assagi, il accepte de réfléchir, de suivre des cours d'anglais en attendant. *« D'ailleurs,* avoue-t-il, *les mots « définitif », « absolu », « pour toujours » me dépassent. J'ai perdu mon impatience, pas mon amour du Christ. »*

Sofia, vingt-quatre ans, infirmière puéricultrice, a grandi elle aussi dans un cadre familial et social athée. *« J'ai découvert Dieu,* raconte-t-elle, *et ma foi chrétienne naissante m'a amenée au désir de faire un « don total » de ma vie. Je suis donc entrée dans le monde de l'Eglise catholique ; or je vois le danger de se laisser modeler non pas par le Christ mais par des habitudes. Je sors toute fraîche de l'athéisme et j'ai du mal à m'adapter à vos rites liturgiques, à vos coutumes... Bien sûr, je suis d'un autre milieu, d'une autre culture, avec un autre vocabulaire. Mais Dieu parlerait-il un seul langage ? »*

De notre envoyé spécial

Trois jeunes, trois itinéraires, trois témoignages qui dénotent une mentalité façonnée par la nouvelle culture — la contre-culture de la « planète des jeunes ». Mentalité qui se caractérise par la spontanéité, l'authenticité, la joie, la tolérance, la non-violence, la solidarité, mais aussi par le relativisme, le ponctualisme, la naïveté, l'indécision, l'absence de sens critique...

Pour Chantal, ce qui compte c'est la vérité de sa vie, sa cohérence et aussi son enracinement ; pour Bernard, c'est la sincérité : il se méfie des grands mots et des engagements à vie ; Sofia, enfin, refuse d'abandonner ses valeurs, son milieu culturel et plaide pour une plus grande diversité à l'intérieur de l'Eglise.

Une « opération vérité »

La réaction des cent soixante participants à la session — évêques, prêtres, religieuses pour la plupart et « cadres » de l'Eglise institutionnelle — à cette franchise chez les jeunes fut d'une lucidité tout aussi grande. Ils ne se sont pas masqué la vérité. La crise, qualifiée sans détour par un évêque de « beau merdier », existe bel et bien, et l'incroyance n'est pas seulement un danger extérieur : c'est l'ambiance même dans laquelle baignent les jeunes, « *sans parler,* dira un responsable, *des zones d'incroyance qui nous habitent nous-mêmes* ».

On a constaté, sans regrets stériles, que les jeunes sont radicalement différents, qu'ils parlent un nouveau langage, et qu'il faut les écouter. *« La crise a ceci de positif,* a déclaré le Père Claude Cugnasse, un des dirigeants du Centre national des vocations à Paris et organisateur de la session, *qu'elle a permis une « opération vérité ». Les jeunes savent ce qu'ils veulent et ce qu'il ne veulent pas, et n'ont pas peur de le dire. Les candidats au sacerdoce, par exemple, refusent de s'enfermer dans nos schémas anciens. Ils refusent de devenir des hommes du culte, des dispensateurs des sacrements, des hommes-orchestres. Ils refusent la solitude. Ils désirent, au contraire, partager la vie des hommes ; ils ont des exigences spirituelles ; ils sont pour la vie en communauté et pour la qualité de la vie. »*

Face à la crise, les jeunes ne sont ni crispés ni nostalgiques d'un passé qu'ils n'ont pas connu. Ceux qui envisagent le sacerdoce disent tranquillement qu'ils seront *« des prêtres différents dans une Eglise différente »*.

Devant une telle assurance, certains se sont étonnés du silence des jeunes, aussi bien dans les monographies présentées à la session que dans les témoignages oraux, sur les problèmes de la sexualité et de la politique. Seraient-ils encore trop jeunes pour se poser de telles questions ? Pourtant, on a souligné la maturité plus grande des candidats actuels, dont l'âge moyen est de vingt-deux ans pour les séminaristes (dont de 30 à 35 % ont fait des études universitaires) et de vingt-cinq à vingt-sept ans pour les religieux, qui, en majorité, ont déjà un métier en main.

On a souligné enfin à Angers la grande diversité des situations et des demandes chez les jeunes, qui correspond à l'éclatement de la société et de leur milieu d'origine. *« Nous allons vers de nouveaux types de prêtres, et j'insiste sur le pluriel,* nous a déclaré Mgr Lucien Bardonne, évêque de Châlons, *ainsi que vers une plus grande diversification des ministères ecclésiastiques ouverts aux laïcs. »*

Pour répondre à cette diversité et à ces revendications de pluralisme, l'Eglise multiplie les modalités de préparation au sacerdoce. Les « petits séminaires » d'antan, serres chaudes critiquées souvent pour avoir conditionné les enfants en les coupant de la vie réelle, ont été remplacés par différentes sortes de collèges, séminaires scolarisés ou foyers (au nombre de quatre-vingt-sept en France). Quant aux « grands séminaires », il y a actuellement trente-neuf centres de formation qui, s'ils occupent souvent les locaux des anciens séminaires, offrent un style de vie totalement rénové. Plus nouveaux sont les groupes de formation en monde ouvrier (G.F.O.) et universitaire (G.F.U.), qui permettent à des jeunes, et à des moins jeunes, de se préparer au sacerdoce sans renoncer à leur milieu de vie.

Mais, avant même de choisir le type de formation qui leur convient, les jeunes qui s'interrogent sur la vocation religieuse peuvent entrer dans des « groupes de recherche », qui existent dans la moitié des diocèses français. A Paris, par exemple, il y a dix groupes pour filles et quatre pour garçons. Le but de ces groupes est de permettre aux jeunes, par des réunions mensuelles, des sessions, des retraites, de vérifier projet et de confronter leur rience à celles de leurs camar

La session d'Angers, qui s'i dans une série de rencontres lieu tous les deux ans, n'a so ni dans l'optimisme béat — pa remède miracle à la crise — ni le pessimisme noir — pas de la ou de jérémiades. Elle a simple pris acte, avec calme et luc d'une situation concrète. Ce qui pas si courant.

ALAIN WOODRO

Mille cinq cents séminaristes

Il y avait, pour l'année 1974-1975, 1 509 séminaristes en France dont :

— 854 dans les séminaires ou centres de formation,

— 464 en stage ou au service militaire,

— 118 en groupes de formation dans le monde universitaire (G.F.U.).

— 73 en groupes de formation dans le monde ouvrier (G.F.O.).

L'année précédente, il y en avait 1 790. On constate donc une baisse globale de 281 (15,8 %).

A noter cependant une augmentation importante (près de 30 %) des entrées par rapport à l'année précédente. Il faut se garder, toutefois, d'interpréter cette remontée, qui doit être comparée aux chiffres des entrées pour les douze dernières années :

1963 : 917	1967 : 810	1971 : 265
1964 : 861	1968 : 789	1972 : 243
1965 : 845	1969 : 470	1973 : 151
1966 : 982	1970 : 402	1974 : 194

Il est enfin utile de comparer les chiffres des ordinations de prêtres diocésains pour les douze dernières années :

1963 : 573	1967 : 489	1971 : 237
1964 : 610	1968 : 461	1972 : 193
1965 : 646	1969 : 345	1973 : 219
1966 : 566	1970 : 285	1974 : 170

Pour les proches années à venir, la diminution du nombre des ordinations est prévisible ; leur chiffre se situera sans doute entre 150 et 100, alors qu'il était de 850 il y a vingt ans.

Les religieuses et les religieux

RELIGIEUX. Contemplatifs : 1 775, dont 830 trappistes, 780 bénédictins, 180 chartreux, 35 cisterciens.

Congrégations et instituts actifs : 17 275, dont 2 106 frères des écoles chrétiennes, 1 368 jésuites, 1 000 dominicains, 900 assomptionnistes, 800 franciscains, 800 capucins.

Missionnaires actuellement hors de France : 3 736.

RELIGIEUSES. Contemplatives : 8 778, dont 3 000 carmélites 1 945 bénédictines, 1 632 visitandines, 1 313 clarisses, 740 trappistines, 535 dominicaines moniales.

Actives : 91 853, dont environ 4 300 sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, 1 400 petites sœurs des Pauvres, 1 200 dominicaines de la Présentation, 1 100 augustines, 830 franciscaines missionnaires de Marie.

Missionnaires actuellement hors de France : 8 476.

FEUILLETON

NUMERO 3

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE

Paris, été 1809. Fouché vient de faire emprisonner le commandant Rivière soupçonné d'appartenir à un complot dirigé contre l'Empire. Thérèse, la femme du commandant, a, semble-t-il, pour amant l'un des conjurés.

UNE TÊTE ROMANESQUE

CLAUDE RIVIERE n'était pas de ceux qui cachaient leurs opinions. Ami du général Malet et de ce vaillant colonel Oudet, qui passait, aux yeux de la police, pour l'instigateur de tous les complots militaires, le commandant était à la fois, au ministère de la guerre, apprécié pour sa valeur et redouté pour sa franchise. « Je n'aime pas ceux qui parlent si haut, avait dit un jour Napoléon. Un officier ne doit élever la voix que pour transmettre les ordres qu'on lui donne ! »

Ardent, passionné, presque violent, Claude avait déjà dépassé la trentaine sans avoir vraiment rien aimé que sa foi politique, lorsqu'il rencontra sur sa route la femme qu'il devait épouser.

C'était une jeune femme de vingt-quatre ans, orpheline, et qui avait toujours vécu presque seule, enfermée dans un grand hôtel de la rue des Postes, où son oncle, l'unique parent qui lui restât, la gardait auprès de lui.

Cet oncle, dont le nom avait été, quelques années auparavant, mêlé à tous les orages politiques, s'était retiré dans un hôtel tout rempli de livres, au fond d'un jardin, et, sans recevoir personne, il passait là sa vie, entre trois personnes : sa nièce, à qui il faisait lire parfois Diderot à haute voix ; un vieux serviteur qui avait été son *officieux*, et sa servante, qui le tenait au courant des primeurs de chaque saison.

Monsieur Chambaraud, comme on l'appelait dans le quartier de l'Estrapade, avait fait partie autrefois de la Convention nationale, et il était sorti sain et sauf de la tourmente. Ferme et résolu dans sa modération relative, le conventionnel avait vu passer les dictatures sans les servir, et, après leur chute, il les expliquait sans les discuter.

C'était un homme doux et recueilli, et pourtant inflexible, qui avait été un acteur clairvoyant du grand drame. Devinant que le sabre trancherait un jour les discussions, il avait essayé d'échapper à la tyrannie de la parole pour éviter le despotisme de l'épée. Quoique républicain, il n'avait pas applaudi à ce coup d'Etat de fructidor qui mettait le pouvoir législatif à la merci des soldats et opposait les canons d'Augereau à ce que Barbé-Marbois appelait les *canons moraux de la loi*. L'Empire, conséquence inévitable de cet exploit de prétoriens, étant venu, Sylvain Chambaraud avait complètement et volontairement disparu de la scène du monde. Habitué à vivre à Paris depuis 89, il n'avait pu se résoudre à retourner dans le Limousin, son pays, et quoiqu'il ne sortît guère, il avait voulu demeurer, pour ainsi dire, sur le champ de bataille.

* * *

Tête exaltée, romanesque, sa nièce Thérèse Chambaraud, élevée et instruite par lui, avait lu et relu avec une avidité singulière toute la bibliothèque de son oncle. Traités de philosophie et contes ironiques du dix-huitième siècle, romans capiteux de Rousseau ou pages narquoises de Voltaire, elle avait tout amalgamé dans sa tête, entassant lectures sur lectures et s'enivrant aux *Confessions* de saint Augustin après s'être éprise de celles de Jean-Jacques. Il était résulté de ce mélange et de ce chaos un manque de pondération complet dans une imagination vive et résolue, quelque chose d'un peu maladif et d'exagéré, qui portait souvent la jeune fille aux choses extrêmes.

Thérèse, brune, grande, née pour être admirée et le devinant à l'éclair de son miroir, avait des soifs de liberté qui l'étreignaient à la gorge ou lui montaient au cerveau comme des griseries. Elle fermait souvent les yeux et faisait des songes. Quelque bel inconnu frappait à la porte, couvert d'un manteau, s'approchait d'elle doucement et, après lui avoir murmuré à l'oreille des paroles d'amour plus tendres qu'une prière, la prenait entre ses bras et l'emportait. Où ? Qu'importait ; au pays des rêves, sur quelque cheval rapide. Il lui semblait alors qu'elle sentait le vent de la nuit lui soulever les cheveux, tandis que quelque chose de doux et de chaud comme une haleine lui caressait la joue. Quelle ivresse !

Alors Thérèse se levait de sa chaise, toute droite, traversait le salon ou la bibliothèque, montait à sa chambre et pleurait.

Thérèse était dans une de ces étranges dispositions d'âme lorsqu'elle vit Claude Rivière pour la première fois. Le commandant venait d'être mis en disponibilité.

Cette beauté hardie qu'amollissait pourtant le vague affaissement des tristesses sans cause troubla Claude Rivière et le conquit plus encore qu'elle ne le séduisit, quoique à cette beauté de statue Thérèse joignît une grâce d'enfant, un charme irrésistible et pénétrant, ce charme qui s'infiltre par les yeux comme un poison par une blessure.

Le mariage fut fêté à l'hôtel de la rue des Postes. Durant le repas, Claude fixait sur Thérèse, si admirablement belle en robe blanche, des yeux tendres et comme suppliants : elle y répondait par des regards de feu. Leurs pensées se croisaient sans se rencontrer. « Je vais donc être heureux ! », songeait Claude. Et Thérèse se disait : « Je vais donc être libre ! »

Claude Rivière se croyait compris et ne se demandait même pas si on l'aimait, tant il avait de franchise dans la loyale soumission de tout son être à une affection qui eût été unique sans cette passion pour la liberté qui torturait et enflammait encore le fils du drapier.

Thérèse avait appelé un jour la liberté sa « rivale ». Elle avait souri en prononçant le mot, mais ce sourire était bizarre et menaçant. Il semblait, en effet, à cette jeune femme que chacune des heures que donnait Claude à ce qu'il regardait comme son devoir était volée à l'amour qu'il devait exclusif, absolu à Thérèse. Mariée à vingt-quatre ans, après avoir tout lu, tout interrogé, tout médité, Thérèse entendait que son mari n'eût d'autre occupation qu'elle-même. Elle était humiliée de sentir qu'elle ne possédait que la moitié de ce grand cœur. Lorsque la femme ne partage pas tout entière la foi de l'homme qui l'a choisie pour épouse, elle est bien près de haïr ce qu'elle ne comprend point ou ce qu'elle nie.

* * *

La première impression que ressentit Claude Rivière en se trouvant seul dans la chambre nue qu'on lui donnait pour prison, ce fut la colère. Il ne répétait avec une rage concentrée qu'un seul mot : « La misérable ! », et qu'un seul nom : « Thérèse ! » Puis une sorte d'abattement succéda à cet état de violence. Et peu à peu le doute, ce doute étrange qui ronge l'homme au milieu de son bonheur et qui, par un prodige contraire, le console au milieu de sa souffrance, le doute entra en lui et lui répéta intérieurement cet intéressant :

— Si c'était faux ?

Mais n'avait-il pas lu, tenu entre ses mains les lettres où Thérèse acceptait les témoignages d'amour d'un autre ? Mais Fouché n'avait-il pas affirmé que la femme du commandant n'était pas au logis ?

Dans les heures de désespoir complet, les plus chimériques illusions accourent. L'esprit aussi, comme les yeux, a ses mirages. On se raccroche au plus fugitif appui ; la plus furtive lueur devient une promesse, mieux que cela, une certitude de salut.

Ces moment d'illusions insensées ne duraient pas longtemps et devaient, à mesure que Claude s'enfonçait dans ses réflexions, devenir de plus en plus rares. Comment douter encore après ce qu'il avait lu ? Cette écriture, ne l'avait-il pas reconnue pour celle d'un de ses familiers, d'un de ses compagnons, hélas !

* * *

C'était un homme que le commandant aimait et avait jusque-là profondément estimé, un soldat, un gentilhomme italien, parti de Naples autrefois avec le contingent parthénopéen, et devenu capitaine d'un régiment de ligne au service de la France. Haut de taille, le torse large et puissant, une tête altière, avec la chevelure noire et bouclée d'un Lucius Vérus sur des épaules d'Hercule, le capitaine Agostino Ciampi, marquis d'Olona, eût été le type absolu de la beauté masculine, si quelque chose de trouble et de fauve en son regard, une sorte de strabisme commençant, n'eût ôté à sa physionomie tout ce qui fait le charme d'une figure humaine, le regard, nécessaire à la beauté de la face, comme la lumière à un paysage.

Il avait vingt-quatre ans lorsque, en 1799, Ferdinand IV et la reine Caroline rentrèrent à Naples, et il avait failli être arrêté et mis à mort, en même temps que ce malheureux amiral Caracciolí, dont lady Hamilton regardait le cadavre pendu aux vergues de son vaisseau. Mais Agostino avait pu s'échapper.

Le marquis italien, soldat de l'Empereur, se vantait tout haut d'être républicain. Il ne lui déplaisait pas qu'on s'étonnât de rencontrer chez lui des idées jacobines si élégamment portées. Ses convictions, d'ailleurs, n'étaient que de surface. Il les eût volontiers toutes reniées pour obtenir un grade supérieur. Certainement, au fond de l'âme, cet homme devait regretter de s'être si légèrement compromis, en 1798, pour cette République napolitaine, dont les lendemains devaient être le ret du roi et la persécution des l raux. Mais quoi ! il avait rencontrer le pouvoir dans c équipée, le sort en était jeté il continuait à se parer d' nions qu'il n'avait pas.

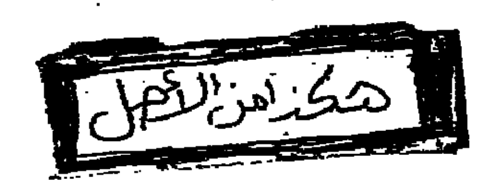
Le métier de soldat comm çait d'ailleurs à le lasser. Il grettait sans doute d'avoir lâ la proie pour l'ombre et il s geait, parfois, que si sa chante étoile ne l'eût pas co promis tout d'abord dans troubles de la République part nopéenne, il eût brillé, à ce heure même, à la cour de N ples, adoré des femmes, ad des hommes, favori de la reine du roi, heureux et riche, au l de traîner dans les camps bottes couvertes de boue et se demander quel courtisan Marie-Caroline dévorait à ce heure la fortune des marq d'Olona qu'on lui avait con quée.

La mauvaise humeur, le pit, le besoin d'étouffer ses grets, sans nul doute aussi l' poir de rencontrer peut-ê dans une aventure inconnu dans une tentative nouvelle, fin d'une existence de fatigues d'ennuis, tous ces sentiments toutes ces causes à la fois avaie poussé Agostino Ciampi à fai partie de l'association do Claude Rivière était membre.

Claude avait connu le cap taine au feu. Il le savait bra et il le croyait convaincu.

Le capitaine Ciampi ava donc été admis à faire partie l'association militaire. Il y a portait une intelligence rapid un singulier mépris de la mo et un âpre désir de succès. I hasard avait voulu qu'une ble sure, assez lente à se cicatrise l'obligeât à ne point rejoindr son régiment, à cette heure er gagé sur le Danube, et il éta depuis plusieurs mois à Par lorsque Claude Rivière le convo qua à assister aux réunions qu se tenaient rue Montmartre, a coin de la rue de la Jussienne dans le logis du commandant.

(A suivre.)



CARNET

Fiançailles

René Leprince-Ringuet et
le Deldique.
...cteur Jacques Michon et
...ée Salmon-Legagneur,
...ureux de faire part des
...s de leurs enfants
Véronique
et
Claude.

...et Mme Louis Vaigot,
Mme Etienne Le Bret,
...le d'annoncer les fiançailles
enfants
Francine
et
Marc.

Mariages

... nous prie d'annoncer le
... de
... Jean-Yves Delente,
...r des Arts et Manufactures,
avec
...lle Nathalie Chanois,
élève-ingénieur
...e polytechnique féminine,
dans l'intimité le 26 juin
...Colbert,
Sceaux.

Décès

...EORGES DENOIX

... nous prie d'annoncer le
... dans sa quatre-vingt-dix-
...année, le 7 juillet, de
Georges DENOIX,
...teur général des finances
honoraire,
commandeur
...la Légion d'honneur,
croix de guerre.
...part de
Mme Paul Clement,
Jean Denoix,
Mme Bernard Denoix,
Mme Gilbert Denoix,
Mme Daniel Denoix,
...nfants,
...trente-quatre petits-enfants
...re-petits-enfants,
...ne Louise Bouquet, sa sœur,
...ne Leymarie,
...s familles Denoix, Dayras,
Bouquet, Fonbelle.
...bsèques seront célébrées en
Saint-Pierre de Neuilly, le
...t, à 9 heures,
...et inhumation à Argentat
...), le 11 juillet, à 10 heures.

[...26 novembre 1878 à La Bachel-
...rdogne), Georges Denoix était
...n droit, diplômé de l'Ecole libre
...nces politiques. Nommé inspec-
...finances en 1906, il fut, de 1919 à
...cteur du budget et du contrôle
... Après avoir exercé des fonctions
...ion dans de nombreuses sociétés,
...it directeur général honoraire du
...des finances et inspecteur géné-
...finances honoraires.]

BERNARD SABY

...apprenons la mort, à Paris,
...ntre
Bernard SABY.

[...à Paris en 1925, Bernard Saby,
...ar études de mathématiques, et
...r de 1947, se consacra à la
...qu'il pratiquait, en fait, depuis
...nce. Sa première exposition a
...à Paris, en 1955.
...des profondeurs, pragmatique
...iné, obsédé par les sciences natu-
...ssionné par l'étude des lichens,
...ait un perfectionniste dans sa
...décrire le monde qui l'habitait.
...produit, il a abordé ses paysages
...par le petit bout, il a soigné
...s et ses transparences rocheuses,
...vait rester jusqu'à dix ans sur
...ne toile (par exemple sur « les
...iciliennes » présentées à Paris
...a dernière exposition, galerie du
...en 1974). Il était l'ami du poète
...chaux avec qui il avait expéri-
...drogue, pour « voir », de Zao
...et aussi de Pierre Boulez. Sa
...témoigne d'ailleurs, par ses
...de l'intérêt qu'il a toujours porté
...ique.]

...s et Nicole COUDRY,
...ola et Olivier,
...mense douleur de faire part
...s de
Florence,
...e et sœur,
...le 7 juillet, à l'âge de
...
...sèques auront lieu dans la
...icte intimité.
...eux qui souhaitent témoi-
...ur sympathie veuillent bien
...leurs dons par chèques à
...tion pour le développement
...recherche sur le cancer
...le), c/o M. Croze Marie,
...nue Paul-Vaillant-Couturier,
...llejuif,
...contribuer à faire progresser
...ison des enfants cancéreux.
...e de Courcelles,
Paris.

...a nous prie d'annoncer le
...s
M. Daniel GRAUX,
ingénieur
...s arts et manufactures,
professeur
...Ecole des hautes études
de la construction,
conseiller technique
...l'Omnium d'entreprises
Dumesny et Chapelle,
...à Paris, le 1er juillet 1975.
...mation a eu lieu le 5 juillet
...
...part des familles Graux,
...lt, Huot, Foucher, et de leurs
...

...ne Pierre Gasne, son épouse,
...Mme Serge Maroni,
...ique, Pascal, Anne
...érique,
...Mme Francisco Foncillas et
...
...cteur et Mme Georges Gasne,
...et François,
...Mme Jacques Richard,
...Mme Claude Mazet,
...nfants et petits-enfants,
...ute la famille,
...douleur de faire part du
...à Dieu du
...octeur Pierre GASNE,
ancien chirurgien
...l'hôpital de Quimperlé,
...lier de la Légion d'honneur,
...daille de la Résistance,
...roix de guerre 1939-1945,
...ent décédé le 8 juillet.
...rémonie religieuse sera célé-
...jeudi 10 juillet, à 16 heures,
...glise Saint-François-de-Sales
...Brémontier, Paris-17e), où
...réunira.
...avis tient lieu de faire-part.
...boulevard Péreire,
Paris.

...et Mme Jean Heckly,
...t Mme Francis Gautier,
...Mme Georges Heckly,
...t Mme Pierre-Paul Heckly,
...t Mme Charles Guiton,
...urs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. L.-C. HECKLY,

pieusement décédé le 8 juillet en son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 11 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

22, rue Jeanne-d'Arc,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

— Mme Roger Janssen,
son épouse,
M. et Mme Stéphane Janssen,
son fils et sa belle-fille,
MM. Rodolphe et Sébastien Janssen,
Mlles Sophie et Delphine Janssen,
ses petits-enfants,
M. et Mme Jacques Couné,
ses beaux-enfants,
Mme van de Velde,
sa belle-mère,
Le baron et la baronne Charles-Emmanuel Janssen,
Mme André Janssen,
Mme Schaetsaert,
son frère et ses belles-sœurs,
M. et Mme Paul-Emmanuel Janssen et leurs enfants,
M. et Mme Eric Janssen et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Janssen et leurs fils,
Jonkheer et Mme Jean van Ryckevorsel et leurs enfants,
Le comte et la comtesse Diégo du Monceau de Bergendal,
M. Philippe Schaetsaert,
M. et Mme Yvan Marcks et leur fils,
ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces,
La famille,

Son dévoué personnel,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

Messire

Roger, Paul, Ernest
JANSSEN

écuyer,

ingénieur
des constructions civiles A.I.Br.,

officier de réserve,

ancien combattant 1939-1945,

vice-président
du conseil d'administration
d'U.C.B.,
président du comité exécutif
d'U.C.B.,

président d'honneur
de la Fédération des industries
chimiques de Belgique,
président
de la S.A. Les fabriques de soie
artificielle d'Obourg,
président
de la S.A. Fabrique de soie
artificielle de Tubize,
président
de la S.A. Bios-Coutelier N.V.,
vice-président
de la Société de chimie
industrielle (France),
administrateur
de la S.A. Solvay et Cie,
administrateur
de la S.A. Glaverbel-Mecaniver,
administrateur
de la S.A. B.S.N.-Gervais-Danone
(France),
administrateur
de la Société belge des produits
réfractaires BELREF,
administrateur
de la Société immobilière
du Brabant « IMBRA »,

président de la Fondation
Emmanuel Janssen,
président de la Fondation
Rik et Nel Wouters Stichting,
administrateur de la Fondation
Industrie-Université,
administrateur de la Fondation
pour la recherche
endocrinologique sexuelle
et étude de la reproduction
humaine,

doyen d'honneur du travail,

commandeur
de l'ordre de la Couronne,

médaille commémorative 1940,

commandeur
de l'ordre du Boyaca (Colombie),
commandeur
de l'ordre du Soleil (Pérou),
commandeur
de l'ordre du Condor des Andes
(Bolivie),
commandeur
de l'ordre du Mérite (Equateur),

époux
de Dame Suzanne Schaetsaert,

né à Bruxelles le 17 décembre 1908 et décédé à La Hulpe le 3 juillet 1975.

Les obsèques, suivies de l'inhumation au cimetière de La Hulpe, ont eu lieu.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Au Relais de la Meute,
120, chaussée de Bruxelles,
1310 La Hulpe.



— Les conseils d'administration
et le personnel
des sociétés

U.C.B.,
Les fabriques de soie artificielle d'Obourg,
Fabrique de soie artificielle de Tubise,
Bios-Coutelier,
Société de chimie industrielle (France),
Solvay et Cie,
Gaverbel-Mécaniver,
B.S.N.-Gervais-Danone (France),
Société belge des produits réfractaires BELREF,
Société immobilière du Brabant « IMBRA »,
Fédération des industries chimiques de Belgique,
Fondation Emmanuel Janssen,
Fondation Rik et Nel Wouters Stichting,
Fondation Industrie-Université,
Fondation pour la recherche endocrinologique sexuelle et étude de la reproduction humaine,

ont l'honneur de faire part du décès de

Messire

Roger, Paul, Ernest
JANSSEN

Ecuyer,

survenu à La Hulpe, le 3 juillet 1975.

Les obsèques, suivies de l'inhumation au cimetière de La Hulpe, ont eu lieu.

Au Relais de la Meute,
120, chaussée de Bruxelles,
1310 La Hulpe (Belgique).

— Mme Claude Peyret, son épouse,
Marie-France, Marc, Pascale, Bénédicte et Anne Peyret, ses enfants,
Les familles Peyret, Berthet, de Saint-Jores, Rosset,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Claude PEYRET,
député de la Vienne,
conseiller général de la Trimouille,
maire de Brigueil-le-Chantre,
survenu le 7 juillet 1975.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 9 juillet 1975, à 10 heures, en l'église de Brigueil-le-Chantre, suivies de l'inhumation à Grenoble dans l'intimité familiale.

Le Fan, Brigueil-le-Chantre,
86290 La Trimouille.

— Mme Jean Rebeyrat
a la douleur de faire part de la mort de son mari
Jean REBEYRAT,
survenue subitement à Lourdes au service des malades, le mercredi 2 juillet 1975, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le lundi 7 juillet 1975, à Abbeville-la-Rivière (91150 Etampes).

7, rue Gerbert,
75015 Paris.

— Le personnel et la direction des Etablissements Rebeyrat-Hébert ont la douleur de faire part de la mort de
M. Jean REBEYRAT,
survenue subitement à Lourdes, le mercredi 2 juillet 1975, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de sa famille et de son entreprise, le lundi 7 juillet 1975 à Abbeville-la-Rivière (91150 Etampes).

14, rue Valvein,
93100 Montreuil.

— Le président de l'Union nationale des chambres syndicales d'entreprises en génie climatique a la douleur de faire part de la mort de
M. Jean REBEYRAT,
survenue le mercredi 2 juillet 1975 à Lourdes.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le lundi 7 juillet 1975, à Abbeville-la-Rivière (91150 Etampes).

Une cérémonie aura lieu ultérieurement à Paris.

M. Jean Rebeyrat avait été président de l'Union nationale, vice-président de l'Union internationale du génie climatique et président fondateur de l'Association française des industries thermiques et aérauliques. Il était chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur.

9, rue La Pérouse,
75784 Paris, Cedex 16.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de
Georges CATTAUI,
une messe sera célébrée le vendredi 11 juillet, à 11 heures, à la chapelle de Notre-Dame-du-Salut, 8, rue François-Ier.

— Le 13 juillet est le troisième anniversaire de l'accident mortel du
professeur Marcel DARGENT.
Que ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui et prient en communion avec les messes célébrées à Lyon les 12 et 13 juillet.

Remerciements

— Lisieux.
Mme Fernand RIVIERE,
M. et Mme Michel RIVIERE,
M. et Mme Gilles RIVIERE,
remercient toutes les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie à l'occasion du deuil qui les a frappés.

— M. et Mme Souren Vanian et leurs enfants,
M. Garo Vanian,
Les familles Simitian, Izmirlian, Agazarian, Chabrerie, Dumoulin, Vanian, Krikor, Sevadjian, Mangoian et Mamigonian,
dans l'impossibilité de répondre aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été adressées à l'occasion du décès de
Mme Marie VANIAN,
prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine d'accepter l'expression de leurs sincères remerciements.

Communications diverses

— M. Max Fléchet, ancien ministre, président d'honneur du comité national des conseillers du commerce extérieur de la France, remet ce jour à M. Bernard Meyer, président de la commission « Pays de l'Est du comité national », les insignes de chevalier dans l'ordre national du Mérite.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 09.07.75 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 10-7 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas — dans la région

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 9 juillet à 0 heure et le jeudi 10 juillet à 24 heures.

La zone dépressionnaire située sur les îles Britanniques se décalera un peu vers le nord. Le flux d'air océanique instable qu'elle dirige sur la France tendra ainsi à s'atténuer, mais une zone orageuse venant de la Méditerranée occidentale touchera le sud-est du pays. Jeudi 10 juillet, des Pyrénées orientales aux Alpes et à la Corse, le temps sera chaud, mais nuageux et orageux. Des orages localement violents sont à craindre dès le matin sur le littoral, puis dans l'intérieur l'après-midi et le soir. Sur les autres régions, il fera beau malgré des nuages passagers qui deviendront plus nombreux l'après-midi, au nord de la Loire, où ils pourront donner de rares averses. Les vents seront modérés de secteur sud-ouest près de la Manche, variables et faibles ailleurs, mais des rafales accompagnent souvent les orages dans le sud et le sud-est du pays. Les températures s'élèveront un peu.

Mercredi 9 juillet à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 016,7 millibars, soit 762,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9 juillet) : Biarritz, 25 et 14 degrés ; Bordeaux, 25 et 13 ; Brest, 21 et 15 ; Caen, 25 et 12 ; Cherbourg, 23 et 13 ; Clermont-Ferrand, 28 et 14 ; Lille, 25 et 14 ; Lyon, 29 et 17 ; Marseille - Marignane, 31 et 17 ; Nantes, 23 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 27 et 14 ; Pau, 26 et 17 ; Perpignan, 27 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24 ; Rennes, 23 et 14 ; Strasbourg, 31 et 17 ; Tours, 26 et 13 ; Toulouse, 28 et 17 ; Ajaccio, 28 et 17 ; Dijon, 29 et 16 ; Nancy, 29 et 15 ; Grenoble, 28 et 15 ; Boulogne, 20 et 15 ; Deauville, 24 et 13 ; Granville, 24 et 15 ; Saint-Nazaire, 21 et 15 ; Royan-la-Coubre, 23 et 17 ; Sète, 25 et 19 ; Cannes, 27 et 16 ; Saint-Raphaël, 28 et 15.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 31 et 16 ; Athènes, 33 et 24 ; Bonn, 32 et 16 ; Bruxelles, 28 et 15 ; Iles Canaries, 24 et 19 ; Copenhague, 23 et 14 ; Genève, 28 et 18 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 25 et 16 ; Madrid, 30 et 11 ; Moscou, 24 et 11 ; Palma-de-Majorque, 31 et 18 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 23 et 9 ; New-York, 28 et 22 ; Alger, 34 et 20 ; Tunis, 33 et 20 ; Casablanca, 23 et 18 ; Barcelone, 27 et 18 ; Dakar, 28 et 25 ; Eilath, 38 et 27.

NOUVELLES MENACES D'INONDATION EN ROUMANIE

(De notre correspondant.)

Vienne. — Des pluies exceptionnellement abondantes en Roumanie avaient conduit le jeudi 3 juillet à la proclamation de l'état d'urgence dans l'ensemble du pays pour faire face aux inondations. Malgré une légère amélioration due à la fin des précipitations, la Roumanie devra affronter, dans les jours qui viennent, les crues du Danube qui, après avoir fait au début de la semaine passée onze morts et de très importants dégâts en Autriche, doivent atteindre jeudi 10 juillet le territoire roumain.

Plusieurs régions sont affectées par les inondations : le département d'Ilfov, qui entoure Bucarest, ainsi que ceux de Prahova et de Ialomitza, au nord et à l'est de la capitale. 4 000 kilomètres carrés de terrains agricoles ont disparu sous la couche d'eau. De nombreuses unités de production industrielle ne fonctionnent plus. La situation d'ensemble reste confuse dans les département de Vylcea, Sibiu, Alba et Muresh, au centre du pays. On sait seulement qu'en plusieurs endroits les habitants des régions touchées ont dû être évacués, que nombre de routes sont devenues impraticables. L'autoroute entre Pitesti et Bucarest a pu être dégagée par les unités du génie. Et plusieurs liaisons ferroviaires ont été rétablies.

En 1970, des inondations avaient fait près de deux cents victimes, et plus de deux cent cinquante mille personnes avaient dû être évacuées. L'économie nationale avait souffert pendant plus d'un an des conséquences du débordement des eaux.

(Intérim.)

VIOLENTS ORAGES SUR LA RÉGION PARISIENNE

Des pluies diluviennes, accompagnées de grêle, se sont abattues sur la région parisienne dans l'après-midi du 8 juillet.

Brefs, mais violents, les orages ont provoqué des dégâts importants dans le Val-d'Oise, où des torrents de boue ont dévalé dans la plaine d'Osny. Le hameau de Sagy a été envahi par les eaux et les habitants se sont réfugiés dans les étages de leurs maisons.

A Rueil-Malmaison, à Sèvres (Hauts-de-Seine), à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne) et à Paris, des dégâts importants ont été provoqués par la pluie et par le vent qui a arraché des cheminées et de nombreuses tuiles. L'autoroute de louest a été coupée.

Il est encore difficile d'évaluer les dommages causés par la grêle aux cultures dans les Yvelines, dans le Val-d'Oise et en Seine-et-Marne. Ces tornades avaient affecté le Finistère et l'Eure dans la nuit du 7 au 8 juillet.

Éducation

● *La huitième rencontre internationale des éducateurs Freinet* aura lieu du 15 au 29 juillet à Tlemcen (Algérie). Cette rencontre est ouverte « *aux enseignants de tous degrés, aux animateurs d'éducation permanente et aux parents* », et comprend « *une vingtaine d'ateliers de recherche autogérés* ».

Renseignements et inscriptions à l'Institut coopératif de l'école moderne, Rencontre internationale des éducateurs Freinet, B.P. 251, 06406 Cannes.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 9 juillet 1975 :

UNE LOI

● Relative à la validation des résultats du concours de l'agrégation des lettres de 1968.

UN DECRET

● Portant majoration de la rémunérationdes personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1er juillet 1975.

UN ARRETE

● Relatif à la dispense et à la réduction du droit d'entrée pour la visite des musées et collections appartenant à l'Etat.

Visites, conférences

JEUDI 10 JUILLET

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 13 h. 45, 58, rue Richelieu, Mme Legregeois : Exposition « Maurice Ravel ». — 15 h., 12, rue Daru, Mme Bacheller : « l'Eglise Saint-Alexandre-Newski ». — 15 h., 1, rue du Figuier, Mme Pennec : « la Bibliothèque Forney dans l'hôtel des archevêques de Sens ». — 21 h., sur les marches de l'église Saint-Gervais, Mme Carcy : « Le Marais illuminé ».

Réunion des musées nationaux. — 10 h. 30 et 15 h., musée du Louvre : « Visite des chefs-d'œuvre des collections »(français et anglais).

15 h., 2, rue de Sévigné : « Le Marais ; la place des Vosges » (à travers Paris). — 15 h., porche, boulevard de l'Hôpital : « La Salpêtrière » (Mme Hager). — 15 h. 30, 10, rue de Rivoli : « Hôtels de Brinvilliers, Lamoignon, Sévigné, Sully » (M. de La Roche). — 15 h., musée du Louvre, porte Denon : Exposition « Michel-Ange » au Louvre (Paris et son Histoire). — 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins : « Les Gobelins » (tourisme culturel).

A L'HOTEL DROUOT

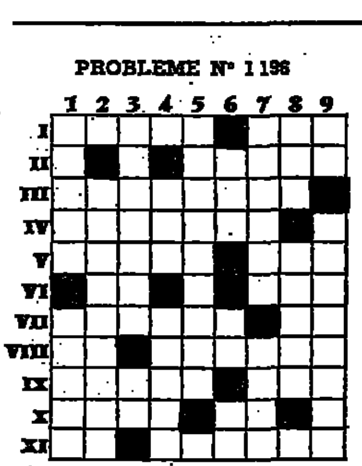
Jeudi

VENTES

S. 6 - Ameublement. Mes Boisgirard.
S. 14 - Tablx. Mobil. Me le Blanc.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 196



HORIZONTALEMENT

I. Un cri déchirant ; Parmi les œuvres de Marie de France. — II. Ils seraient bien excusables d'être atteints par la folie des grandeurs. — III. Perles d'inculture. — IV. Bons à jeter. — V. Travail de caviste ; Dans le nom d'une ville du Brésil. — VI. Lettres d'adieu ; Vraiment touché. — VII. Ornement ; Dans un texte arabe. — VIII. Matière d'étalon ; Il a quelque chose de sauvage ancré en lui. — IX. Rose ou noir, il a toujours le cœur blanc ; Point cardinal. — X. Donne un coup de main à qui fait un effort ; Flamboyant ou bruyant. — XI. Conjonction ; A Paris, on lui a fait une large place.

VERTICALEMENT

1. A suivre ! ; Parfois avantageusement remplacée par la ruse. — 2. Redonnerait une certaine liberté. — 3. Un qui avait ses grandes et petites entrées ; Préposition. — 4. Un cri des gens de mer ; Garniture de cadre. — 5. Chercherions à modifier une évolution. — 6. D'un auxiliaire ; Symbole chimique ; Grecque. — 7. Moyen de transports en commun ; Sait cajoler. — 8. Accablent un patriarche ; Peu appréciés dans le domaine de la gustation. — 9. Canton de France ; Jeu de hasard ou supplice de patient.

Solution du problème n° 1 195

Horizontalement

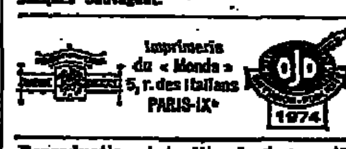
I. Bonheur. — II. Aviatrice. — III. Tinte ; Tir. — IV. Epiera ; Nil. — V. Aa ; Nicée. — VI. Urate ; Ume. — VII. Egaleras. — VIII. Eolie. — IX. Alène ; Tel. — X. Mess ; Etau. — XI. EV ; Preux.

Verticalement

1. Bateau ; Dame. — 2. Ovipare ; Lev. — 3. Nini ; Agées. — 4. Hâte ; Taons. — 5. Eternelle. — 6. Ur ; Aï ; El ; Er. — 7. Rit ; Curette. — 8. Cinéma ; Eau. — 9. Sériées ; Lux.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.



PRESSE

Un document du « Parisien libéré »

M. Emilien Amaury, président, et Claude Bellanger, directeur général du Parisien libéré, *viennent de diffuser, notamment auprès des parlementaires, un bref document sur l' « affaire » de ce journal* (1).

« Depuis de longues années, *écrivent-ils*, la direction du *Parisien libéré* ne cessait de dénoncer les conditions exorbitantes dans lesquelles la presse parisienne était contrainte de faire assurer sa fabrication en raison des abus imposés par le syndicalisme (C.G.T.) du Livre.

» Ces abus, nés du *monopole* rigoureusement organisé par les syndicats parisiens affiliés à la Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.) — monopole qui se manifestait dès avant la guerre par l'exigence d'un « label » syndical — se traduisent pour les quotidiens de Paris :

» — Par l'impossibilité de toute embauche directe par le journal lui-même d'ouvriers typographes, clicheurs ou rotativistes, le syndicat C.G.T. se réservant le droit exclusif de fournir ses propres adhérents en qualité d' « *affectataires* » du travail ;

» — Par une réglementation de ce travail « au service », l'ouvrier — qui dépend du syndicat — ne se trouvant pas envoyé dans l'entreprise pour un *temps de travail déterminé*, mais pour accomplir une tâche définie dans un *temps de présence* théorique ;

» — Par une limitation de ce temps de présence à cinq heures, moins une demi-heure de « brisure », soit *quatre heures et demie* pour les typographes, et à une vacation de trois à cinq heures pour les rotativistes, de quatre heures pour les clicheurs, mais, si la « norme » syndicalement prévue dans le service est effectuée, le service est considéré comme achevé ;

» — Par une série de prescriptions restrictives de production, dites « annexes techniques » — datant de 1921 ! — aboutissant à une réduction artificielle du travail à accomplir : six cent cinquante lignes par typographe (représentant une heure quarante de travail sur une machine moderne de type classique !) et cinquante mille exemplaires par « sortie » de rotative, par exemple, même si la capacité des rotatives est bien supérieure.

» Ainsi, ces « annexes techniques », sur des pages et des pages, énoncent dans le moindre détail des règles malthusiennes selon lesquelles, sauf dans les cas où un éventuel surplus de production est purement et simplement interdit, il ne reste plus à l'entreprise qu'à payer des rémunérations supplémentaires...

» Encore ne faisons-nous que résumer là, sous forme d'indications succinctes, un régime qui donne tous les pouvoirs à un *syndicat monopoliste* lequel est maître de l'embauche,

» — D'une part, *exige de l'ouvrier typographe ou imprimeur*, impérativement et exclusivement, l'appartenance syndicale C.G.T.,

» — D'autre part, *impose aux entreprises de presse parisienne* des conditions de fabrication particulièrement onéreuses, souvent plus du triple (dans certains cas quatre fois plus) de ce qui est payé dans un journal de province. (...)

» Le 20 novembre 1974, un accord intervint avec les représentants qualifiés du Comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.), qui, solennellement, devant le président du *Parisien libéré*, M. Amaury lui-même, prirent l'engagement suivant :

« Les ouvriers du Livre et les entreprises concernées s'engagent à rechercher en commun des solutions de caractère pratique permettant au Parisien libéré *de vivre dans des conditions normales sans que soient remises en cause les conventions collectives. »*

» Le débat soulignait expressément que, la direction confirmant ce qu'elle avait toujours déclaré quant au respect de la convention collective, les « annexes techniques » de ces conventions — où se trouvent précisément les restrictions majeures de production imposées aux entreprises — allaient être d'un commun accord aménagées et corrigées en fonction des besoins particuliers du régional qu'était en fait *le Parisien libéré*, pour aboutir précisément *« à des conditions normales »*.

» Malheureusement, encore qu'il ait été à la fois consigné par écrit et enregistré, cet accord allait être ensuite, par l'organisation syndicale (C.G.T.), non seulement renié mais nié !

» Pendant près de trois mois, la direction du *Parisien libéré* s'efforça d'obtenir le respect des engagements pris. En vain !

» Après en avoir averti le Comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.), la direction du *Parisien libéré* n'avait plus d'autre ressource que de renoncer à poursuivre dans ces conditions aberrantes — et financièrement insupportables — la publication de toutes ses éditions... sauf une. Ce fut fait le 3 mars 1975.

» Dès lors, les syndicats C.G.T. du Livre parisien n'eurent de cesse qu'ils aient mis *le Parisien libéré* à leur merci. Le journal qui se rebellait contre leurs ukases devait être abattu !

» Qu'on en juge :

» — Tirage limité à quatre cent cinq mille exemplaires « *par décision syndicale* » ;

» — Horaires retardés jusqu'à 7 h. 30 du matin pour empêcher toute distribution normale des journaux tirés ;

» — Actions de commando organisées par les syndicats C.G.T., avec vols d'exemplaires, pressions et menaces, voies de fait, etc., contre des feuilles de nouvelles locales que des collaborateurs du *Parisien libéré* avaient créées temporairement afin de maintenir un lien avec le lecteur, et contre des imprimeurs ou marchands ;

» — Grèves-surprises décrétées à 23 heures, alors que le journal se trouvait déjà prêt pour l'impresion ;

» — Et finalement, le 7 mai, grève totale illimitée et arrêt complet du journal ! (...)

» *Le Parisien libéré*, le 5 mai 1975, était encore demeuré ouvert à un contact ! Sur la suggestion personnelle de M. Gaston Gaudy, directeur de la Fédération nationale de la presse française, M. Jacques Piot, secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du livre, ayant demandé une audience au président du *Parisien libéré*, était reçu, avec deux autres membres du bureau de la F.F.T.L., par la direction du journal.

» Cette rencontre, ce matin-là, paraissait ouvrir des possibilités de dialogue lucide... Mais, le soir même, le Comité intersyndical parisien, dans un communiqué remis à l'A.F.P., fermait, lui, brutalement et définitivement, la porte à toute possibilité de négociation.

» Un accord étant désormais exclu, et le journal étant, nous venons de le voir, empêché de paraître depuis le 7 mai — ses ateliers étant par surcroît totalement « occupés » par les ressortissants de la C.G.T. ! — *le Parisien libéré*, contre toute attente, ne se laissa pas abattre.

» Sans doute, il se trouvait bien isolé en la circonstance... Quand « les autres » ne paraissent pas, tout le monde en parle. Il y a moins d'émotion apparente quant il ne s'agit « que » du *Parisien libéré !*

» Les radios, la télévision ne sont du reste jamais en grève. (...)

» Les dirigeants du *Parisien libéré*, ayant dû, nous le répétons, renoncer à tout espoir d'entente raisonnable, ont clairement exprimé la position qu'ils étaient désormais amenés à prendre de façon irrévocable :

» — L'embauche sera désormais, au *Parisien libéré* et dans ses imprimeries, assurée directement par l'entreprise.

» — La pluralité syndicale, conforme du reste à la loi Moisant du 27 avril 1956, sera garantie dans ses ateliers.

» — L'indépendance totale du journal, maintenue jusqu'ici en bien des occasions jusqu'à la grève inclusivement, ne pourra plus être menacée par une force syndicale (et politique) extérieure.

» L'enjeu est ainsi bien clairement défini. Il ne s'agit pas seulement d'un journal parisien qui se libère : matériellement, grâce à des conditions de composition moderne qui se révéleront peut-être à l'usage comme étant dix fois moins onéreuses ; moralement, par la suppression d'un prodigieux abus de puissance exercé par une formation syndicale politisée.

» C'est toute la presse, et celle de Paris d'abord, qui va, si elle le veut, renaître !

» On note ainsi avec un intérêt tout particulier la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les entraves que peuvent subir les organes de presse lors de leur fabrication ou de leur diffusion. »

(1) « Le Monde » a publié, le 21 juin et le 9 juillet, deux textes exposant et défendant le point de vue du Livre parisien.

● *A l'hebdomadaire* Elle. — Mme Daisy de Galard, rédactrice en chef de l'hebdomadaire *Elle* — édité par le groupe FEP *(France-Soir)*, — ayant démissionné de son poste le 13 juin, la Société des journalistes d'*Elle* a organisé, le mardi 8 juillet, une consultation pour la désignation de son successeur. Mme Martine Compère-Morel, rédactrice en chef adjointe, était seule candidate.

La société compte soixante-deux membres (sur quatre-vingt-six collaborateurs permanents). Le nombre des parts de la société des journalistes admises au scrutin était de 144,5 (une demi-part était attribué pour ce vote aux onze journalistes stagiaires).

Bulletins nuls : seize ; oui : quatre-vingt-seize ; non : vingt. C'est donc par 82,7 % des voix que les journalistes d'*Elle* ont accordé leur soutien à la candidature de Mme Martine Compère-Morel au poste de responsable de la rédaction.

Les résultats de cette consultation ont été communiqués à M. Dominique Perry, directeur général de FEP.

Le débat du 18 avril 1956

UNE LETTRE DE M. VILLIERS LEMOY

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Jacques Villiers Lemoy :

Monsieur le directeur,

Dans le n° 9472 de votre journal en date du 4 juillet 1975, vous avez, à la page 30, reproduit l'intervention à la tribune de l'Assemblée nationale de M. Jean Legendre, qui, le 18 avril 1956, s'élevant contre la validation de l'élection de M. Robert Hersant, a notamment déclaré : « Mais le directeur de *l'Auto-Journal*, qui se fait appeler M. Villiers, mais qui s'appelle en réalité Lemoy, a été condamné le 22 janvier 1945 à dix ans de travaux forcés par la cour de justice de la Seine, pour avoir eu des contacts trop étroits avec la Gestapo de la rue Lauriston. »

En dépit du caractère révoltant de cette assertion inventée pour les besoins de la cause, je n'ai pu, à l'époque, poursuivre M. Jean Legendre pour diffamation en raison de l'immunité qui s'attache aux débats parlementaires.

Je ne puis en revanche tolérer que votre journal reproduise cette imputation qui attente à mon honneur et ne correspond à aucune réalité.

Je n'ai jamais été condamné par la cour de justice de la Seine — ni le 22 janvier 1945, ni à une autre date, ni à dix ans de travaux forcés, ni à une peine quelconque. Dois-je ajouter que je n'ai jamais eu le moindre contact avec la Gestapo de la rue Lauriston ou de quelque autre lieu. Il vous aurait suffi de consulter les archives de la cour de justice de la Seine pour constater l'inexactitude flagrante des propos de M. Legendre que vous avez, hélas ! reproduit sans les contrôler, malgré le caractère diffamatoire, ce contre quoi j'élève une véhémente protestation : je note au passage que *le Canard enchaîné*, qui dans son n° 2853 du 2 juillet 1975 publiait des extraits de la même intervention, a eu le juste souci d'en exclure notamment le passage qui me concernait.

Il me faut également préciser que j'ai rompu toute relation avec M. Hersant depuis plus de dix ans.

Je me vois donc dans l'obligation de vous prier — et en tant que de besoin de vous requérir — en vertu de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, de publier dans votre plus prochain numéro, à la même place et dans le même caractère, l'intégralité de la présente protestation indignée.

[Pour respecter le délai légal, nous publions cette lettre sans attendre la réponse de M. Legendre, qui, en voyage, n'a pu être joint.]

RADIO-TÉLÉVISION

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous l[...] samedis, numéro daté du dimanch[e-] lundi, un supplément radio-télé[-] vision avec les programmes compl[ets] de la semaine.

MERCREDI 9 JUILLET

● CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Dramatique : « Une ténébreuse affaire », de J.-L. Roncoroni. Réal. A. Boudet. Avec R. Bazil, N. Klein, A. Nobis, F. Lugagne, G. Delbat, etc.

Un ancien jacobin se dévoue à la cause de légitimistes, compromis dans un complot contre Napoléon. D'après Balzac

22 h. 5, Document : Le convoi de la mort, et à propos du totalitarisme, de C. Otzenberger.

Avatar du « Train de la mort » (le Monde daté des 13 et 14 avril) ; une réflexion suggérée par l'histoire du convoi n° 7 909, Compiègne - Dachau.

23 h. 45, IT 1 dernière.

● CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Série : Le justicier. « Exécution » ; 21 h. 25, Magazine d'actualités : Le point sur l'A 2 ; 22 h. 25, Sports sur l'A 2 ; 23 h., Journal de l'A 2.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Histoire du cinéma (cycle : le cinéma et le romanesque) : « la Valse dans l'ombre », de M. Le Roy (1940), avec R. Taylor, V. Legih. (N.) (Rediffusion).

En 1917, à Londres, un officier, appartenant à une grande famille anglaise, s'éprend d'une jeune danseuse. Mais le destin sépare.

22 h. 15, FR 3 Actualités.

● FRANCE-CULTURE

13 h. 30, Musique de chambre (E. Pennorwood, H. Bar[...] G. Fauré) ; 14 h., Poésie, 14 h. 5, Les après-mid[i de] France-Culture ; 14 h. 45, Mercredi jeunesse ; 15 h. 2, M[...] et sciences humaines ; 15 h. 30, Dossier : Les surv[...] 17 h., Un livre, des voix : « les Rois mendiants » [...] Jean Lartéguy (réalisation B. Latour) ; 17 h. 45, Un [...] des voix : Les personnages de « Falstaff » ; 18 h[...] la Montagne magique (feuilleton) ; 19 h., La sc[...] en marche ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (en liaison avec TF 1), Emission médicale : Biolo[...] développement ; 21 h. 30, Musique de chambre : « Concerto [...] mineur » (Jarnach-Pfiatl), avec D. Rémy, R. Milosi, vi[...] « Ouverture pour cordes » (Lutoslawski), « Trois canz[...] (Merulo), « Cheminement » (C. Lefèvre), « Pour con[...] (P. Meleno) ; 22 h. 30, Entretien avec Henri Lefebvre ; De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), soirée lyrique : « Capriccio » (R. Str[auss]) avec G. Janowitz, D. Fischer-Dieskau, P. Schreier, H. [...] K. Ridderbusch, T. Troyanos, D. Thaw, A. Auger, [...] Ridder, K.-Ch. Kohn, les chœurs et l'orchestre symph[onique] de la Radiodiffusion bavaroise, direct. K. Boehm ; 23 h. Le concert du bibliophile : A propos du « Mahler » de Matter ; 24 h., Musique et poésie : Michel Vachey (Vi[...] L. Gianella, Schubert, L. Vinci, Stockhausen, Pendere[cki] ; 1 h. 30, Nocturnales.

JEUDI 10 JUILLET

● CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Série policière : Columbo. « Réaction négative » ; 21 h. 30, Des faits et des hommes : Soldats, soldaten, soldiers, de J. Bertolino.

Trois styles d'armée : allemande, hollandaise, anglaise.

23 h. 15, IT 1 dernière.

● CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Le Grand Echiquier, de J. Chancel : « La fête ».

Avec Mouloudji, Jane Peters, Georgette Laroche, Ivry Gitlis, Paco Ibanez, Eva, les Chœurs de Radio-France, Dylana Jenson, Abdel Rahman El Bacha, Alexandre Lagoya, le professeur Schwartzenberg.

23 h. 30, Journal de l'A 2.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Un film, un auteur : « Au re[voir] Charlie », de V. Minnelli (1964), avec D. Reyn[olds,] T. Curtis, P. Boone.

22 h. 25, FR 3 Actualités.

● FRANCE-CULTURE

20 h., Nouveau répertoire dramatique, par L. Att[oun :] « les Eaux et forêts », de M. Duras, avec C. Delucca, [...] Dutheil, R. Erouk, « la Dictée », de R. Pinget, « Il et [...] de G. le Cam, « Dit et redit » de G. le Cam ; 22 h. [...] Entretien avec Henri Lefebvre ; 23 h., De la nuit ; 23 [...] Poésie.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.), France-Musique reçoit au château de [Saint-]Germain-en-Laye : « Sonates n°s 2, 3 et 6 pour viol[on et] clavecin » (Bach), par H. Szeryng et H. Dreyfus ; 22 h. Concert ; 22 h. 45 (S.), Clarté dans la nuit ; 23 h [Le] monde des jazz ; 24 h. (S.), La musique et ses [clas]siques ; 1 h. 30, Nocturnales.

TRIBUNES ET DÉBA[TS]

MERCREDI 9 JUILLET

— *Mmes Chombart de L[auwe]* et *Olga Wormser-Migot*, MM. Henri Alleg, Bablon (én[...] malgache), Robert Badi[nter,] Albert Memmi, N'Dongo (p[rési]dent de l'Union des travaill[eurs] sénégalais), Palant (vice-prési[dent] du M.R.A.P.), F. Rohmer, D[avid] Rousset et G. Soulier appor[tent] leur témoignage au cours [de] l'émission « Un convoi de la m[ort] ou à propos du totalitarism[e »] de Claude Otzenberger, émis[sion] polémique dont la diffusion [pré]vue au mois de mai pour le t[ren]tième anniversaire du retou[r de] la déportation (sous le titre « [Le] train de la mort ») avait été [dif]férée. Quelques coupures et [un] changement de dénomination [ont] permis sa reprogrammation [sur] TF 1 à 22 h. 5.

.. *L'inspection d[...] rmCL*

— *L'inspecteur de police R[oger] Borniche* répondra aux quest[ions] de Charles Villeneuve, à propo[s de] l'affaire Willoquet, sur Europ[e 1] à 19 h. 30.

JEUDI 10 JUILLET

— Le *racisme* est le sujet [des] « deux cents minutes » de Fra[nce-]Culture à partir de 14 h. 05.

FR 3, LA S.F.P. ET L'I[NA] ACQUIÈRENT LE STATUT DE PRODUCTEURS DE CINÉMA

● Un accord global de cop[ro]duction vient d'être conclu en[tre] le cinéma et la télévision par l'[in]termédiaire de M. Michel Guy, [se]crétaire d'Etat à la culture : [la] Société française de producti[on,] la société France-Régions (FR[3)] et l'Institut national de l'aud[io]visuel (INA) acquièrent désorm[ais] le statut de producteurs de [ci]néma. La S.F.P. tournera de ce[tte] façon environ cinquante fil[ms] par an (deux sont déjà en prép[a]ration) ; FR 3 annonce une [di]zaine de coproductions annuel[les] et l'INA deux ou trois.

En vertu de cet accord (rec[on]ductible ou modifiable à la [fin] de 1976), les films coproduits [de]vront être diffusés en prior[ité] dans les salles de cinéma penda[nt] les dix-huit mois qui suivront le[ur] sortie, et la participation fina[n]cière des sociétés ne devra p[as] dépasser 50 % du budget total. [En] échange, les sociétés pourront b[é]néficier du Fonds de soutien cin[é]matographique, à condition q[ue] ces sommes soient réinvesti[es] dans des coproductions sembl[a]bles, approuvées conjointeme[nt] par le secrétariat d'Etat à [la] culture et le Centre national [de] la cinématographie, qui a égal[e]ment établi des contacts ave[c] TF 1 et Antenne 2, en vue [de] futures collaborations.

● *L'émission de Pierre de La[garde,]* « Chefs-d'œuvre en péril » reprendra à la rentrée sur Antenne 2.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE

Thévenet reprend près d'une minute à Eddy Merckx

De notre envoyé spécial

Saint-Lary-Soulan. — A Saint-Lary-Soulan, où le Néerlandais Joop Zoetemelk a remporté mardi 8 juillet la onzième étape du Tour de France, Bernard Thévenet s'est sensiblement rapproché d'Eddy Merckx. Entre les deux hommes, qui occupent les deux premières places du classement général, l'écart n'est plus que d'une minute trente et une secondes et ce chiffre donne à réfléchir. Si le coureur français a repris cinquante-cinq secondes au porteur du maillot jaune dans la seule montée du Pla d'Adet, longue de 12 kilomètres, on peut supposer qu'il conserve des chances de terminer en vainqueur à Paris. Thévenet est en effet l'un des meilleurs grimpeurs du peloton et il disposera pour s'exprimer de six étapes fortement accidentées comportant trois arrivées en altitude, dont une au sommet du puy de Dôme.

Merckx abordera ces différents obstacles avec une marge de sécurité réduite, d'autant que la traversée des Pyrénées a révélé ses limites en haute montagne. Mais, dans le match très ouvert qu'il s'apprête à livrer à Bernard Thévenet, il aura l'avantage d'une expérience plus grande, d'un registre plus étendu et d'une résistance foncière qui lui permet de se surpasser lorsque les circonstances l'exigent. Enfin, si le champion belge devait céder provisoirement la première place, il lui resterait la possibilité de reprendre l'avantage grâce à l'épreuve contre la montre tracée entre Morzine et Châtel.

Pénalisé, Poulidor proteste

Vainqueur en 1974 à Saint-Lary, Raymond Poulidor, toujours souffrant, n'a pu obtenir que la quinzième place au terme d'une course difficile et courageuse. Le matin même, il avait protesté auprès du directeur de la course contre les irrégularités commises par certains concurrents et la bienveillance des commissaires à l'égard des tricheurs. Lesdits commissaires ont réagi sans tarder... infligeant trente secondes de pénalisation à Poulidor, qu'ils accusent d'avoir été poussé dans les cols.

La sanction paraît exceptionnellement sévère et ne manque pas de surprendre quand on connaît la loyauté du champion français.

JACQUES AUGENDRE.

PAU - SAINT-LARY-SOULAN

(11e étape)

1. Joop Zoetemelk (P.-B.), les 160 km en 5 h. 27 min. 18 sec. (moyenne 29,698 km) ; 2. Thévenet (Fr.), 5 h. 27 min. 24 sec. ; 3. Van Impe (Belg.), 5 h. 28 min. 13 sec. ; 4. Merckx (Belg.), même temps ; 5. Ocana (Esp.), 5 h. 29 min. 42 sec. ; 6. Lopez Carril (Esp.), 5 h. 30 min. 36 sec. ; 7. Roméro (Fr.), 5 h. 31 min. 10 sec. ; 8. De Schoenmaker (Belg.), 5 h. 32 min. 16 sec. ; 9. Galdos (Esp.), 5 h. 32 min. 21 sec. ; 10. Gimondi (Ital.), 5 h. 32 min 53 sec., etc.

Classement général

1. Eddy Merckx (Belg.), 48 h. 18 min. 16 sec. ; 2. Thévenet (Fr.), à 1 min. 31 sec. ; 3. Zoetemelk (P.-B.), à 3 min. 53 sec. ; 4. Van Impe (Belg.), à 5 min. 18 sec. ; 5. Ocana (Esp.), à 6 min. 43 sec. ; 6. Gimondi (Italie), à 7 min. 54 sec. ; 7. Poulidor (Fr.), à 9 min. 56 sec. ; 8. ex aequo Battaglin (It.), Vincente Lopez-Carril (Esp.), à 9 min. 59 sec. ; 10. Jean-Pierre Danguillaume (Fr.), à 11 min. 47 sec., etc.

RUGBY. — *Au cours de son assemblée générale qui s'est tenue le 5 juillet à Tours, la Fédération française de rugby a adopté un certain nombre de mesures contre le jeu déloyal. Parmi celles-ci : des amendes pouvant aller jusqu'à 5 000 francs, et l'attribution d'un ou deux points supplémentaires pour les clubs qui n'auront pas été sanctionnés au cours du championnat.*

● *Le premier tour des coupes d'Europe de football* opposera Saint-Etienne à B.K. Copenhague, Lens à Home-Farm Dublin, Lyon au F.C. Bruges et Marseille à Carl Zeiss Iéna (R.D.A.).

ATHLÉTISME

LA PISTE AUX ÉTOILES

« De mon temps, il n'y avait que des athlètes. Ils ne viennent plus maintenant qu'en troisième position, après les dirigeants et le public », écrivait déjà Jean Giraudoux. Il aurait pu, de nos jours, ajouter les marchands et les vedettes qu'ils se disputent, ce qui aurait relégué les athlètes à la cinquième place.

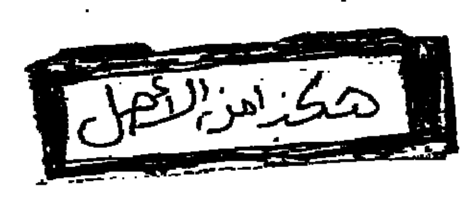
Entrant dans le jeu de la concurrence, M. Lorre, président du Stade français, était allé recruter aux championnats des Etats-Unis quelques étoiles de l'athlétisme mondial. Placards dans les journaux, battage des radios, interviews alléchantes à la télévision, semblables à celles qui précèdent les rencontres de boxe au Palais des sports : rien n'avait été négligé pour attirer huit mille spectateurs, mardi 8 juillet, au stade Jean-Bouin à Paris ; même si on avait fait bon marché du règlement, imposant d'annoncer une réunion internationale au moins quinze jours à l'avance, cette affluence fut un succès.

Le présentateur en eut-il la tête tournée ? Toujours est-il que, cédant à l'excitation, il commenta comme une partie de catch le 110 mètres haie, mettant aux prises, pour la cinquième fois, le Français Drut et l'Américain Foster. Ces interventions intempestives de bonimenteur de fête foraine provoquèrent de copieux sifflets. Mais n'étaient-elles pas commandées par les circonstances ?

Que Drut ait battu son adversaire américain en 13 sec. 40/100 ; que le Néo-Zélandais Dixon soit parvenu à bout de la résistance du Belge Puttemans dans un 3 000 mètres couru en 7 min. 45 sec. ; que son compatriote Walker ait infligé une défaite au coureur de Chicago Wohlhuter au terme d'un 1 000 mètres chronométré en 2 min. 18 sec. 5/10, tout cela aura pu, dans ces conditions, paraître accessoire. Il y eut encore les nouvelles victoires de Bolding sur Nallet dans le 400 mètres haie (48 sec. 55/100, contre 49 sec. 37/100) et du Jamaïcain Quarrie sur Williams, tant sur 100 mètres que sur 200 mètres, ainsi qu'un bond à 2,21 m de Woods. Qu'importe ! L'essentiel n'était-ce point ce public frappant des mains en cadence ?

Dans l'attente des Jeux olympiques de Montréal, qui remettront les choses à leur vraie place, les marchands avaient accédé au temple. Pourquoi faut-il aussi que les dirigeants traditionnels le laissent inoccupé ?

RAYMOND POINTU.



Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

festival Béjart

ut est danse à Venise

AURICE BEJART est parvenu à mener à bien à Venise le projet qu'il n'avait pu réaliser à Avignon en 1974. Avec la complicité de Maurice Huisman, directeur du Théâtre de la ie de Bruxelles, le patronage de l'UNESCO et l'aide de la Bienna investi pendant trois semaines la Cité des doges pour une encontre chorégraphique.

:-sept compagnies venues de Belgique, de Hollande, de France, ie et d'Extrême-Orient, des Etats-Unis ou du Canada ont é un panorama de la danse contemporaine ; le ballet, mais s jazz, le flamenco, les claquettes, la lutte iranienne ou le -wong.

umpo-del-Ghetto se découbout d'un entrelacs de Au-delà des barrières, ne vie locale s'improvise : nle, on boit de la bière. es vieilles dames apportent naise. Sous les projeca scène paraît cernée par neubles qui lui servent de e fond. Aux fenêtres, des s s'allument, s'éteignent. ouettes se découpent. On dans la pénombre des serrés sur les balcons, des qui agitent leur éven- es rires d'enfants fusent a nuit et quelques lazzi. à l'intention des dan- Les gens du quartier ont références, mais jamais ils nifestent d'impatience ou uvaise humeur pour les les les moins accessibles. tant, c'est peut-être d'être s l'air chaud de la nuit. les troupes ont bien aimé tto-Novo.

e est un endroit rêvé pour parce que tout est danse e : le va-et-vient des pié- s reflets de la lumière, le des eaux. Et, lorsque, par rée lourde, l'horizon blan- ; que de gros nuages de iennent rejoindre la mer, la cité semble basculer et s'engloutir dans les flots à la manière d'un grand finale d'opéra. C'est cela qu'a voulu exprimer Maurice Béjart dans *Aqua alta*, interprété par les élèves de son école bruxelloise Mudra : une évocation de la ville qui danse sur l'abîme, gaie comme la commedia dell'arte, belle comme une musique de Vivaldi, tendre comme une « canzone » populaire.

Béjart refuse de se complaire dans les visions moroses et décadentes de Visconti. *Aqua alta*, qui a remporté un grand succès, est un acte de foi dans la survie de Venise. C'est aussi une création originale. Mais peu de chorégraphes invités ont suivi cet exemple. Ils ont préféré, pour la plupart, le confort d'un répertoire déjà éprouvé, que les Vénitiens et les touristes, nombreux à cette époque, ont découvert à leur tour: *Notre-Dame de Paris*, dont Roland Petit a planté le décor face à l'église Saint-Marc, ou encore les Ballets Rambert, exceptionnellement sortis d'Angleterre. Cette vénérable institution semble avoir trouvé en Christopher Bruce un chorégraphe capable de la mener avec égards sur le chemin d'une danse moins traditionnelle.

Les qualités balanchiniennes de Neumeier

a fait connaissance également avec le Ballet de l'Opéra de est. Dans *Cedrus*, Laszlo suggère les fantasmes d'un e maudit et tente d'échapu réalisme socialiste. S'il rrasse encore de symboles, ins réussit-il à utiliser de e remarquable les solistes roupe dans un finale réglé rythme de percussion.

umateurs de « belle danse » en a beaucoup en Italie — leur heure avec une grande à quatre étoiles (Baryshni- Gelsey Kirkland, Carla Bartoluzzi) qui draina des s de personnes sur la place Marc, pour une perfor- plutôt décevante.

évélation de ce Festival a hn Neumeier, et l'événe- la présence de Martha n.

Neumeier, d'origine amé- , est le nouveau chorégra- i Ballet de Hambourg. Sa ice créatrice est impres- nte. On trouve chez lui mie du geste, la pureté du nent, un sens architectu- la composition et une musicalité. Ce sont des tés balanchiniennes. Ici ont mises au service d'une gation psychologique. ne est à la fois instrument t des ballets de John Neu- Il utilise une technique ue, mais il en fait éclater ites. On doit s'attendre à umbourg devenir bientôt un leu de la danse.

ha Graham, elle, n'était venue en Europe depuis ans. Mais, à Venise, ses les ont encore produit un Même après avoir vu des s plus « modernes » comme de Cunningham ou de Ni- on demeure sans voix de- a démonstration donnée par pagnie. Martha Graham a lement créé une technique ire ce qu'elle avait à dire. ses ballets consacrés aux nages d'Hérodiade, Cly- stre ou Médée, elle est par- à exprimer par la danse les ressorts profonds de la ie antique. A la lumière des ches théâtrales d'aujour- sa découverte n'en paraît lus fascinante. La jeunesse beauté irradiaient l'autre l'une œuvre comme *Appa- n Spring (1944)*, sous les du théâtre de verdure.

za 75 vient de s'achever ; n tire des leçons pour 77. Il y a quelques points : le déficit budgétaire sera ent une source de débats le récent succès des com- tes aux élections. Déjà la locale de gauche s'est faite d'une certaine mauvaise ur et de réserves, sur la sé- n des spectacles, les cours de émie et aussi sur le prix élevé des places qui éloigne du Festival la population vénitienne. Celle-ci d'ailleurs se sent peu concernée par le Festival. Sans doute y viendra-t-elle insensiblement comme ce fut le cas dans d'autres villes. Mais il faudrait alors envisager une animation de rues qui utilise ces enfilades de charmantes petites places. On rêve d'un vaste *non-stop* à travers la cité, où les estrades de danse côtoieraient les terrasses des cafés. Seulement, Venise n'est pas Avignon. C'est une cité envahie de touristes où la vie est chère, l'environnement limité, peu favorable à l'accueil et à la subsistance des jeunes qui pourraient avoir l'envie de converger vers cette nouvelle Mecque de la danse.

Pour l'instant, *Danza 75* ressemble à un respectable festival de prestige. Ce n'est pas encore la grande fête de la danse souhaitée par Maurice Béjart.

MARCELLE MICHEL.

Peintres de la nature au musée Delacroix

Le crapaud et le puma

NOUS évoquions récemment, à propos de Daubigny, les paysagistes méconnus ou inconnus de la première moitié du siècle dernier. En voici d'autres, grâce à une de ces excellentes expositions qu'organise périodiquement le musée Eugène-Delacroix. L'année dernière, c'était Paul Huet, dont les aquarelles révélèrent une de ces sensibilités froissées, un peu chétives, mais naturellement accordées aux enthousiasmes et aux égarements du rêve, qui rend si attachante l'exploration du romantisme dans son arrière-pays. Cette année : « Delacroix et les peintres de la nature, de Géricault à Renoir ».

S'il ne s'agissait que de Renoir et de Géricault, on ne ferait pas chère lie de cette exposition. Les paysages de Renoir après 1870 sont bien ennuyeux, pour ne pas dire assommants, et l'on ne regardera avec plaisir qu'une de ses aquarelles, « un Village de pêcheurs » bleu et rouge, très monté de ton, flamboyant comme le cœur d'une figue qui éclate au soleil. Géricault, oui : c'est un immense. Ses beaux cavaliers à l'anglaise, le nocturne de la « Scène du Déluge » (1812) montrent bien comment l'imagination du siècle naissant prend son élan dans le grand souffle que la renaissance des mythes apporte à l'observation d'une réalité bientôt transformée en poudrière par Balzac. Et l'on n'imagine rien de plus émouvant que cette « Tête de cheval » hagarde, épuisée de reproche et de douleur qui annonce moins les débuts de la Société protectrice des animaux que la considération enfin accordée aux faibles et aux victimes, quelles qu'elles soient. J'aime le crapaud, disait à peu près Victor Hugo, j'aime l'araignée et j'aime l'ortie. Parce qu'ils sont laids. Et parce qu'ils sont pauvres et parce qu'ils sont battus.

Les doux et les forts

Laissons donc les maîtres, et pensons aux victimes. Corot n'est pas une victime, mais quelques pièces bien choisies illustrent de façon très convaincante ce que doivent ses débuts, et même les œuvres postérieures au premier voyage en Italie, aux artistes de la génération précédente, Michallon, Caruelle, d'Aligny, dont un dessin de la forêt de Fontainebleau voisine avec une étude exécutée par Corot sur le même motif, Jean Victor Bertin, qui, avec l' « Entrée du parc de Saint-Cloud », dit presque ce que diront bien plus tard, dans leur simplicité champêtre, leur miroitement de taille de diamant, « le Pont de Mantes », « le Vallon » ou même cette « Cour de ferme » peinte juste avant 1870. Valenciennes enfin.

Celui-ci est représenté par deux œuvres d'inspiration très différente : « les Peupliers de la villa Farnèse », une aquarelle exécutée sans doute avant 1800, merveilleuse de luminosité, de silence, de tendresse contenue, et un « Orage au bord du lac », un peu convenu peut-être, mais d'une belle envolée lamartinienne. Deux œuvres qui indiquent le choix offert aux paysagistes de 1830 : le lyrisme quotidien ou les grands accents du drame. Ou, encore, le romantisme et le réalisme, les deux tendances apparaissant d'ailleurs de façon simultanée dans la poésie et le roman comme dans la peinture. Cette distinction est peut-être un peu artificielle, mais le sujet est délicat et il n'est pas facile de s'y retrouver dans une exposition qui comporte plus de deux cents numéros, dont chacun mériterait d'être commenté. Admettons donc, pour un instant, que, chacun réagissant devant la nature selon son tempérament, son pays d'enfance, son rythme sanguin et ses options amoureuses, il y a les doux et les forts, les habitués des plaines, des gentilles vallées et ceux de « l'âpre escarpement qui sur le flot s'incline », ceux qui aiment les moutons et ceux qui aiment les tigres, les amateurs de crapauds constituant une catégorie intermédiaire sur laquelle nous reviendrons.

Les doux ? Corot, bien sûr, Harpignies, Cals, Isabey et Flandrin, paysagistes intermittents mais fort aimables, Boudin et la plupart des peintres de marines, Jongkind compris. Guigon et sa bonne Provence. Daubigny et Millet, dont le dialogue est évoqué par deux admirables crayons (« Inondations », « le Rideau de peupliers »), et bien que Millet soit plutôt du côté du crapaud, de la nature brute, boueuse et revêche des matins d'hiver. Les impressionnistes enfin, à l'exception de Cézanne, qui trépigne devant ses rochers, et de Manet dont le « Clair de lune sur le pont de Boulogne » nous rappelle qu'il fut dans ce domaine, comme dans tous les autres, unique, imprévisible. Ce clair de lune est la récompense des sensibilités patientes qui ne projettent pas leur drame personnel dans le spectacle de la nature, savent qu'il y a plus de richesse dans ses jeux de lumière que dans le cœur de l'homme et, bien avant « la Grenouillère » et Bougival, on n'imagine pas d'effets d'atmosphère plus subtils et rares que ceux enregistrés par Granet dans ces surprenants « Quais de la Seine dans le brouillard » de 1843 ou par Huet dans le « Matin d'hiver au Pont-Neuf », deux chefs-d'œuvre.

Huet, puisque nous l'avons nommé ? C'est un simple, un adorable. Il aime la nature comme un petit Jésus, écrivant même sur une aquarelle qui représente un « Mont » très agité : « Il se soulève pour demander à l'éternité le sens de son mystère. » Que c'est gentil ! Certes Huet connaît la poésie amère des orages, de la fureur des flots et dans « Un soir au Tréport » le voici tout proche de Hugo. Mais c'est un mouton comparé à ces deux terribles : Rousseau et Georges Michel. Rousseau, c'est le Moïse du paysage romantique, il vous tord les racines de ses arbres avec la poigne de Samson ébranlant les colonnes du Temple et l'on a fort bien fait d'insister sur ce grand méconnu qu'est Georges Michel. Ses « Deux Moulins », avec leur pâte triturée et leurs effets de biceps à la Vlaminck, sont un peu fatigants mais dans les deux vues de Montmartre règnent déjà la mélancolie, l'âpre solitude de Van Gogh.

Le paysage démocratique

Valenciennes nous parlait de l'Italie. On n'en parlera plus ou presque plus. Le paysage français après 1830, c'est le congé donné à l'Italie, à la nature « historicisée », ennoblie par la ruine, le temple et la légende qui était celle de la tradition classique. Les paysagistes découvrent alors que ce qu'ils ont à dire, ils peuvent parfaitement le dire devant les environs de Paris, les bords de la Manche, Chailly-en-Bière, Barbizon, n'importe quelle forêt que l'on peut gagner et parcourir à pied. Ici commence ce que l'on pourrait appeler le paysage démocratique : des cours de ferme, de la boue, des vaches, de vrais paysans. Ce qui faisait dire à Baudelaire, qui ne s'était pas résigné à la disparition du paysage « idéal » : « Nos paysagistes sont beaucoup trop herbivores. » Courbet, faisant son profit de l'avertissement, voulut offrir au public des spectacles plus corsés et remplaça les vaches par des cerfs ou, à la rigueur, des biches, des « chevreuils aux écoutes ». Cela ne lui réussit pas toujours, comme on peut le voir ici, le tableau présenté pâtissant, il est vrai, d'être accroché sous un Chintreuil totalement débile et entre deux médiocres couchers de soleil de Jules Dupré. A ces rodomontades, comment ne pas préférer certains Troyon ou le « Gardien de porcs », de Charles Jacque, poignant comme une grande page de Zola ? Voilà pour le crapaud.

Et Delacroix ? C'est un puma, pour reprendre le titre d'un de ses tableaux ici présent. Un félin, un homme de passion si profonde et compliquée que Balzac a pu



« Tête de cheval », de Géricault

lui dédier « la Fille aux yeux d'or ». Mais ce qui est félin chez Delacroix, c'est la souplesse, l'élégance du mouvement, la subtilité de l'odorat, du regard qui caresse les fleurs, les sous-bois, « les Environs de Champrosay », s'attendrit devant une « Chaumière près de la mer ». Comparée à Barye, aux chats terrifiants de Géricault, sa « Lionne prête à s'élancer » est une lionne de Balzac, pour le nommer encore, une Antoinette de Langeais qui a perdu l'usage de ses griffes. Mais quel œil, Milord, quel œil ! Quelle fraîcheur de vision ! On ne le dit pas assez et, la visite terminée, s'il fait beau, vous asseyant dans le petit jardin qui borde l'atelier, vous penserez longtemps à ce « Panthéon au-dessus des toits » qui est un des plus beaux hommages rendus par le romantisme à Paris.

Concluons, comme disent les conférenciers fleuves, et malgré tous ces peintres dont nous aurions aimé dire un mot, Léon Belly en particulier et le bon Cazin (« Clair de lune de ma fenêtre »). Après l'hommage à Corot, Millet à Cherbourg, l'orientalisme à Marseille, « Daubigny et ses amis », cette exposition termine en point d'orgue, en chanson de chevrier et grande rumeur de forêt et d'écueil, une année qui nous a beaucoup appris sur le paysage antérieur à l'impressionnisme. Terme provisoire puisque nous verrons à la rentrée une grande rétrospective Millet. Nous saurons tout alors sur le dialogue du crapaud et du puma.

ANDRÉ FERMIGIER.

★ *Delacroix et les peintres de la nature.* Musée Eugène-Delacroix, 6, place de Furstenberg. Tous les jours de 9 h. 45 à 17 h. (sauf mardi). Jusqu'en décembre. Entrée : 7 F. Pas de catalogue (hélas !) mais une feuille volante avec un texte de Gisèle Polaillon, l'organisatrice de l'exposition.

Le Chêne noir au Festival d'Avignon

Une autogestion méditerranéenne du rêve et du théâtre

LE Théâtre du Chêne noir présente cette année à Avignon deux spectacles : *la Befana*, dans la salle de la rue Sainte-Catherine, et *Chants pour le delta, la lune et le soleil*, dans l'église Saint-Joseph à Champfleury. « La Befana *est une légende*, dit Gérard Gelas, qui dirige le Chêne noir, *ma grand-mère maternelle, originaire de Toscane, me la racontait. C'est l'histoire d'une vieille femme acariâtre, cupide, et des fils du peuple des pauvres, appelés par dérision « les rois mages ». Nous avons travaillé à partir d'une dialectique qui met les classes en opposition, mais à notre manière, en recourant au merveilleux sans lequel je commencerais à me lasser d'expliquer certaines vérités premières.* »

Gelas est un matérialiste enraciné dans la culture païenne — et le païen, c'est le paysan, poète de l'espace, du soleil et des couleurs : « *Mes maîtres*, dit-il, *sont certains peintres italiens, certaines légendes du Sud, les civilisations d'Egypte et de la Grèce. Si, un jour, nous montions une pièce d'auteur, ce serait quelque chose sur le mythe d'Isis et d'Osiris, ou bien nous choisirions un Sophocle. Au Chêne noir, nous sommes tous méditerranéens, c'est un ciment qui nous lie.* »

Quatre ou cinq mois par an, le Chêne noir part en tournée. Le reste du temps il travaille à Avignon. Cet hiver il a accueilli seize spectacles dont Léo Ferré, Paco Ibanez et les troupes de La Carriera et de l'Action culturelle du Sud-Est. Et pendant quatre mois et demi, il a répété, six jours par semaine, ses deux créations : « *Ce n'est pas seulement de l'opportunisme par rapport au Festival, c'est surtout un rapport très profond que nous ressentons avec les saisons, le printemps nous pousse.* »

Cette année, le Chêne noir entre dans l'organisation du Festival. Jusqu'à présent Gelas avait refusé de franchir le pas et parfois violemment. Il clamait haut qu'il était avignonnais et n'avait pas besoin d'une institution avec laquelle il n'était pas d'accord.

« *Cela reste vrai*, dit-il. *Pendant que nous répétons, un tissu d'échanges se crée avec la population. Des créateurs se regroupent autour de nous : l'atelier de danse de Catherine et Georges Golovine s'est installé rue Sainte-Catherine et, dans notre local, l'atelier d'art graphique animé par Jean-Luc Menaud et Christian Martinez. Nos relations avec les syndicats sont devenues plutôt bonnes : pendant les dernières grèves des postiers, l'intersyndicale et les grévistes se sont réunis chez nous.*

» *Nous sommes avignonnais et, pendant des années, nous avons dit que nous ne pouvions pas participer au festival officiel si nous ne recevions pas un minimum de moyens pour travailler pendant le reste de l'année. Au début, nous avions une toute petite salle, et, au mieux, on nous aurait proposé quatre jours dans un des cloîtres. Puis nous nous sommes installés rue Sainte-Catherine avec un accueil de neuf cents places. L'an passé, avec la Déesse d'or, nous avons fait 7 959 entrées. Les tournées aidant, on s'est aperçu que le Chêne noir avait une audience, ce qui a relativement simplifié les discussions.*

» *J'ai eu une entrevue avec M. Duffaut, député et maire d'Avignon, et, une fois encore, il nous a proposé d'entrer au Festival. Je lui ai répété que cela me semblait possible si nos revendications étaient prises en compte. Elles sont simples et minimes : continuer à exploiter notre salle, étendre notre public. Cet été, avec les deux lieux, nous aurons une capacité globale de 13 000 places, l'équivalent de n'importe quelle série de spectacles présentés dans la cour d'honneur.*

» *Il y a autre chose : les premiers temps, j'ai cru naïvement que les troupes « off » pouvaient s'entendre et définir une ligne culturelle. Et puis, tout s'est effrité dans la concurrence, la guerre des affiches entre deux batailles de melons, les discussions de bistrot sur le Festival... Alors... Très tranchement, sur la base de ce qu'est le Chêne noir, partout où on nous offrira l'occasion de travailler, nous le ferons, mais nous resterons avignonnais.*

En fait, le nombre des troupes « in » et « off » augmente et les troupes font le chassé-croisé entre le « in » et le « off ». Le nombre des spectateurs augmente également, et le prix de la limonade sur la place de l'Horloge.

» *Jouer « in » ou « off », quelle importance ? Pourquoi jouer ? Là est la vraie question. Parce que, au Chêne noir, nous nous sentons bien et que nous aimons voir les gens marcher vers notre porte de bois, entrer, monter l'escalier, faire le silence. Parce que nous avons l'impression que nos discours passent. Parce que nous avons nos racines dans cette ville. Nous n'y avons pas été expédiés en mission. Et, d'ailleurs, nous n'accepterons aucune mission, où que ce soit !*

» *Et puis, l'été, nous n'avons pas froid dans notre salle, ce qui change de l'hiver, car « in » ou « off », et malgré nos 200 000 francs de subvention — ce qui est beaucoup mieux qu'avant, mais insuffisant puisque nous sommes quinze permanents, — la salle Sainte-Catherine n'est pas chauffée.*

» *Cela dit, je rêve d'utiliser la cour d'honneur. Il faudra bien un jour que nous allions y voir de plus près. Je rêve d'un spectacle créé là, avec des amis de la danse et de la musique, et que nous emmènerions en tournée dans tous les théâtres antiques du bassin méditerranéen. On ne sait jamais, peut-être que nous, fils du peuple des roseaux, du peuple des pauvres, ceux que dans la pièce on appelle par dérision « les rois mages », nous trouverons l'étoile... On pourrait parler de l'Utopie. Nous autogérons nos rêves.* »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

★ *La Befana* : 8, rue Sainte-Catherine, du 12 juillet au 6 août, à 21 h. 30.

★ *Chants pour le delta, la lune et le soleil* : église Saint-Joseph à Champfleury, les 25, 26 et 27 juillet, les 7, 8 et 9 août, à 21 h. 30.

Une sélection

Paris

Cinéma

TROIS GRANDES REPRISES

— AU CŒUR DE LA NUIT, d'Alberto Cavalcanti, Robert Hamer, Basil Dearden et Charles Chrichton : *Cinq sketches. Cinq histoires « surnaturelles » qui font frissonner et un peu rire. L'alliance de l'humour, du fantastique et de la psychanalyse. L'originalité du cinéma anglais d'après-guerre.*

— SHERLOCK JUNIOR, de Buster Keaton : *La géométrie burlesque de Keaton, projectionniste timide et grand détective sûr de lui, qui change le monde par la magie du cinéma. Jamais réédité depuis 1924.* (*le Monde* du 5 juillet.)

— SENSO, de Luchino Visconti : *Violence et passion à Venise, en 1866, au moment où l'Italie achève de se libérer de la domination autrichienne. Une analyse marxiste ; des personnages stendhaliens.* (*le Monde* du 4 juillet.)

Théâtre

L'AGE D'OR
à la Cartoucherie

Utopie et lutte de classes, par les comédiens du Théâtre du Soleil, virtuoses et poètes : un spectacle éclatant d'intelligence.

— DOMMAGE QU'ELLE SOIT UNE PUTAIN, au Théâtre de la Tempête : *Des jeunes gens réunis autour d'une table, pour le sacrifice de l'amour pur, absolu, destructeur. Mise en scène de Stuart Seide.*

— ET TOUJOURS : *Elle, elle et elle* à la Cour des Miracles : Trois femmes parlent. *Le Regard à genoux* à la Pizza du Marais : Jean Bois et sa bande fustigent. *Le Presse-purée des Destaing* au Campagne Première ; la veuve du général délire. *Les Femmes savantes* à Essaïon : Molière paysan.

Musique

DU MARAIS AU FESTIVAL ESTIVAL

Avec le concert du Deller Consort (Blancs-Manteaux, le 12, 20 h. 30), *le Marais passe le relais au Festival estival, qui présentera deux concerts journaliers à Paris jusqu'au 23 septembre, sans compter un bateau-mouche-musique chaque jour, à 18 heures. Premiers invités : Jan Staüdt, orgue (Notre-Dame, le 13, 17 h. 45), le trio Deller (Sainte-Chapelle, le 15, 18 h. 30 et 20 h. 30), l'Ensemble Haydn de Tokyo (Fac de droit, le 16, à 20 h. 30). Une sécurité-musique pour les Parisiens qui ne bougent pas.*

Danse

LE WAYANG-WONG
aux Tuileries

L'histoire du Ramayana représentée sur le grand bassin par les habitants du village de Telepud qui a conservé vivante une des plus anciennes formes théâtrales de Bali. Des costumes et des masques resplendissants.

— ET TOUJOURS : *la Belle au bois dormant*, à la cour Carrée du Louvre, par le ballet de l'Opéra. (Jusqu'au 27 juillet.)

Variétés

CHANSONS POUR EVA FOREST
au Théâtre d'Orsay

Du 7 au 11 juillet, Paco Ibanez, Claude Nougaro, Marti, Jean-Louis Vincent, Imanol, Alan Stivell, François Béranger, Imago, el Cuarteto Cedron, Pedro Soller et Georges Moustaki chanteront pour Eva Forest et les prisonniers politiques en Espagne.

Arts

JEAN DEWASNE
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Des pièces embouties aux usines ... nault et rassemblées pour faire la ... aux automobiles... Jean Dewasne, qui ... délire géométrique, la couleur éclat... propre et précise, en a fait des to... debout de la civilisation industrielle, à la fois antivoitures, antisculptur... antitableaux... De vrais Jean Dewasn...

MERKADO
au Musée Bourdelle

Quatre années de recherches auto... vide pour une sculpture qui joue ... façon avec l'espace et le temps.

DELACROIX ET LES PEINTRES ... LA NATURE, au Musée Delacroix : *notre article page*

— ET ENCORE : *Zao Wou-Ki*, G... de France ; *Torres-Garcia*, au Musée ... moderne de la Ville de Paris ; *Max E...* au Grand Palais et à la Biblioth... nationale ; *Arikha*, du cabinet ... Estampes ; *Hommage à Corot*, à l'O... gerie des Tuileries ; *Chirico*, au ... Marmottan ; *Matisse*, au Musée d'art ... derne ; *les Lalanne*, au C.N.A.C. ; *Mi... Ange, les dessins italiens de la Renais... et le Studiolo d'Isabelle d'Este*, au pa... de Flore.

Province

Théâtre

AVIGNON

Coquin de Coq, *par Guy Rétoré à la Cour d'Honneur (12).* La Pastorale de Fos, *par la Carriera au Cloître des Carmes (du 12 au 16).* Souvenirs d'Alsace, *par Bruno Bayen et Yves Reynaud, à Théâtre ouvert (du 14 au 17).* La Befana, *par le Chêne noir (lire notre article, p. 00). Et, « off » festival, le Théâtre d'animation, à Villeneuve-lès-Avignon : le Théâtre du Tournemire, à Champfleury ; le Théâtre Action de Grenoble, à la M.J.C. de la Croix-des-Oiseaux ; la Compagnie des quatre sans cou, Alberto Vidal, Garance et Arrabal au Cirque du Mont-de-Piété.* Macbeth, *par Hubert Jappelle au Petit-Lycée.* Les Mauvais Bergers, *par les Athevains, Cour de l'Oratoire, etc.* La Création de Fos *(à partir du 11) et* Geronimo *(à partir du 15) par André Benedetto et la Nouvelle Compagnie des Carmes.*

— ET ENCORE : *La Guerre des Demoiselles*, par Guy Vassal, à Carcassonne (le 10 et le 15). *Till l'Espiègle*, à Clermont-Ferrand et dans la région. *Village à vendre*, par le Théâtre de l'Olivier, dans le Vaucluse, les Hautes-Alpes, le Var.

Musique

AIX ET ARLES
villes jumelées

Le Midi tente un regroupement des forces musicales : Aix et Arles coproduisent Elisabeth, reine d'Angleterre, *de Rossini, avec l'Opéra du Rhin et Montserrat Caballe dont on espère qu'elle remplira le Théâtre antique d'Arles (les 11 et 13 juillet, 21 h.). A Aix,* le Carnaval de Venise *vu par Lavelli devrait faire les beaux soirs du Théâtre de l'Archevêché (les 10 et 15), mais on y entendra aussi le Trio Pinnock et Judith Nelson (le 11), G. Janowitz (le 12), C. Eda-Pierre (le 13), Ella Fitzgerald (le 14). A Arles, les Virtuosi di Roma joueront dans le cloître Saint-Trophime (le 10) et S. Richter au Théâtre antique (le 12 juillet).*

— SOIREE DE SAINT-MAXIMIN : le Clemencic Consort et M. Chapuis (le 10), Ensemble Sinfonia et A. Stricker (le 12), H. Dreyfus, E. Melkus, H. Winter (le 15 juillet) : *Des heures merveilleuses dans le cloître des dominicains et autour de l'orgue d'Isnard.*

— MUSIQUE ANCIENNE A SAINTES : Monteverdi, par la Societa Cameristica de Lugano (le 10), Marin Marais, par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy (le 11), la Camerata de Boston (le 11 et le 12), les Madrigalistes de Prague (le 16) : *Le Royan de la musique ancienne.*

— AU CHATEAU DE GORDES (Vaucluse) : Musiques de la Renaissance, avec R. Clemencic et A. Kecskes (le 11) ; Quatuor bulgare (Ravel, Schubert, le 13) : *Dans un site et un lieu admirables, onze concerts jusqu'au 28 août.*

— ET ENCORE : le Clemencic Consort (château de Châteauneuf, près de Pouilly-en-Auxois, le 13) ; concert Gesualdo (Samoëns, le 12) ; le Trio Nordmann (château de Carrouges, Orne, le 12) ; G. Fumet et J.-L. Gil (Carrouges, le 13) ; le Madrigal d'Ile-de-France (Chambord, le 14) ; chant grégorien, par l'Ensemble G. Dufay (Samoëns, le 15) ; musique sacrée anglaise et allemande, par J. Nelson, G. Routley et W. Christie (cathédrale de Luçon, le 16) ; Y. Menuhin, G. Janowitz et l'Orchestre des pays de la Loire (Gourdon, le 16 juillet).

Arts

AUTOUR DE LA TAPISSERIE
à Angers

Graphiques et sculptures de Miro au Musée des beaux-arts ; Niki de Saint-Phalle *au château d'Angers. Et tout un ensemble de manifestations concerna... tapisserie contemporaine :* Textiles ... jourd'hui en Pologne *à l'abbaye de ... tevraud ;* Travaux des élèves de l'... des beaux-arts de Lodz *dans les gre... Saint-Jean ; des présentations de ta... ries et des animations.*

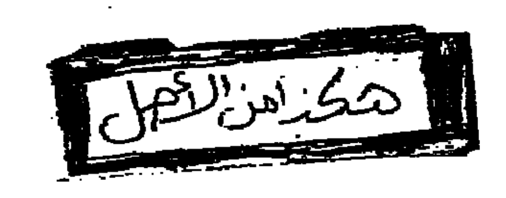
MELANGES
à Arles

Sculptures de Jean Tinguely *et de* ... de Saint-Phalle ; *peintures hyper-r... tes dans les salles romanes du ... Saint-Trophime (jusqu'au 30 septem...* Alechinsky, Courtin, Messagier, Bram ... de Velde, Saura *à la chapelle de la ... rité (jusqu'au 7 septembre) ; Tapis...* de Michel Tourlière *à l'abbaye de M... majour ; et toujours l'exposition de l... nation Picasso au musée Réattu.*

Danse

— DIJON : le Théâtre du Silence ... se *l'Oiseau de feu* (Stravinski-Béja...) son propre répertoire au palais du ...

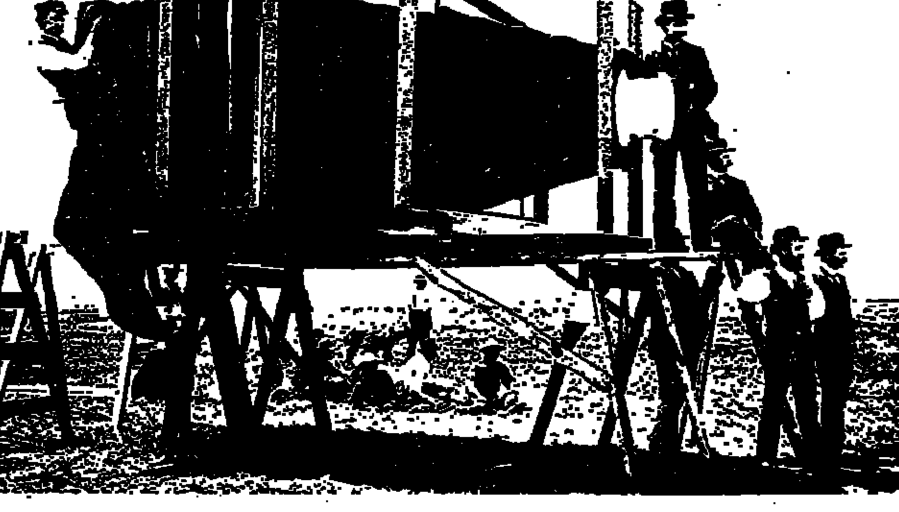
— FESTIVAL D'ANJOU : *Soirée ... danse et du cheval*, au haras nation... l'Isle-Briand, avec la participatio... Ballet-Théâtre-Contemporain. (11 ... let.)



A CRÉATION D'UN CENTRE NATIONAL POUR LA PHOTOGRAPHIE

Mon rôle n'est pas seulement 'aider la culture cultivée »

nous déclare M. Michel Guy



Le « Mammouth » (Etats-Unis, environ 1900.)

photographie est un immense terri- encore peu exploré, et tout parti- 'ement dans son pays d'origine... fichel Guy, secrétaire d'Etat à la 'e, nous a fait part de sa décision iter officiellement au « champ » des affaires culturelles ce moyen d'expression ignoré par l'Etat depuis plus d'un siècle. Le secrétaire d'Etat à la culture nous a notamment annoncé, au cours de cet entretien, la création d'un Centre national pour la photographie.

ORSQUE je suis entré en fonctions, la photographie était déjà l'une de mes ıpations, *dit M. Michel Guy.* ısant personnellement des pho- ıes, ayant vu un très grand d'expositions, j'ai toujours entiment que la photographie ı phénomène culturel impor- ous avez, en France, quelques s de milliers de gens qui font einture, mais ceux qui utilisent ereil se chiffrent par millions. d'expression facile à manier, tographie permet toutes les d'engagement personnel, ce fondamental. Elle est le regard cun sur le monde. A ce titre, une valeur de culture, de proche de la vie, et vous que je suis profondément à l'idée que mon rôle n'est lement d'aider la culture culti- ı n'ignore pas celle-ci pour Pratiquée par des hommes à ibilité vive et forte, la photo- a pris très vite une valeur ıe propre. De plus, en révé- e nouvelle forme de rapports œil de l'homme et le monde, exercé une influence considé- ur les arts plastiques. Je veux écouvrir ces différents aspects photographie à un public plus

ur toutes ces raisons, comme amené à entreprendre une ıue culturelle de l'audio-visuel, s'agisse du cinéma ou de la ion, je ne pouvais pas oublier otographie et je devais saisir occasion pour promouvoir une ıe d'ampleur dans le pays qui naître.

– Alors, qu'allez-vous faire ?

envisage de créer à Paris, dès janvier 1976, un Centre de la raphie, un peu à l'image de ational Center of Photography, il eu l'occasion de visiter en dernier, en même temps que lon photographique du Musée oderne, à New-York. Le Centre, responsabilité devrait être confiée à M. Pierre Fenoyl, recevra une mission d'initiation à la photographie en liaison notamment avec les universités, afin de permettre aux jeunes non pas de devenir des professionnels, mais de pratiquer avec plus de connaissance et plus de maîtrise un art pour lequel ils ont un goût visible.

» Le Centre organisera aussi des rencontres et des colloques entre professionnels et des stages semi-professionnels. Il sera habilité à recevoir les collections qui pourraient lui être léguées, à charge pour lui d'en assurer la conservation et la diffusion. C'est ainsi qu'il pourrait accueillir de grandes collections, comme celle de la Société française de photographie, avec laquelle nous sommes en négociation. Le Centre préparera aussi des expositions de photographies, anciennes et contemporaines, et des travaux qu'il aura commandés ou aidés. Il suscitera ou réalisera des publications. Cet établissement devrait accomplir pleinement toutes ces missions dans un délai maximum de deux ans après sa création.

— La vocation de ce Centre de la photographie ne semble pas être de se substituer à des écoles de formation professionnelle. Or le seul lycée technique d'Etat qui initie à la photographie, au cinéma et à la vidéo, se trouve depuis des années dans une situation dramatique. M. Jack Ralite, député de la Seine-Saint-Denis, à la fin du mois de mai, a, dans une question orale, attiré sur cet abandon l'attention de l'Assemblée nationale...

— L'école de la rue de Vaugirard, à laquelle vous faites, je pense, allusion, dépend du ministère de l'éducation et il ne m'appartient pas de vous répondre sur ce point. Toutefois, des conversations sont en cours entre nos deux départements pour étudier les moyens de les rendre aussi complémentaires que possible.

— Vous avez évoqué une aide aux photographes. Comment l'envisagez-vous ?

— Sous forme de bourses. Mais aussi de commandes sur tel ou tel thème, pouvant déboucher sur une exposition. Etant entendu que, dans certains cas, nous aurons acquis des droits sur le travail du photographe. Cela fait que, d'un seul coup, nous réaliserons une opération de création, nous permettrons à cette création d'être diffusée et, enfin, nous constituerons le patrimoine de demain.

— De quel budget disposera cette politique de la photographie ?

— Dans le budget du secrétariat d'Etat à la culture pour 1976, vous verrez apparaître une ligne budgétaire nouvelle pour la photographie.

» Mais, dès à présent, nous avons été en mesure d'apporter une aide accrue aux Rencontres photographiques d'Arles. Nous avons également prévu le financement d'expositions itinérantes, qui seront réalisées en liaison avec la direction des musées de France. Enfin, le Centre de la photographie pourra recevoir aussi des fonds d'organismes privés ou professionnels. J'espère beaucoup que les industriels qui ont soutenu par un mécénat actif la photographie voudront bien accepter de s'associer désormais à certains de nos projets.

— Promouvoir la photographie c'est simultanément promouvoir l'industrie photographique : est-il utopique ou naïf d'imaginer en retour une juste taxation « culturelle » de ces industries ?

— Cette politique de la photographie sera réalisée avec une aide de l'Etat et une aide conjointe *volontaire* des industriels. Nous n'envisageons pas actuellement de taxe para-fiscale.

— La photographie — donc les photographes — n'avait jusqu'à présent aucune existence administrative. Vous avez créé il y a quelque temps une cellule au Centre national de la cinématographie.

— Je n'ai pas voulu compliquer mon propos par une description administrative, mais cette antenne rattachée actuellement au C. N. C. était évidemment indispensable, ne serait-ce que pour assurer la tutelle d'organisations comme le Centre de la photographie et traiter des problèmes administratifs et budgétaires. Il s'agit aussi bien de la protection des droits d'auteur que du dépôt légal auquel les œuvres photographiques sont soumises, en principe depuis la loi du 21 juin 1943, mais non en réalité car les décrets d'application n'ont jamais été pris. Nous devons étudier avec la profession la solution de ce problème, car elle est un élément majeur d'une politique de conservation du patrimoine.

» D'autre part, cette antenne assurera une coordination entre les divers organismes décentralisés, chacun gardant sa vocation, comme le Centre Georges-Pompidou, le Centre de la photographie, les sections des musées et les initiatives municipales que nous encouragerons et soutiendrons.

— Le Centre Beaubourg n'a, à notre connaissance, qu'un secteur où sera représentée la photographie : celui des « arts plastiques ». Pour vous, la photographie doit-elle être intégrée aux arts « plastiques » ou constitue-t-elle un moyen d'expression autonome ?

— Je voudrais vous rappeler que le département des arts plastiques du Centre Georges-Pompidou aura très prochainement un responsable pour la photographie. Il aura pour mission de réaliser des expositions en liaison étroite avec le Centre de la photographie et de constituer une collection d'œuvres de photographes contemporains à l'image du Musée d'art moderne de New-York. Cela en une section autonome comme l'est la photographie à l'égard des arts plastiques.

— En matière de diffusion et d'utilisation bien conçues de l'image fixe, la télévision devrait constituer un support privilégié. Ce n'est pourtant pas le cas.

— Les sociétés de télévision sont indépendantes et maîtresses de leurs programmes. Mais il est bien évident que nous avons des conversations périodiques avec elles. Nous leur demandons de réaliser des programmes d'information et des rubriques régulières dans des magazines culturels. La photographie doit y avoir sa place, mais elle peut fournir matière à la télévision sous une autre forme, au moyen du banc-titre par exemple, qui permet un montage filmé de photographies. Le Centre, qui devra avoir des contacts approfondis et réguliers avec les chaînes, pourra encourager le passage à l'antenne de ces montages, dont certains pourront être suscités ou choisis par lui. Les sociétés de télévision compléteraient ainsi l'action de la presse illustrée.

— Le Centre de la photographie ne pourrait-il pas être installé en province ?

— Il sera installé à Paris, mais j'envisage aussi de créer dans l'avenir en province d'autres centres du même genre qui seront les correspondants du centre parisien. Une politique de la photographie ne saurait évidemment être limitée à la capitale. Bien au contraire, c'est souvent de province que sont parties les initiatives les plus intéressantes : d'Arles, de Toulouse, de Chalon-sur-Saône, de Bièvres, de Marseille entre autres.

» Je souhaite encourager l'implantation d'un réseau national de la photographie à travers les musées, les maisons de la culture, etc., afin de toucher un public dont l'ampleur va croissant et dont on perçoit l'intérêt de plus en plus passionné. »

Propos recueillis par
YVES BOURDE.

Cinéma

DEAUVILLE DÉCOUVRE L'AMÉRIQUE

Le premier Festival européen du cinéma américain aura lieu à Deauville, dont le maire est M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, du 3 au 7 septembre prochain. Près de soixante films inédits seront présentés *« afin de mieux faire connaître le cinéma américain »* (dont la production est pour 80 % ignorée sur le continent européen, affirment les organisateurs). On pourra voir à Deauville non seulement des œuvres commerciales produites par les grandes compagnies américaines, mais aussi des films réalisés par des indépendants ou des cinéastes de l'« underground. » Seront aussi présentés des films publicitaires et de télévision.

Certaines œuvres entrent en compétition pour le grand prix du Festival, mais ce panorama du cinéma américain est surtout destiné à lui ouvrir un marché européen. A l'occasion de ce festival auront lieu de nombreuses manifestations culturelles en rapport avec l'art américain.

Décentralisation

CIRQUE ET CONTRECULTURE

L'Ecole nationale du cirque se décentralise, cet été. Annie Fratellini et Pierre Etaix, Avron et Evrard, Jean Digne (Théâtre du centre à Aix-en-Provence), les Tréteaux de France avec les animateurs du « Théatrassis » et Bernard Tournois seront à la Chartreuse de' Villeneuve-lès-Avignon du 15 juillet au 3 août. Il y aura des animations dans les quartiers, des parades, des charivaris, il y aura des groupes amateurs encadrés par des professionnels, et des stages qui recevront à temps plein une centaine d'élèves. Des participants libres pourront suivre les cours « à la carte ».

« Nous n'avons pas la prétention, dit Annie Fratellini, *de former en quinze jours des trapézistes, des clowns, des équilibristes ou des prestidigitateurs. Nous souhaitons réaliser, en province, une approche des métiers du cirque. »*

Le Festival d'Avignon, dans sa recherche d'une culture « populaire », a étendu ses activités du théâtre, à la musique, à la danse, au cinéma. Le cirque peut être aussi enrichissant.

GUY LAURENT.

Festivals

« JAZZIMAGES » A DIJON

Le deuxième festival de jazz de Dijon aura lieu du 15 au 19 juillet au Palais des Congrès. La première journée sera consacrée à la « Soul Music » et au Gospel. Marion Williams, ancienne chanteuse de *Stars of Faith of Black Nativity, The Howard Robert's Choral* de New-York et le révérend Cleophus Robinson. Le 16 juillet : Charlie Mingus et son quintet, formé de Dannie Richmond, Don Pullen, George Adams, Jack Walbrath. Le lendemain : présentation de blues avec Willie Mabon, Luisiana Red, Cousin Joe et Michael Smith. Oscar Peterson et Dizzie Gillespie donneront leur récital le 18 juillet et cette deuxième réunion de Dijon se terminera avec la présentation du *Five Stars* (Johnny Griffin, Joe Pass, Daniel Humair, Ray Bryand et Niels Henning Orsted Pedersen).

Parallèlement à ces spectacles, une exposition de photos, *Jazzimages* est ouverte jusqu'au 20 juillet salle Devosges. Les 9, 10 et 11 juillet, dans la même salle, à 17 h 30, seront projetés des films sur Tangerine Dream, Kavin Coyne, Tubular Bells et Hartfield and The North.

CHARLES MARQUÈS

Musique

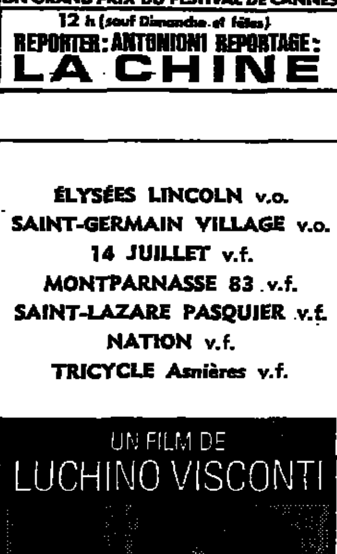
« LE MESSIE » PARTOUT

Il y a ceux qui, à la saison des festivals, cherchent avec conscience de vieilles pierres à illuminer, des partitions à exhumer, des vedettes à exporter. Et il y a ceux qui profitent du beau temps pour ne rien changer à leurs habitudes. En exécutant, par exemple « *le Messie* », de Haendel.

Aucune déconvenue n'est à craindre avec ce record absolu d'exécutions et d'enregistrements annuels. Jacques Grimbert, le chœur, l'orchestre universitaire et quatre solistes (B. Schoeller, D. Michel, J.-M. Guellou, G. Jollis) ont donc choisi ce très célèbre oratorio pour le transporter un peu partout, des Alpes-Maritimes aux Pyrénées-Orientales. Au total : onze exécutions en vingt jours (du 4 au 25 juillet). Un exemple de rendement à suivre... avec d'autres œuvres, si possible.

ANNE REY.

EN BREF



Cirque et contreculture à Villeneuve-lès-Avignon

Pop'

JAMES TAYLOR MINIATURISTE

James Taylor, qui a achevé une tournée américaine au Carnegie Hall et vient de sortir un nouvel album, reste fidèle à lui-même, c'est-à-dire au miniaturiste subtil et délicat — ce qui ne l'empêche nullement d'évoquer avec intensité, sentiment et émotion.

Apparu à la fin des années soixante avec *Sweet Baby James*, après de multiples « voyages » avec l'héroïne et de nombreux séjours dans divers hôpitaux, James Taylor a un goût prononcé pour ce qu'on pourrait appeler le « rock tendre », fragile, même si la musique prend parfois les allures du folk-song, du folk-country ou du folk-blues. Il chante de la voix nasillarde, un peu traînante, d'un chanteur de country, d'un ton tout en douceur, avec des mots empruntés à la narration du folk. Il n'y a sans doute pas grand-chose à apprendre avec James Taylor. Mais l'univers un peu désuet de cet homme longiligne qui, apparemment, poursuit son chemin, la couleur qu'il laisse échapper, un peu trop voilée de tristesse, de nostalgie, ne laissent pas tout à fait indifférent.

Au Carnegie Hall, James Taylor chantait avec ses quatre musiciens habituels, puis, avec Carole King au piano, il joua un de ses premiers titres *(Suite for 20 G)* et, avec King et David Crosby, il interpréta *Music*, un des morceaux de son dernier album.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Les disques de James Taylor sont diffusés par W.E.A.-Filipacchi.

Prestige

1 515 SPECTACLES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

L'Association française d'action artistique (que préside M. Louis Joxe, ambassadeur de France) a présenté le bilan de ses réalisations au cours d'une assemblée générale.

Créée en 1922 et financée par le ministère des affaires étrangères, cette association (dont le but est de favoriser l'expansion de la culture française à l'étranger) a financé, notamment cette année, des tournées de la Comédie-Française en Europe de l'Est, du ballet Blaska au Proche-Orient, du Théâtre du Soleil en Pologne et de l'Orchestre national à Hong-kong.

Les projets de l'Association, pour 1976, concernent le voyage d'une exposition d'art gaulois en Europe, d'une rétrospective Dufy en Amérique latine, une tournée de la Comédie-Française au Japon et plusieurs représentations du Ballet de Marseille au Canada.

En 1974, l'Association d'action artistique avait subventionné 1 515 manifestations, dont 384 représentations théâtrales, 290 expositions et 643 concerts.

A. R.

Théâtre

CHAILLOT A CHATEAUVALLON

Le Théâtre national de Chaillot sera à Châteauvallon du 18 juillet au 17 août. André-Louis Perinetti entend, après l'expérience du *Printemps à Chaillot*, inaugurer une politique estivale : trois spectacles seront donnés, six soirs de suite, au Centre de rencontres.

Châteauvallon accueille la reprise de *C'est pitié qu'elle soit une putain*, de John Ford, créé à la Cité internationale par Michel Hermon dans l'adaptation de Christiane Barry avec Laurence Fevrier, Didier Sandre, Olivier Picq (du 18 au 24 juillet).

Zarathoustra, adapté et mis en scène par André Cazalas, d'après l'œuvre de Nietzsche, vise à la fusion du théâtre et de la danse. Ethéry Pagava et Bernard Kesh ont produit ce spectacle poétique et chorégraphique en collaboration avec le Théâtre national de Chaillot. (Du 2 au 7 août.)

La compagnie du Matin rouge présentera enfin une création de Jean-Pierre Bisson : *Barbe-Bleue et son fils imberbe*, un « théâtre-ballet » sur une musique de Lino Léonardi, avec Nicole Garcia, Gregg Germain et François Lafarge. (Du 12 au 17 août.)

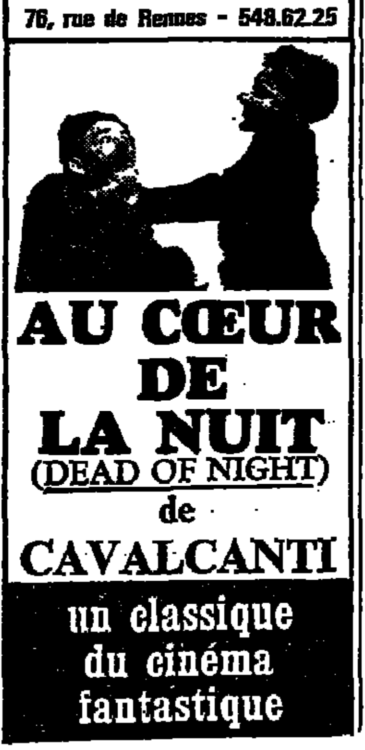
LIVRES DE CINÉMA

★ **LA VIE A BELLES DENTS, par Marcel Carné.** — Marcel Carné raconte sa vie et sa carrière : réflexions sur le métier de cinéaste, anecdotes, croquis parfois acerbes des gens du métier (les producteurs surtout) qu'il a côtoyés, volées de bois vert aux critiques. L'amertume d'un homme qui ne se résigne pas à être défini, classé, seulement comme le créateur (avec Prévert) du « réalisme poétique » des années 30-40. (Editions Jean-Pierre Ollivier, 45 F.)

★ **GARY COOPER, par Homer Dickens, et LAUREL ET HARDY, par William K. Everson.** — Bio-filmographies, traduites de l'anglais par Henry Daussy. Présentations critiques; tous les films avec leur générique ; résumé des scénarios et beaucoup de photographies : deux albums réussis pour poursuivre une collection déjà célèbre. (Editions Henri Veyrier, chaque volume 35 F.)

★ **JEAN RENOIR, LE SPECTACLE, LA VIE.** — Un grand hommage à Jean Renoir dans « Cinéma d'aujourd'hui », nouvelle série (c'est le n° 2 de ces cahiers bimestriels ; le n° 1 était consacré à Marilyn Monroe), par Claude Beylie, admirateur inconditionnel, qui se laisse aller parfois à ses enthousiasmes lyriques aux dépens de l'esprit critique. Très bien illustré et mis en page. Filmographie détaillée avec notes et commentaires. (15 F, kiosques et librairies.)

★ **JOHNNY GUITAR, de Nicholas Ray.** — Découpage intégral du film plan par plan, avec les dialogues. Travail collectif d'un groupe de recherches, la section d'activités cinématographiques et d'expression audio-visuelle créée au sein de l'ATAC (Association technique pour l'action culturelle). Réalisé, faute de mieux, à partir d'une copie 16 mm noir et blanc de la version française, ce qui, évidemment, surprend. Présentation austère. Une revue de presse et une analyse approfondie de l'œuvre doivent suivre. (ATAC, 19, rue du Renard, Paris-4e, 10 F).







L'ART ET L'ARGENT, L'ART SANS L'ARGENT

Le point sur les « i »

par Pierre GRANVILLE

leut sur la ville (à l'instant même où la ume grince) comme il pleut des rachats r Galliera. Il pleut sur la « City » : il pleut des rachats sur Sotheby. Il it sur New-York comme il pleuvait chats « in America ». Ainsi de suite. de se faire illusion. La « conjonc- des économistes distingués est là, le , ou mieux le rejet, l'immobilisme rela- l'inertie du marché sont signes exté- d'un état de fait que nous avions de longue date : la spéculation outran- st cul-de-sac pour l'œuvre d'art qui, on individualisme, devient contre son jet de luxe : les effets de l'inflation, ette raison même, ont une limite qui 'il ne peut supporter indéfiniment une des prix à l'égal des pommes de du bifteck ou de l'œuf-coque.

emme à une certaine cote d'alerte, d'art se doit de baisser sa valeur ire si elle veut se vendre, au risque de ne pas faire de bénéfice et même dre sur son prix d'achat, ne devant r de profit que par la nécessité du sensuel et de la jouissance spirituelle. u musée, c'est autant dire gratuit !

nsidérer une situation qui ne cesse de ader, il faut rabattre la prétention des rs, quels qu'ils soient, et celle des ssaires-priseurs se croyant obligés de e sur scène avec des wagons de mar- ses ou des cargaisons d'avions issus des coins du monde. La situation n'est lement française : elle est de partout. hat sent mauvais avec un abaisse- le la qualité sur toutes les places.

vait vu des ventes n'atteindre souvent % de lots adjugés (Mes Ader, Picard, 27 novembre 1974 : 49 rachats sur s ; Sotheby, 16 avril 1975 : 41 rachats lots). Maintenant, on plafonne et danse de Saint-Guy des crieurs qui lent dans le vide : Mes Loudmer, Pou- baissent un lourd marteau sur des flasques (Galliera, 27 mai : 74 ra- sur 121 lots) ; Me Blache paraît faire ien à une demi-longueur à Versailles, 3 rachats sur 189 lots, mais à ces s déjà fanées la valeur n'attend pas bre des... lots ! Quel décourageant bain ée noire sur fond sanglant, où se lais- ngluer par millions les assignats à de petite vertu ! Mes Laurin, Guil- uffetaud, suivent le train (Galliera, ; 67 rachats sur 123 lots), et Mes Ader, Tajan, emboîtent le pas au ralenti ra, 12 juin) avec 54 rachats sur 123 Parke-Bernet (N.-Y., 21 mai) ralentit che en avant avec seulement 26 ra- sur 120 lots, en revanche, les lots ven- le sont que parce que, acculé, le ven- ccepte un retrait de 10 % à 20 % du inimum des estimations, en particu- ur tous les peintres de l'école améri- Ce qui conduit à une optique plus nable et plus raisonnée des choses, somme à une ouverture entrebâillée de ranchise », qui devrait être le mot-clé ute vente publique. Mais l'Etat et les tivités locales tirent trop gros parti ivilège accordé aux priseurs ou aux neers pour envisager de changer un e abusif. L'amateur seul peut se don- e règle en gouvernant son choix.

Loin d'un pessimisme professionnel systématique, on se plaît à reconnaître, dans cette *Vanity fair* réservée à des groupuscules sociaux limités, l'émergence ennoblissante d'œuvres, rares fruits mûrs d'une collecte plus ou moins blette. On apprécie chez Me Loudmer, même au prix risible de 250 000 F, la petite peinture sur carton (35,5 × 26) par F. Léger, envoûtement des éléments mécaniques de l'*Usine* de 1918, dont la sonorité picturale est la traduction, pour celui qui l'aime, de l'obsession du rythme de la machine. Ou encore, on prête attention chez le même priseur à la *Cariatide* de Modigliani, rose sur fond noir dans sa dignité architecturale (81 × 45), dont le prix insensé de rachat à 440 000 F est à mettre en face de celui obtenu pour la même à la vente Lefèvre du 29 novembre 1966 : 59 000 F ! Etait-ce suffisant pour nous consoler d'une peinture (54,5 × 65 rachetée 155 000 F) exécutée en 1890, *Paysage du Tholonet*, qui ne laissait de Cézanne qu'une pauvre trace sur une toile usée jusqu'à la trame, seul souvenir d'un

« *Calme bloc ici-bas chu d'un désastre obscur* » ?

De la vente à *flonflons* de fanfare de village chez Parke-Bernet, détachons de préférence deux peintres chez qui la modestie se fait l'interprète de la grandeur : le bel *Autoportrait* de Fantin-Latour dans son *chiaroscuro* (35,5 × 28,9) de 1960 s'autorise de Delacroix et prélude à Carrière (26 000 $). Et comment ne pas s'attacher, alors qu'est commémoré le centenaire de sa mort à l'Orangerie des Tuileries, à la *Vue panoramique de Rouen* par Corot (papier marouflé 19 × 34), où l'affable « bonhomme » paraît retrouver en 1871 ses aises antérieures avec une écriture qui l'apparente aux œuvres des voyages en Italie (20 000 $). En quelque sorte, un rajeunissement, tel celui retrouvé dans le merveilleux *Beffroi de Douai* du même millésime (Louvre). Mais la variété d'écriture chez Corot se lit de façon remarquable à travers les trente-deux dessins publiés « grandeur nature » (1) grâce aux soins attentifs apportés par Pierre Dieterle aux notices afférentes. Et parmi ceux-là on observe plus spécialement *les Deux Bûcherons* à la plume de 1871, où le traitement des nuages est proche de ces petits flocons qui naviguent au-dessus de la vallée de la Seine à Rouen.

Des enchères obtenues ou désavouées par Me Laurin (Galliera, 3 juin) pour les tableaux anciens aux attributions mirifiques dues à M. Lebel, expert (Brueghel le Jeune ! Fragonard ! Rembrandt !), on retient, bien que déjà connue et malgré de fortes restaurations, la charmante *Joueuse de mandoline* de Barbault (53,1 × 35,5), dont Beauvais, proche de son village natal, possède deux œuvres en son musée ; mais surtout, avec le concours de MM. Brame et Lorenceau, experts, les deux peintures par Géricault dont la rareté mérite toujours attention : l'*Académie d'homme* étendu sur un support, le bras droit allongé (50 × 67), œuvre de jeunesse au modelé vigoureux, le *Portrait de Félix Bonnesœur Bourginière* (41,5 × 32,2), laissent percevoir la frappe et la saillie du pinceau de Géricault. Ne s'en tiendrait-on qu'au faire de l'oreille, celle-là suffirait comme signature. Le beau bleu de Géricault est aussi caractéristique de sa palette, mais, hélas ! la peinture, rentoilée fâcheusement, a souffert et le bitume s'est soulevé en bulles d'aspect désagréable. Il reste que, en dépit de la confusion de provenance, redevable à M. Lorenz Eitner, entre le tableau proposé et le portrait de son père Siméon (aujourd'hui au musée de Minneapolis) — confusion rectifiée par les experts — on éprouve la satisfaction de se trouver face à des Géricault authentiques... Il y a tant de rêveurs passionnés ! Toutefois l'état déficient et les restaurations firent obstacle à la vente : rachat de la première à 37 000 F, de la seconde à 49 000 F.

La vacation vespérale du même jour permettait à tout spectateur-acheteur de s'enfoncer dans une tumescente médiocrité, d'où l'on pouvait excepter deux toiles de Manessier : la mystique est une lumière et la lumière est une joie. *L'Alleluia des dunes* de 1955 (91 × 72) lève une brise d'herbes marines à 24 100 F, le *Retour par Chartres* de 1947 (73 × 100) chante en sourdine comme une strophe de Péguy à travers une composition en grille héritée d'un Lapicque plus solitaire que jamais (30 000 F). Mais c'est précisément du dernier que surgit la belle œuvre, au sens complet du mot : *la Terre et la Mer* de 1942 (80 × 100) constitue un point de départ magnifique pour toute l'évolution de ce qu'il est convenu d'appeler l'école de Paris. Le tableau, adjugé modestement 21 500 F, est preuve qu'il y a encore des gens sensés pour acquérir des œuvres de haut mérite qui ne se paient pas des dizaines et des dizaines de millions.

Il y aurait peu de chose à conserver en mémoire de la vente de tableaux modernes semée à tous vents le 12 juin (Galliera, Me Ader, M. Pacitti, expert) : on oublie aisément un « Gauguin avant Gauguin » de 1878 et un faible Sisley tardif de 1894 pour se fixer avec délectation sur un *Portrait de jeune homme* (46 × 38) par Eugène Delacroix. On prétend que le portraituré n'est autre que Charles de Verninac et que le tableau serait la réplique peinte en 1847 de la belle esquisse figurant Charles de Verninac vers 1820, vendue Hôtel Drouot, 8 décembre 1948, pour 2 millions d'anciens francs. Nous n'inclinons nullement dans le sens de ces considérations iconographiques, ne saisissant pas de ressemblance de traits et de coiffure entre les deux portraits. Mais cela est presque futile si l'on se prend à apprécier le plaisir même de peindre de l'artiste que l'on goûte en un écho savoureux : voyez cette cravate d'indienne lâchement nouée autour d'un chemisier blanc dont le col ouvert dégage la gracilité juvénile, voyez la pointe de carmin éclairant l'intérieur de la narine droite, ce qui nous rappelle sans faute que le maître de Delacroix demeure Rubens. Et ce plaisir s'octroie à 270 000 F.

Faire le point, c'est donc aussi dégager dans une maigre récolte que l'averse a couchée quelques rares épis mûrs que le flux solaire a caressés.

(1) Trente-deux dessins de Camille Corot. Préface de Pierre Dieterle. Editions Laget. 1974.

CET ÉTÉ EN EUROPE

Allemagne

AIX-LA-CHAPELLE
L'art religieux à Aix-la-Chapelle (1830-1930). Städtische Suermont Museum, jusqu'au 31 août.

COLOGNE
Nouvelle image du vieux monde (nouveautés archéologiques en Rhénanie). Römisch Germanisches Museum, jusqu'au 30 septembre.

DUISBOURG
Norbert Kricke. Wilhelm Lehmbruck Museum, jusqu'au 24 août.

DUSSELDORF
Richard Lohse et *Ernst Oberhoff* (deux hyperréalistes). Städtische Kunsthalle, jusqu'au 31 août.

FRANCFORT
William Blake, poète et visionnaire. Kunstinstitut, jusqu'au 27 juillet.

HAMBOURG
John Tobias Sergel (sculpteur et dessinateur suédois, 1740-1814). Kunsthalle, jusqu'au 21 septembre.

KREFELD
Mark Tobey. Museum Haus Lange, jusqu'au 3 août.

MUNICH
Claes Oldenburg (aquarelles et dessins du pop'artiste américain). Städtische Galerie im Lenbachhaus. 17 juillet-31 août.
Hector Guimard. Museum Villa Stuck, jusqu'au 17 août.

NUREMBERG
Le réalisme en Suède. Kunsthalle, jusqu'au 3 août.

Autriche

SALZBOURG
Karl Hofer (peintures et œuvres graphiques de l'artiste berlinois, 1878-1955). Museum Carolino Augusteum, jusqu'au 31 août.
Hans Makart (peintre d'histoire autrichien du dix-neuvième siècle). Residenzgalerie, jusqu'au 30 août.

VIENNE
2e biennale d'art graphique internationale. Wiener Secession, jusqu'au 27 juillet.
Le peintre Franz Lerch. Musée d'histoire, jusqu'au 13 septembre.

Belgique

ANVERS
La gravure anversoise. Cabinet des estampes, jusqu'au 14 septembre.
13e biennale internationale de sculpture (cent vingt sculptures contemporaines du Japon, des Indes, de Turquie). Musée Middelheim, jusqu'au 6 octobre.

BRUXELLES
Maîtres flamands du dix-septième siècle (cinquante tableaux du Prado et des collections privées espagnoles). Musée d'art ancien, jusqu'au 13 juillet.
D'Ensor à Magritte (cent cinquante œuvres du musée d'art moderne de Bruxelles). Palais des beaux-arts. 31 juillet-31 août.
Affiches belges 1900. Bibliothèque royale Albert-Ier, jusqu'au 14 août.

GAND
Gand, mille ans d'art et de culture (à l'occasion de l'année européenne du patrimoine architectural). Miniatures, orfèvrerie, broderie, imprimerie, reliure au musée archéologique de la Byloke, jusqu'au 31 août. Architecture et métiers d'art dans l'ancienne abbaye Saint-Pierre, jusqu'au 14 septembre.

KNOKKE-HEIST
Hommage à Permeke. Salles d'expositions du casino. Eté.

OSTENDE
Vasarely (tapisseries, peintures de grand format, multiples, sérigraphies ; deux cents numéros). Casino Kursaal. Eté.

Grande-Bretagne

ÉDIMBOURG
Kandinsky (collection Nina Kandinsky). Scottish National Gallery of Modern Art. Jusqu'au 13 septembre.

LONDRES
Turner (aquarelles). British Museum Jusqu'au 31 décembre.
T'ang (peintures bouddhiques). British Museum. Jusqu'au 5 octobre.
Tériade. Royal Academy of Art. 9 août-12 octobre.
Alfred Stevens, 1817-1875 (dessinateur et sculpteur). Victoria and Albert Museum. Jusqu'au 14 septembre.
Liberty's 1875-1975 (quatre cents objets). Victoria and Albert Museum. 31 juillet-12 octobre.
Ben Nicholson, l'œuvre graphique (une soixantaine de numéros depuis 1920). Victoria and Albert Museum. Jusqu'au 17 août.
Richard Smith. Tate Gallery. 13 août-28 septembre.
Andrea Palladio (les maquettes de Vicence, documents, présentés au printemps à Paris. Exposition de l'Arts Council). Hayward Gallery. 21 août-12 octobre.

Italie

BARI
Les Pouilles au onzième siècle (peintures, maquettes, cinq cents photos). Pinacothèque. Jusqu'au 31 août.

FAENZA
Trente-troisième Concours international de la céramique d'art contemporain. Palais des expositions. 20 juillet-5 octobre.

FLORENCE
Neuvième Biennale des antiquaires. Palais Strozzi. 19 septembre-6 octobre.

VENISE
Pietro Longhi, 1702-1785, dessins, peintures, la vie à Venise. Jusqu'au 4 novembre.

Luxembourg

Hundertwasser. Musée de Luxembourg. 15 juillet-7 septembre.

Pays-Bas

AMSTERDAM
Felix Meritis, 1777-1889, dessinateur. Rijksmuseum, jusqu'au 30 août.
Scènes rurales du dix-septième siècle (estampes). Rijksmuseum, 9 août-2 novembre.

OTTERLO
Fonction du dessin. Musée Kröller-Müller, jusqu'au 4 août.

ROTTERDAM
Dennis Oppenheim (un des chefs de file de l'avant-garde internationale). Musée Boymans, 1er août-14 septembre.
Les Lalanne (après le CNAC, les animaux-meubles et les bijoux-fleurs). Musée Boymans, 1er août-14 septembre.
La Thaïlande. Museum für Land und Volkerkunde, jusqu'au 30 septembre.

Suisse

BALE
Franz Gertsch, Robert Ryman, Alfred Jenssen. Kunsthalle, jusqu'au 10 août.
Tom Phillips, Noel Forster. Kunsthalle, 23 août-5 octobre.
P. Bruegel et J. Callot (sélection de gravures). Kunstmuseum, 27 juillet-20 septembre).

BERNE
« *Les Machines célibataires* », de Marcel Duchamp. Kunsthalle, 4 juillet-17 septembre.
Céramique d'Iran. Musée d'histoire, jusqu'au 30 septembre.

GENÈVE
Odilon Redon (lithographies). Musée d'art et d'histoire (cabinet des estampes), jusqu'au 5 octobre.
Le Corbusier (tapisseries). Musée Rath, jusqu'au 30 août.
Hommage à André Dunoyer de Segonzac. Musée de l'Athénée, jusqu'au 30 septembre.

LAUSANNE
Septième biennale internationale de la tapisserie (soixante-cinq œuvres de vingt pays). Musée cantonal des beaux-arts, jusqu'au 28 septembre.

LUCERNE
L'art hongrois du vingtième siècle (de 1900 à 1950). Kunstmuseum, 12 juillet-7 septembre.

ZURICH
Calder. Kunsthaus, 16 août-2 novembre.

...positions

...lupart des musées nationaux ...rmés le lundi 14 juillet. Le ... publiera ultérieurement la ...mplète des expositions ouver- ...ermées.

...ERNST. — Grand Palais, ... Clemenceau (231-81-24). Sauf ... de 10 h. à 20 h. ; le mer- ...usqu'à 22 h. Entrée : 8 F ; ...di : 5 F. Jusqu'au 18 août.

...ERNST, estampes et livres ... — Bibliothèque nationale, ...de Richelieu (266-62-62). Tous ...rs, de 11 h. à 18 h. Entrée : ...squ'en septembre.

...HA, graveur. — Bibliothèque ...le, cabinet des Estampes.

...EL-ANGE AU LOUVRE : les ...s, les Dessins. — Musée du ... entrée porte Jaujard ...26). Sauf mardi, de 9 h. 45 ... Entrée : 5 F (gratuite le ...che). Jusqu'au 29 septembre.

...INS ITALIENS DE LA RE- ...NCE. — Musée du Louvre ...i-dessus). Jusqu'au 29 sep-

LE STUDIOLO D'ISABELLE D'ESTE. — Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 octobre.

FUSSLI : peintures et dessins (1741-1825). — Petit Palais, avenue Winston-Churchill (265-99-21). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 8 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 20 juillet.

HOMMAGE A COROT. — Orangerie des Tuileries (073-99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F (gratuite le 24 septembre) ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 29 septembre.

DE CHIRICO : rétrospective. — Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (224-07-02). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 31 octobre.

HENRI MATISSE : dessins et sculptures. — Musée national d'art moderne, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 septembre.

FRANÇOIS ROUAN : portes, douze peintures. — Musée national d'art moderne (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 septembre.

HUNDERTWASSER. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 13 août.

DEWASNE : antisculptures, cerveaux mâles. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 août.

TENDANCES ACTUELLES DE LA NOUVELLE PEINTURE AMERICAINE. — Marcelin Pleynet : de la couleur à la ligne. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris A.R.C. 2 (voir ci-dessus).

MICHEL ROUALDES : Chromatogenèse, Chromatologie (1973-1975). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

TORRES-GARCIA : Construction et symboles. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 août.

JAGODA BUIC : Formes tissées. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 septembre.

LES LALANNE. — Centre national d'art contemporain, 11, rue Berryer (267-46-84). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 13 juillet.

PAUL-ARMAND GETTE : le Jardin (films et vidéos). — Centre national d'art contemporain (voir ci-dessus).

LARTIGUE 8 x 80. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 15 septembre.

BERNARD LAGNEAU : Lieu mécanisé n° 12. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Entrée libre. Jusqu'au 31 octobre.

ROBERT COUTURIER A LA MONNAIE. — 11, quai Conti (326-52-04). Sauf dimanche et jours fériés de 11 h. à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

PIERLUCA : 1926-1968. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne, (551-01-34). Sauf Mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 septembre.

MERKADO. Prix Bourdelle 1973. — Musée Bourdelle, 16, rue Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi de 10 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusque fin septembre.

H. FISCHER, F. FOREST, J.-P. THENOT et OLIVIER BRICE. Sculptures en plein air. — Musée Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-23). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 3 F. Jusqu'au 1er septembre.

DELACROIX ET LES PEINTRES DE LA NATURE. — De Géricault à Renoir. — Musée Delacroix, 6, place Furstenberg (033-04-87). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15. Entrée : 6 F. Jusqu'en décembre.

PARIS

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

OPERA (073-15-59), les 9, 12, et 17 à 20 h. : Ariane et Barbe-Bleue ; les 10, 11, 15 et 19 à 20 h. 30, le 14 à 14 h. (matinée gratuite) : Coppélia ; les 16 et 18 à 20 h. 30 : Spectacle Carolyn Carlson.

COMEDIE-FRANÇAISE, au Théâtre Marigny (742-27-31), les 9, 10, 11, 12 et 13 à 20 h. 30, le 13 à 14 h. 30 et le 14 à 14 h. (matinée gratuite): On ne saurait penser à tout, le Malade imaginaire ; les 16, 17 18 et 19 à 20 h. 30, le 20 à 14 h. 30 : les Femmes savantes. A partir du 23 à 20 h. 30 : le Bourgeois gentilhomme.

Les salles municipales

NOUVEAU CARRE (227-88-40), les 9, 11 et 12 à 21 h. : Dimitri (D. soir, L.), 20 h., mat. mer., sam. et dim., à 15 h. 30 : Cirque Gruss ; les 13, 14 et 15 à 21 : Bachdenkel (pop).

Les autres salles

CARTOUCHERIE DE VINCENNES : Théâtre du Soleil (808-87-63), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : l'Age d'or (rel. mer. et jeu.) ; Théâtre de la Tempête (328-36-36) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 16 h. : Dommage qu'elle soit une putain.

CHARLES-DE-ROCHEFORT (522-08-40) (L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : Plus on est de fous, plus on rit.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (359-37-03) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 18 h. 30 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.

COUR DES MIRACLES (548-85-60), jusqu'au 10, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse ; 22 h. : Elle, elle et elle.

DAUNOU (073-64-30) (J., L. soir), 21 h., mat. dim., et le 14 à 15 h. : Monsieur Masure.

ESSAION (278-46-42), jusqu'au 12, 22 h. 30 : le Petit Chaperon rouge ; 20 h. 30 : l'Ecole des femmes.

GALERIE 55 (326 63-51) (D., L.), 21 h. : On purge bébé ; Bonjour monsieur Courteline.

GYMNASE (770-16-15) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : le Saut du lit.

LUCERNAIRE (326-57-23) (L.), 20 h. 30 : les Chaises ; (D., L.), 22 h. 15, mat. ven., sam. et dim., à 18 h. 30 : Sade.

MOUFFETARD (336-02-87) (D), 20 h. 30 : les Grandes Invasions barbares du cinquième siècle ; (D.), 22 h. : les Causeries de Sherlock Holmes et du docteur Watson.

PALAIS-ROYAL (742-84-29) (D. soir), 20 h. 30, mat. D. à 15 h. : la Cage aux folles (jusqu'au 13).

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97) (D.), 20 h. 45, S. à 20 h. 30 et 22 h. 30 : le Premier.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. D. à 18 h. 30 : Certains aiment le show.

TERTRE (606-11-82) (D.), 20 h. 30, mat. D. à 15 h. 30 : Corruption au Palais de justice (relâche le 14).

THEATRE D'ORSAY (548-65-90), jusqu'au 11, 21 h. : le Poisson d'or de paradis ; à 20 h. 30 : Chansons pour Eva Forest.

THEATRE CAMPAGNE-PREMIERE (033-79-27), 19 h. : le Cracheur de phrases ; 20 h. 30 : le Presse-Purée des Destaing ; 22 h. : Musique folklorique martienne.

THEATRE PRESENT (203-02-55) (L.), 20 h. 30 : Ah bon ! ; (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. D. à 17 h. : les Créanciers ; l'Ours.

Festivals

Au Marais

THEATRE

Hôtel d'Aumont. Le 9, à 21 h. 15 : l'Eventail.

Hôtel de Donon. 21 h. (D.) : Une femme de tole (soirée suppl. les 11 et 12, à 23 h.), jusqu'au 12.

MUSIQUE

Hôtel de Lamoignon. Le 9, à 21 h. 15 : Ensemble Jean Claude Pennetier, « Concert scandaleux », conçu par Ravel.

Hôtel Carnavalet. Le 11, à 21 h. 15 : Peter Schuback (violoncelle) (Bach-Cage).

Eglise Notre-Dame des Blancs-Manteaux. Le 12, à 21 h. 15 : Deller Consort (chant grégorien).

Caves de l'Hôtel de Beauvais. Le 10, à 22 h. : T. Waterhouse (Bennet, Bedford, Dowland, Britten, Robinson).

VARIETES

Hôtel de Lamoignon. Le 12, à 21 h. : Cora Vaucaire. Les 10 et 11 : Pachacamac.

CAFE-CHANTANT

Caves de l'Hôtel de Beauvais. Le 9, à 20 h. 30, le 11, à 20 h. 30 et 22 h. : J.-L. Marsat, Marcel Eglin, R. Robin ; le 9, à 22 h. : Arnaud et Gaël ; les 10 et 12, à 20 h. 30 : Jean Martin.

SPECTACLES DE RUE

Rue du Bourg-Tibourg. Le 10, à 19 h., et le 11, à 20 h. 30 : Arnaud et Gaël ; le 11, à 19 h. : Jean Martin.

Renseignements et location : 68, rue François-Miron, 4e (887-37-14 et 887-28-12).

Estival

Notre-Dame de Paris. Le 13 à 17 h. 45 : Jan Staüdt.

Hôtel de Sully. Le 15, à 12 h. 30 : Animation guitare.

Sainte-Chapelle. Le 15, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : Trio Deller (Blow, Purcell, Morley, Haëndel, Monteverdi).

Renseignements et location : 633-61-77.

Sceaux

Orangerie du Château. Le 11, à 20 h. 45 ; le 12, à 17 h. 30 ; le 13, à 17 h. 30 : Académie Loka-Bharati (ballet populaire de l'Inde). Le 14, à 17 h. 30 : Gheorghe Zamfir (musique populaire de Roumanie).

Renseignements et location : 661-66-71.

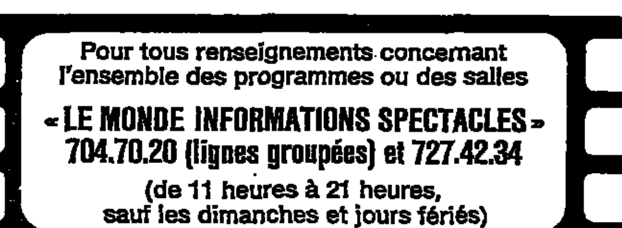
Concerts

MERCREDI 9 JUILLET

EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : Orchestre de chambre Paul Kuentz (Telemann, Vivaldi, Charpentier, Dauvergne, Barber).

Danse

COUR CARREE DU LOUVRE (261-08-50 et 51) (D.), 20 h. 45 : la Belle au bois dormant (rel. le 14).



Cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

MERCREDI 9 JUILLET. — 15 h., le Vieil Homme et l'Enfant, de C. Berri ; 18 h. 30, Spite Marriage, d'E. Sedwick ; 20 h. 30, Scarabea, de H. J. Syberberg ; 22 h. 30, Zabriskie Point, de M. Antonioni.

Les films nouveaux

TEMOIN A ABATTRE, film américain de Enzo G. Castellari. V.o. : Balzac, 8e (359-52-70). V.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

FAR-WEST STORY, film italien de Segio Corbucci. V. o. : Gorge-V, 8e (225-41-46). V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04) ; Moulin Rouge, 18e (606-63-26) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-42-17) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les exclusivités

AGUIRRE OU LA COLERE DE DIEU (all., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).

ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marais, 4e (278-47-86).

ALOISE (Fr.) : Murat, 16e (288-99-75) ; Olympic, 14e (783-67-42).

ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Marotte, 2e (231-41-39) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).

LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

BELLADONNA (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

CE CHER VICTOR (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82).

LA CAGE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : France-Elysées, 8e (225-19-73) ; Maxéville, 9e (770-72-87) ; Quinquette, 5e (033-35-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Les Nations, 12e (343-04-67) ; Studio-Raspail, 14e (326-38-98).

CLAUDINE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).

LA CLEPSYDRE, (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. et 22 h. 15.

LES DEUX MISSIONNAIRES (It., v.o.) : Hermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Palace, 17e (387-77-29).

EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).

EXHIBITION (Fr., **) : La Clef, 5e (337-90-90), Ermitage, 8e (359-15-71), Miramar, 14e (326-41-02), Helder, 9e (770-11-24), Scala, 10e (770-40-60), Napoléon, 17e (380-41-46), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Liberté-Club, 12e (343-01-59).

LA FAILLE (Fr.) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Marignan, 8e (359-92-82).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40), Royal-Passy, 16e (527-41-16) ; v.fr. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Templiers, 3e (272-94-56), Plaza, 8e (073-74-55).

INDIA SONG (Fr.) : La Seine, 5e (325-92-46), Hautefeuille, 6e (633-79-38).

L'INTREPIDE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08), Berlitz, 2e (742-60-33), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96).

LENNY (A., v.o.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; v.fr. : Maxeville, 9e (770-72-86).

KAFR KASSEM (Lib., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) (relâche le 14).

LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Athéna, 12e (343-07-48), Templiers, 4e (272-94-56).

LOS CACHOROS (Mex., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

LES ORDRES (Fr.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) (relâche le 14).

PAS DE PROBLEME (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99), Mercury, 8e (225-75-90), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Wepler, 18e (387-50-70), Danton, 6e (326-08-18), Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Victor-Hugo, 16e (727-49-75).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Rex, 2e (236-83-93).

PROFESSION REPORTER (It.), v.o. : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

QUE LA FETE COMMENCE (Fr) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Bergère, 9e (770-77-58).

SEUL LE VENT CONNAIT LA REPONSE (Fr.) : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).

SIX MINUTES POUR MOURIR (A., v.o.) : Balzac, 8e (359-52-70) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

SPECIALE PREMIERE (A., v.o.) : Murat, 16e (288-99-75).

LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; U.G.C.-Marbœuf, 8e (225-47-19).

TOMMY (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 15e (326-22-17) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29).

TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.f.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Angl., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f. : Lumière, 9e (770-84-64), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

VA TRAVAILLER VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

VILLA DES DUNES (Fr.), Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).

VIOLENCE ET PASSION (It., vers. angl.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

LE VOYAGE FANTASTIQUE DE SINBAD (A., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82), Balzac, 8e (359-52-70) ; v.f. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

Les rééditions

SPARTACUS, film américain de Stanley Kubrick, avec Kirk Douglas et Laurence Olivier.
V.O. : Colisée, 8e (359-29-46).
V.F. : Français, 9e (770-33-88), Caravelle, 18e (387-50-70), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Gaumont-Convention, 15e (797-02-74).

NEVADA SMITH, film américain de H. HataWay, avec Steve McQueen et Karl Malden.
V.O. : Elysées Cinéma, 8e (225-37-90), Cluny Ecoles, 5e ((033-20-12).
V.F. : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde (6e) (633-08-22), Mistral, 14e (734-20-70).

LE VOLEUR, film français de Louis Malle, avec J.-P. Belmondo.
Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75).

Les grandes reprises

AU CŒUR DE LA NUIT (A., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25).

CABARET (A., v.o.) : Dominique, 7e (551-04-55).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; v.f. : PLM St-Jacques, 14e (589-68-42).

CHERIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

CHINATOWN (A., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).

DELIVRANCE (A., v.o.) (**) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37)

DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).

LES FRAISES SAUVAGES (Suéd., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).

KEEP ON ROCKIN (A., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; Action République, 11e (700-51-33).

LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) (70 mm) : Kinopanorama, 15e (306-56-50).

LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-40-04) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Luxembourg, 6e (633-97-77).

ROSEMARY'S BABY (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; v.f. : Cambronne, 15e (734-42-96) ; Vendôme, 2e (073-97-52).

SENSO (It., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) ; v.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Les Nations, 12e (343-79-17).

SHERLOCK JUNIOR (A.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Dragon, 6e (548-54-74) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) (relâche le 14).

LES TROIS VALSES (Fr.) : La Michodière, 2e (sf dim.), 16 h. 30 et 20 h. 30.

UN ETE 42 (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-47-19).

LA VALSE DE PARIS (Fr.) : La Michodière (sf dim.), à 18 h. 30.

Les festivals

HOMMAGE A J. RENOIR. — André Bazin, 13e (337-74-39), D., L., Ma. : la Bête humaine.

CLINT EASTWOOD (v. f.). — Palais des Glaces 10e (607-49-93), Me, J., V., S., Ma : Magnum Force ; D., L.: Inspecteur Harry.

J. ROUCH : Olympic, 14e (783-67-42).

LE PANTHEON 75. — Olympic, (783-67-42), Me, J., D. : la Cou[...] Angélique ; V. : la Paloma ; [...] A bigger Splash ; L., Ma. : Mai[...]

QUARANTE CHEFS-D'ŒUVRE [...] CINEMA FRANÇAIS. — Art[...] Voltaire, 11e (700-19-15) ; Me, [...] la Bête humaine ; V., S. : An[...] D. : la Règle du jeu ; L., Ma : [...] Enfants du paradis.

JEAN VIGO. — Le Seine, 5e ([...]92-46) : 12h., 14 h. 10, 16 h. [...] 18 h. 30 : l'Atalante : 13 h. [...] 15 h. 30, 17 h. 40 : Zéro de cond[...]

F. ASTAIRE-G. ROGERS (v. o[...]) Mac-Mahon, 17e (380-24-81), à [...] En suivant la flotte ; J. : Cari[...] V. : Gay Divorcee ; S. : Amar[...] D. : Swing Time ; L. : l'Entre[...]nant M. Petrov ; Ma : En sui[...] la flotte.

E. ROHMER. — Noctambules (033-42-34), Me, S. : l'Am[...] l'après-midi ; D., Ma : le G[...] de Claire.

VARIATIONS SUR L'HOMOSEX[...]LITE (v. o.). — Studio Parnass[...] (326-58-00) ; Me, S. : Un dima[...] comme les autres ; D., Ma : [...]

R. MULLIGAN (v. o.). — Action [...]fayette, 9e (878-80-50), J. : l'Au[...] V. : Daisy Clover.

S. PECKINPAH (v. o.). — Action [...]fayette, 9e (878-80-50), Me : M[...] Dundee.

J. BOORMAN (v. o.). — Action [...]fayette, 9e (878-80-50), S. : [...]vrance.

BILLY WILDER (v. o.). — A[...] Lafayette, 9e (878-80-50), D. : [...] la Douce ; L. : la Vie privé[...] Sherlock Holmes ; Ma : la Gar[...]nière.

J. LEMMON (v. o.). — Action [...]fayette II, 9e (878-80-50), D. : [...] la Douce ; Ma : la Garçonniè[...]

E. KAZAN (v. o.). — Châtelet V[...]ria, 1er (508-94-14), Me : le Fl[...] sauvage ; J. : Sur les quais ; V. [...] l'Arrangement ; D., L. : Viva [...]pata ; Ma : la Fièvre dans le [...]

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.[...]) Luxembourg, 6e (633-97-77), à 1[...] 13 h. et 24 h.

LA CHINE (It., v.o.) : Le Sein[...] (325-92-46), à 12 h. (sauf dim[...]

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : [...] André-des-Arts, 6e (326-48-18[...]) 12 h. et 24 h.

LA HORDE SAUVAGE (A., v.[...]) Escurial, 13e (707-28-04), j[...] vend., lundi, mardi.

JONATHAN (All., v.o.) : Lux[...]bourg, 6e (633-97-77), à 10 h., [...] et 24 h.

MACBETH (Ang., v.o.) : La Cle[...] (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

LE MESSAGER (Ang., v.o.) : La [...] 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

MORGAN (A., v.f.) : Saint-An[...]des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 [...] 24 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : La [...] 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 [...]

RIO BRAVO (A., v.f.) : Esc[...] 13e (707-28-04), sam., dim.

THX 1138 (A., v.o.) : Luxemb[...] 6e (633-97-77), à 10 h., 12 [...] 24 h.

Variétés

Le music-hall

BATACLAN (700-30-12), le 10, 19 h. : The Kids.

BOBINO (033-30-49) (L.), 21 h. : Dzi Croquettes (jusqu'au 20 juillet).

CASINO DE PARIS (874-26-22) (L.), 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 30 : Revue de R. Petit.

ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-79) (D. soir), 20 h. 45, mat. sam. à 17 h. : Histoire d'oser.

FOLIES-BERGERES (770-02-51) (L.), 20 h. 30 : J'aime à la folie.

MAYOL (770-95-08) (Mar.), 16 h. 15 et 21 h. 15 : Revue.

MOULIN-ROUGE (606-00-19), 22 h. : « Festival. »

THEATRE D'ORSAY (548-65-90), chansons pour Eva Forest. A 20 h. 30, le 9 : F. Béranger, groupe Imago ; le 10 : P. Ibanez ; G. Moustaki ; Cuarteto Cedron ; le 11 : P. Soler, J.-L. Vincent, F. Béranger...

OLYMPIA (742-25-49) (L.), 20 h. 45, mat. Dim., à 14 h. 30 : La Magie.

TAVERNE DE L'OLYMPIA ([...]53-50) (L.), merc., jeu., Mar[...] 21 h. 30, V. et S., à 20 h. 3[...] 22 h. 30, Dim. à 18 h. et 20 h. [...] Lève-toi et viens.

LA VILLETTE, le 12, à 14 h. : [...]tival Pop ; le 13, à 17 h. : [...] Mitchell, Imago, François Béran[...]

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE ([...] 44-45), 21 h., mat. Dim. et fête[...] 15 h. 30 : L'année de la frime

Le cirque

CIRQUE GRUSS (voir Nouveau-Ca[...] salles municipales).

CIRQUE DE PARIS, jardin des [...]leries, à 15 h. 30 et 17.

Les opérettes

HENRI-VARNA-MOGADOR (285-[...]80), à partir du 12 (D. soir, [...] 20 h. 30, mat. Dim. à 14 h. 3[...] Fiesta.

PROVINCE

Festivals

Aix-en-Provence

Théâtre de l'Archevêché, les 10 et 15, à 21 h. : Carnaval de Venise.

Théâtre antique d'Arles, les 11 et 13 à 21 h. : Elisabetta Regina d'Inghilterra.

Place des Quatre-Dauphins, le 16, à 21 h. : Mozart-Pergolese.

Cloître Saint-Sauveur, le 11 à 21 h. 30 : Trioe Pinnock.

Cour de l'Hôtel de Ville, le 12, à 21 h. 30 : Gundula Janowitz ; le 17, à 21 h. 30 : Noël Lee et Bernard Kruysen (cycle Ravel).

Eglise de la Madeleine, le 13, à 17 h. : Orchestre du Capitole de Toulouse. Dir. : Michel Plasson (Rameau, Stück, Mozart).

Place des Cadreurs, le 14, à 22 h. : Ella Fitzgerald.

Renseignements et location : Paris, agence Durand, Wagons-lits Cook. Aix : Palais de l'Ancien Archevêché (tél. 27-56-35).

Anjou

Théâtre d'Angers, les 10 et 12, à 20 h. 30 : le Barbier de Séville.

Avignon

Cour d'honneur du Palais des papes, les 12 et 18, à 21 h. 30 : Coquin de Coq. Les 17 et 19, à 21 h. 30 : Othello.

Au cloître des Carmes, les 12, 13, 15 et 16, à 21 h. 30 : la Pastorale de Fos.

Au parc Champfleuri, les 15, 16, 18 et 19, à 21 h. 30 : Quatorze juillet. Le 17, à 21 h. 30 : Marcel Marceau.

Salle de l'Agriculture, les 16 et 17, à 21 h. 30 : Nuit de guerre dans le musée du Prado. Les 18 et 19, à 21 h. 30 : Lucelle.

Au 8, rue Sainte-Catherine, les 12, 13, 15, 16, 17, 18 et 19, à 21 h. 30 : la Befana.

Salle Benoît-XII, rue des Teinturiers, du 16 au 24, à 21 h. 30 : M. Le Modéré.

Chapelle des Pénitents-Blancs, du 14 au 17, à 21 h. 30 : Souvenir d'Alsace. Du 18 au 21 : le Train du Bon Dieu.

Cloître des Célestins, les 16, 17, 18, à 21 h. 30 : Dieu le veut. Le 19, à 18 h. : Oregon (jazz).

Renseignements et location : tél. 81-45-50.

Beaune

Théâtre, les 14, 15 et 16, à 21 h. : la Guerre imaginaire.

Bonaguil

Fossé du château, le 12, à 20 h. 30 : Narciso Yepes. Renseignements et location : 370 à Fumel.

Bourbonnais

Souvigny, le 16, à 21 h. : Marie-Claire Alain. Renseignements et location : le 17 à Hérisson.

Bourgogne

Dijon, le 11, à 21 h. : l'Oiseau de feu.

Châteauneuf, le 12, à 21 h. : Clementic Medieval Trio.

Rens. et location : 32-73-35.

Carcassonne

Grand Théâtre, le 13 : Groupe Magma. Le 11 : Hamlet.

Cour du Midi, le 17, à 20 h. 30 : Mozartkammerorchester de Salzburg, dir. Kurt Redel.

Tréteaux de plein air, les 18 et 19 : Teatre de la Carriera. Renseignements et location : 25-33-13.

Chambord

Concert-promenade, le 14, à 15 h. 30 et 17 h. : le Madrigal d'Ile-de-France. Renseignements et location : 78-06-49.

Chartres

Cathédrale, le 13, à 17 h. : Alain Garderet.

Dijon

Palais des Congrès, Bd. de Champagne : Jazz, le 15, à 21 h. 30, Marion Williams ; le 16, à 21 h. 30, Charlie Mingus Quintet ; le 17, à 21 h. 30, Willie Mabon, Louisiana Red, Cousin Joe, Billy Brooks ; le 18, à 21 h. 30, Oscar Peterson et Dizzie Gillespie. Rens. et loc. : 30-12-95.

Grasse

Parvis de la cathédrale, le 10, à 21 h. : Orchestre Rithma 75, dir. Jean Moullière (Bach, Haydn).

Lyon

Auditorium Maurice Ravel, le 18, à 21 h. : Orchestre de Lyon, dir. S. Cambreling (Schubert, Torelli, Tomasi, Beethoven). Rens. et loc. : 71-05-73.

Lannion

Eglise Saint-Jean du Baly, le 11 à 21 h. : Pierre Gazin et Maria Posa (Bach, Mozart, Vierne). Rens. et loc. : 35-07-35.

Morbihan

Merlevenez, église Notre-Dame-de-la Joie, le 10, à 21 h. 15 : Ensemble Danseries ; le 17, à 21 h. 15 : Quatuor Parrot (Vivaldi, Corelli, Haendel).

Pontivy, le 16, à 21 h. 15 : Quatuor Parrot (Vivaldi, Corelli, Haendel).

Normandie

Ouistreham, le 12, à 21 h. : G. Cziffra (Chopin, Liszt) ;

Caen, abbatiale Saint-Etienne, le 15, à 21 h. : P. Cochereau. Rens. et loc. : syndicat d'initiative.

Sète

Théâtre de la Mer, le 11, à 20 h. 30 : Alan Stivell. Rens. et loc. : 72-07-15 à Montpellier.

Seine-Maritime

Grémonville, le 9, à 21 h. : Orchestre de chambre de Paris (Bach, Leclair, Lejeune, Mozart, Vivaldi) ;

Fécamp, le 10, à 21 h. : Orchestre de chambre de Rouen. Soliste Ivry Gitlis (Bach, Mozart, Vivaldi).

Salon-de-Provence

Le 18, à 21 h. : Clark Terry, Jacky Byard, Georges Barnes, Ruby Braff, Ray Briant. Rens. et loc. : 56-27-60.

Thonon-les-Bains

M.A.C., le 12, à 21 h. : S. et N. Risler (Stravinsky), F. Creux et S. Risler (Hindemith), S. et N. Risler, B. Furlanetto (B. Bartok) ; le 15, à 21 h. : (Beethoven, Martinu, Mendelssohn) ; le 17, à 21 h. : W. Brons, E. Krieg, Melita Kolin, L. J. Mc Leod (Schubert).

Le Touquet

Hôtel Westminster, le 11, à 21h. : Orchestre des concerts Lamoureux, dir. A. Girard, soliste, L. Yankov et V. Yankov (Bach, Mozart) ; le 13, à 20 h. 30 : V. Yankov (Haydn, Schubert, Mozart, Chopin, Liszt) ; le 15, à 20 h. 30 : L. et V. Yankov (Beethoven) ; le 16, à 20 h. 30 : Corine Le Du et Patrick Gallois. Réservation : 05-22-26.

Toulon

Cour Royale, le 9, à 21 h. : Ensemble instrumental de France (Mozart, Vivaldi, Stravinsky, Mendelssohn) ;

Fort de Brégançon, le 12, à 21 h. : I. Virtuosi di Roma (Corelli, Vivaldi, Rossini). Rens. : 93-13-00.

Vaison-la-Romaine

Théâtre Antique, le 16, à 20 h. 30 : Golden Gate Quartet. Rens. et loc. : 63-15-45.

Cinémas

Les exclusivités

BORDEAUX. — C'est dur pour tout le monde : Marivaux (48-43-14) ; les Deux Missionnaires : Ariel (44-31-17) ; Exhibition : Français (52-69-47) ; l'Intrépide : Gaumont (48-13-38) ; Isabelle devant le désir : Français (52-69-47) ; Profession reporter : Gaumont (48-13-38) ; Tommy : Français (51-69-47) ; Trinita, prépare ton cercueil : Gaumont (48-13-38) ; Une Anglaise romantique : Club (51-24-17).

CANNES. — Emilienne : Vox (39-24-93) ; Tremblement de terre : Olympia (39-64-21).

GRENOBLE. — C'est dur pour tout le monde : Stendhal (96-34-14) ; les Deux Missionnaires : Ariel (44-22-16) ; Emilienne : Paris (44-05-27) ; Lenny (44-05-27) ; Profession reporter : Royal (96-33-33) ; Spéciale première : Le Paris (44-05-27) ; Trinita, prépare ton cercueil : Gaumont (44-16-45).

LYON. — L'agression : Pathé (42-61-03) ; Alice n'est plus ici : Duo (37-05-55) ; la Cage : U.G.C.-Concorde (42-15-41) ; C'est dur pour tout le monde : U.G.C.-Concorde (42-15-41) ; le Crime de l'Orient-Express : U.G.C.-Concorde (42-15-41) ; les Deux Missionnaires : U.G.C.-Scala (42-15-41) ; Exhibition : U.G.C.-Concorde (42-15-41) ; Festival du film fantastique et de science-fiction : le Cinématographe (37-34-84) ; Frankenstein junior : Bellecour (37-69-05) ; l'Intrépide : Comoedia (72-10-59) ; Lenny : Ambiance (28-14-94) ; le Malin Plaisir : les Gémeaux ; Tommy : Paramount (42-01-53) ; Trinita prépare ton cercueil : Tivoli (37-33-25) ; Trop, c'est trop : Pathé (42-61-03), Chantecla ir (28-13-65) ; Une Anglaise romantique : Royal (37-31-49).

MARSEILLE. — Les Deux Missionnaires : Meilhan (48-27-64), Ariel (33-11-65) ; Exhibition : Odéon (48-35-16), Hollywood (33-74-93) ; les Folles Années du rock : Festival Vieux-Port (90-28-77) ; Frankenstein junior : Pathé (48-14-45) ; l'Intrépide : Rex (33-82-37) ; Lenny : Le Paris (33-15-59) ; Profession reporter : Pagnol (49-34-79), Le Paris (33-15-59) ; Seul le v[...] connaît la réponse : K7 (48-42-[...]) Hollywood (33-74-93) ; Terreur d[...] le Shanghai Express : Pathé ([...]14-45) ; Tommy : Odéon (48-35-1[...]) Hollywood (33-74-93) ; Trinita p[...]pare ton cercueil : Pathé ([...]14-45) ; Une Anglaise romantiqu[e] Rex (33-82-57).

NANCY. — Exhibition : Gaum[ont] (24-56-83) ; la Faille : Gaum[ont] (24-56-83) ; l'Intrépide : Gaum[ont] (24-56-83) ; Titi Super Star : Pat[hé] (24-54-31)

NICE. — Le Blanc, le Jaune, le Noi[r] Avenue (88-87-79) ; Certains l'[ai]ment chaud : Concorde (88-39-88) ; les Deux Missionnaires : Variét[és] (87-75-97) ; Exhibition : Escur[ial] (88-10-12) ; l'Intrépide : Concor[de] (88-39-88) ; Tommy : Paramou[nt] (87-71-60).

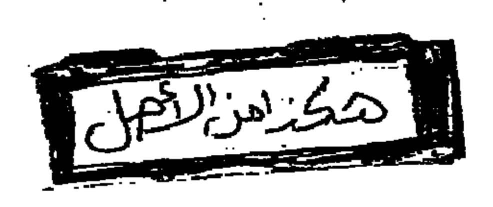
RENNES. — Les Amazones : Roy[al] (30-64-55) ; Ce cher Victor : Da[u]phin. Exhibition : le Club (3[...]86-20) ; l'Intrépide : Le Paris (Sc[...]rée) (30-25-55) ; Titi Super Star [...] Le Paris (matinée) (30-25-55).

LES EXCLUSIVITES — —

STRASBOURG. — La Cage : Capito[le] (32-13-32) ; les Deux Missio[n]naires : Rit's (32-45-51) ; Lenny Capitole (32-13-32).

TOULOUSE. — L'Agression : Ari[el] (08-07-14) ; les Deux Missionnaires Ariel (08-07-14), Variétés (22-42-71), la Faille : Gaumont (22-09-38) l'Intrépide : Gaumont (22-09-38) Tommy : Variétés (22-42-71), Paramount (87-71-60) ; Une Anglaise romantique : Trianon (62-87-84).





PRÈS LA PRISE EN OTAGE DE DEUX MAGISTRATS

Jean-Charles Willoquet et sa femme ont échappé jusqu'à présent aux recherches de la police

ilégramme de recherches a été lancé : les postes de police et de gendar- et aux postes frontière après l'éva- ›ectaculaire de Jean-Charles Willo- :ente et un ans, au palais de justice is, où il comparaissait le 8 juillet rnières éditions datées du 9 juillet). enquêteurs de la brigade criminelle lés à plusieurs adresses où avaient ide de se rendre le malfaiteur et sa . Martine, vingt-deux ans, qui l'a s'enfuir en prenant en otage deux rats, MM. André Cozette, président de la quatorzième chambre correctionnelle, et Antoine Michel, premier substitut. Mais les recherches sont restées pour l'instant sans résultat.

On a perdu la trace de Willoquet et de sa femme depuis le moment où, une heure et demie après leur enlèvement, les deux magistrats ont été retrouvés à l'intérieur de la voiture qui avait servi à l'évasion dans un parc de stationnement situé au sous-sol d'un magasin du boulevard de Belleville.

En quittant la salle d'audience avec les deux otages, Jean-Charles Willoquet a grièvement blessé de plusieurs balles de revolver le chef d'escadron René Guillaume, cinquante et un ans, commandant militaire du palais, et un garde, M. Jean Germanaud, quarante-six ans, qui avaient tenté de s'interposer. Atteint de deux balles à l'abdomen, le commandant Guillaume, qui a subi une longue intervention chirurgicale à l'Hôtel-Dieu, était, selon les médecins, ce mercredi matin 9 juillet, dans un état stationnaire.

Le dénominateur commun

. dizaine de jours écoulée a deux collaborateurs de la T. abattus par un *révolution- ; dont on discerne toujours* la silhouette ; un juge d'ins- ion tué par des hommes on ne sait *encore* quel était nobile précis ; deux magis- , enfin, enlevés dans les (m ê m e s où se manifeste orité de l'Etat.

ı révolutionnaire s'apercevant l est pris aux tueurs à gages ıon, en passant par le geste ; *d'un* délinquant qui n'a ıs *rien* à perdre », à quelle e référence se reporter que ; de la montée de la vio- e. A quel autre dénominateur mun ? On n'y manque pas. ais référence abstraite et nulle explication ne vient enir, ceux qui l'emploient ıant de croire *qu'elle* est ve en soi : la violence *est*, ı faut pas d'autre explication. uoi de plus faux ! A-t-on ıu souvent, ailleurs que dans livres ou les films, bref, les res de l'esprit, une violence n'aurait qu'elle-même pour ıt ? *Orange mécanique* ou *Caves du Vatican* ne sont s la vie qu'exceptions. Mais violence a ses résultats, que ıs venons malheureusement voir.

Elle a d'autres résultats per- :ieux, *bien que* verbaux, au ımier rang desquels l'alibi qui met au ministre de l'inté- ır de réclamer l'aggravation ı peines ou l'allongement de garde à vue ; ou, ce qui est il y a peu, de désigner à vindicte générale « *2 % de la* ulation qui sont zinzins » et l convient (que comprendre ıtre ?) de sacrifier p o u r urer la paix des 98 % qui tiennent à peu près tran- les. Alibi qui permet aussi ministre de la justice de ser un appel qui aurait dû Iresser aux enquêteurs plus ıux magistrats. Car avant de ır il faut bien arrêter : *Soyez implacables, la nation* ıpte sur vous. »

our déplorables et odieux 'ls soient, les gestes de vio- ı c e n e *définissent* pas la inquance. C a r l o s ou les urs de M. Renaud ne sont . ces fils d'O.S. qui, pour '/o (chiffres officiels), peuplent prisons françaises. Ceux-ci ne se reconnaîtront *pas* dans de tels crimes. Ils attendent aussi, sans le dire, ni pouvoir le dire, qu'on *ne les réduise pas à* cela. Leur exaspération n'est pas c e l l e qu'alléguera Carlos ou *c e u x que l'actualité, abusive*ment, rapprochent de lui. Ceux qui font la « une » ne sont pas ceux qui, ultime appel, se tailladent les veines, absorbent des barbituriques, ou *montent* sur les toits des prisons.

Mais la violence est aussi le fruit de la légèreté, dénominateur commun, plus qué tout autre, des trois affaires. Devait-on montrer à Carlos ce Libanais qui apportait la preuve qu'il était trahi ?

Fallait-il laisser a u x épaules d'un seul *magistrat*, aussi courageux qu'il soit, le poids de dossiers suffisamment lourds pour qu'on puisse dire qu'il risquait de mettre en cause les agissements latéraux d'un mouvement p o l i t i q u e. Quant au dangereux repris de justice, fallait-il tenir à cette solennité supplémentaire, qu'était u n e poudsuite pour vol de voiture, quand les autres délits qui lui étaient imputables devaient, bien plus sûrement et durablement, l'écarter de la société libre.

Dans ces trois cas, un perfectionnisme sans objet a v o u l u qu'on vérifie l'identité d'un homme moralement déjà arrêté, qu'on juge encore — c o m m e avec Jubin — un homme déjà condamné, qu'on laisse sans appui un j u g e d'instruction qui n'avait que le tort de paraître fort.

Les voix, officielles ou non, ne vont pas maintenant manquer pour réclamer une plus dure répression. Jusqu'où ?

On a, en 1971, aggravé les peines pour les auteurs de prises d'otages. Qu'a-t-on empêché ? Certainement pas ce que l'on a constaté mardi. Faut-il en conclure que la loi est inefficace ? Ou plutôt que faire voter des lois ne suffit pas, qu'il ne s'agit pas seulement de calmer l'opinion, mais d'empêcher que ne se reproduisent les faits qui l'ont troublée, en réfléchissant à la paix publique autrement que sous le coup d'événements déplorables.

PHILIPPE BOUCHER.

Les circonstances de l'enlèvement

Il était 13 h. 30, dans la salle d'audience de la quatorzième chambre correctionnelle ; Jean-Charles Willoquet attendait dans le box des accusés, avec six autres détenus, l'appel de son affaire. Une jeune femme revêtue d'une robe d'avocat s'avance vers le tribunal. Soudain, elle brandit une *grenade* d é g o u p i l l é e et s'approche du box : « *Que personne ne bouge*, dit-elle, *ou je fais tout sauter.* » L'« avocate », qui est en fait la femme de Willoquet, tend un pistolet au prévenu. Ce dernier quitte rapidement le box et, sous la menace de son arme, contraint le président Cozette et le substitut Michel à le suivre, et leur passe des menottes. M. Cozette demande alors à l'assistance de quitter la salle.

Les quatre personnes se dirigent ensuite vers la sortie située quai des Orfèvres, quand le commandant Guillaume et le garde Germanaud tentent de s'interposer. Willoquet tire, blessant grièvement le commandant et plus légèrement le garde, puis il gagne la sortie et monte avec sa femme et ses otages dans une Fiat 500 stationnée devant la porte. Le véhicule avait été loué le matin même.

Les deux otages seront retrouvés à 15 heures, attachés par les menottes au volant de la voiture, abandonnée dans un parking en sous-sol du boulevard de Belleville.

« *Le gangster et sa femme se sont éloignés à pied pour rejoindre sans doute un autre véhicule*, a raconté M. Cozette. *Durant tout le trajet entre le Palais de justice et le parking la jeune femme, assise à l'avant, à côté de son mari qui conduisait, tenait toujours à la main la grenade dégoupillée. Avant de nous quitter et d'abandonner la voiture, ils se sont employés tous deux, non sans difficulté, à regoupiller la grenade, qu'ils ont enveloppée soigneusement avec du sparadrap, dans un grand sac en plastique, en même temps que deux armes de gros calibre, vraisemblablement deux mitraillettes à canon scié. (...)* »

M. Cozette a ajouté : « *Dans l'automobile, Willoquet était, certes, nerveux, et conduisait assez brutalement, mais je dois dire qu'il est toujours resté correct dans ses propos, m'appelant « Monsieur Cozette ». Sa femme, elle, ne disait rien. J'ai dit à Willoquet que ce n'était pas son intérêt de faire usage de ses armes. Il m'a répondu : « Au point où j'en suis, » je m'en fiche.* »

LE JUGE N'APPARAIT PLUS COMME SACRÉ déclare M. Lecanuet

« *Le juge n'apparait plus comme sacré* » : telle est la conclusion tirée, mercredi 9 juillet, par le garde des sceaux, M. Jean Lecanuet, au micro d'Europe 1, après l'assassinat de François Renaud et la prise en otages de MM. André Cozette et Antoine Michel.

« *Ce n'est pas moi qui suis responsable, c'est la société* », a précisé le ministre, qui avoue rechercher les mesures de prévention contre de tels incidents, alors même que, dans le cas du Palais de justice, « *il n'y a pas eu faute* ». « *Les menottes, la loi l'interdit. Un prévenu, même si c'est un gangster, doit se présenter librement devant ses juges.* » Si ce système apparaît « *dépassé* » au ministre de la justice, il estime pourtant que « *la France n'accepterait pas que n'importe qui comparaisse avec des menottes* ». M. Lecanuet envisage donc pour les individus tenus pour dangereux « *un box d'accusé isolé de la salle d'audience par des verres* » et « *un contrôle électronique, comme dans les aéroports, du public et des avocats* ».

UN MULTIRÉCIDIVISTE

Jean-Charles Willoquet, né le 3 août 1944 à Dompierre-sur-Besbre (Allier), avait en 1973 commis onze hold-up, huit vols qualifiés et un certain nombre de rackets.

Le 14 janvier 1974, le malfaiteur, qui était alors surveillé depuis un mois, avait échappé à un contrôle de la police municipale boulevard Victor à Paris (15e arrondissement) en tirant sur les gardiens de la paix.

Deux jours plus tard, le 16 janvier, Jean-Charles Willoquet réussissait, en fin de matinée, à échapper aux policiers qui le poursuivaient rue Jacques Louvel-Tessier (10e arrondissement) non sans blesser un gardien de la paix d'un coup de revolver. La brigade de recherches et d'intervention n'avait alors pas répondu à son tir devant le grand nombre de passants qui risquaient de recevoir des projectiles.

Le 29 janvier 1974, le malfaiteur était arrêté après une fusillade qu'il avait déclenchée au rond-point des Champs-Elysées. Willoquet avait alors été blessé de six balles, à la poitrine, à l'abdomen et au foie, un vieillard âgé de quatre-vingt-deux ans avait été légèrement blessé.

Après son rétablissement, le chef de bande avait été transporté devant de nombreux tribunaux où il devait répondre de nombreux délits. Déjà le 1er novembre 1974, Willoquet avait tenté de s'enfuir de la prison de Bourges (Cher), mais il avait été retrouvé caché au quartier des femmes muni d'une corde et d'un grapin.

Jean-Charles Willoquet avait épousé, en février dernier, une jeune fille âgée de vingt-deux ans, Martine Cabane, à la prison de Fleury-Mérogis où elle était détenue.

IL Y A TROIS ANS CHRISTIAN JUBIN

La précédente évasion avec prise d'otages au palais de justice de Paris avait été commise le 10 avril 1972 par Christian Jubin, Georges Segard et sa femme Evelyne, alors qu'ils étaient tous trois interrogés pour une série de hold-up dans le bureau de M. Robert Magnan, premier juge d'instruction.

Sous la menace de pistolets dissimulés dans le sac d'Evelyne Segard, inculpée libre, ils avaient réussi à maîtriser leurs gardes. Après de longues négociations, les malfaiteurs avaient obtenu de pouvoir quitter le palais de justice dans une voiture mise à leur disposition et en gardant en otage le juge d'instruction, sa secrétaire et un greffier.

Après plusieurs heures de poursuite mouvementée, les trois otages étaient libérés dans Paris, alors que leurs ravisseurs avaient réussi à égarer leurs poursuivants. Mais ces derniers devaient être arrêtés vingt-quatre heures plus tard par une ronde de police, au moment où ils tentaient de s'emparer d'une voiture.

:RECOURS AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ıtes les associations judiciaires s'opposent à la généralisation du juge unique

'est l'ensemble du corps iciaire qui, toutes associa- ıs de magistrats et d'avo- s confondues, a manifesté hostilité à l'extension de procédure de jugement à g e unique en réunissant, rdi 8 juillet, une confé- ıce de presse dans les locaux u conseil de l'ordre des avo- s au barreau de Paris.

ıuis près de dix jours main- ıt, le Conseil constitutionnel aisi d'un recours signé de ıte-trelze sénateurs contre l — non encore publiée — ıit du jugement à juge uni- a règle, la collégialité (trois strats) l'exception. Ainsi est ıuement achevée une évo- ı, qui a commencé avec auration du juge unique par un loi du 10 juillet 1970 est continuée avec le juge ıe pénal par une loi du écembre 1972. « *A quand un* ıller *unique devant la cour* ıel ? », demandera Me Jean- ı Cocusse, de l'Union des ıs avocats de Paris (UJA).

ıis les deux premiers textes aissent leurs limites. Au civil, ıllégialité est de droit si elle demandée par l'une des es. Le juge pénal unique tué en 1972 n'est compétent que pour de petits délits tels que ceux relatifs à la chasse ou à la coordination des transports, et encore, si leurs auteurs présumés ne sont pas détenus.

Rien de tel pour le texte actuel de généralisation, visé d'ailleurs par une requête — rappelée par Me Woog — au président de la République et restée sans réponse, de faire usage — pour la première fois — conformément à l'article 10, 2°, de la Constitution, de son droit de demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi (*le Monde* du 2 juillet). La décision de recourir au juge unique aura un caractère de simple administration, insusceptible de recours.

Situation d'autant plus dangereuse, expliquera Me Cocusse, qu'elle risque de se combiner avec ces juridictions spécialisées en matière économique et financière, adoptées en même temps que le juge unique par le Parlement. Or ce juge spécialisé peut, là encore, à tout moment de la procédure, notamment sur réquisitions du parquet, être saisi par préférence à un juge « classique », y compris si la juridiction de jugement est déjà saisie du dossier. Mais, demande l'avocat, « *en fonction de quels critères désignera-t-on ce juge spécialisé ?* »

D'autant que tous les orateurs estiment que ce juge unique sera « *un homme vulnérable* », selon l'expression de Me Philippe Pavie, président de l'U.J.A. de Paris, car, avait avant lui précisé Me Bernard Lasserre, bâtonnier de Paris, « *seul responsable des peines prononcées* » ; il sera « *désigné au ressentiment, peut-être, et peut-être à la vengeance... et l'actualité a révélé que ce n'était pas peut-être* ».

On voit bien qu'il n'y a pas que les arguments juridiques d'inconstitutionnalité de la généralisation du juge unique, rappelés par Me Jacques Ribs, président de Droit et Démocratie, qui soient en cause. Certes, puisque les pressions exercées légitimement sur le Parlement n'ont pu convaincre la majorité de celui-ci, il n'était plus d'autre solution que de resservir, avec plus d'éclat, les mêmes arguments au Conseil constitutionnel.

Même si ce dernier était insensible aux observations juridiques, les observations de fond demeureraient. Avec, en plus, ce qui ne fut pas mentionné mardi mais qui se combine trop bien avec les préoccupations exprimées, une extension d'un autre genre : l'appel accru au recrutement extérieur direct, sur titre, de candidats n'ayant pas subi le concours de l'Ecole nationale de la magistrature. — Ph. B.

LA FUSILLADE DE LA RUE TOULLIER

La police recherche le directeur d'une galerie de tableaux qui aurait aidé « Carlos »

Tandis que les recherches entreprises par une douzaine de polices pour retrouver M. Illitch Ramirez Sanchez, le triple meurtrier de la rue Toullier, demeurent infructueuses, la D.S.T. recherche maintenant le directeur d'une galerie d'art parisienne, disparu depuis près d'un an, dont elle a quelques raisons de penser qu'il aurait pu être l'un des lieutenants de « Carlos » dans certaines entreprises terroristes prêtées au jeune Vénézuélien.

L'homme — connu sous le nom de Felipe Fereira et se disant de nationalité brésilienne — dirigeait une galerie de tableaux rue de Verneuil, dans le septième arrondissement, mais avait soudainement disparu, en septembre 1974, juste après la prise d'otages de l'ambassade de France à La Haye. Or la police française a acquis la conviction que M. Fereira a fourni les grenades utilisées par les trois terroristes japonais lors de cette opération. Aujourd'hui, les enquêteurs de la D.S.T. se demandent si M. Fereira ne serait pas en fait Garcia Gonzalès, le responsable direct de l'affaire de La Haye, recherché en Grande-Bretagne, où il semble avoir établi son quartier général.

Selon une dépêche de l'agence Reuter datée de Beyrouth et citant une source proche du Front populaire pour la libération de la Palestine, M. Sanchez, qui serait membre du F.P.L.P. — tout comme M. Michel Moukarbal, le Libanais tué rue Toullier, — se trouve en ce moment à Paris. Le F.P.L.P., précise-t-on de même source, dirige et organise un réseau subversif international qui, à partir de l'Europe, s'étend au Proche-Orient, à l'Asie et à l'Amérique du Sud.

Ce réseau comprend, ajoute-t-on, des organisations clandestines européennes, comme le groupe ouest-allemand Baader-Meinhof, des guérilleros sud-américains et l'« armée rouge » japonaise. Toujours à Beyrouth, le journal *Daily Star* affirme qu'avant de disparaître « Carlos » a adressé aux services de renseignements français et à Scotland Yard des lettres dénonçant les membres de ces deux services à la solde de la C.I.A. et des services israéliens.

Dans sa lettre aux services français, le terroriste mettait en cause six officiers, qu'il accusait d'avoir organisé l'assassinat de plusieurs dirigeants palestiniens, notamment MM. Mahmoud Hamchari, Mohamed Boudia et Basil Koubaisi.

Le meurtre du juge Renaud

LES INDICES LAISSÉS PAR LES ASSASSINS DU MAGISTRAT SONT PEUT-ÊTRE DESTINÉS A BROUILLER LES PISTES

« *J'ai aujourd'hui l'intuition que les coupables ne courront pas longtemps* », a déclaré, le 8 juillet, M. Hubert Ogier, doyen des juges d'instruction de Lyon, chargé de l'affaire de l'assassinat de son collègue M. François Renaud le 3 juillet.

Tel n'est pas l'avis des enquêteurs du service régional de police judiciaire de Lyon qui se demandent si les éléments concrets recueillis jusqu'ici — notamment la découverte de balles de 9 mm et de la voiture des tueurs — ne font pas partie d'une mise en scène destinée à égarer les recherches en braquant l'attention sur les quartiers de Vaise et de Saint-Just, proches du lieu du meurtre. De même, l'apparente maladresse des meurtriers — volant en plein jour, sur le parking d'une entreprise, une voiture à deux portes qu'ils reviennent abandonner presque au même endroit, après leur forfait — laisse penser aux policiers qu'ils ont affaire à des professionnels au sang-froid infaillible.

Après l'arrêt de la cour d'appel

Le scandale des vins de Bordeaux est pratiquement effacé

La cour d'appel de Bordeaux a pratiquement effacé, par son arrêt du mardi 8 juillet, le scandale des vins. Cependant, les quatre jours d'audience n'avaient permis d'apporter aucun élément nouveau par rapport aux débats très complets du tribunal correctionnel en novembre 1974.

Pour tous les inculpés, la cour a fait preuve de clémence. Dans tous les cas, les amendes pénales sont diminuées, les peines réduites et le sursis probatoire transformé en sursis simple.

Seul M. Pierre Bert, l'instigateur de la fraude, mais aussi le dénonciateur principal de certaines pratiques, reste condamné à une peine d'emprisonnement (un an, dont la moitié avec sursis). Il pourra en outre, pour ces six mois, bénéficier du régime de semi-liberté, ne passant que ses nuits en prison et pouvant exercer sa profession le jour. Enfin, sa peine d'amende a été ramenée de 27 000 à 20 000 francs.



Dessin de BONNAFFE.

MM. Lionel et Ivan Cruse, responsables de la maison Cruse et Fils frères, dont la réputation avait élargi l'audience du procès, ont été condamnés à dix mois d'emprisonnement avec s u r s i s c h a c u n et à 20 000 francs d'amende (au lieu d'un an avec sursis probatoire et 27 000 francs).

Pour tous les condamnés, à l'exception de M. Pierre Bert, — la transformation du sursis probatoire en sursis simple leur permet de bénéficier de la loi d'amnistie.

Sur le plan fiscal, les inculpés ne bénéficient pas de la même clémence, mais aucun changement notoire n'a été apporté au premier jugement. Les indemnités accordées à l'administration des finances (18 millions de francs) n'ont pas changé.

Cette administration, beaucoup plus gourmande, ne voulait pas admettre que l'excuse absolutoire reconnue en première instance soit également appliquée à l'infraction fiscale. La cour d'appel lui a donné tort. Il lui reste à se pourvoir en cassation. On lui en prête l'intention. Mais le peut-elle vraiment, quand elle a été elle-même à l'origine de la fraude en prêtant une machine à timbrer les acquits à quelqu'un qui avait déjà eu maille à partir avec elle ?

La cour d'appel de Bordeaux semble avoir estimé par son arrêt que le scandale des vins n'était qu'une affaire banale. Il ne s'agissait après tout que d'une énorme fraude n'ayant rapporté que quelques millions de francs à ses auteurs.

Les heurts aux abords des usines Chausson

TROIS TRAVAILLEURS MAROCAINS COMPARAISSENT DEVANT LE TRIBUNAL DE NANTERRE.

Le tribunal de grande instance de Nanterre doit juger, ce mercredi 9 juillet, à 16 heures, trois ressortissants marocains arrêtés lundi 30 juin, au cours de heurts entre des manifestants et les forces de police installées aux portes des usines Chausson de Genevilliers. Accusés par les policiers d'avoir jeté des pierres, alors qu'ils affirment avoir été arrêtés à l'intérieur du foyer de la Sonacotra, situé en face de l'usine, ils étaient passés en flagrant délit le 1er juillet et sont depuis en détention provisoire à Fleury-Mérogis.

Le tribunal a en effet réservé sa décision dans l'attente de leur casier judiciaire, répertorié avec ceux de tous les étrangers à Nantes.

Le 8 juillet, sur l'initiative de la C.F.D.T. et avec la participation de la C.G.T., s'est réunie une conférence de presse, durant laquelle les avocats des détenus, Me Kaldor et Me Hélène Masse, ont exposé les graves illégalités de procédure qu'ils disent avoir constatées dans cette affaire.

Selon Me Kaldor, « *compte tenu des traditions qui tendent à couvrir les arrestations effectuées par la police, il existe une tentation à laquelle certains magistrats ne résistent pas, surtout quand les accusateurs sont des policiers. Dans le meilleur des cas, la tentation consiste à couvrir le temps de détention provisoire par une condamnation à une peine en deux temps, l'une d'emprisonnement ferme pour la durée de cette détention, l'autre d'emprisonnement avec sursis.* »

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85



emplois régionaux

UN CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE SOLIDEMENT IMPLANTÉ DANS UNE VILLE UNIVERSITAIRE DU SUD-OUEST et offrant des services complets (révision comptable, conseils juridiques et fiscaux, conseils de gestion, etc.) cherche

un(e) fiscaliste de haut niveau

connaissant bien le droit des sociétés

Associé(e) à l'élaboration de la politique fiscale du Cabinet, il(elle) informe les chefs de mission et les clients de toute modification de textes, participe au montage des opérations (constitution de sociétés, fusions, absorptions, etc.), à l'audit juridique et fiscal des sociétés.

C'est un cadre de formation supérieure, ayant cinq ans minimum d'expérience dans un cabinet juridique et fiscal ou dans une grande entreprise aux activités diversifiées.

La perspective d'une association peut être envisagée.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER, ss réf. 2913 M:

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
SUD BRETAGNE

recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

CHARGE DE L'ETUDE ET DES APPROVISIONNEMENTS

USINES OFF-SHORE

(Usines de G.N.L., G.P.L., urée, ammoniac, raffineries, etc., montées sur engins flottants et implantées off-shore.)

INGENIEUR CONFIRME

FORMATION GRANDES ECOLES

Ayant travaillé dans Bureaux d'Etudes de Sociétés d'Engineering

Expérience de plusieurs années des devis et de l'implantation d'Usines et d'Unités de Production.

Connaissance de l'Anglais nécessaire

Ecrire avec C.V., photo attachée et prétentions, n° 81.940, PUBLIALE, B.P. 153 - 02 75062 PARIS, CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ÉLECTROMÉCANIQUES DE RÉPUTATION INTERNATIONALE

recherche pour REGION EST DE LA FRANCE

UN CONTROLEUR DE GESTION

Chargé de la gestion d'un département de 300 millions de francs de chiffre d'affaires.

Connaissances comptabilité générale et analytique indispensables.

Expérience de gestion de préférence en milieu industriel.

Envoyer curriculum vitae à n° 15.749, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui tr.

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE LYON
Construisant actuellement 200 logements par an et augmentant ses activités pour parvenir à 600 logements par an
désirant créer force de vente, recherche

VENDEUR EXPÉRIMENTÉ actif

pour créer ce service et qui prendrait éventuellement participation dans la société de commercialisation.

Ecrire A.L.P.E., Service P.P., 1, rue Tupin, 69002 Lyon, qui transmettra.



PUBLI - ACTIS
Groupe PUBLICIS
recherche

Chef de publicité
confirmé
Potentiel Chef de Groupe

Publi-Actifs connaît un développement spectaculaire (8 millions de francs de budgets nouveaux en 6 mois) dû à l'originalité de son positionnement sur le marché.

- Ce Chef de Publicité est un homme de communication, responsable, expérimenté, connaissant parfaitement les problèmes de distribution et les produits de grande consommation.
- Il est de préférence originaire de la Région Nord.
- Il travaillera dans une Agence ultra-moderne au sein d'une équipe soudée et dynamique, sur des budgets nationaux et internationaux.

Envoyer C.V. et prétentions avec la mention « Confidentiel » à Bernard MALFAIT, Publi-Actis, Forum, 33, avenue Charles-St-Venant, 59000 LILLE.

De Dietrich

DEPARTEMENT GENIE CHIMIQUE
recherche

INGÉNIEUR DE FABRICATION

diplômé A. et M., E.N.S.A.I.S. ou similaire + Ecole Supérieure de Soudure.

Conviendrait à candidat trentaine, spécialisé formage et soudure inox et métaux spéciaux, minimum 5 ans d'expérience poste similaire. — Anglais apprécié.

Il aura la responsabilité de la conduite d'un atelier de chaudronnerie environ 80 personnes, de sa coordination avec d'autres ateliers de l'établissement et du suivi du planning, de la préparation, du développement technique, du service après-vente et des coûts de fabrication après participation à l'établissement des devis.

Lieu de travail : Reichshoffen.

Possibilité de logement à proximité.

Adresser C.V., prétentions et photo à :

DE DIETRICH & Cie
Direction du Personnel,
67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS.

Etablissement privé, 84 lits recherche

DIRECTEUR

35 ans minimum, ayant expérience économat, comptabilité, secrétariat. Traitement conforme C.C. 1951. Logement fonction. Adresser lettre manuscrite, CV et références à : Maison de Retraite Saint-Léonard 33340 Lesparre, avec mention « Candidatures » sur l'enveloppe.

Bureau d'Etudes important région Rhône-Alpes recherche pour son service énergie

UN INGENIEUR

4 à 5 ans d'exp. min. dans le domaine de l'exploitation des install. de chauffage et du conditionnem. d'air, rompu aux questions techniques, administrat. et financières relatives à la gestion de ce type d'exploitation.

Adr. C.V. et prét. ss réf. 1.251 à P. LICHAU S.A., 78, quai Jean-Moulin, 69002 LYON, qui transmettra.

Cabinet comptable, 100 km sud de Paris, rech. expert-comptable ayt expér. pratique, notamment sur les plans jur. et informatiq. missions : assistance à la direct. Association souh. à court terme.

Ecr. av. rens. d'usage à Havas MONTARGIS 45203 n° 44.982, qui transmettra.

STE D'EXPERTISE-COMPTAB. d'implantation nationale recrute : pour ses bureaux de GRENOBLE, NIMES, MARSEILLE, TOULOUSE-PYRENEES

EXPERTS COMPTABLES

diplômés ou finalistes pour poste d'encadrement.

COLLABORAT. CONFIRM.

responsables de dossiers.

Ecrire C.V. et prétentions au N° 8.964 « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CONFORAMA

cherche pour son expansion dans l'Est de la France, le

DIRECTEUR DE MAGASIN

Nous souhaitons :
- l'expérience de la grande distribution
- des qualités prouvées d'animateur et de gestionnaire
- un fort potentiel de travail et d'imagination

Nous offrons :
- un poste de grande envergure
- des perspectives d'évolution
- une rémunération élevée

OREST — Ecrire avec CV et photo à OREST BP 712 75011 METZ CEDEX

DISCRETION ABSOLUE ASSUREE

MOYENNE ENTREPRISE LORRAINE
bien implantée sur Marché Sécurité Industrielle en rapide expansion
recherche pour son développement

CHEF DES PRODUITS

chargé de rendre opérationnelle la fonction Marketing dans l'entreprise.

- — Etude du potentiel des principaux segments des marchés ;
- — Définition du cahier des charges des produits ;
- — Elaboration des tarifs ;
- — Mise au point des opérations promotionnelles ;
- — Fixation des objectifs en relation avec le Chef des Ventes ;
- — Contrôle des résultats, etc.

Cette fonction rattachée directement à la DIRECTION GENERALE est considérée comme primordiale dans le cadre du plan de développement à 5 ans de l'Entreprise.

Ce poste conviendrait :
CADRE FORMATION SUPERIEURE (E.S.C...) ayant expérience de 3 à 5 ans dans la vente et marketing de produits à l'industrie.

Adresser C.V. manuscrit av. photo et prétent. à : P.R. CONSEIL, 13, rue de Courbevoie, 92-Nanterre.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE
situé à 180 km au Nord de Paris
recherche :

ATTACHÉ FINANCIER

Dépendant du Directeur Financier

- — Formation : D.E.C.S. ou équivalent ;
- — 3 à 6 ans d'expérience professionnelle ;
- — Bonnes connaissances en comptabilité analytique, prix de revient, situations périodiques, budget, bilans, etc.

LOGEMENT DE FONCTION

Ecrire avec curriculum vitae et prétent., no 2.588, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

---

offres d'emploi

Laboratoire spécialisé dans le domaine Biologie (réactifs) crée deux postes :

PHARMACIEN CHEF DE PRODUITS [BIOCHIMIE]

ROLE : Il aura la responsabilité commerciale d'une gamme de réactifs pour lesquels il devra notamment :
- Proposer la stratégie de croissance.
- Etudier les améliorations nécessaires à une adaptation permanente des produits aux besoins du marché.
- Elaborer et contrôler les campagnes publicité et promotion.
- Assurer les relations nécessaires à l'activité du poste.

CE POSTE IMPLIQUE :
- *une formation biologique (interne apprécié)*
- *anglais écrit et parlé couramment*
- *une bonne expérience dans une fonction comparable.*

Lieu de travail : PARIS Centre

PHARMACIEN RESPONSABLE DES CONTRÔLES

CE POSTE IMPLIQUE :
- *une très bonne formation en biochimie et une expérience de quelques années dans des fonctions ayant comporté la responsabilité des contrôles de produits,*
- *des qualités certaines de documentaliste avec sens de l'organisation, de l'analyse, de la synthèse,*
- *le goût du travail en laboratoire - une grande rigueur scientifique,*
- *pratique de la langue anglaise.*

Lieu de travail : Banlieue Paris - Nord (environ 30 kms - accès S.N.C.F)

pour ces deux postes, envoyer C.V. et photo sous référence T3.481 à [illegible]

Création d'une Chaîne de magasins en Afrique francophone

L'Office Français pour l'Assistance et la Promotion Internationales recherche d'urgence l'équipe commerciale qui sera chargée, pendant au moins deux ans, de concevoir et de mettre en place, sur la demande d'un gouvernement africain, une importante chaîne de magasins.

Pour les trois premiers postes, un logement de fonction et une voiture seront assurés en Afrique. À une rémunération intéressante, s'ajouteront des frais de séjour substantiels couvrant le coût de la vie dans le pays.

Le Directeur Commercial

aura pour mission de préparer le lancement de la Société à créer, de définir la structure de la chaîne (entrepôt et points de vente), de constituer la gamme de produits, d'organiser la centrale d'achats et le réseau, d'assurer l'animation et le contrôle de l'ensemble. Les candidats à ce poste doivent avoir eu des responsabilités de développement et gestion, comme directeur commercial ou adjoint d'une chaîne volontaire, ou succursaliste.

(Référence M 50.022.)

L'Animateur du Réseau de Vente

sous l'autorité du directeur commercial, dirigera l'inspection et l'animation des points de vente ; il constituera et formera une équipe autochtone.

Pour poser sa candidature, il faut avoir l'expérience de l'inspection dans une chaîne succursaliste.

(Référence M 50.023.)

Le Merchandiser

définira et adaptera la gamme des produits, ainsi que l'aménagement des magasins. Il assurera les liaisons avec le bureau d'achat.

Le poste convient à un spécialiste du merchandising dans une chaîne succursaliste.

(Référence M 50.024.)

Le Chef du Bureau d'Achat
PARIS

suivra les achats en Europe pour la chaîne africaine : alimentation, bazar et nouveautés, recherchera produits et fournisseurs, négociera les contacts et contrôlera leur exécution. Voyages en Afrique et Europe. Ces fonctions nécessitent un spécialiste de ces produits dans une centrale d'achat. Anglais indispensable.

(Référence M 50.025.)

sélé CEGOS — 33, quai Gallieni, 92153-Suresnes, étudiera votre dossier en toute discrétion. Préciser référence choisie.

COLLINS RADIO
16000 personnes - C.A. 2 Milliards de Francs
recherche pour sa filiale française

ingénieur commercial
télécommunications marines

30 ans minimum - Anglais parlé

Diplômé de l'école navale ou d'une grande école d'électronique pour assurer les liaisons avec les chantiers navals et négocier les contrats de réalisation de systèmes de pointe en matière de télécommunications marines. L'expérience de la construction ou de l'utilisation de systèmes de télécommunications et la connaissance des milieux maritimes, civils et militaires, seraient des atouts importants.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion



au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.
Référence 614
37, rue du Général Foy 75008 Paris.

INGÉNIEUR CONSEIL
EN GESTION FINANCIÈRE
Banques et assurances

Chez important constructeur d'ordinateurs

Il exploitera son expérience approfondie de l'industrie (gestion de production, ordonnancement, etc.) pour aider le réseau commercial dans ses actions en vue de la promotion de l'outil informatique en milieu industriel.

Anglais nécessaire. Déplacements FRANCE, base Paris.

Une note d'information et un dossier de candidature seront adressés avec toute garantie de discrétion sur simple demande sous n° 1.028, Publicités Réunies 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

Filiale d'un important Groupe Industriel Français

VALGOS CONSEIL

recherche pour son activité
ORGANISATION ET CONSEIL FINANCIERS EN ENTREPRISE

UN JEUNE CADRE

diplômé Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent ; ayant 1 à 2 ans d'expérience en gestion comptable, en contrôle de gestion ou en audit. Ce poste requiert créativité, sens pédagogique et goût du travail en petite équipe.

Envoyer C.V., photo et prétent. à Mlle Levesque, 79, rue de Monceau, PARIS (8e).

RANK XEROX
recherche pour le lancement d'un nouveau produit

Des attachés commerciaux

ayant une connaissance pratique des systèmes d'écriture automatique à mémoire.

Ils devront participer à l'étude des besoins chez les prospects, négocier les contrats et en assurer le suivi avec un support logistique important.

Lieu de travail : Région parisienne

Merci d'écrire s/réf V.70 à Gilles LELOUVIER

RANK XEROX B.P. 63, 93602 AULNAY S.BOIS

Société Française des Ascenseurs

Kone Westinghouse

250 millions de C.A. et 1975

recherche pour la région parisienne

UN CHEF DE GROUPE DE VENTES

Il aura la connaissance parfaite du milieu du bâtiment et l'expérience d'encadrement et d'animation d'une équipe de vente.

Il n'est pas indispensable de connaître précisément la branche ascenseur.

LIBRE RAPIDEMENT
REMUNERATION INTERESSANTE
DISCRETION ASSUREE

Adresser curr. vitae détaillé, photo et prétention à la Direction du Personnel, S.F.A. KONE WESTINGHOUSE Tour Gan - Cedex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE



Nous recherchons pour la filiale d'un puissant groupe Multi-National

CONTROLEUR DE GESTION

Mission:
- il sera responsable de la Comptabilité Générale, Analytique et Industrielle et de l'informatique;
- de la préparation des budgets et du suivi des tableaux de bord;
- il s'agit de confier ce poste à un spécialiste du contrôle budgétaire, véritable témoin financier de l'Entreprise.

Formation:
- ESSEC, HEC, ESC, etc.;
- il aura acquis une expérience professionnelle au sein d'une Société multi-nationale aux normes anglo-saxonnes.
- Langue anglaise exigée;
- la rémunération est importante et en rapport avec la compétence d'un candidat de haut niveau.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 71045 A.

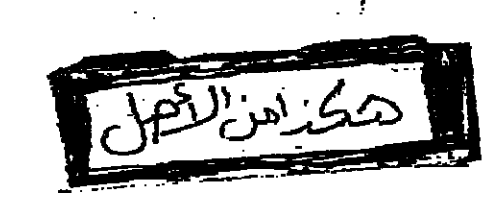
ORES S.E.C.E. 11, allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG

ORGANISME FINANCIER
8e arrondissement
recherche
CADRE
pour poste **chef de service prêts**
à créer

- Minimum 25 ans.
- Niveau licence en Droit
- 3 ou 4 ans d'expérience dans service prêts aux particuliers, banques, ou organismes de crédit.

Capable assumer responsabilité d'un poste exigeant contacts fréquents avec correspondants.

Écrire avec C.V., photo et prétentions à C.R.E.P. - R.P., Monsieur NEZ - 64, rue de Monceau 75008 PARIS.



	La ligne	La ligne T.C.
[OFF]RES D'EMPLOI	34,00	39,70
[Offr]es d'emploi "Placards encadrés" [min]imum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
[DE]MANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
[CAPI]TAUX OU [PRO]POSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

[...]t Établissement Financier Paris
recherche

[pou]r son service GESTION INSTITUTIONNELS

SPÉCIALISTE

[des] valeurs à revenus variables

[Le can]didat sera chargé du développement du ser[vice] « Gestion de Portefeuille ».

[Il dev]ra connaître d'une manière approfondie les [méca]nismes du marché financier.

[...]30 ans minimum.

[Pou]r son service BANQUE

SPÉCIALISTE

des crédits promoteurs

[...] de la gestion des encours « promoteurs » [...]on 100 millions de francs).

[Il dév]eloppera progressivement cette activité tout [en pa]rticipant aux autres activités bancaires de [l'étab]lissement.

[EXPÉR]IENCE INDISPENSABLE dans les deux cas.

[Pou]r son service BANQUE-TRESORERIE

[U]NE DACTYLO

[Envoy]er curriculum vitae et photo, no 1.035, à : [...]CITES REUNIES, 112, boulevard Voltaire, [7]5011 Paris, qui transmettra.

Armstrong

Leader dans plusieurs secteurs
[se]cond oeuvre bâtiment (agencement intérieur)

recherche pour étoffer ses structures administratives

[s]on Chef de Service gestion des ventes

Afin de lui confier la responsabilité du contrôle, de la coordi[nat]ion et du service des commandes, depuis la prise d'ordre [com]mercial jusqu'à la livraison et la facturation au client. Consé[qu]emment à cette responsabilité, il sera en liaison étroite avec [l'in]formatique dont il sera l'utilisateur principal en tant que [ge]stionnaire des stocks et le responsable de l'entrepôt dont il [se]ra l'interlocuteur hiérarchique.

Agé au minimum de 28 ans, de formation supérieure et ayant [si] possible quelques années d'expérience en matière de gestion [adm]inistrative, stock, informatique), le candidat choisi sera [ap]précié par ses qualités de relation et ses aptitudes à l'analyse [et] contrôle de l'information.
Connaissance de l'anglais indispensable.

[En]voyer C.V. photo et rémunération actuelle [sou]s référence 216 au CABINET J.C. [MA]URICE Conseil en Gestion du personnel, [...] rue Legendre - 75017 PARIS.



[IN]GENIEUR MECANICIEN [O]FFSHORE

[Un]e entreprise internationale en expansion offre [un]e importante situation de :

[DI]RECTEUR DE PROJET

[à l']étranger à un professionnel qualifié.

[Il e]st demandé :

- une expérience d'ingénieur de 5 à 8 ans dont 2 ans minimum dans le domaine des plateformes offshore
- une très bonne connaissance de tous les aspects qu'impliquent la construction de plateformes de production, spécification, plan et matériel acquise comme Directeur de projet.

[Un] salaire important dès le départ sera fonction [de] l'expérience des candidats. Il s'ajoute de [no]mbreux avantages (prime d'expatriation, allo[cat]ions, logement, transport, prime d'assurance de vie.

[Éc]rire avec curriculum-vitae détaillé à No 15.840 [CO]NTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra [75]040 PARIS Cédex 01 - qui transmettra:

[Le]s candidatures seront examinées avec la plus [gr]ande discrétion.

[G]ROUPE IMMOBILIER INTERNATIONAL
recherche

[DI]RECTEUR COMMERCIAL
pour TEHERAN (IRAN)

[DI]RECTEUR DE VENTES
pour FRANCE (COTE D'AZUR)

[C]hargés
- de la commercialisation d'importants programmes immobiliers, - de l'organisation,
- de l'animation de la force de vente.

[L]es candidats seront :
- des Cadres de formation supérieure
- ayant une expérience commerciale immobilière de plusieurs années
- parfaitement bilingues français-anglais avec de bonnes notions d'allemand.

Rémunération proposée intéressante (Fixe + intéressement).

Adresser C.V. à U.I.I. - Chef du Personnel 33, av. du Maine 75755 PARIS CEDEX 15.

Contesse

MAISONS INDIVIDUELLES

L'actualité parce que l'avenir

Nous animons un groupe national.

Jeunes encore, nous voulons être très vite parmi les tous premiers.

Notre ambition exige pugnacité et créativité.

Nous souhaitons intégrer l'ardeur, l'expérience, l'imagination d'un

DIRECTEUR COMMERCIAL

COFAP *(n° 2.532) 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, transmettra.*

UNE ENTREPRISE D'ÉDITION A PARIS, VENDANT PAR CORRESPONDANCE, cherche pour son département financier

un jeune cadre « trésorerie »

Il fixe les règles de crédits accordés aux clients, vérifie que les procédures sont appliquées.
En liaison avec l'informatique et les services opérationnels, il gère la trésorerie au jour le jour, établit les prévisions ; il assure les relations bancaires.
Nous cherchons un ESC option finances-comptabilité d'au moins 27 ans, ou un HEC, DECS, ayant, par exemple, passé 2 à 3 ans dans le service trésorerie d'une grande affaire, désireux de s'intégrer à une entreprise en plein développement et de « prendre des risques » pour évoluer.
Ecrire à Mme M.C. TESSIER ss réf. 2914 M.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

FLAINE
Station de sports d'hiver et d'été
1600 m - 2500 m
70 km de Genève

Cherche pour vente appartements grand standing, en l'état futur d'achèvement, livraison novembre 76, garantie bancaire de bonne fin :

AGENTS COMMERCIAUX

agressifs - Paris et Province, connaissant immobilier montagne, prospection à domicile.
Exclusivité non demandée.
Excellentes références exigées.
Pas de fixe, mais commissions importantes.
Ecrire en envoyant curriculum vitae à :
Sepad-Immobilier, 7, rue Las Cases, 75007 Paris.
Il sera répondu à toutes les demandes, et les candidats retenus seront reçus entre le 21 et le 30 Juillet.

ARMEMENT MARITIME
recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

VOTRE MISSION :
— Organiser et diriger le service technique de la flotte, mettre en place les structures techniques et d'armement correspondant à son développement.

VOTRE FORMATION :
— Ingénieur G.M. ou équivalent.

VOTRE EXPÉRIENCE :
— Chantiers de construction maritime ou services techniques d'armement de commerce ;
— Vous avez 30 ans minimum, parlez l'anglais couramment et voyagez à l'étranger.

Envoyez C.V. sous n° 32.844 B à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

Dans le cadre du développement de sa division ensembles électroniques en AFRIQUE DU NORD et en AFRIQUE OCCIDENTALE

BURROUGHS
recherche

ANALYSTES
ayant une bonne formation sur la série B 2700, 3700 et 4700.

Postes à pourvoir immédiatement

Adr. C.V. et prét. à M. GAIROT - BURROUGHS 230, av. Laurent-Cély, 92231 GENNEVILLIERS.

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES, leader européen dans sa branche d'application avec un taux de croissance de 30 % à l'exportation région FONTAINEBLEAU recherche

INGENIEUR D'ETUDES

diplômé A.M. ou assimilé débutant ou ayant quelques années d'expérience.
Outre la conception des machines, le poste comporte une participation active à la mise au point des prototypes et à leur industrialisation.

Adr. CV, lettre manuscrite, photo à n° 7022 EMPLOIS et ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 Paris

---

TRADUCTRICE DACTYLO **RUSSE** PROTECHNA - 770-28-35.

Impte Sté de fabrication de produits de parfumerie rech. AIDE ACHETEUR ayant connaiss. cciales et techniques : imprimerie, verrerie, plastique. Lieu de travail Nanterre. Adr. lettre manuscrite avec C.V. à : M. Fortier, 235, r. de la Garenne. 92000 NANTERRE.

INGENIEUR ayt qques années expér. mécanique hte précision emploi Centre national de la recherche scientifique dans labo. de recherches. Prendre contact LEMIRE 326-07-25, poste 33-54.

Importante coopérative de l'Ouest cherche Docteur-Vétérinaire pour productions animales organisées, toutes espèces, dans le cadre de groupement de producteur. Ecr. n° T 072.501, Régie Presse 85 bis, r. Réaumur, qui trans.

Ville de SAINT-DENIS (93) rech. deux directrices de crèche, puéricultrices D.E. Possibilité de logement. Avantages particuliers. Renseig. au Service du Personnel Mairie Tél. : 752-20-40.

URGENT
COLLEGE CATHOLIQUE banl. Ouest contrat association ch. PROFESSEURS DE MATHS très compétents. Références sér. Ecr. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous référ. 64.178.

Centre Chirurgical Marie-Lannelongue 129, rue Tolbiac, Paris-13e pour laboratoire Hémostase ch. JEUNE LABORANTINE BTS-préleveuse, pour remplac. 5 mois, libre de suite. Téléph. 707-47-39, poste 381.

COMPAGNIE AERIENNE ch. JNE CADRE ADMINISTRATIF parlant couramment l'anglais, connaissant législation travail, contrôle budget, comptabilité et billeterie avion et déjà travaillé dans compagnie aérienne ou agence de voyages. Env. demande écrite C.V. et prét. à Finnair 11, r. Auber 75009 Paris.

Société peinture à Aubervilliers recherche
RESPONS. DTION
Comptable et administ., niveau DECS ou équivalent. Env. C.V. STE KIFFER, B.P. 20, AUBERVILLIERS.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS recherche
BACHELIERS (ERES)
Se prés. 17/19, rue de Flandre, Paris-19e de 8 h. 30 à 11 h. 30 et de 13 h. à 16 h. 30. Bureaux fermés le samedi.

GROUPE DE SOCIETES CHAMPS-ELYSEES recherche
CONTROLEUR DE GESTION
ayant bonne formation en économie, gestion et informatique. 3 ans expérience professionnelle souhaitée. Poste conviendrait à homme jeune et dynamiq. pour mise sur pied d'un contrôle de gestion central et prise en charge des liaisons avec sous-traitants informatique.
Adr. C.V. détaillé et prétent., N° 6134, P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ADMINISTRATION de BIENS RECHERCHE
SECRET. COMPTAB.
H. ou F., apte à diriger portefeuille de gérances et copropriétés. Sérieus. qualités de méthode et sens des contacts humains exigés. Position cadre. Ecrire seulement à GELIN, 10, rue Pergolèse, Paris-16e.

INGEN. HARDWARE
Form. ISEP ou ISEN ou équiv. Expér. 2 ans environ. Chargé d'une étude de modules pour calculateurs numériques. Ecr. n° 2554, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

Service Social du Travail recherche
ASSISTANTE SOCIALE
posséd. voiture, déplacements Paris - banlieue. Ecrire à : A.S.P., 57, r. Spontini, Paris-16e.

SPECIALISTE PRODUIT
enregistreurs graphiques et appareils de mesure d'états de surface. Voyages dans toute l'Europe pour apporter support technique usine à nos succursales ou distributeurs.
— Formation ingénieur électricien/électronicien ;
— Anglais indispensable.
Envoyer C.V. et prétentions à Société ALLCO GOULD B.P. 31 - 91160 Longjumeau.

URGENT
DACTYLO MEDICALE
sur magnéto.
Tél. pour R.-V. : 735-96-50.

Cabinet Expert-Comptable JOINVILLE-LE-PONT proximité R.E.R.
SECRETAIRE STENODACTYLO
aimant chiffres. Age indifférent. Trav. très varié. Vac. assurées. Tél. pr R.-V. : 283-40-51 ou 886-07-07.

Société Produits Chimiques Paris-8e, d'importance nationale cherche :
TECHNICO-COMMERCIAL
plusieurs années d'expérience. Formation B.T.S. maîtrise chimie ou équivalence. Anglais souhaité, pour assurer ventes et promotion gammes intermédiaires et produits de base dans industrie pharmaceutique et cosmétologique région parisienne. Poste à pourvoir maintenant ou 1er septembre. Stable, 5 × 8, sortie 17 h. 30. Tickets restaurant. Ecr. av. C.V. et prét. N° 4811, M. PUBLI, 11, rue de Provence, Paris-9e.

Importante Centrale d'Achats recherche
ACHETEUR OU ACHETEUSE
Rayon papeterie, voyage et maroquinerie.
Exigeons :
— expérience plusieurs années Centrale d'Achats ou distribution ;
— sens des responsabilités et dynamisme.
Env. C.V. man., photo et prét. à N° 7027 Emplois et Entreprises 18, rue Volney, 75002 Paris.

Rech. PROGRAMMEURS expérimentés PL 1 Optimiseur ou, à défaut, assembleur. 1 AIDE PUPITREUR Tél. : 531-85-40.

Important Groupe Financier Paris-14e, recherche
● COMPTABLE
NIVEAU DECS
possédant une bonne expérience de la comptabilité générale d'un établissement de crédit.

● COMPTABLE
TEMPORAIRE 6 MOIS
NIVEAU B.P.

Adresser candidature avec C.V. sous réf. 38815/M à : **L.C.A.** 3, rue d'Hauteville, 75010 PARIS, q. tr.

Sté électronique Paris-10e, ch.
POINTEAU-COMPT.(F.)
AIDE COMPT. DACT.
confirmée S.T.P.I., 58, avenue Claude-Vellefaux, M° Colonel-Fabien. Tél. : 203-94-20.

Sté études architect. inter. rech. Secrétaire sténodactylo. Ecr. CV + photo et prétent. à OGEMA, 29, r. Faidherbe, St-Mandé 94.

CABINET IMMOB. 17e TERNES en bout. rech. Groupe NEGOCIATEURS ou NEGOCIATRICES de métier capab. dirig. cab. immob. pr collab. à 50 %. Ecr. 1e lettre à PUBLI GR N° 311, 27, Faub.-Montmartre, Paris-9e, qui tr.

Groupe Français recherche pour l'Algérie
ENSEIGNANTS - TES
Année scolaire 1975-76
Matière Mathématique, Physique, Technologie, Niveau Math. Sup. et Seconde technique. Ecrire urgent avec C.V. et photos, N° T. 72.595 à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

IMPORTANTE CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE recherche :
UN CADRE ADMINISTRATIF (Hme)
pour assister, puis remplacer le Chef d'un service de calculs des droits
Après formation technique complémentaire, il dirigera un groupe de 30 personnes environ, coordonnera leurs travaux et rendra compte des résultats.
Formation : niveau études supérieures.
Expérience : quelques années dans un service similaire.
Qualités exigées pour ce poste : vivacité d'esprit, capacités d'analyse et de synthèse, goût de l'organisation, sens des relations humaines.
Salaire selon compétences.
Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions, n° 15.935, Contesse Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Cabinet Expert-Comptable JOINVILLE-LE-PONT (94) proximité R.E.R.
UNE COMPTABLE
(Femme). Vacances assurées. Tél. pour rendez-vous : 283-40-51 ou 886-07-07.

Urgent, fabrique colorants recherche pour labo contrôle et application
CHIMISTE
niveau B.T.S. Téléph. 672-44-57.

ST-TROPEZ. Recherche AIDE-MENAGE et 2 enfants juillet, août et septembre. Bon salaire. Téléphoner après 20 heures : 577-37-96.

Centre d'Etudes Techniques de l'Enseignement d'AIX-EN-PROVENCE recherche UN INGENIEUR pour études de trafic routier et mise en œuvre de systèmes de régulation. Expér. : 3 ou 4 ans systèmes industriels. Goût pour le travail sur le terrain et aptitude aux contacts humains. Env. C.V. et prétent. à C.E.T.E., B.P. 241 - (13) Aix-en-Provence.

Le Bureau pour l'automatisation des bibliothèques (B.A.B.) recherche INGENIEUR Système connais. approfondies « ASSIRIS », SIRIS 2/3, télé informatique. Lieu de trav. Grenoble puis l'Isle-d'Abeau 38, CV pr. à BAB 46, av. F.-Viallet 38100 Grenoble.

demandes d'emploi

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER

l'Institut de la Construction et de l'Habitation vous propose

CADRES CONFIRMÉS

pour postes administratifs, juridiques, financiers, techniques et commerciaux.

S'adresser : ASSOCIATION I.C.H. (Commission de l'Emploi) - CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

1, rue Montgolfier - 75003 PARIS. tél. 887-37-38 - 887-64-49, postes 666 ou 507.

Paris, cadre retraité, 63 ans, docteur en droit, conn. anglais, dynamique, parfaite honorabilité, disponible pour missions, études, représentation, contacts, démarches, etc.
Ecr. n° 3.805, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 30 ans, EFAP, lic. angl., 2 a. R.P., 5 ans journal. Expér. tourisme, ch. poste rel. publ. tourisme, édition ou autre. Buisson, 5, r. Bûcherie, Paris-5e. Tél. : 522-76-07.

J.F. 21 ans ch. empl. de comptable. Niv. BTS. Bon angl. not. dact. Trav. à p. de sept. Si pos. ds le Midi. Dumenil, 76, av. A.-Briand, 91550 Paray-V.-Poste.

CADRE, français, 28 ans, interprète anglais/allemand, chef département EXPORT Sté multination. biens et d'équipem., rech. posit. simil., prod. et taille entrepr. indiff., déplacements fréquents souh. Libre sous 3 m., 90.000 F par an. Ecrire n° 52.457 P.A., SVP, 37, rue du Général-FOY, 75008 PARIS.

PROF. D'ANGLAIS
d'orig., dipl. dynam., organise cours sociétés. Tél. : 224-96-60.

Jne fmme empl. bur. not. dact. 2 a. exp. ch. pl. st. Libre rapid. même août. Ecr. Mme Fruchart, 2, r. de Paris, 93130 Noisy-le-Sec.

DIRECTEUR COMMERC.
Sté 1.200 pers. C.A. 90 millions. 44 ans, anglais, allemand.
Large expér. marchés export. EUROPE-U.S.A., gest., formation équipes vente, lancement produits, très sér. références, intéressé par direction génér. ou équival. dans sté à dévelop. Ecr. N° 3.809 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Analyste progr. IBM, CII, 24 a., ch. sit. stable ou rempl. Lib. de s. Ecr. n° 3808, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H., 27 a., lib. O.M., Lic. Droit, D.E.S., Dt Pub., cherche situation secteur privé. Ecr. n° 8.959, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Secrétaire Sténodactylo, 7 ans expér. rech. empl. bil. allemand, envir. gare du Nord, immédiat. ou septembre. Ecrire Régie-Presse, n° T 72.554, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e, qui transm.

INFIRMIERE D.E., gde expér., libérale, ch. POSTE A CREER, grande ou tr. grande Banlieue. Ecr. Mme Etesse, 31, rue Parmentier, Choisy-le-Roi (94), ou téléph. après 18 h. : 684-21-56.

J. H. 26 a., bne présent., référ., ch. empl. Vendeur libraire Ecrire Daniel TALLET, 71, rue Louise-Michel - 92 LEVALLOIS.

J.H. 26 ans, D.E.S. Sc. éco. rech. situation nomade. Ecrire : M. DE BORDAS 20, avenue de Wagram, Paris-8e.

Professeur de philosophie, 28 a., expér., références, ch. poste Ecrire HAVAS LYON 5489.

J. F. niveau B.T.S. direction ch. poste stable. Libre 1er sept. Connaissances anglais, espagnol. Horaire souple 8 × 5 ×13. Ecr. n° 5.515 Centale annonces, 121, rue de Réaumur, Paris, en précisant le profil du poste et celui de l'entreprise.

Licenciée sciences économiques, option gestion, débutante, étudierait propositions correspondantes. Ecr. Havas 03201 Vichy n° 3.807.

J. H. 24 ans, nationalité marocaine, sachant lire et écrire le français et l'arabe, cherche situation. Réf. : ét. secondaires, niv. 3e. Employé antérieurement dans la métallurgie en qualité d'O. S. Ecrire M. AHMED SEMLALI 43, r. St-Sauveur, 75002 Paris.

J.H. 18 ans ayant B.E.P.C. niv. classe 1re, ch. emploi de bureau ou manutent. pour juillet. Ecr. M. ABESSERA, appt C 421, 10, avenue Busteau, 94700 MAISONS-ALFORT.

représent. offre

Recherche Représentant Général pour la France pour
ARTICLES EN ETAIN
Ces articles ont remporté un grand succès auprès du public en Allemagne Fédérale, Autriche et Suisse.

Ecrire à K. ALLENSPACH, Postfach 603, CH - 6000 Luzern.

capitaux ou proposit. com.

Magasin avenue de l'Opéra ch. ASSOCIE-VENDEUR sans capital, spécial. en joaillerie-horlogerie. Tél. 265-98-37, H.B.

Prêts hypothécaires 12,5/14 %. PERRIER, 32, rue Damiette 91 Gif-sur-Yvette. T. 907-63-57.

Pour relanc. affaire décoratrice expér. trx à part. gros œuvre disp. loc., rech. gr. ou partic. av. cap. Etud. toutes prop. val. Ecr. n° 11.587, Régie Presse 85 bis, r. Réaumur Paris-2e q. t.

PLACEMENTS EXCEPTIONNELS
— Actions stés moy. tr. sûres ;
— Rentabilité 15 à 20 % l'an ;
— Plus-value 12 à 15 % l'an ;
— Participation jusqu'à 49 % ;
— Retrait contre préavis ;
— Investiss. minim. 150.000 F.
Ecrire à C.M.C., 27, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

villégiatures

LOCATION SEPTEMBRE DORDOGNE
Calme absolu, près pisc., équit., pêche, 1 chbre, cuis., s. de bns, 800 F ; 2 chb., cuis., s. de bns, 1.100 F. Tél. Louis DELPECH, (15-53) 58-83-11.

CAP D'ANTIBES AOUT 1975
Loue mas authentique, tt cft, 5 ch., ter. 2.000 m², T. (93) 61-14-14

Loue 500 m plages Antibes et Juan-les-Pins, villa F 2, quart. résidentiel et calme, jardin ombragé. Juillet (à partir du 15), août et septemb. S'adr. Agence DELTA, 30, av. Maizière, 06600 Antibes - Tél. 15-93-34-21-00. (Référence : villa Maryse.)

En SOLOGNE, ravissante mais. dans village, 6 chbres, jardin, cft max. T. 551-96-71, hres burx 225-09-52, heures des repas.

perdu-trouvé

Perdu jeudi 3 juill. à 18 heures, petite chatte grise, tête marron foncé, yeux bleus. Prière de la rapporter au 8, av. Montaigne. Bonne récompense assurée.

propositions diverses

Empl. sér. gard. enfants s.-dim. Demazure, 9, r. Broussais, Vitry.

formation profession.

Institut de formation pour les cadres paysans recherche : INGENIEUR AGRONOME ou économiste pour formation économique des responsables agricoles. Adresser lettre manuscr., C.V., photo et prétentions à I.F.O.C.A.P., 6, avenue Henri-Barbusse, 91210 Draveil.

cours et leçons

Anglais, Prof. d'orig., dyn., org. cours entrepr., part. 224-96-60.

occasions

PIANOS Neufs, dep. 6.000 F, occas. dep. 2.500 F. Daudé, 75 bis, av. Wagram (17e) WAG. 34-17 - Location - Crédit.

A SAISIR Neuf - Retour Foire
FOURS MICRO-ONDES 2.700 F (au lieu de 4.200 F) ;
SURGELATEURS 540 l (Bahut) 1.999 F (au lieu de 2.700 F).
Conditions spéciales sur nos magnifiques Réfrigérateurs-Congélateurs U.S.A.
Crédit total et leasing possible. Tél. AFAPS - 430-01-96.

autos-vente

Collab. journal vend Chevrolet Camaro 327 (69) B.A. D.A., vert foncé métal., intér. blanc. Prix : 14.500 F. Tél. : 704-72-88 - 704-59-23.

● Coupé MERCEDES 280 SEL gris métallisé, hard-top et capote : 26.000 F.

● TOYOTA — 2.000 km — tous terrains, 4 × 4. Equipé pour la chasse. 30.000 F.

Tél. (20) 53-21-34
M. DEROUBAIX

Part. vd voiture « 2 chevaux AZAM EXPORT 65 », (Etat impecc.) Px 2.500 F à débattre. T. 660-84-04, P. 468 (hres bur.).

locat.-autos

EXCEPTIONNEL LOCATION
LONGUE DUREE
ROLLS-ROYCE
SILVER SHADOW LUXE 74
Conditions intéressantes.
POSSIBILITE DE VENTE
766-53-20.

Voir notre immobilier en page 20

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

L'immobilier

appartements vente

Paris

ILE SAINT-LOUIS, Studio sur cour-jardin. SOL. 24-10.

EXCEPTIONNEL VUE SUR ESPLANADE DES **INVALIDES** **220 M2** 7 pces, 2 bns. Off. c., ch. serv., 2 gar. Excl. SAINT-PIERRE. ELY. 33-48.

VOLTAIRE IDEAL PLACEMENT **STUDIOS** Tout le confort **PRIX EXCEPT.** 53.000 F à 63.000 F. Location assurée : 6.600 F l'an. Voir le propriét. merc.-jeud. 14-19 h, 34, rue Popincourt.

PTE VILLETTE Studio entr., cuis., w.-c., bns. Moq., ch., sol. 22 m². Prix : 52.000 F. 824-54-91.

AUTEUIL P. à P. vend appart. 5 P., 120 m² tr. calme, tt cft. R.-Ch. sur courette-jard. Conviend. profes. libérale. Prix. 680.000 F. Tél. : 525-44-03.

18e Eglise St-Bernard, 3/4 P. 76 m², entr., cuis. équip. s. bns., w.-c., ch. cent., téléph. 5e ét., balc., soleil, calme. Bon imm. rav. 180.000 F. 607-72-05.

OPERA 3 P. tt cft. asc., im. p. stg. S/pl. jeudi 14-19 h. M. Zirah, 5, RUE DE LA MICHODIERE.

2e N.-D.-DES-VICTOIRES Dans BEL IMMEUBLE RENOVE 100 % **STUDIOS DUPLEX 2 et 3 PIECES** Chambre en mezzanine. AMENAGEMENTS Gd CONF. et de STANDING. Décoration avec CARACTERE préservé. Vendus directement par Propriétaire. Livraison IMMEDIATE. Me téléphoner : 325-56-78 + 25-25.

MONCEAU Ds bel imm. pierr. taille 5e ASCENSEUR, BALCON. **5 PCES** ent., cuis., 2 bns, w.-c., placards, Moquette, chauffage central. REFAIT NEUF **PX 550.000** Crédit poss. S/pl. merc., jeudi, 14-17 h. 30. 6, rue Léo-COGNIET, ou 723-96-05.

11e ST-AMBROISE Ds bel immeuble STUD., cuis., bns. Rentabilité assurée. 59.000 F. 355-71-42.

EXELMANS sél. dble + ch. tt cft., 70 m² Imm. P. de T. Px. 290.000 F. TEL.: 567-22-88.

PL. VICTOR-HUGO 145 M2 4e étage. Balcon. 6 P. Serv. 820.000. PARF. ETAT. Exclusivité : NEVEU ET CIE. JAS. 51-84.

BEAU 15e Studio tout confort. s. bns., cuis. Imm. nf. 30 M2 s/jard. 723-38-48.

CHAMPS-ELYSEES Imm. neuf habitable de suite. **LUXUEUX STUDIO** TOUT CONF. Tél. Pour vis. tél. 553-16-62.

6e BD MONTPARNASSE Imm. P. de T. appart. 7 p., 240 m², 3e ét. asc., tél., chbre serv. Px : 1.100.000 F. KIJOXSON. LAB. 13-09.

12e PRES BOIS ds bel imm. récent, liv. dble, 2 ch., 5e ét., parking. 285.000 F. + C. F. URGENT. 343-62-14.

Me BOUCICAUT B. immeuble ravalé **2 PIECES** ent., cuis., débar., cab. toilette, w.-c. 38, RUE DURANTON. S/jardin. PX INTER. Merc.-jeud. 15-18 h.

ILE SAINT-LOUIS, soleil vue romantique rav., sél. + chbre. Hauts plafonds, cheminée. Installat. lux. et raffinée. DAN. 22-63.

9e dans très bel immeuble 5-6 pièces tout confort 190 m², chambre personnel. Visite sur place jeudi 15-18 h. 40, RUE CONDORCET.

Près BUTTES-**CHAUMONT** B. imm. P. T. 19, RUE MEYNADIER. Liv. dble + 3 ch., ent., cuis., bs., w.-c., ch. cent. (Pos. park.) Px 280.000. Jeud., vend. 15-19 h.

BOULEVARD VOLTAIRE Immeuble pierre de taille Appartements entièrem. rénovés Sur boulevard et jardins 7e étage avec ascenseur **STUDIO,** séjour, kitchenette équipée, bains. 55 M2 ENVIRON **3 PCES,** cuis. équipée, sal. de bains, w.-c. séparés, 55 M2 ENVIRON Pr renseign. et visites : 755-98-57

13e ITALIE secteur EXTRAORDINAIRE pr placement. Ds bel immeuble rénové 100 % - PROPRIETAIRE VEND DIRECTEMENT **30 STUDIOS** T.C.F. conçus pour location rapide et rentable dès livraison octobre 1975. Location et gestion assurée. **325-25-25 325-56-78**

134, rue **VAUGIRARD** Imm. gd stand. entièr. rénové Beaux Studios et 2 P. en duplex av. terrasse, plein soleil, jard., cascade. Plac. idéal. Ce jour de 14 h à 17 h.

ODEON IMMEUBLE NEUF Dernier étage, avec terrasse Appartement non aménagé **150 M² ENVIRON + TERRASSE** 45 M2 ENVIRON Parking souterrain - CAR. 91-45.

EXCEPTION. - PARIS 16e angle bd Murat - rue Daumier Ds un imm. entièrement rénové avec ascens., à vendre APPTS **2 et 3 P.** tt confort, refait à neuf. - 633-14-51.

17e PR. PLACE PEREIRE Imm. p. de t. rav. Triple récept. + 3 chbres, chbre serv. av. cft. Prix exceptionnel 785.000 F. **GILER S.A.** 59, av. d'Iéna Tél. 260-36-80

VAL-DE-GRACE 4 PIECES 85 m2 5e ét. sans asc., cuis. équipée, balc. 372.000 F. - 331-87-11.

17e r. Dulong. Gd Stud., 36 m², cuis., wc. impec., 1er ét., bel imm. ravalé. 100.000 F. 607-36-54.

19e Av. Laumière. Bel imm. 2 P., cuis., w.-c., douche, 1er étage. 120.000 F. - 607-36-54.

Part. à part. vend Grd Studio 40 ● tout confort. 34, cours de Vincennes. Prix 120.000 F. Tél. 357-99-32.

Buttes-Chaumont, PAV. meulière 4 P. cft. conv. profes. libérale, rare, 320.000 av. 20 %. 607-36-54.

R. de FLANDRE, B. 2 P. cft. 53 m², sup. im. bourgeois. Urgent départ. 110.000 F. - 607-20-00.

Av. D'ITALIE, partic., cause départ étranger, cède appart. Immeuble grand standing, vue panoramique, situation S.-O., 6 P., 153 m2, 14 m2 loggia, 2 s. de bns, piscine, cave, park. Tél., Px 860.000 F - 580-47-54.

2e, 9, rue Paul-Lelong Après gros travaux RESTAURATION DE PRESTIGE PROPRIETAIRE vend directement BEAUX **STUDIOS - DUPLEX** APPARTEMENTS 2-3 PIECES avec MEZZANINES **PRESTATIONS DE STANDING** Caractère scrupuleusement préservé. Vous pourrez me voir, je serai sur place les 8-9-10-11 juillet, de 11 à 19 h.

XVIIe GUY-MOQUET s/gds espaces verts, pl. soleil, 2 P., tt conft, 46 m², tél., Parkg. Prix 215.000 F. - T. 229-44-61.

REPUBLIQUE Grand choix de studios, 2 pièces, duplex. Tout confort. Me voir sur place jeudi de 14 h. à 19 h. 23, r. du Fg-du-Temple, 277-62-23.

16e Pte Dauphine. Beau Studio tt cft, 5e, asc. 45.000 comptant + 1.990 F/mois crédit vendeur sur 15 ans (à 5,5 %). 266-32-35.

ETOILE, 72 m2 - 320.000 F. 3 p. P. de T. Balc. Tél. Asc. Chf. centr. A rénov. 231-87-45.

MADELEINE Studio 16 m2 2 fenêtres, s/rue, soleil, 5e ét., ascenseur, téléphone. 260-15-51.

GOBELINS. Immeuble P. de T. Rav. 3 p. tt conft., impec., balconnets, plein soleil, téléph., 6e sans ascenseur. 160.000 F. Vente directe par particulier. Téléphone : 331-39-16.

Pr. BON MARCHE, ODE. 42-70, TERRASSE VERDURE 2 SEJ., 4 C., 4 BNS, ASC. TEL. 165 M2.

S/CHAMP-DE-MARS, 7 p., ét. él. EXCEPTIONN - 742-23-80.

7e, 4, av. de Villars. Dble living, 2 chbres, 2 s. de bns, cuisine équip. 120 m2. Grand standing. Balc. S/place mercr., jeudi, de 14 h. 30 à 18 heures. Prix : 850.000 Francs. (S'ad. 3e ét., Mme Gravereaux.)

RUE DU ROI-DE-SICILE Tr. bel appart. caract. 100 m2. Téléph. Tout confort. 325-40-66.

14e - ALESIA Propriétaire vend directement dans un immeuble refait neuf 1 STUDIO entièrement aménagé et décoré, tout confort. Me téléphoner heures bureau : 531-85-58.

P. vend cause départ étranger, 4 pièces confort, 110 m2, impeccable - 359-73-18.

BASTILLE. Grenier aménagé en DUPLEX avec terrasse. BAL. 62-85.

COURCELLES - 170 m2 Triple réception + 3 chbres, 2 sanit. 695.000 F. WAG. 92-45.

63, av. Raymond-Poincaré (16e), imm. st., 2e ét., tr. gd 3 p., tt cft, ref. nf, tél., ch. serv. Prix intéress. Vis. de 14 à 18 h. 30.

15e, Me FELIX-FAURE, dans immeuble neuf sur jardin. BEAU STUDIO, cuis. équipée. 139.000, Tél. : 266-16-65, P. 6.

MUETTE. P. à P. 4 p., 120 m2, 4.200 F le m2 + chbre service. Téléph. : JASMIN 63-12.

20, RUE DES BOULANGERS, SEJ. + CHAMBRE EN LOGGIA, TERRASSE à chaque niveau, 6 m sous plaf. TR. LUMINEUX. 100 m2. Finit. goût acheteur. 650.000 F. Jeudi, 14 h. à 18 h.

Pr. BON MARCHE, ODE. 95-10, A AMENAGER. 2 P. CUIS., BAINS, TELEPH., PL. CIEL.

CONVENTION Imm. neuf, gentil 3 p. ét. élevé, terrasse, parking. MARTIN, Dr en Droit - Tél. 742-99-09.

MICHEL-ANGE. Imm. P. d. T. Standing. Grd 5 p. tt confort. MARTIN, Dr Droit - 742-99-89.

Angle av. KLEBER - r. Hamelin, PROPRIET. vd sup. Appt 250 m2 refait et décoré avec goût. Téléph. : 723-83-78.

TERNES. Vd Duplex, 4 Pces, 117 m2 + terrasses 112 m2. Standing. Téléph. : 755-84-81.

MARAIS. Part. Vd cse départ Etranger Stud. caractère conft. 359-73-18.

7e AV. DE BRETEUIL 220 m², 3 récept. + 4 chambres, 2 s. de bns, office, c. - Pl. sud-ouest, exc. standin. - 325-82-66.

BASTILLE. STUDIO Confort. 69.500 F avec 15.000 F compt + solde com. 1 loy. - 225-62-85.

Personnalisez vous-même votre studio, 2 P. ou duplex en choisissant sa décoration inter., grand choix à partir de 54.000 F. 887-98-20 - 278-59-94.

Me ARTS-ET-METIERS. Except. ds bel imm. p. de t. rav. dble exp. 110 m² conv. à prof. libér., entr., living + 4 chb. cuis., bs. w.c., + chbre serv. Px 289.000 av. 45.000. AVIS, 68, bd Sébastopol, PARIS (3e). T. 887-43-40.

Limite 13e/14e. Rue Tolbiac. Imm. réc. Sél. + Ch., 40 m², ét. élevé - 248-39-11, poste 242.

LUXEMBOURG. Exception. Vue sur parc. Atelier. Plein ciel. 195 m2. MED. 97-40.

13e S/Verdure Séjour + 2 chb. Tout confort. Balcons, Soleil, Calme — MED. 97-40.

LOUVRE SAINT-HONORE rénovation de qualité Studios et 2 P grand standing. Le propriétaire — DID. 97-23.

XVe, IMM. rénové sur rue et cour - jardin. Occupés, 1, 2, 3 pièces W.C. Tél. : 622-26-63, poste 26.

43, BOULEVARD ARAGO Ravissant petit 3 pièces, entr., cuis., w.c., bs, tél., ch. cent. Goût parfait, détails soignés. Prix rais. Jeudi 14-19 h. 3e étg.

PALAIS-ROYAL Ds bel imm. Prop. vendent B. 2 P., s. bns., chauf. cent. Ref. neuf. 723-38-74.

15e PONT MIRABEAU EXCELLENT PLACEMENT STUDIOS - 2 PIECES Tout confort. Cuis. équipée. Qualité exceptionnelle. Location et gestion assurées. 073-15-51 - 073-80-23.

LES HAUTS DE PARIS 50 M. Me PELLEPORT PETITS ET GRANDS STUDIOS à partir de 75.800 F. dans imm. entièrem. restauré. Locat. et gestion gratuites assurées par nos soins. BUREAU de VENTE s/place ts les jrs (sf dim.) 11-19 h. 88, r. PELLEPORT. 636-52-00.

7e EXCEPTIONNEL Appartement de rêve 300 m² dans immeuble classé. **JARDIN 1.000 M2** FRANK ARTHUR. 924-07-49.

17e FACE SQUARE STUDIOS, DUPLEX de 75.000 F à 135.000 F. 34, r. E.-LEVEL. 627-78-84.

JUSSIEU Dans bel immeuble rénové. Magnifique studios. Bonne rentabilité. 723-38-74.

AV. BOURDONNAIS Prop. vendent ds bel immeuble P. de T. Splend. livg. + 2 ch. Entr., cuis., s. bns., tél., chauf. cent. PRIX INTERESSANT. 723-38-74.

EXCEPT. TRUDAINE Part. vend ds vieil immeuble appart. 105 m², instal. récente : très grand living, 4 fenêtres, boiseries sculptées + 2 belles pièces + grande entrée, vaste cuisine et salle de bains lux. avec équipements grandes marques. — 280-28-74.

GLACIERE Rare à PARIS. Propriét. vend. Duplex caractère. Tout confort. Avec jardin. 723-37-01.

MONCEAU Magn. living + en DUPLEX. Loggia et grande chambre entièrem. ref. neuf. Bel. imm. STANDING. - AMP. 37-37.

Près Jardin des Plantes 3 pces, salle d'eau. Bon état, 3e étage. 150.000 F. - 707-35-58.

URGT cse dép. 5/6 P. AV. HENRI-MARTIN. Côté soleil. 622-02-17.

XVe GRAND PAVOIS Me LOURMEL imm. réc., stand. **3 P.,** tt confort, 72 m2, téléph. Jeudi de 14 à 18 h : 189, RUE DE LOURMEL.

ILE SAINT-LOUIS DS IMM. DE CARACTERE 5e ETAGE SUR COUR **DBLE LIVING,** cuisine, s. de bains, WC, MOQUET. CHAUFF. TEL. **PRIX 210.000 F** S/place mercr.-jeudi, 14 à 19 h : 13, QUAI D'ANJOU ou 723-91-53

HALLES avant restauration TOT. Propriét. vd SURFACE à aménager. - 924-74-85.

MARAIS Refait neuf, tt conft, cuisine équipée, 2 p., 48 m2, très ensoleillé. - 770-74-14.

7e RESID. - EXCEPTIONNEL DUPLEX CARACTERE 100 m2, luxueus. installé, imm. restauré, terrasse aménagée 60 m2. 750.000 F. - RIC. 38-74.

PTE ST-CLOUD, bel imm. rés. sup. liv., 2 ch., 2 san., ch. s. tt cft. 520.000. RIC. 38-74.

PL. d'ITALIE, B. imm. 4 p.p., cuis., bns, cft. 340.000. SEG. 55-31

CONVENTION Beaux 3 pces tt cft impec. bel immeuble, 3e ét., rue et cour, except. 205.000 F - 206-15-30.

TROCADERO Duplex 150 m2, 9e et 10e étage. Bel. terras., gd liv., 2 ch., 2 bs, ch. de serv., gar. T. : 224-00-10.

Région parisienne

MARLY-LE-ROI, partic. vd 5 p. STAND. 7e ét., balc., cuis. am., bns, 2 w.-c., dche, dress., cave, box-parking, piscine, TENNIS. T. 290-000 F. - T. 958-02-23.

NEUILLY St-James ds verdure lux. 2-3 p. dans imm. récent. ALGRAIN - 285-00-59 - 09-54.

P. à P. Maisons-Laffitte, 3 P., 66 m², 150.000 F - 912-22-01.

VERSAILLES, 100 m gare, imm. p. de t., 5 pces 116 m², Balc. sud, s. de b. + s. eau. Tél., 2 park. s./sol. Px 45.700 F. T. 483-60-77.

PANTIN (Me Eglise) Propriétaire vend libres, studios et 2 pièces confort. Crédit important. M. MARTIN, 17, rue Godot-de-Mauroy 75009 Paris - 742-99-09.

Boulogne, dans imm. standing, tr. beau stud., cuis. sép., s. de bns, tt cft, 4e, asc., soleil, bon placem. 102.000 F. URG. 628-79-40.

VERSAILLES. Liv. dble + 5 Pces, 2 Bns, 2 WC, cuis. amén., splendide terrasse. 2 Garages. Prix en rapport. — 242-48-01.

NEUILLY IMM. GRAND STANDING 61, bd Commandant-Charcot. **GD 2 P.** hall, cuis., office dressing, bns, w-c. Balcon + box. Px. 490.000 F. 526-01-50. Merc.-jeud. 14-18 h.

BOULOGNE Imm. récent ét. élev. Asc. Balcon. Vues Seine et côteau. **GD 5 P.** Tél. Pos. park. Px 410.000. 526-01-58.

LE PECQ 10' R.E.R. Ds imm. bon standing Bel APPT 2 P. = 60 m2, part. état, cuis. équipée, confort, gar. AGENCE de la TERRASSE LE VESINET - 976-05-90

NEUILLY. Imb. rav. ref. neuf, entr., dble liv. + chb. cuis. éq., bns, tél., 240.000 F - 325-03-16.

Province

NICE Ouest. Dern. étage. Vue MER - MONTAGNE 3' Promenade Anglais APPT-VILLA, 4 P., Terr. 270 m² hall-sél. marbre, ch., moq., 2 s. de bs couleur, chff. électr. ind., isolation phon., cave, park. s/sol 550.000 F. Crédit possible 80 %.

CAGNES-s/MER. Haut. Vue dégagée - Calme. RESIDENT. - Gde VILLA jumelée mve, jard. privé 650 m² env. R.-de-J. s. jeux 40 m² pce serv., ch. cent. maz., cave, gar. 1er niv. 6 pièces, 2 sal. de bs, cuis., balcon avec barbecue. 520.000 F. Crédit possible 80 %. **ADIC** 31, avenue Jean-Médecin 06000 NICE Tél. 88-50-06

BORD LAC LEMAN Vue IMPRENAB. Studios état neuf aménagés, bloc cuisine, w.-c., s. eau. ch., moquette. Pr. 85.000 av. 17.000. AVIS, 7, rue Evian, Thonon. T. (50) 71-06-13.

appartem. achat

ACH. URGENT RIVE GAUCHE Préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, STUDIO - Paiement comptant chez notaire - Tél. : 873-23-55.

ACHETE URGENT COMPTANT Cbre bonne Paris - 873-20-67.

RECH. GDS APPTS 160 m2 MINIM. BEL IMM. STAND. 7e - 16e - 17e ET NEUILLY **GILER S.A.** 59, av. d'Iéna Tél. 260-36-80

RECH. GDS STUDIOS OU 2 P. AV. TERR. SI POSS. **GILER S.A.** 59, av. d'Iéna Tél. 260-36-80

URGENT RECHERCHE 4 à 7 p. tt cft, 16e, 8e, 17e, Rive gauche, Neuilly. Michel & Reyl, 265-90-05.

DISPOSE CAPITAUX Achète comptant 11e, 12e, 13e, VINCENNES, appts 2 à 5 p., même sans confort. 345-86-41.

appartements occupés

R. SAINT-JACQUES Propr. vdent ds imm. tt cft Appart. occupé 4/5 p. et duplex. 723-38-53.

INVALIDES Prop. vendent dans imm. P. de T. ravalé, appartements 3 pièces. 723-38-58.

bureaux

BUREAUX A LOUER OUEST DE PARIS CHATOU-VILLE NOUVELLE Entièrement terminés. **260 F LE M2** Pour renseign. et visite : **Tél. : 754-15-45.**

15e CAMBRONNE dans immeuble neuf, standing **530 M2 A LOUER** Bureaux cloisonnés. FONCIP, - ANJ. 90-73.

Me RANELAGH A VENDRE local 124 M2 pr bureaux. R.-ch., entr. directe sur rue. Immeuble grd standg. Lignes téléphon. Parkings. PIERRE BATON - 704-55-55.

PL. SAINT-AUGUSTIN A LOUER 2 bureaux ds imm. de bureaux gd standing, climatisation, service telex, téléphone, salle de conférences, parkings. Tél. 522-32-20 ou 65-39.

RUEIL-BUZENVAL A VENDRE OU A LOUER PETIT IMMEUBLE DE BUREAUX NEUF Immédiatement disponible 2.800 m² sur 5 niveaux + archives + parkings Possibilité location fractionnée G.S.C.I.C. Division des Equipements Tour Maine-Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 Paris, Cédex 15. Tél. : 538-14-07, poste 1.021.

NEUILLY Pptaire loue 1 ou plus, bureaux immeuble neuf. Tél. : 758-12-40.

hôtels-partic.

XVIe O.R.T.F. - Hôtel Partic. 10 pièces, gar., petit jardin. 1.100.000 F. - AMP. 55-71.

Courbevoie résid. Belle demeure 19e siècle, style Mansart, état parf. 200 m2 hab. + jard. 200 m2 325-00-06 et 288-97-61

PORTE-D'AUTEUIL HOTEL PARTIC. 324 M2 dont 240 m2 commercial + JDIN 150 m2, 1.600.000 F. NEVEU & CIE. JAS. 51-84.

viagers

Rech. viager libre, 2 pces, cuis. Tt cft.S/Paris ou banl. proche. Tél. CLI. 02-38, de 14 à 17 h.

Vendez aux meill. conditions **FONCIAL** 36 ans référ. Expert. gratuite 19, bd Malesherbes. 266-32-35.

Près AV. NIEL S/Rue calme, Beau 3 p. tt cft. dans bel H.P. 70.000 + 2.600 F. Occup. 1 T. **F. CRUZ**, 8, rue La Boétie. 265-68-90.

Libre Chatou B. ppté verdure Calme, 9 p. tt cft. Av. 400.000 + rente viagère sur 2 têtes. **F. CRUZ**, 8, rue La Boétie. 265-68-90.

Vendez rapidement en viager. Expertise gratuite. Discrétion. ETUDE LODEL. Tél. 700-00-99. 35, bd Voltaire, PARIS-XIe.

constructions neuves

POUR LE PRIX D'UN STUDIO A PARIS, IL EST PLUS RENTABLE D'EN ACHETER TROIS A TOULOUSE.

Un studio à Toulouse ne coûte que 42 500 F. Situé au cœur de ce qui serait le quartier latin toulousain, il se loue 360 F par mois.
Faites vos comptes, si vous disposez de quoi acheter un studio à Paris, vous pouvez en prendre trois à Toulouse. Alors fractionnez votre investissement, vous savez bien que c'est plus rentable. *Crédit 80%. Location et gestion assurées sur place.*
A Toulouse vous êtes gagnant. Demandez à Floréat. On vous en dira plus sur le programme de l'Orée du Bois.

floreat 19, rue des Martyrs 75009 Paris *tél. : 285.09.64/10.15*

Une maison sur mesures à vos mesures... BUREAU D'ETUDES DU BATIMENT Construction et restauration LUDOVIC FREPPAZ 56, r. de Catigny, 80820 ARREST 16-22-26-91-11 Tél. 2.

RUEIL Résidence du Château près Eglise STUDIOS ET 3 PIECES. 31-33, RUE DU CHATEAU. Visite samedi toute la journée. Dim. après-midi. ALM. 13-72.

immeubles

7e 28 M RUE DE SEVRES GIRPA Propriétaire vend **MURS DE BOUTIQUES** Bail 3/6/9 - Importants rapports - Pleine activité. 325-25-25

RECH. PAIEMENT COMPTANT immeubles import., de qualité, libres ou occupés, préfér. burx SOGEPAT, 25, rue Marbeuf, Tél. : 225-89-21 et 359-82-67.

MARAIS Imm. de bureaux 2.700 m2 lib. Asc. Chauffage centr. - 247-13-47.

NANCY. A vendre gros immeuble rapport, 10.000 F par mois. 21 897 P M. B.P. 1.580 NANCY.

villas

CACHAN. Villa, jard., 780 m2. Park. 6 autos + cave + gar. + séj. + 2 terras. + 2 s. bns + 5 ch. Px 580.000 F. Tél. repas : 735-88-29.

LE VESINET 5 MIN. R.E.R. 9, route de La Passerelle Villa de caractère, double liv., 5 chbr., garage, dépend. Terrain 700 m², gde façade. Secteur calme et boisé. Tél. 603-17-00 et 603-31-85.

30 km PARIS Autoroute Ouest, sortie Orgeval Villa neuve disponible, 5 pièces + combles aménageables. Bordure Bois. Prox. Gare. 30' Saint-Lazare - 360.000 F. Tél. : 963-69-59.

LES ESSARTS-LE-ROI - Très belle villa neuve, double séjour 32 m2 + 3 chbr. Jardin 411 m2. Parf. état. 250.000 F. - 951-61-03.

pavillons

Rech. préf. CLAMART, pavill. 100 m2. Calme. Tél. apr. 19 h. 631-01-30 ou écrire no 6.984, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e).

PLESSIS-ROBINSON pr. Bois. Ville 10 P. Gd jardin, travaux. - LIT. 76-47.

BOURG-LA-REINE - Rue privée, calme Très beau pavillon moderne, vaste séjour avec cheminée et balcon. 5 chambres + lingerie, grande cuisine, bains + douche, 2 w.-c., lavabos, gar. 2 voit., caves, laverie, chff. maz. Terr. 400 m2. Affaire très agréable. Prix 600.000 F. - 661-85-85.

77 part. vd pavillon F4, tél., gar., jardin 200 m2, proche gare GRETZ-ARM. 170.000 F av. CF. Tél. : 407-18-63.

locaux commerciaux

6e Vends libre avec MURS BOUTIQ. + dépendance + 2 Pièces. 774-64-50, matin.

OFFRE EXCEPTIONNELLE A LOUER LOCAL Superficie 260 m² comportant 16 bureaux et salle de conférence, compl. agencés. 10 tél. groupés. 8 park. Lib. Imméd. 450 F LE M2 Tél. : 359-92-30 - 92-79 - 29-04.

JUAN-LES-PINS. A sais. ds im. gd stdg, bord mer. Local vide 200 m2 av. vitrine 4 m. vendu sous valeur av. murs 450.000 F. Conviendrait tous commerces. Cab. MANCONI, réd. « Jardin de la Pinède », bd de la Pinède 06160 Juan-les-Pins. Tél. 61-18-88.

Part. cède droit au bail local commercial, près Sentier, sur 2 niveaux, 600 m2, 2 tél., Tél. : 236-61-47.

fonds de commerce

AUBERGE NIVERNAISE TYP.- 15 km Nevers. Avec lic. ou s. lic. gde salle + 2 chbres, gar., s. d'eau, gren. à amén. + jard. (250 m2). Px : 130.000 F. Téléph. : 857-00-78.

NEGOCE AVEC FAÇONNAGE Ss connais. spéc. Tr. fte expans. Bénéf. prouvé 74 : 300.000. Prix 450.000 + stock : 65.000 F. **C.C.I.C.** 122, Champs-Elysées, (8e) 359-46-91.

domaines

CHER DOMAINE 300 ha cult. en placem. 8.000 l'Ha. - Belle propriété 250 Ha dont 35 ha Terres, bois, étangs, chasse et pêche. BATTON, 19, rte de Lignières, 18200 ORVAL. Tél. (36) 96-24-12.

Réserves foncières

15 mn Marseille. 120 ha. Réserve fonc. 2 km village. Exceptionnel. 1.900.000 F. Placem. 1er ordre. ANTIBAGENCE, 90, bd Wilson, 06160 JUAN-LES-PINS Tél. (93) 61-18-81 - 61-32-78

VAR - Dom. 350 ha en pl. expl. Elev. - Moutons - Cér. - Bât. 1 h de Cannes. 3.800.000 F. ANTIBAGENCE, 90, bd Wilson, 06160 JUAN-LES-PINS Tél. (93) 61-18-81 - 61-32-78

STE-MAXIME (83), 12 km mer, propr. 530 ha, 3 km front de route, 11.500 F l'ha. Très val. placem. prem. ordre. Rendem. différé. Vendu réserve fonc. Eau - Electr. - Par le propr. ANTIBAGENCE, 90, bd Wilson, 06160 JUAN-LES-PINS. T. : (93) 61-18-81 et 61-32-78.

VAR. Cause succes., 700 ha seul tenant, vendu réserve fonc. au prix incroyable de 0,50 F le m2, soit 3.500.000 F, p. réalis. rap. ANTIBAGENCE, 90, bd Wilson, 06160 JUAN-LES-PINS. T. (93) 61-18-81 et 61-32-78.

propriétés

Juan-l.-Pins, cap d'Ant., versant ouest. Prop. parc 4.000 m2. Villa maîtres, 10 p., pisc., villa d'amis 4 p., vue mer féer. 1.900.000 F. ANTIBAGENCE, 90 bd Wilson, 06160 JUAN-LES-PINS. Téléph. : (93) 61-18-81 - 61-32-78.

17 km Moulins, Allier, splend. moulin rénové, sur 5 ha parc. avec rivière. 12 pièces, tout confort. Affaire exceptionnelle. Téléphone : 266-46-40.

Villennes-sur-Seine, dans ILE. Parc 5.500 m2, quai 80 m., 7 p. confort, 950.000 F. T. 265-68-90.

Ville Tourist. Périgord Noir. Partic. vend Maison caractère restaurée, possibilité commerces. Prix : 160.000 F. TOURLAND, 46300 GOURDON - Tél. : (65) 37-06-42.

CANNES. Uniq. Propr. pieds ds l'eau, bâtie s/1.700 m2 env. Villa maître pl.-pied, liv., 5 ch., 2 s. de ba, 1 s. d., cuis., wc, mais. gard. 2.235.000 F. Antibagence, 90, bd Wilson - 06160 Juan-les-Pins. Tél. (93) 61-18-81 / 61-32-78.

PROVENCE SUD-LUBERON Mas rénové 7 p. + dép. cour int. 4 ha, jolie vue, 30 km Aix. Px 500.000 F. Agence CATIER 84360 LAURIS. Tél. : 46.

TRES BELLE MAISON 15 km de Cannes, 9 chambres, gd living, 3 s. de bains, w.-c. indépendants, 2 garages, très grand jardin agrémenté, piscine possible. Gaz, électricité, village tout près. Ecrire Mme LEFEBVRE, 6, rue Mondovi, 75001 PARIS.

75 km PARIS Ouest près rivière mais. 7 p. p. gar., jdin 1.000 m2 px 155.000 à déb. Agce Porchon 27 Ezy-sur-Eure. T. (37) 64-93-61.

CAP D'ANTIBES versant ouest, Juan-les-Pins, extraordinaire propriété. Mille et une nuits. Parc complanté 16.000 m2, villa de maîtres, living, cheminée, salon, 5 chbres, 4 bains, terrasses, barbecue, piscine, boulodrome, 2 villas indépendantes amis, 1 villa gardiens, garages voitures. Antibagence, 90, bd Wilson, 06160 Juan-les-Pins. Tél. (93) 61-18-81 et 61-32-78.

HAUT DE CAGNES (Cagnes-s-mer). Demeure 18e siècle, exp. sud, vue imprenable, mer, montagnes. 240 m2 habitables sur 4 niveaux, tout confort, impeccable, poutres apparentes, tomettes orig., feuillets anciens. Antibagence, 90, bd Wilson 06160 JUAN-LES-PINS. Tél. : (93) 61-18-81 et 61-32-78.

10 km Mâcon, église romane habitable+terrain. T. 272-17-54 h.d.b.

Vends région SOISSONS 100 km de Paris **BELLE PROPRIETE** 12 p. tt cft dans magnif. parc ombragé de 5 ha, communs et garages. Px 800.000 F, à saisir l'UNION IMMOBILIERE 35, rue Saint-Martin. SOISSONS. Tél. : 53-32-21.

terrains

WISSOUS près ORLY Terrain 72.000 m2 conv. pour entrepôt ou magas. gde surf. VION S.A., 7, place Vendôme, Paris (1er) - 260-04-93.

LAMORLAYE Près de Chantilly, terrain à bâtir de 1.024 m2, fac. 20 m., toutes viabilités. Prix 102.000 F. H.T. Tél. : 457-12-02.

locations non meublé[es]

Offre

Paris

PARIS (12e) SANS COMMISSIO[N] Importante Société l[oue] ds immeuble neuf, bon s[tanding] Studio 38 m2, loyer 77[…] charges 155 F, parking 2 pièces, 60 m2, loyer 1[…] charges 242 F, parking 4 pièces, 80 m2, loyer 1[…] charges 334 F, parking S'adresser : 220, rue d[u Faubourg-] Saint-Antoine - 345-17[…]

PARIS (19e) Me Place-des-Fêtes SANS COMMISSIO[N] Immeuble tout conf[ort] 3 pièces, 82 m2, loyer 1[…] charges 226 F, parking 5 pièces, 87 m2, loyer 1[…] charges 317 F, parking S'adresser au Régis[seur] 25-29, rue des Lilas Tél. [illegible]

LOCATIONS SANS AGE[NCE] OFFICE des LOCATAI[RES] 45, rue Maricart, Métro D[…] 6, r. Ph.-Dangeau, Ver[sailles] 84, rue d'Alésia. Tél. 53[…]

AUTEUIL Imm. récent [illegible] terrass., tél. [illegible]

5, rue VANEAU - [illegible] **FACE JARDIN** [illegible] 3 P., 2[…] terrasse. Ce jour 13 h 30[…]

PARIS (13e) SANS INTERMEDIAI[RE] Immeuble neuf tout c[onfort] face Me Porte d'[Italie] 2 pces 45 m2 : 675 [...] 3 pces 66 m2 : 964 à [...] 4 pces 77 m2 : 1.100 à [...] 5 pces 88 m2 : 1.208 [...] Charges et parking [...] S'adresser au Régis[seur] 82-84, bd Masséna - 5[…]

11, r. Rousselet. Imm. [...] et 2 p., tt cft, 800 à 1.200 S/place ce jour et jeudi, [...]

Propriétaires louent stu[dios] appts. - 720-07-18 - 720-[…]

PARIS-XIV 23, rue Bézard. 26, rue des Plantes A louer directem. par propriét. sans frais d'[agence] studios et 2 pces tout [confort] Tél. : 266-18-65.

15e IMM. NF JAM. HAB[ITÉ] dern. étg. **100 M2** av. terr. 57[…]

XVIIe MALHERBE Très beau 7 pces décor[…] 3.000 F plus charges. 9[…]

Région parisienn[e]

VILLE-D'AVRAY. Appt 2 ch. + dble living. 5[…] (St-Lazare). Grand BA[…] 1.700 ch. compr. Téléph., Tél. : 945-54-32.

NEUILLY près Me. Ds nf, gd studio 1.000 F + charges. - 56[…]

PTE CHAMPERRET-NE[UILLY] Gd studio, stand., tél., chauff. cent. 900 F. - 526[…]

Demande

Paris

Part. de préf. à part. ch. proxim. muséum hist. 1.000 F ttc maxi. T. 331-29[…] 10 à 17 h. ou 964-19-000 apr[…]

Demande

Région parisienne

Région MUREAUX. Rech F2, F3. Part. de préf. à [...] Tél. 922-93-71.

ING. ch. SS. AGCE, 4 à [...] BANLIEUE OUEST - 950[…]

locations meublées

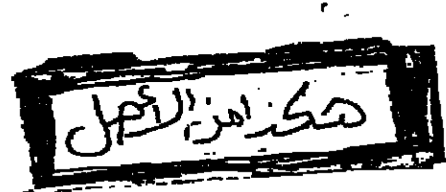
Offre

Région parisienne

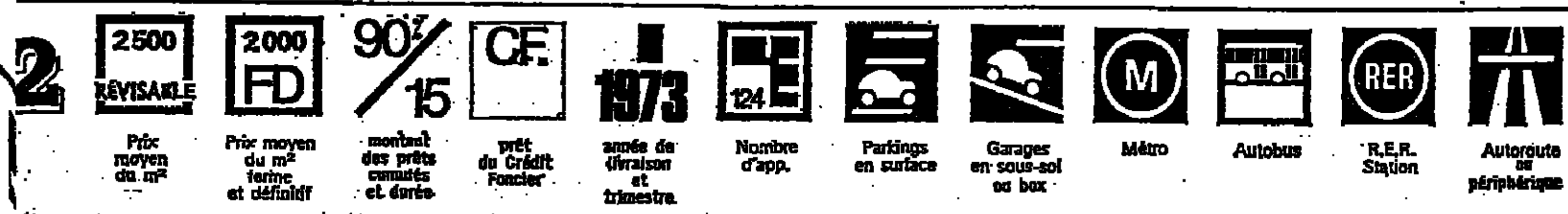
NEUILLY Studio meub[lé] Tél. CALME Tél. le matin : 504-65-84

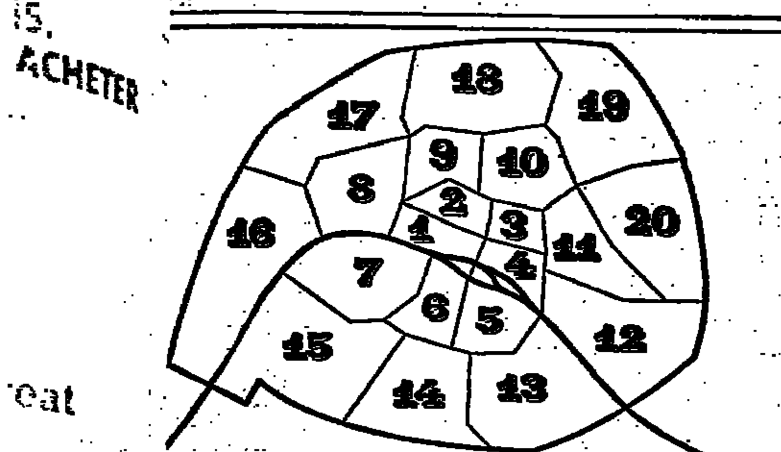
maisons de campagne

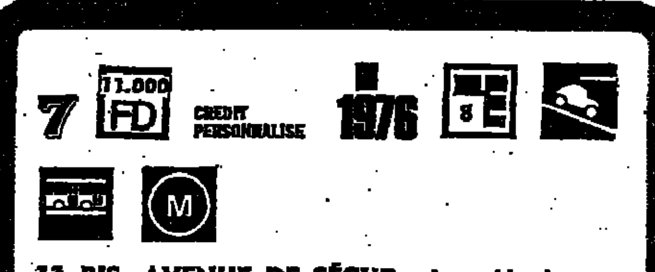
Part. vend **MAISON CAMPA[GNE]** pr. ORGEVAL. 160 m2 hab[…] Terr. Grange. - Tél. 975-[…]

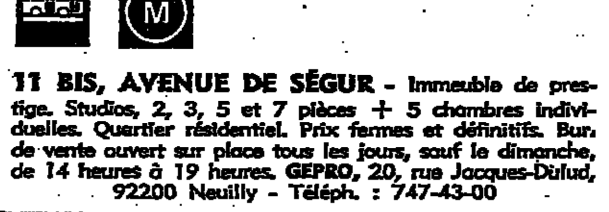


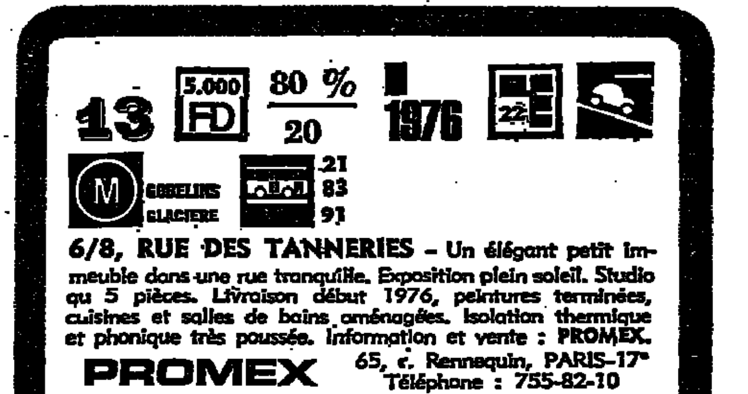
E MONDE IMMOBILIER PARIS.



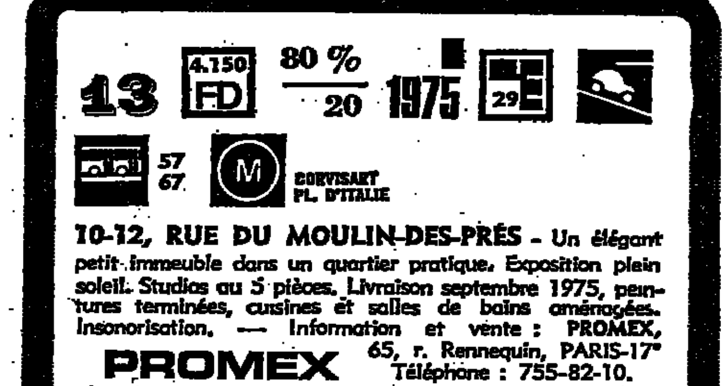


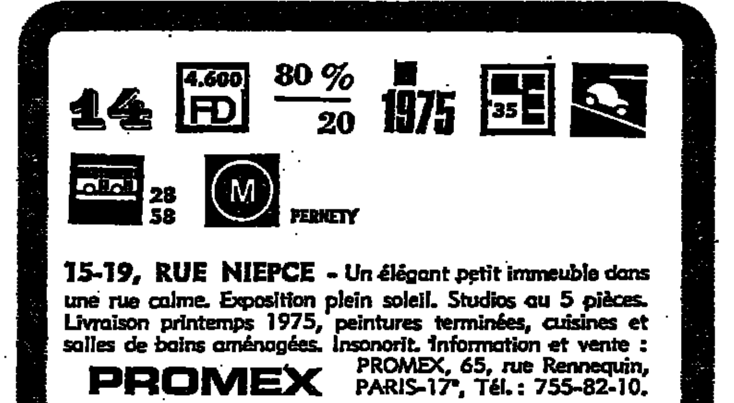


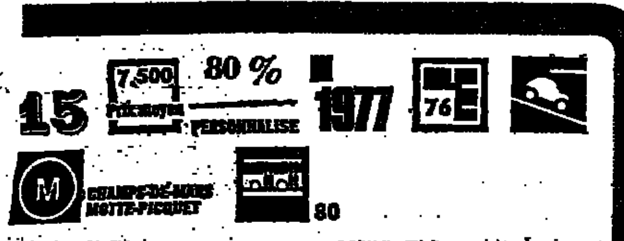




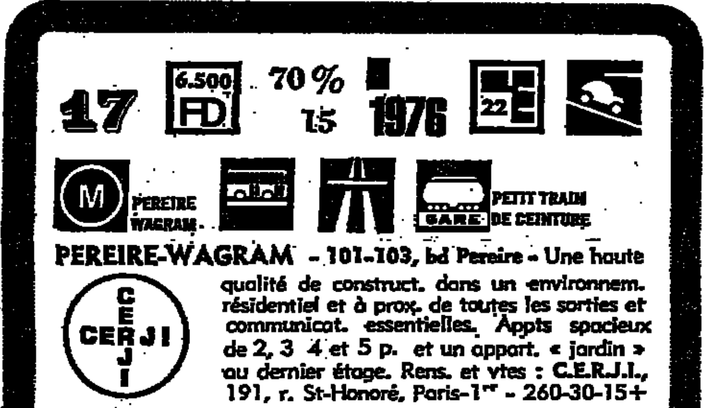








IMMEUBLE « INVALIDES-SUFFREN » - 54, av. de la Motte-Picquet - Imm. de 8 ét. sit. dans le Village suisse, r. Champ-de-Mars. Apport. lux. équip. av. magnif. loggias. St. au 4 p. Boxes. A 10 mn Étoile, Quartier Latin et Opéra. Bur. vte s. pl. ouv. sam., dim., lundi apr.-m., 10 à 18 h 30.
ZANNETTACCI 734-75-60 - 15, av. Matignon, 75008 Paris - 359-98-32.



PROCHAINES PARUTIONS : « LE MONDE IMMOBILIER PARIS », le 17 SEPTEMBRE. — « LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE », le 12 SEPTEMBRE

Chambre Syndicale des Promoteurs Constructeurs de la Région Parisienne

3, avenue du Président-Wilson, Paris-16e. Tél. : 723-36-54

... (M. Michau), 11, rue Boudreau (9e), ...1-09-85.
...U (M. Savy), 7, boulevard Malesherbes (8e), 265-09-99.
...CORDE, 20, rue du Cirque (8e), ...-89-42.
... (M. Heckly), 126, boulevard Haussmann (8e), 387-19-20.
...N S.A. (M. Baron), 118, rue de ...ugirard (6e), 260-33-02.
... (M. Verbeke), avenue des Sablons, ...230 Dammartin-en-Goële, 436-32-37 ...32-15.
... (M. Mahès), 3, pl. du Louvre (1er), ...6-76-34.
...CHET (M), 15, av. du Général-Leclerc, ... - Boulogne-sur-Seine, 605-52-15.
...NET EDGAR-QUINET (M. Morvan), ...-22, r. Edgar-Quinet, 92 - Courbevoie-...con, 333-15-04.
...GI (M. Stéphan), 57, avenue Franklin-...oosevelt (8e), 359-52-95.
... (M. Douroux), 11, rue Marbeuf (8e), ...5-10-26.
... (M. Pommeret), 15, rue Poussin ...6e), 224-13-00.
...P.I.M. (M. Nisolle), 34, rue Balard ...5e), 579-54-57.
...BATIM (M. Adida), 31-33, Champs-...ysées (8e), 225-94-82.
...IOZ M. Croizé), tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine (15e), ...38-14-41.
... (M. Bleynie), 45, rue de Courcelles ...e), 227-04-30.
...E (M. Berlia), tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine (15e), ...38-14-41.
...EST (M. Duban), 10, rue Danielle-...asanova (2e), 742-44-78.
... (M. Salalin), 21, avenue Pierre-Ier-...e-Serbie (16e), 720-49-70.
...EDIM, 12, r. Roquépine (8e), 265-34-56.
...EPART (M. Chataing), 5, rue du Havre ...e), 522-08-79.

COGEREAL (M. Boyer), 74, rue Saint-Lazare (9e), 285-40-86.
CONSORTIUM PARIS FONCIER M. Gouault), 30, avenue George-V (8e), 261-51-86.
CONSTRUCTIONS - EUROPE (M. Metzger), 107, rue de la République, 92-Puteaux, 775-81-77.
CONSTRUCTION FRANÇAISE (M. Tarayre), 121, bd de Sébastopol (2e), 231-18-90.
COPRIM (M. Marder), 5, rue Antoine-Bourdelle (15e), 544-00-78.
DAN - PROMOTION (M. Danan), 27, rue Hamelin (16), 727-82-12.
DOBOIN, 103, boulevard Malesherbes (8e), 522-97-41.
ECOTRAGE (M. Jouvent), 26, rue Paul-Barruel (15e), 828-84-54.
E.P.I. (M. Palissolo), 63, rue Pierre-Charron (8e), 225-38-50.
ESSEL (MM. Saupic et Langiano), 16, rue B.-Gante, 93 - Villemomble, 738-28-05.
ETUPRO (M. Maubert), 4, rue de Miromesnil (8e), 265-53-84.
FEAU S.A. et FEAU PROMOTION (M. D. Féau - M. A. Brebam), 132, boulevard Haussmann (8e), 522-69-34.
FONCIERE DES CHAMPS-ELYSEES (MM. Salmon et Paricaud), 144, avenue des Champs-Elysées (8e), 359-92-41.
FONCIMMO (M. Liner), 1, rue Louis-le-Grand (2e), 742-17-59.
FRANCKLIN S.A. (M. Badault), 1 bis, rue de Copenhague (8e), 387-79-30.
G.C.P. (M. Mayer), 47, rue Chabrol (10e), 246-82-64.
G.C.P.A. (M. Tiffen), 174, boulevard Haussmann (8e), 924-93-33.
G.E.E.R.I. (M. Quétand), 12, impasse du Mont-Tonnerre (15e), 783-84-70.
GEFIC (M. Cerf), 52, avenue des Champs-Elysées (8e), 256-98-98.
GEPRO (M. Belleval), 20, rue Jacques-Dulud, 92 - Neuilly, 747-43-00.

GRETIMA (M. Javitte), 20, avenue Franklin-Roosevelt (8e), 225-51-11.
GRIMM (M. Guillemin), 69, rue La Fayette (9e), 523-24-50.
GUY LAMARRE S.A. (M. Lamarre), 45, rue de Lourmel (15e), 579-45-84.
HENNEBERT (P), 41, rue E.-Cavell, 92 - Courbevoie, 333-01-09.
IMMOBILIERE FRANCE S.A. (M. Samartani), 90, avenue des Champs-Elysées (8e), 607-30-95.
IMMOBILIERE CHARDA (M. Charbit), 27, rue Hamelin (16e), 727-82-12.
IMMOPROMOTION (M. Fenet), 193, r. Saint-Merry, 77 - Fontainebleau, 422-33-86.
IMMOTEC (M. Lecocq), 26, rue Murillo (8e), 267-01-00.
INFORMATION IMMOBILIERE (M. Marinal), 23, bd des Capucines (2e), 266-56-50.
INTERCONSTRUCTION (M. de Robert de la Fregeyre), 51, rue de Sèvres, 92 - Boulogne, 603-10-87.
JOHN ARTHUR & TIFFEN (M. Tiffen), 174, bd Haussmann (8e), 924-93-33.
LAFONT & Cie (M. Lafont), 27, rue de la Faisanderie (16e), 553-97-59.
LARDANT (L.), 10, boulevard d'Ormesson, 95 - Enghien-les-Bains, 989-66-00.
LEVITT FRANCE (M. Lorant), 42, avenue Montaigne (8e), 256-82-00.
LOUVRE-PROMOTION (M. Courret), 5, rue Beethoven (16e), 288-50-40.
LUCIA (M. Vigne), 96, avenue de Suffren (15e), 783-55-70.
MANERA S.A. (M. Fouillet), 96, avenue d'Iéna (16e), 723-72-27.
MAZET ET VALETTE (M. Monsaingeon), 14, av. F.-Roosevelt (8e), 256-55-11.
MERCIER, 42, rue La Pérouse, 704-52-28.
MEUNIER PROMOTION (M. Meyer), 2, rue du Helder (9e), 246-92-53.
MICHEL BERNARD S.A.R.L. (M. Bosoni), 7, avenue de la Grande-Armée (17e), 727-03-11.

NORBERT BLANC S.A. (M. Weisz), Euro-building, 3, sente des Dorées (19e), 607-89-76.
NOVIM (M. Dallieux), 2, avenue Montaigne (8e), 225-98-30.
OCEFI (M. Picoin), 168, rue de Grenelle (7e), 705-37-10.
ORBISA FRANCE S.A. (M. Lafosse), 14, rue de Bassano (8e), 720-37-86.
OUEST IMMOBILIER PROMOTION (M. Letu), 9, place de la Libération, 92-Sèvres, 027-57-40.
PAUL MOREAU S.A. (M. Moreau), 12, rue Saint-Florentin (1er), 260-39-11.
POLYCOM (M. Billard), 75, bd Pereire (17e), 227-59-20.
PRECIM (M. Thébault), 2, avenue Le Nôtre - 7, rue Thiers, 78 - St-Germain, 973-38-52.
PROMOGIM (M. Rolloy), 9, avenue de Freidland (8e), 225-18-82.
PROMOTION BERNARD-LEVY (M. J. Bernard), 24, avenue de Friedland (8e), 924-09-84.
PROMOTION J. CONTE (M. J. Conte), 28-30, r. de Chazelles (17e), 267-40-60.
RESIDENCE FRANÇAISE (M. Haye), 10, rue D.-Casanova (2e), 742-44-78.
RIVAUD (M. de Lestrade), 11, rue N.-D.-des-Victoires (2e), 260-99-51.
SACI (M. Albertini), 50, avenue Daumesnil (12e), 346-13-00.
SAERI (Mme Gavelle-Poupon), 1, rue Lord-Byron (8e), 225-32-86.
SECADIM (M. Huc), 321 bis, rue de Charenton (12e), 344-15-38.
S.E.C.I. (M. Chatel), 5, avenue Bertie-Albrecht (8e), 766-51-76.
S.E.E.R.I. (M. Laurent), 22, rue Violet (15e), 567-54-02.
SEFIMA (M. Vita Salama), 146, boulevard Haussmann (8e), 622-35-05.
SEFRI (M. J.-C. Aaron, tour Maine-Montparnasse - 33, av. du Maine (15e), 538-14-41.

SEGIC (M. Samuel), 96, bd Auguste-Blanqui (13e), 337-98-42.
SEGIMO (M. Garnier), 3, avenue des Chasseurs (17e), 227-93-93.
SEICAP (M. Chadoutaud), 113, boulevard Haussmann (8e), 073-73-45.
SEMTIC (M. Basuyaux), 59, rue de Courcelles (8e), 766-51-71.
SEPRIMO (MM. Doux et Lescoat), 233, rue Saint-Honoré (1er).
SERIM (M. Basilaire), 58, rue de l'Arcade (8e), 387-52-11.
SERROR, 8-10, rue de la Bienfaisance (8e), 522-63-70.
SERVIM-PROMOTION (M. Faugon), 8, av. Franklin-Roosevelt (8e), 256-24-29.
SETADIM (M. Reault), 47, avenue Hoche (8e), 622-52-02.
SETAG (M. Lenoan), 46, avenue Kléber (16e), 553-30-70.
SETFINA (M. J. Vellierot), 12, avenue George-V (8e), 359-53-32.
S.G.I.I. (M. Monsaingeon), 14, avenue F.-Roosevelt (8e), 256-55-11.
S.G.M.I. (M. Loyer), 30, avenue de l'Opéra (1er), 742-17-89.
S.I.D.C. (M. Squercioni), 2, place Rio-de-Janeiro (8e), 292-22-11.
SIEPRO (M. Cantegrit), 47, rue de Liège (8e), 387-46-33.
SIFRAM (M. Ducongé), 18, rue des Pyramides (1er), 260-48-02.
SIVEGI (M. Lachaize), 15, avenue de l'Opéra (1er), 260-30-00.
S.M.C.I. (M. Pelège), 19, rue Auber (9e), 073-83-95.
SOCIETE D'OCCIDENT (MM. Mage et Pujos), 6, rond-point des Champs-Elysées (8e), 359-98-32.
SOFAP (M. Fredière), 2, place Rio-de-Janeiro (8e), 292-22-11.
SOFINIM (M. Strugo), 17, rue Saint-Florentin (8e), 260-39-82.

SOFRACIM (M. Real), 50, avenue Daumesnil (12e), 346-13-00.
SOGEPROM (M. Starck), 50, boulevard Haussmann (9e), 266-54-00.
SOGIFRANCE (M. Cl. Assa), 43, rue de Lisbonne (8e), 924-73-35.
SOGRIMO (M. Rompteaux), 62, avenue de la Grande-Armée (17e), 755-69-04.
SOMIFRA (MM. Polton et Fredet), 23, rue de l'Amiral-d'Estaing (16e), 720-82-56.
SOPIEC-NERET-MINET S.A. (MM. Néret-Minet), 51, avenue F.-Roosevelt (8e), 225-62-20.
SOPRICA (Mme D. Fège), 194, boulevard Pereire (17e), 754-06-51.
SOSIM (M. Mauvais), 157, av. du Gl-de-Gaulle, 92- Neuilly, 747-61-00.
SOVIM (M. Ehrhard), 75-77, rue du Père-Corentin (14e), 589-36-90.
S.P.D.I. (M. Carat), 137, av. du Général-Leclerc, 92 - Bourg-la-Reine, 350-14-80.
S.P.E.I. (M. Jaeger), 14, av. Franklin-Roosevelt (8e), 256-55-11.
SPIC (M. Hayat), 54, avenue de Versailles (16e), 224-75-63.
STANDARD IMMOBILIERE (M. Ognibène), 30, rue de Miromesnil (8e), 266-49-35.
STIM (M. Bouygues), 129, rue de l'Abbé-Groult (15e), 532-27-09.
TIFFEN PROMOTION (M. Tiffen), 174, bd Haussmann (8e), 924-93-33.
URAC (M. Retru), 188, boulevard Voltaire (11e), 805-51-40.

La Chambre Syndicale des Promoteurs-Constructeurs de la Région Parisienne, organisme régi par le Livre III du Code du Travail, s'efforce de promouvoir une meilleure qualité des prestations et des logements construits, mais ne peut ni couvrir ni assurer la responsabilité que pourraient encourir ses adhérents à l'occasion de l'exercice de leur profession.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'exploitation du tunnel franco-italien

DIX ANS SOUS LE MONT BLANC

Il y a dix ans, presque jour pour jour — cela s'est passé le 19 juillet 1965, — était mis en service le tunnel routier sous le mont Blanc : 11 600 mètres de galerie à travers une montagne prestigieuse. Ce fut un événement.

A cette occasion, M. Edouard Balladur, président de la Société concessionnaire française pour la construction et l'exploitation de l'ouvrage — il s'agit d'une société d'économie mixte, au capital de 44 millions de francs répartis entre l'Etat français (52 %), le département de la Haute-Savoie (13 %), le canton et la ville de Genève (7 %) et des actionnaires privés —, a dressé un bilan.

Le développement du trafic, a-t-il dit, a été très rapide : 592 450 véhicules (dont 44 856 poids lourds) en 1966, première année pleine d'exploitation ; 981 587 véhicules (dont 330 600 poids lourds) en 1974. Ce sont au total près de huit millions de véhicules qui ont emprunté le tunnel en dix ans.

La société, qui a réalisé par la perception de péage environ 27 millions de chiffre d'affaires en 1974 sur la portion française du tunnel, a déjà presque totalement remboursé ses emprunts, et son exploitation devient de plus en plus bénéficiaire. Depuis 1969, elle a en outre pu payer un dividende à tous ses actionnaires, dont l'Etat, a ajouté M. Balladur.

Le tunnel a donc été une réussite, mais quand on retrouve les discours prononcés et les perspectives avancées il y a dix ans on s'aperçoit qu'une partie des idées qu'il symbolisait ont perdu beaucoup de leur pertinence. Un exemple : les perspectives de l'augmentation du parc automobile étaient telles à l'époque qu'on envisageait, à peine ouverte la galerie actuelle, d'en creuser une seconde. Le projet n'a pas été repris.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LA RÉGION PARISIENNE S'APPELLERA RÉGION ILE-DE-FRANCE

Le gouvernement vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale les projets de loi réformant le statut de Paris et de celui de la région parisienne. Il est notamment proposé au Parlement d'appeler désormais celle-ci « région Ile-de-France ».

Au cours de sa séance du 8 juillet, le conseil d'administration du district de la région parisienne a entendu un rapport de M. Guy Rabourdin, maire U.D.R. de Chelles (Seine-et-Marne), sur les lieux de réunion possibles du futur conseil régional. En effet, les locaux de la rue Barbet-de-Jouy (septième arrondissement), ne comportent que 147 places, alors que 250 seront nécessaires. Des contacts ont été pris avec le Conseil économique et social, qui accepte de prêter provisoirement sa salle du Palais d'Iéna. Le conseil d'administration a décidé, par ailleurs, d'entamer des négociations en vue d'acquérir des immeubles qui jouxtent ses bureaux, rue Barbet-de-Jouy.

Il a confirmé l'avis favorable qu'il avait émis le 18 février dernier à propos de l'implantation de centrales nucléaires dans la région parisienne. Il demande notamment *« que les décisions définitives* (concernant le choix des sites) *ne soient prises qu'après une vaste concertation entre les élus et les techniciens. (...) Il croit de plus en plus indispensable que l'effort d'information et d'éducation entrepris, soit poursuivi sans défaillance ».*

● PARIS-RUNGIS, CAPITALE AGRICOLE. — Dans l'article consacré à l'extension des activités du marché de Rungis et intitulé « Paris, capitale agricole et alimentaire » (*le Monde* du 8 juillet), il était annoncé que devraient disparaître la moitié des commerces de gros dans le secteur « beurre-œufs-fromages », le tiers des commerces de fruits et légumes et le quart des entreprises de la « marée ». Ces pourcentages concernent, en fait, les disparitions d'entreprises survenues depuis 1969.

● RUE PIETONNIERE PLACE DU LOUVRE. — Une rue piétonnière est mise en place depuis le 3 juillet et jusqu'au 30 décembre devant la mairie du 1er arrondissement et l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois. Des bacs à fleurs interdiront l'accès des véhicules. La circulation sera déviée par la rue de l'Amiral-de-Coligny.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Pas de solution facile pour vaincre le chômage

(Suite de la première page.)

Selon M. Mitterrand, la croissance du produit national brut ne sera ni de 4 %, ni de 3 % (premières prévisions officielles), ni de 2,1 % (prévision officielle révisée), mais, *« au mieux, de 0 à 1 % ».* Le nombre des chômeurs n'est pas de 834 900 en mai, comme le disent les chiffres officiels, mais il doit dépasser 1 200 000, et on peut estimer qu'à la fin de 1975 il sera supérieur à 1 500 000.

Quant à la hausse des prix, elle reste forte : elle ne sera pas cette année de l'ordre de 8 %, comme le gouvernement le prévoit, mais plutôt de l'ordre de 11 %.

Ce sombre tableau semble assez bien correspondre à la réalité probable. Il rejoint les avertissements qu'ont lancés depuis quelques semaines plusieurs des plus grands patrons français qui ont fait savoir, tel M. Roger Martin, président-directeur général de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, et M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, que les entreprises ont désormais épuisé tous les moyens dont elles ont usé jusqu'à maintenant pour éviter les licenciements massifs.

Mais une analyse de caractère politique verse presque nécessairement dans la polémique, même si son auteur s'en défend et incline à l'objectivité. Le premier secrétaire du parti socialiste, qui avait préconisé pendant la campagne présidentielle une réévaluation du franc et son retour dans le « serpent » communautaire, estime que cete opération décidée par M. Valéry Giscard d'Estang est dénuée de signification dans la mesure où elle n'est pas l'aboutissement d'une *« action cohérente ».* Si l'action du gouvernement avait été à ce point incohérente, le cours du franc vis-à-vis du DM et des autres monnaies du « serpent » aurait-il depuis le 15 mai dernier retrouvé son niveau d'avant le 19 janver 1974 (date où le franc a quitté le « serpent ») ?

De même, M. Mitterrand paraît sévère quand il attire l'attention sur le déficit de la balance des paiements, qu'il évalue à 5 milliards de francs pour 1975. En réalité, la balance des paiements courants est actuellement équilibrée et, si l'on tient compte des mouvements de capitaux, elle dégage un surplus sur lequel, il est vrai, on aurait tort de compter, étant donnés les brusques retournements qui peuvent se produire dans ce domaine. Sans doute le gouvernement a-t-il tort de continuer d'encourager les entreprises françaises à s'endetter à l'extérieur, mais ce ne sont plus les emprunts à l'étranger qui expliquent la bonne tenue du franc, et leur volume a plutôt tendance à décroître (à cause de la faiblesse de la conjoncture).

Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement n'a pas vu, au printemps dernier, alors que toutes les conditions de la crise étaient réunies, que le rétablissement de l'équilibre extérieur — remarquablement réussi, bien qu'il ne soit pas propre à la France (le redressement italien est encore plus spectaculaire) — ne pouvait s'opérer qu'au prix d'une chute de l'activité et donc finalement, d'une baisse du niveau de vie.

Ajoutons que M. Mitterrand comble une lacune de l'information officielle en montrant que, sous le double effet de l'inflation (qui augmente les coûts) et de la récession en 1975 (qui diminue fortement les recettes fiscales), le budget français connaîtra sans doute un déficit important que le premier secrétaire évalue à quelque 10 milliards de francs, du même ordre de grandeur que celui de l'année 1968.

La lumière... pour 1976

Une série d'enquêtes et de rapports officiels laisse prévoir que la récession continuera au moins jusqu'à la fin de l'année, même si (selon certains experts, un début de reprise est possible dès l'automne. Pour la première fois, une proportion importante de chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Les marges bénéficiaires ayant également fortement diminué pour les ventes à l'étranger, on assiste actuellement à un ralentissement de l'effort des firmes pour développer leurs débouchés extérieurs qui, de toute façon, se contractent à cause de la conjoncture mondiale, comme le note (voir p. 23) Michel Boyer, qui montre à ce propos les dangers qu'il y a à trop miser sur l'exportation comme on continue à le faire dans cette époque marquée par une résurgence de l'indéracinable mercantilisme.

Si les chefs d'entreprise interrogés par l'Institut de la statistique prévoient pour 1976 (on en est encore loin !) une progression de 7 à 10 % en volume de leurs investissements, la plupart d'entre eux révèlent que, pour cette année, ils ont révisé en baisse leurs programmes par rapport à l'idée qu'ils s'en faisaient encore en mars dernier : les budgets d'équipement augmenteraient en 1975 de 2 % en valeur ce qui, compte tenu de la hausse des prix, estimée à 10 %, correspondrait à une diminution en volume de l'ordre de 8 %. Pour M. Malterre, dont le rapport doit être examiné ce mercredi 9 par le Conseil économique et social, *« il est à craindre, même dans l'hypothèse optimiste, que la reprise ne s'amorce réellement que l'an prochain ».* Et le rapporteur d'ajouter imperturbablement que cela *« rend encore plus difficiles les perspectives de l'emploi ».* (*Le Monde* du 4 juillet.)

Les experts de la Communauté économique européenne paraissent, quant à eux, assez perplexes. Ils tablent, en tout cas, pour les neuf pays du Marché commun, sur une croissance négative en 1975, ce qui paraît une appréciation plus juste que celle à laquelle s'obstine le gouvernement français. *« Il n'est pas sûr que le point le plus bas de la récession ait déjà été atteint »*, estime la commission que préside M. François-Xavier Ortoli, laquelle toutefois découvre *« un certain nombre de conditions favorables à une reprise de l'activité économique au cours de l'automne »*, si bien qu'en 1976 la Communauté pourrait connaître globalement un taux de croissance d'environ 4 %.

C'est également sur une reprise de cette ampleur que compte M. Emile Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E., pour les vingt-quatre pays membres de cette organisation (c'est-à-dire pour la quasi-totalité des pays industrialisés du monde capitaliste). Une des raisons de cet optimisme relatif est, aussi bien pour les experts de Bruxelles que pour ceux du château de la Muette à Paris, l'influence de la conjoncture américaine dont le redressement, selon eux et la plupart des experts d'outre-Atlantique, est attesté par des *« signes évidents ».* Ces signes sont-ils aussi évidents qu'on veut bien le dire ? Les statistiques avancées sont encore difficiles à interpréter et fragmentaires. Il nous semble qu'il faudra encore attendre au moins plusieurs semaines pour commencer à y voir un peu plus clair.

Les autres motifs d'espoir qu'avance la Communauté économique européenne paraissent pour le moins aussi discutables, bien qu'ils reflètent des préjugés solidement ancrés dans l'esprit de la plupart des économistes. Les experts de Bruxelles citent, parmi les éléments favorables, l'importance des déficits budgétaires alors que rien n'est moins sûr que de pareils déficits puissent durablement soutenir l'activité économique : une fois le voile de l'inflation déchiré, on devrait s'apercevoir qu'un déficit budgétaire est nécessairement financé par prélèvement sur des ressources réelles dont on peut penser que souvent elles pourraient être employées de façon plus productive par ceux qui en disposaient initialement.

Du reste, la récession actuelle, particulièrement sévère en Allemagne et aux Etats-Unis, est accompagnée dans ces deux pays par des déficits publics qui atteignent depuis plusieurs années des niveaux encore jamais enregistrés. De même, les experts voient dans la baisse des taux d'intérêt un autre présage. Mais n'est-ce pas prendre l'effet pour la cause ? La baisse du loyer de l'argent exprime en réalité la diminution des taux de profit qui ne manque jamais de se produire après une longue période d'inflation.

Pour sortir des difficultés actuelles, les hommes politiques et les experts préconisent tous une relance de la consommation. Tel est le cas du patronat français dans sa quasi-totalité et aussi de M. François Mitterrand, lequel, il faut le souligner, se montre conscient des difficultés de l'entreprise et de ses limites. Comme nous avons déjà eu l'occasion plusieurs fois de le dire, c'est en analysant la situation de l'appareil de production que l'on peut comprendre les origines de la crise actuelle. La dure vérité est qu'il n'y a aucune solution facile pour diminuer le chômage et la récession, conséquence inéluctable des abus qui ont été faits du crédit au cours des années passées. Si le gouvernement ne parle pas lui-même de relance par la consommation, il est clair qu'il s'est déjà au moins partiellement engagé dans cette voie et que ses dernières hésitations risquent fort d'être emportées par l'aggravation probable de la conjoncture à l'automne prochain.

M. François Mitterrand critique les mesures qui ont déjà été prises pour favoriser les investissements, estimant, non sans raison, qu'elles ne provoqueront aucune augmentation des programmes d'équipement, mais que les entreprises en profiteront pour améliorer leur situation de trésorerie, ce qui, remarquons-le en passant, est en soi une bonne chose. Le premier secrétaire reproche aux mesures incitatives (détaxation fiscale et bonification de taux d'intérêt) offertes aux chefs d'entreprises de favoriser les investissements destinés à améliorer la productivité, ce qui, indirectement, aura pour conséquence d'aggraver encore le chômage. Ce reproche ne paraît pas justifié si l'on s'en tient du moins à la lettre des textes officiels, qui excluent expressément de tels investissements du [bénéf]ice des aides gouvernemen[tales]... mais le gouvernement n[e] ... pas sur ce point la même ... que M. Mitterrand ? Alors qu[e les] entreprises souffrent de [l'aug]mentation de leurs coûts, la ... [sor]tie » de la récession actuel[le ne] passe-t-elle pas par une amé[liora]tion de la productivité, mê[me si] celle-ci, dans un premier t[emps,] peut parfois malheureuseme[nt se] traduire par des débauchage[s sup]plémentaires.

PAUL FABI[RA]

SIDÉRURGIE

LES ANNÉES SE SUIVENT ET NE SE RESSEMBLENT PAS

Présentant son rapport annuel, M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, a avancé l'idée d'une discipline internationale de la production et des échanges d'acier, pour éviter le retour d'une crise qui ne saurait se reproduire sans menacer l'existence des entreprises et l'unité de leur marché. Une fois la prospérité revenue, une telle idée serait-elle encore retenue par des partenaires moins inquiets ? De plus, ne convenait-il pas de se rappeler qu'il y a un an les augures de la sidérurgie française se félicitaient encore d'une haute conjoncture qui devait se maintenir jusqu'à l'été 1975 ? L'expérience incite à la prudence d'où le souhait que nous exprimions dans le dernier paragraphe de l'article consacré aux propos de M. Ferry parus dans nos éditions du 9 juillet.

AUTOMOBILE

UN NOUVEAU PRÉSIDE[NT] A LA TÊTE DE CHRYSL[ER]

M. John Riccardo a été n[ommé] le 8 juillet président du c[onseil] d'administration de la troi[sième] firme automobile américa[ine] Chrysler. Il succèdera effe[ctive]ment le 1er octobre à M. ... Townsend, qui avait annon[cé le] 3 juillet son intention de d[émis]sionner de son poste. M. T[own]send, président de Chrysler d[epuis] neuf ans, a été l'objet de ... critiques à la suite des ma[uvais] résultats enregistrés par la f[irme] qui a perdu 52 millions de d[ollars] (210 millions de francs env[iron]) en 1974.

M. John Riccardo, âgé de [cin]quante et un ans, était dir[ecteur] de la firme, il sera remplacé ... poste par M. Eugène Cafien...

● LA SAVIEM A ENREGI[STRÉ] EN 1974 DES PERTE[S DE] 8,5 MILLIONS DE FRA[NCS] en dépit d'une progressi[on de] 18 % de son chiffre d'af[faires] (2,55 milliards). Ces ma[uvais] résultats du premier con[struc]teur français de véhicules [utili]taires (camions, cars, au[tobus,] tracteurs, etc.) s'expliquer[aient, se]lon la firme, par *« l'évo[lution] défavorable de la conjon[cture] au cours du second sem[estre] et la faiblesse correspon[dante] des livraisons sur le m[arché] français ».* La baisse des [com]mandes, note-t-elle dan[s son] compte rendu annuel d'ac[tivité,] a atteint jusqu'à 70 % e[n no]vembre 1974, et la progr[ession] des ventes à l'étranger ... de plus qu'en 1973) n'a pu [com]penser cet effondrement.

● VOLKSWAGEN ES[PÈRE] FAIRE A NOUVEAU [DES] BENEFICES EN 1976, [après] avoir enregistré en 1974 [des] pertes de 807 millions de [marks] (1,38 milliard de francs ...) et après une année ... qui s'avère *« aussi difficil[e que] la précédente »*, a déclar[é le] 8 juillet M. Toni Schmue[cker,] président du groupe, devan[t les] actionnaires, réunis en as[sem]blée générale. *« L'évol[ution] conjoncturelle d'ensem[ble,]* a-t-il précisé, *ne permet p[as un] prompt rétablissement. L'a[nnée] prochaine, nous essai[erons] d'obtenir un résultat pos[itif.]* Le redressement attendu ... dû, a-t-il ajouté, à la com[mer]cialisation déjà entrepris[e de] cinq nouveaux modèles e[t au] plan d'assainissement ad[opté] le 14 avril 1975, qui prévo[it la] suppression de 25 000 em[plois] d'ici à la fin de 1976.

● SEAT-FIAT RACHETE AU[THI.] — L'usine d'automobiles [Au]thi, filiale du construc[teur] britannique British Leylan[d, a] été rachetée par la société [es]pagnole Seat-Fiat pour [une] somme de 2,3 milliards de [pe]setas (200 millions de fr[ancs] environ). A la suite de d[iffi]cultés financières importan[tes,] l'usine Authi, qui em[ploie] 1 700 salariés avait prati[que]ment fermé ses portes de[puis] le 14 mai. — *(A.F.P.)*

VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COMMERCE EXTÉRIEUR

rs un déclin des exportations françaises ?

les fanfares, le tocsin. s bulletins de triomphe résultats du commerce · français et les valses res, la dure réalité des l'inquiétude. Alors que le de l'économie et des fi- M. Jean-Pierre Fourcade. nait à Moscou les contrats » afin de parvenir au 7 milliards de francs, national de la statisti- liait une enquête pessi- ur les perspectives d'ex- is des industriels.

a première fois, plus du (7 %) des chefs d'entre- errogés au cours de cette réalisée en mai auprès mille trois cents d'entre voyaient une baisse de ffres d'affaires à l'expor- 11 % seulement étalent cas en décembre dernier, mai 1974 et 6 % en mai sens inverse, 44 % des ds s'attendaient à une ation de leurs ventes à r contre 74 % en décem- il y a un an et 61 % il c ans.

de tonus ou prise de ce de la récession mon- es efforts des firmes pour er leurs exportations, qui sensiblement accrus en nt en tout cas, selon légèrement diminué du- premier semestre de cette Ce phénomène paraît lié ntion des marges bénéfi- à l'exportation qui, après sensiblement accrues en sont fortement dégradées second trimestre de l'an

m marché international contracte, les industriels sont en fait confrontés nforcement de la concurrence étrangère : 74 % d'entre eux la jugeaient, en mai, particulièrement forte contre 55 % en décembre et 41 % en mai 1974. Cette opinion, que viennent étayer les difficultés rencontrées pour la conclusion de différents contrats extérieurs, était partagée par les responsables des différents secteurs économiques. De plus, la pression des concurrents est renforcée par le niveau jugé supérieur des prix de vente des produits français : l'écart est estimé à 4,1 % pour l'ensemble de l'industrie (5,2 % pour les biens d'équipement, 3,9 % pour les produits intermédiaires, et 3,2 % pour les biens de consommation).

La dégradation de la compétitivité des produits français à l'extérieur *« est sans doute directement liée à la forte appréciation du franc sur les marchés des changes »*, soulignent les experts de l'INSEE, alors que le dollar et le yen bénéficient de leur sous-évaluation et que la rentrée de la monnaie française dans le « serpent » ne facilitera pas les affaires. Ce handicap a été évoqué par les conseillers du commerce extérieur, qui ont tenu le 8 juillet leur assemblée générale et porté à leur présidence M. Pierre Blum, président du Port autonome de Marseille, en remplacement de M. Max Fléchet, ancien secrétaire d'État. Le ministre du commerce extérieur, M. Norbert Ségard, a annoncé à cette occasion le lancement, en septembre prochain, de *« deux plans professionnels à l'exportation »* pour la construction électrique et la mécanique.

En dépit de ces efforts, les résultats du commerce extérieur français seront moins « brillants » au cours des prochains mois, d'autant qu'à une baisse des exportations peut s'ajouter une hausse des importations, en dehors même de tout phénomène de reprise économique. La concurrence étrangère s'est aussi accentuée sur le marché français : 46 % des industriels interrogés par l'INSEE la jugeaient particulièrement forte, contre 29 % en décembre et 23 % en mai de l'an dernier ; 13 % seulement l'estimaient plutôt faible, contre respectivement 23 % et 28 %.

Les chefs d'entreprises du monde entier cherchent évidemment eux aussi à développer leurs exportations. A son retour des Etats-Unis, le commissaire européen chargé du marché intérieur, M. Gundelach, indiquait que les Américains allaient appliquer une nouvelle stratégie commerciale afin de résorber leur chômage. Il s'agit pour eux d'augmenter leurs ventes à destination des pays européens et, dans ce but, d'adapter les biens de consommation exportables aux normes et aux besoins de ces pays.

Il paraît dès lors illusoire de compter sur les exportations pour soutenir l'activité ou servir de moteur à la relance. *« Construire l'économie française pour l'exportation »*, comme le prépète M. Ségard, paraît dans une certaine mesure relever du mythe. L'exemple allemand serait peut-être sur ce point à méditer, où la dépendance à l'égard de l'étranger fait que la reprise semble compromise sans redémarrage des pays partenaires, alors que justement ceux-ci attendent le redressement outre-Rhin. Les économies occidentales sont ainsi enfermées à l'intérieur d'un cercle, et chacun s'efforce d'exporter ses difficultés. Le retour au protectionnisme ne paraît pouvoir être évité qu'au prix d'un abandon du nationalisme commercial, d'une plus juste appréciation des besoins des hommes et de la construction d'un nouvel ordre international.

MICHEL BOYER.



ÉNERGIE

BILLET

and M. Guillaumat monte en ligne

Pierre Guillaumat, pré- at du groupe pétrolier -Aquitaine, est sorti du ice qu'il avait observé tout long de la polémique sur activités des compagnies olières. La conférence de se annuelle du groupe lui nné l'occasion de se livrer ie défense et illustration l'action des compagnies çaises, et plus spéciale- t du groupe qu'il préside.

Guillaumat a dénoncé à tour « le concert d'in- ces, souvent fruit de orance, de la mauvaise u du laisser-faire (...) » : mise en cause partisane honorabilité de personnes ndues par une commis- parlementaire (...) » ; « les iques » *qui* « provo- t (...) l'ébranlement in- iel et financier tant en ce qu'à l'étranger » *ve- de* « ceux qui voyaient sans satisfaction la puis- politique et la puissance icière échapper à l'Eu- et aux Etats-Unis (...) ».

tes, le ressentiment de Guillaumat peut s'expli- Il n'est jamais agréable e voir reprocher certains nortements quand on ie n'avoir fait que son ir.

urtant, ramener à norance » ou à « la mau- foi » les critiques et tions que des citoyens ont n toute bonne foi, formu- à l'occasion de la crise lière, procède d'un amal- trop rapide. L'histoire compagnies pétrolières — çaises et étrangères — t-elle donc si rose ?

pouvoir politique, tant rance qu'aux Etats-Unis, cidé de mener des études pour une révision du régime fiscal des compagnies pétrolières. M. Lauré a été chargé d'étudier l'organisation du marché pétrolier. Le gouvernement ne serait-il motivé que par de basses considérations démagogiques ?

M. Guillaumat a également évoqué la situation financière des compagnies. Tout au long de l'année 1974, on le sait, celles-ci ont protesté contre les prix appliqués par les pouvoirs publics français sur les différents produits pétroliers, prix qui leur faisaient, affirmaient-elles, perdre de l'argent. De fait, Elf-Erap a enregistré l'an dernier une perte consolidée de 830 millions de francs sur ses activités « raffinage et distribution » en France. Fort heureusement, pour le groupe, les profits enregistrés dans les autres secteurs d'activité (la production de « brut » de gaz et la chimie) lui ont permis d'annoncer un cash-flow consolidé record : 3,8 milliards de francs contre 2,2 milliards en 1973 (ceci, bien sûr, sans tenir compte des fameuses plus-values sur les stocks). Et, pour la première fois, le groupe Elf distribuera un dividende de 50 millions à son actionnaire : l'Etat.

De tels bénéfices (bien inférieurs à ceux réalisés par les Majors), même s'ils sont jugés insuffisants pour faire face aux investissements considérables que le groupe doit effectuer, en particulier en mer du Nord, feront admettre difficilement à une opinion publique « ignorante » ou de « mauvaise foi » que la profession de pétrolier s'apparente à la philanthropie. — J.-M. Q.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A la jeunesse mal aimée

(Suite de la première page.)

Mais je n'ai pas l'impression que les jeunes, dans leur ensemble, soient blasés à l'égard des bienfaits de la société de consommation. Ils auraient plutôt tendance à piétiner à sa porte et à trouver qu'elle ne s'ouvre ni assez vite ni assez largement pour tous.

La jeunesse d'aujourd'hui, au bout du compte, accède très tôt à une majorité économique sans rapport avec ce que pouvait être la condition des jeunes d'autrefois qui n'avaient droit à rien, qui devaient attendre longuement leurs premières expériences et leurs premiers plaisirs.

Entrer dans la carrière

Jamais, en fait, les jeunes n'ont été autant courtisés à travers la littérature, le cinéma, les journaux, le commerce, la politique. Jamais on n'a apporté autant de soins à leur faire croire que leur jeunesse est une valeur essentielle de société. Jamais on ne leur a autant laissé entendre que le monde est à eux, si seulement ils veulent bien se donner la peine de se baisser pour le ramasser. Et ce n'est pas l'Université qui leur dira le contraire.

Pauvre Université ! La mode est de tomber sur elle à bras raccourcis, tant son échec apparaît éclatant face à ce qui devrait être sa double mission : former des hommes et des femmes ; préparer leur insertion professionnelle.

Je ne suis pas de ceux qui l'accablent. D'abord parce que j'ai un profond respect pour ceux qui savent, n'ayant moi-même jamais dépassé le stade du certificat d'études. Ensuite, parce que je suis bien conscient de ce que l'Université, qui vient d'avoir à digérer la plus foudroyante mutation de société, a quelques excuses à faire valoir. Autrefois, elle n'avait à se préoccuper que de préparer une certaine élite, ce qui était relativement facile. Il lui faut aujourd'hui devenir l'Université de tous : et c'est beaucoup plus ardu. Mais le fait est qu'en développant exagérément le culte des valeurs abstraites, la suffisance intellectuelle et la course aux diplômes, l'Université ne contribue pas peu à donner aux jeunes le sentiment qu'il leur suffira d'entrer dans la carrière pour triompher.

La désillusion la plus cruelle

Or qu'est-ce qui attend les petits chefs en herbe qui croyaient serrer la réussite entre leurs bras, chacun à sa manière et à son niveau d'ambition ? La plus vertigineuse des désillusions, l'humiliation la plus cruelle, la claque la plus retentissante. Quittant l'école pour le bureau, l'usine ou l'atelier, ils découvrent qu'ils ne savent pas ce qu'il faut, et qu'ils vont devoir procéder à une longue et difficile adaptation. Découvrent aussi qu'il leur faut se plier aux contraintes d'une hiérarchie pas toujours accueillante et qui les ramène durement à une plus modeste appréciation de leur valeur. Parfois avec une pointe de sadisme, les « vieux » prennent leur revanche, si c'en est une. S'y ajoute la méfiance héritée de 1968 à l'égard des jeunes. Et il arrive que l'entreprise moderne ressemble aux casernes d'autrefois. *« Z'êtes psychologue ? Irez me balayer la cour du quartier ! »*

Bien sûr, je caricature. Mais qui pourrait nier la profondeur du mal, et du malentendu ? Surtout lorsque, en période de crise comme à présent, vient se greffer l'angoisse essentielle et lorsque, pour ceux qui débarquent en rangs serrés sur le marché du travail, le problème n'est pas de trouver un emploi digne d'eux, mais un emploi tout court. S'il le faut, on acceptera n'importe quoi.

C'est déjà fait. Ces dernières années, bien des CAP de couture ou de coiffure ont atterri dans le commerce de détail ou la métallurgie. Et qui n'a pas, dans ses relations, au moins un ethnologue devenu employé aux écritures, ou une licenciée ès lettres transformée en sténodactylo ? Bienheureux encore, ceux-là. Ils ont trouvé — quitte à transporter dans l'entreprise qui les accueille leur compréhensible rancœur. Comment leur en vouloir ? Pour eux, l'aventure s'achève avant d'avoir commencé. Le diplôme se révèle n'être qu'un passeport sans destination. Et les jeunes héros qui se croyaient promis à tous les succès vont peut-être devenir des soldats perdus que guettent le désespoir et la colère.

Donnez-nous les moyens de vos promesses

Les événements de 1968, déjà, sont nés pour une large part de l'angoisse provoquée par cette prise de conscience. Il y avait beaucoup de folklore dans les manifestations extérieures de la remise en cause générale qui s'en est suivi. Transformer la Sorbonne en porcherie n'a jamais fait avancer d'un pouce la révolution, et finalement n'a que peu d'importance. C'est pourtant ce que les bourgeois en ont retenu. Après quoi, les chandelles éteintes et le calme revenu, ils ont poussé un soupir de soulagement en s'empressant d'oublier cette petite récréation d'enfants mal élevés où la Vᵉ République avait pourtant failli laisser sa peau et à laquelle, en fait, le général de Gaulle n'a pas survécu politiquement. Quant à moi, je me souviens de tout, des vérités comme des excès. Je n'ai oublié ni l'enthousiasme, l'espoir et l'imagination trop vite retombés ; ni ce que signifiait, au-delà de toute idéologie, l'explosion de 1968, ni les traces profondes qu'elle a laissées.

« Donnez-nous les moyens de vos promesses. » Voilà, notamment, ce que signifiait cette révolte. Nous ne les avons pas donnés. « Rendez-nous le sens et la possibilité d'une aventure qui en vaille la peine. » Nous ne les avons pas rendus. Il est vrai que beaucoup de jeunes en étaient incapables et qu'eux aussi, dans leur grande majorité, ont été soulagés de voir les choses reprendre leur cours. On ne peut pas, à la fois, vouloir s'abriter sous des diplômes-parapluies et galoper à travers les steppes. D'ailleurs, est-ce qu'il y a encore des steppes ?

Un monde cloisonné

Jamais les affaires, l'administration, les carrières créatives même, n'ont été aussi cloisonnées et fermées. Partout des barrières, des chicanes et des guichets. « Votre billet, S.V.P. Au fait, de quelle grande école sortez-vous ? » Une nouvelle aristocratie est née, ou plutôt un système de castes, qui d'ENA en HEC et de Sciences-Po en X, verrouille l'accès du pouvoir à tous ceux qui ne sont pas « nés ». Est-ce qu'une aventure comme celle que j'ai connue serait encore possible ?

Sans doute : je suis persuadé qu'il y aura toujours des garçons et des filles capables de faire sauter tous les verrous. Mais il leur faudrait, beaucoup plus durement encore que je ne l'ai fait, sortir des schémas traditionnels. Dans un monde dominé par l'informatique, le marketing-management et le contrôle de gestion, l'étau se resserre sur l'imagination et l'esprit d'aventure. C'est bien parce que j'en suis persuadé que j'ai créé la Fondation de la Vocation : pour faire une entorse à la cruelle logique du système.

En tout cas, il faut essayer de trouver des solutions. Transformer l'Université ? On s'y emploie, de réforme en réforme, mais la tâche n'est pas près d'aboutir. Transformer l'entreprise ? Cela aussi pose un certain nombre de problèmes. Moi, je ne vois pas si loin. Je n'ai pas vocation de prophète et je me contente de solutions plus terre à terre. En attendant de pouvoir ajuster parfaitement, si on y arrive jamais, la formation au marché de l'emploi, il me paraît évident qu'il serait sage de donner aux jeunes la possibilité de s'initier, avant qu'il ne soit trop tard, à l'entreprise, à ses méthodes, à son esprit : non pas en se contentant de développer les stages où l'étudiant, accueilli par charité, en est réduit, avec le sentiment de déranger tout le monde, à faire du tourisme industriel. Mais en obligeant l'entreprise à devenir véritablement le relais de l'Université, pour un complément de formation qui, donné « en situation », constitue un pont entre les études et le métier.

C'est dans cet esprit que j'ai préconisé dès 1968 — dans les colonnes du *Monde* — la création d'urgence de *cent mille emplois pour cent mille étudiants*. De quoi s'agissait-il ? De donner aux jeunes la possibilité de s'immerger à temps partiel dans la vie professionnelle tout en poursuivant leurs études. Rien à voir avec un service obligatoire : ils auraient eu le choix de bénéficier ou non de cette posibilité; le choix aussi du secteur, dans la mesure des places disponibles. A l'époque, j'avais calculé que les cent mille emplois à créer représentaient pour les entreprises quelque 1 % de leurs effectifs. Possible, non ?

Malgré les encouragements du ministre du travail en place, M. Fontanet, j'ai reçu des milieux professionnels un accueil glacial. Sept ans plus tard, rien de sérieux n'a été fait et le problème reste entier. Il s'est même probablement aggravé.

Devant la violence de la tempête qui souffle sur le marché du travail, le gouvernement vient de prendre une série de dispositions qui encouragent les entreprises à créer des situations pour les jeunes. C'est bien. Ne pourrait-on essayer de faire un pas de plus et de chercher, là aussi, là surtout, le changement. Je veux dire s'atteler pour de bon au difficile ajustement de la pédagogie d'Université et de la pédagogie d'entreprise, au cours d'une période probatoire où l'homme et son métier se cherchent, se reconnaissent et se choisissent. Peut-être aussi la dynamique d'une idée simple et d'une formule-choc...

« Si tu veux travailler pour un an, dit un proverbe chinois, *sème du blé. Pour dix ans plante un arbre. Pour trente ans : forme des hommes ! »*

MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le patronat s'engage à embaucher quarante mille jeunes à l'automne

Le président de la Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.), M. René Lamigeon, a annoncé, mardi 8 juillet, que le patronat du bâtiment s'engageait à donner un emploi, l'automne prochain, aux quarante mille jeunes — ouvriers qualifiés, hautement qualifiés ou agents de maîtrise — sortant des écoles de formation professionnelle spécialisées (vingt et un mille cinq cents) ou terminant leur apprentissage (dix-huit mille cinq cents).

Il s'agissait, en quelque sorte, d' « exorciser » la crise dans laquelle le bâtiment s'enfonce depuis plusieurs mois : diminution de 11 % des mises en chantier d'octobre à mars ; réduction du nombre des permis de construire pour les bâtiments commerciaux (—38 %) et les bureaux (—16 %) ; baisse de 7 à 8 % des effectifs salariés en avril et mai ; augmentation (+20 %) du nombre des faillite par rapport à 1974.

Toutefois, M. Lamigeon « *refuse de sacrifier une politique de longue haleine aux contraintes du moment, si dures soient-elles* ». La profession s'est donc engagée à embaucher les jeunes qui ont entrepris, il y a trois ans, des études dans ce secteur. « *C'est un acte de confiance dans l'avenir* », a précisé le président de la F.N.B. Une confiance qu'il ne veut pas aveugle. Elle est confortée « *par la certitude que tout sera mis en œuvre dans les prochaines semaines pour assurer à la construction la reprise d'une activité normale* ». Et il a noté que « *si les choses restent en l'état côté prix plafonds, la hausse des coûts de construction, qui continue, les rendra inactuels à la fin de l'automne* ».

Assistaient à cette « cérémonie » MM. Ceyrac, président du C.N.P.F., Barrot, secrétaire d'État au logement, Galley. Le ministre de l'équipement, qui a noté que « *la période n'est pas facile* », a reconnu que les mesures de soutien prises par le gouvernement « *n'ont pas donné jusqu'à présent les résultats que l'on en attend* ». L'effort se poursuivra néanmoins : maintien du programme de logements aidés (quatre cent dix mille) dans la loi de finances ; augmentation de 15 % des autorisations de programmes du ministère ; accentuation de la politique de rénovation de l'habitat ancien.

1,5 milliard de prêts aux collectivités locales

Dans le secteur des travaux publics, M. Chirac, qui a reçu mardi 8 juillet M. Clément, président de la Fédération des travaux publics, a confirmé que la Caisse des dépôts et la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales vont ouvrir 1,5 milliard de F de crédit aux communes ou aux départements pour le financement des travaux de voierie (voir *le Monde* du 9 juillet). En outre le premier ministre s'est déclaré favorable au lancement de l'emprunt professionnel dès le début septembre et à son augmentation de 500.000 à 750.000 F. Enfin, M. Chirac a laissé entendre que d'autres mesures pourraient suivre. « *Sans être au bout de nos peines, nous cheminons vers un avenir moins pessimiste* », a déclaré M. Clément.

● « ALIMENTATION - VACANCES 75 », tel est le nom de la campagne lancée par le ministère de l'agriculture pour renforcer pendant la période estivale les contrôles de la qualité des aliments dans les départements touristiques. Les services de la répression des fraudes et vétérinaires vont accroître les actions d'information, mais aussi de répression auprès des commerçants et des restaurateurs. En 1974, la même opération avait permis le contrôle de trente-six mille points de vente qui a débouché sur sept mille avertissements et trois mille procès-verbaux ou saisies.

AGRICULTURE

Pour protester contre la dégradation de la situation dans l'agricul

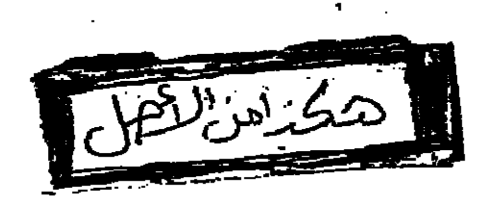
Le MODEF participera à la journée d'action du 10 jui

« *La situation intolérable qui est faite aux petits et moyens exploitants est la conséquence de la soumission de la politique agricole aux impératifs des monopoles bancaires et industriels* », estime le comité directeur du Mouvement des exploitants familiaux (MODEF), qui vient de se réunir à Dax. Prix insuffisants, concurrence des produits étrangers, inefficacité des organisme de soutien des marchés, accumulation de stocks dépréciés, aggravation des baux ruraux, telles sont, aux yeux du MODEF, les principales caractéristiques de la conjoncture qui menace l'agriculture d'une « *crise grave* ». Toutefois, le Mouvement ajoute à la liste « *la mévente des produits agricoles* », qui est provoquée « *par la réduction du pouvoir d'achat des consommateurs, laquelle est aggravée par le développement du chômage* ». Bref, « *pour que se conjuguent le plus tôt possible les actions de toutes les victimes de la crise économique* », le MODEF a décidé l'envoi d'une délégation au rassemblement organisé le 10 juillet à Paris par la C.G.T. et la C.F.D.T.

En ce qui concerne la qualité des blés, les céréaliers du Mouvement demandent l'application de mesures pour différencier les variétés panifiables des variétés fourragères à haut rendement, notamment par le mélange de seigle aux semences de blés non panifiables et par le contrôle dans les champs.

LE C.N.J.A. : un budget « inadmissible ».

Les exploitants familiaux ne sont pas les seuls mécontents : Mme Simone Martin, vice-présidente du Centre des jeunes (C.N.J.A.), écrit dans la revue du syndicat qu'il est « inadmissible » que le budget de l'agriculture pour 1976 progresse moins (9,6 %) que l'ensemble du budget de la nation (12 à 13 %). Ne s'agit-il pas d'une « manœuvre » en prévision de la conférence annuelle ? demande Mme Martin. « *On commence par pressurer les chapitres dont on pense qu'ils ont de bonnes chances de faire l'objet de revendications professionnelles. Ainsi recueille-t-on ensuite la gloire de les satisfaire. (...) Qu'on ne se méprenne pas. Jouer les enfants de chœur n'est pa passe-temps favori* », con vice-présidente du C.N.J. ajoute au mécontenteme Jeunes Agriculteurs le rep décisions du conseil de cation.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
8 JUILLET

Tassement

urs françaises se sont cours de la séance de a contrasté avec celle dont le déroulement satisfaisant.

marché toujours très baisses l'ont largement r les hausses.

gement d'humeur peut ué à plusieurs causes, pérateurs mettent en ré de chacun : repli de et, légère tension des érêt, rumeurs plus ou ndées d'augmentation ur les revenus élevés, s, ce fameux dossier de n des plus-values.

, le dollar s'est quelque consolidant sa hausse

nt de Carrefour, Miche- -Alcatel, Pricel, Prin- stitut Mérieux, Labora- n, Skis Rossignol.

de C.F.A.O., de SCOA, k-Fives, de Générale de et surtout de Dumez, oureusement progressé t derechef à son plus s.

chements de coupons se suivis, notamment sur aise des Pétroles qui, par solde, a légè- chi.

ent général des valeurs , notamment des amé- victimes du repli de t (Du Pont de Nemours, et des allemandes, à de Deutschebank. roles internationaux, re- Petrofina, Norsk-Hydro

nes d'or sont restées s.

marché du métal, léger du lingot et du kilo en 2 215 F et 22 125 F con- F et 22 220, le volume actions restant faible ons de francs contre ms).

oléon gagne 0,40 F à la rente 4 1/2 % 1973 au-dessus de 230 F.

lu marché monétaire és .... 7 5/8 %.

LONDRES

L'attitude conciliante du Syndicat des mineurs à l'égard du plan anti-inflationniste favorise une nouvelle hausse des cours mercredi matin. Les industrielles progressent de plusieurs pence, de même que les banques, les assurances et les pétroles. Légère reprise des mines d'or. Stabilité des fonds d'Etat.

OR (ouverture) dollars : 164 90 contre 164 ..

VALEURS	CLOTURE 8/7	COURS 9/7
War Loan 3 ½ %	25 1 8	25 1 8
Beechamps	290 .	293 1/2
British Petroleum	537	539 1/2
Shell	316 ...	321 ...
Vickers	138 ...	139 ...
Imperial Chemical	263 .	273 ..
Courtaulds	128	129 .
De Beers	312 .	311 1/2
*Western Holdings	36 1/2	36 3/4
Rio Tinto Zinc Corp	182 ...	184 ...
*West Driefontein	46 3/4	48 1/2

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	7 juill.	8 juill.
Valeurs françaises....	124,2	123,3
Valeurs étrangères ..	128,3	126,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	72,1	71,6

NOUVELLES DES SOCIETES

BANQUE DE NEUFLIZE SCHLUMBERGER MALLET-SANOFI-CHOAY S.A. — L'offre d'achat présentée aux actionnaires de Choay S.A. par la banque de Neuflize Schlumberger Mallet pour le compte de la Sanofi (Omnium financier Aquitaine pour l'hygiène et la santé), filiale de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, vient de recevoir une suite favorable. Sanofi détiendra désormais près de 36 % du capital de Choay S.A. et pourra poursuivre sa politique de regroupement dans les secteurs de l'hygiène et de la santé.

LOCATEL. — Les 367 200 actions de 50 F nominal constituant le capital de la Société seront admises le 11 juillet 1975 à la cote officielle de la Bourse de Paris ainsi que les 61 200 obligations convertibles 8 % émises en 1974.

HITACHI LTD. — Le bénéfice net consolidé pour l'exercice clos le 31 mars a baissé de 56 % et n'atteindra que 35,14 milliards de yens contre 79,84 milliards de yens en 1973-1974. Cette diminution des bénéfices est la conséquence de la réduction de la production, de la hausse du loyer de l'argent, de l'augmentation de la main-d'œuvre, et du prix accru des différentes matières premières.

NEW YORK

La baisse se ralentit

La tendance s'est encore alourdie mardi à Wall Street, mais grâce à un léger mouvement de reprise intervenu durant la seconde partie de la séance les pertes ont été beaucoup moins importantes que la veille, et, en clôture, l'indice des industrielles s'inscrivait à 857,79, soit à 3,29 points seulement au-dessous de son niveau précédent.

Si la baisse s'est ralentie, l'activité, en revanche, s'est accrue : 18,99 millions de titres ont changé de mains contre 15,85 millions.

La légère détente enregistrée sur les taux d'intérêt à court terme a un peu rassuré les opérateurs, qui prenaient assez au sérieux le renchérissement dont ces taux étaient l'objet ces derniers temps. En déclarant qu'une nouvelle baisse du loyer de l'argent n'était pas exclue le président de la Manufacturers Hanover a lui aussi contribué à renforcer la résistance du marché.

Plusieurs compartiments ont encore baissé : les produits chimiques, la construction électrique, les cuivres, les papiers, les chemins de fer, les magasins, les cinémas et les pétroles.

Sur 1 835 valeurs traitées, 799 ont fléchi, 622 ont monté et 414 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 169,86 (+ 0,65) ; services publics, 83,24 (— 0,35).

VALEURS	COURS 7/7	COURS 8/7
Alcoa	45 1 4	45 ...
A.T.T.	50 3/4	50 ...
Boeing	28 7/8	28 7/8
Chase Manhattan Bank	37 3 8	37 1/8
Du Pont de Nemours	124 ..	122 1/2
Eastman Kodak	102 1/8	102 1 4
Exxon	90 1 2	89 3 4
Ford	40 1 2	40 5/8
General Electric	51 3/4	51 5 8
General Foods	25 5 8	26 1/4
General Motors	48 1/2	49 5/8
Goodyear	18 1/4	18 5/8
I.B.M.	204 ...	206 1/8
I.T.T.	23 1/2	23 3/8
Kennecott	38 7 8	38 1/8
Mobil Oil	46 1 4	46 ...
Pfizer	31 ...	31 3 8
Schlumberger	86 1/8	86 5/8
Texaco	26 ...	26 1 4
U.A.L. Inc.	19 7/8	21 1 8
Union Carbide	60 ...	59 1 4
U.S. Steel	58 7/8	60 1 8
Westinghouse	18 1/8	18 ...
Xerox	67 1/4	68 1/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	8/7	9/7
1 dollar (en yens) ...	295 75	295 90

BOURSE DE PARIS — 8 JUILLET — COMPTANT

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (La).....	C385	371	Séquanaise Banq.	208 ..	205 .	Un. imm. France	110 50	112 ..
Préservatrice S.A.	341 50	341 50	SLIMINCO......	135 ..	135 10	Acier Investiss.	100	100 50
Prévoyance.....	1691	1685 C.	Sté Cont. Banque	..	70 50	Fr. Inv. Fr. Etr...	. ..	136 ..
Protectrice A.I.R.	235	233	SOFICOMI......	143 ..	143 ..	Gestion Sélect.	d189 ..	185 50

MARCHÉ A TERME

…enu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer … cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8 7	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 148	4 132	4 14
Canada ($ can. 1)	4 033	3 999	4 03
Allemagne (100 DM)	172 525	172 340	171 50
Belgique (100 fr.)	11 542	11 518	10 95
Danemark (100 krd.)	74 270	74 070	74 25
Espagne (100 pes.)	7 320	7 287	7 35
Grande-Bretagne (£ 1)	9 054	9 069	5 10
Italie (100 lires)	0 648	0 647	0 64
Norvège (100 krn.)	82 170	82 220	82 25
Pays-Bas (100 fl.)	166 200	166 185	166 .
Portugal (100 esc.)	16 670	16 670	16 75
Suède (100 krs.)	103 250	103 220	102 75
Suisse (100 fr.)	161 975	161 780	162 25

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/7
Or fin (kilo en barre)	22220 ..	22150 ..
Or fin (kilo en lingot)	22270 ..	22215 ..
Pièce française (20 fr.)	242 60	243 ..
Pièce française (10 fr.)	174 50	173 ..
Pièce suisse (20 fr.)	228	227 10
Union latine (20 fr.)	209 90	210 10
Souverain	214 70	214 90
Pièce de 20 dollars	1026	1028 40
Pièce de 10 dollars	610 ..	512 ..
Pièce de 5 dollars	351	...
Pièce de 50 pesos	901 50	905 .
Pièce de 10 florins	197 ..	195 10

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

LIRE ÉGALEMENT

Le numéro du « Monde » daté 9 juillet 1975 a été tiré à 517 830 exemplaires.



A B C D F G H

M. Giscard d'Estaing veut améliorer le rendement du Parlement

M. Giscard d'Estaing étudiera vendredi 11 juillet le problème de l'organisation des travaux parlementaires au cours d'un déjeuner à l'Elysée auquel il a convié MM. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, Alain Poher, président du Sénat, et Jacques Chirac, premier ministre.

Mercredi 9 juillet, devant le conseil des ministres, M. René Tomasini, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, a fait une communication dans laquelle il a notamment indiqué, à propos de la prochaine session, que trente-deux projets étaient d'ores et déjà en instance devant le Parlement. Parmi ceux-ci, sept sont en cours de lecture et quatorze sont déposés à l'Assemblée nationale, deux sont en cours de lecture et neuf sont déposés devant le Sénat. Il a rappelé que la discussion budgétaire occuperait l'Assemblée nationale pour la première lecture de la loi de finances du 21 octobre au 19 novembre.

M. Tomasini a cité parmi les textes qui seront débattus à l'automne la loi sportive, la réforme foncière, la retraite des hauts fonctionnaires, les statuts de Paris et de la région parisienne, la publicité des films, le statut des militaires, les prud'hommes, etc. Il a présenté un état des projets en préparation dans les ministères qui concernent une vingtaine de textes dont certains viendront à la session de printemps 1976.

A propos des conditions de travail de la session écoulée, M. Tomasini a rappelé que, sur cinquante-quatre projets annoncés par le gouvernement, vingt-sept seulement avaient été effectivement déposés au début de la session.

LE MÉDIATEUR ÉTUDIE LE DOSSIER DE LA PROSTITUTION

Le médiateur, M. Aimé Paquet, étudie actuellement le dossier de la prostitution. C'est ce qu'il a indiqué, le 8 juillet, à Clermont-Ferrand, à l'issue d'une réunion de travail avec les préfets de la région Auvergne. Selon M. Paquet, une modification de la loi devrait permettre *« de définir exactement ce qu'est le proxénétisme, pour ne pas confondre le souteneur et l'ami de cœur d'une prostituée ; d'en finir avec l'hypocrisie de la loi en établissant des règles précises pour l'exercice de la prostitution et surtout de favoriser les organismes tels que le Nid, qui aident les filles à sortir de leur condition. »*

LE CHEF DE L'ÉTAT REÇOIT A DÉJEUNER LE PRÉSIDENT DU GABON

M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir à déjeuner, mercredi 9 juillet, M. Omar Bongo, président de la République gabonaise, avant de s'entretenir, dans l'après-midi, avec M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, puis avec M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, vice-président du C.N.P.F.

Alger accueille avec sérénité les déclarations du président d'ELF-ERAP sur le renouvellement du contrat de coproduction

De notre correspondant

Alger. — C'est avec sérénité que les dirigeants de la Sonatrach ont accueilli la déclaration de M. Guillaumat, selon laquelle ELF-ERAP pourrait *« être amené à préférer des accords commerciaux ordinaires à l'élaboration d'un nouveau contrat de coproduction »* (*le Monde* du 9 juillet).

Un porte-parole de la société nationale algérienne que nous avons interrogée a rappelé que l'accord de 1971, qui expire à la fin de l'année, définit les conditions selon lesquelles ELF-Algérie rétrocéderait ses intérêts à la Sonatrach. Il a, en outre, précisé que la décision de renouveler ou non le contrat doit intervenir avant le 31 octobre.

« Nous aimons travailler avec ceux qui ont envie de travailler avec nous, et nous ne voulons forcer personne à poursuivre une association s'il ne le désire pas », a ajouté ce porte-parole, qui s'est loué du comportement de la C.F.P., rappelant que cette dernière a renouvelé son contrat. Pour faire de même, l'ERAP avait demandé un certain nombre de privilèges : *« Il n'y avait pas de raison que nous lui accordions des avantages dont n'a pas bénéficié la C.F.P. »*, a-t-il ajouté.

L'Algérie serait-elle gênée si ELF-ERAP ne demandait pas de renouvellement de l'accord de 1971 ? Selon le porte-parole, il n'en serait rien : *« ELF-Algérie enlève 5 millions de tonnes par an, ce qui représente environ 10 % de notre production. Nous parviendrons à les placer »*, a-t-il précisé, en soulignant que, ces derniers temps, la société française n'avait pas écoulé sa part de pétrole en France, mais à l'étranger. Les Algériens estiment qu'en agissant ainsi ELF leur avait enlevé des marchés, qu'ils n'auront pas de mal à récupérer. En outre, ils considèrent que les conditions de rachat des intérêt d'ELF prévu par le contrat de 1971 sont avantageuses pour eux : environ une cargaison de pétrole par an.

Pour les dirigeants algériens, les difficultés actuelles sur le marché du pétrole sont conjoncturelles. Ils estiment que la demande s'intensifiera à la rentrée et que les prix monteront. Dans ces conditions, ils pensent que l'ERAP fait une politique à courte vue, comme cela lui est déjà arrivé dans le passé, tant en Algérie que dans d'autres pays...

PAUL BALTA.

« PARIS, CAPITALE EN LUTTE » EST LE MOT D'ORDRE DE LA MANIFESTATION DU 10 JUILLET

« Paris, capitale en lutte », est le mot d'ordre que la C.G.T. et la C.F.D.T. ont donné à la manifestation qu'elles organisent le 10 juillet, au pied de la tour Eiffel entre 10 heures et 17 heures. Une centaine de délégations d'entreprises en grève se sont déjà annoncées. Il y en aura sans doute beaucoup plus. Les syndicats ont lancé des appels à la solidarité, notamment la Fédération de la métallurgie C.F.D.T., les cadres C.G.T. (UGICT.), le syndicat parisien C.F.D.T. du « livre - papier - presse - édition », qui invite même à cesser le travail à 15 heures, etc.

Animée par des réalisateurs de télévision, la manifestation sera marquée, vers 16 heures, par les discours de MM. Krasucki (C.G.T.) et Rolant (C.F.D.T.).

Les partis de gauche, on le sait, seront présents à la manifestation et le groupe parlementaire communiste annonce que ses délégués seront reçus par le premier ministre, le 11 juillet à 18 heures, *« pour se faire les interprète des travailleurs »*

Pour s'opposer au licenciement d'un d[...]

DES TRAVAILLEURS DE [...] BLAUNPUNKT DE [...] SÉQUESTRENT DEUX [...]TEURS GÉNÉRAUX

(*De notre correspond*[...]

Caen. — Depuis mardi l'usine Blaupunkt (fi[...] groupe allemand Bosch) d[...]deville (sept cents salariés[...] la banlieue de Caen (Ca[...] est immobilisée et occupée[...] piquet de grève symbolique[...] un premier conflit et la s[...] d'un accord le 6 juin, la s[...] s'est de nouveau tendue[...] La direction a annoncé son[...]tion de licencier Jacques[...] représentant C.F.D.T. au[...] d'entreprise. Elle le rend[...]sable de la « retenue » de[...] pendant quatre heures pa[...] cents ouvriers, le 3 juin[...] contraindre la direction à[...] des négociations. Après av[...] pris que l'inspecteur du[...] autorisait le licenciement,[...]jorité du personnel s'est[...] grève et a séquestré p[...] douze heures, lundi 7 juille[...] des trois directeurs génér[...] l'entreprise. Il a fallu, d[...] nuit de lundi à mardi, l'in[...]tion des forces de l'ordre[...]dure, pour libérer les deux[...]teurs.

CHEZ CHAUSSON LES DISCUSSIONS ONT [...] SUR UNE PROCHAINE R[...] DU TRAVAIL

Alors que les discussions[...] été rompues entre les sy[...] et la direction de Chauss[...] le conflit dure depuis h[...]maines, une nouvelle réun[...]tenait, mercredi 9 juillet,[...] de matinée. Une reprise d[...]vail serait envisagée, aux[...] d'Asnières et de Genne[...] avant la fin de cette sem[...] Le mardi 8 juillet, une cent[...] personnes ont envahi le bur[...] directeur pendant plus d'un[...] pour lui demander, en vain[...]nulation de la procédure de[...]clement d'un gréviste, [...] C.G.T. et président élu du[...] de grève de Gennevilliers.

De son côté, la directio[...]que que la reprise du tra[...] poursuit à l'usine d'Asnière[...] de 1 000 personnes sur 18[...] que le personnel a décidé [...]ter la grève à l'usine de M[...]

M. STOLERU EST CHARGÉ D'UNE MISSION SUR LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

Le conseil central de planification qui s'est réuni, le mardi 8 juillet, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing a examiné les orientations que le gouvernement va adopter pour revaloriser le travail manuel durant le VIIe Plan. Outre l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises, le renforcement de la formation, la réduction de la durée du travail et l'aménagement de la retraite, qui donneront lieu à concertation avant l'adoption de textes législatifs ou réglementaires, le conseil a insisté sur la nécessaire majoration du salaire des ouvriers. Un *« groupe de sages »*, dont la composition n'a pas été précisée, sera très prochainement mis en place sur ce problème des rémunérations. En outre M. Lionel Stoleru, conseiller technique du président de la République, a été chargé d'une mission sur la revalorisation du travail manuel. M. Stoleru devrait extirper, du rapport que M. Durafour a présenté mardi, une série de mesures qui pourraient être proposées avant la fin de l'année. Elles porteraient notamment sur la durée du travail, les salaires et la retraite.

Pour la énième fois, le gouvernement a décidé de s'attaquer à un problème délicat en créant un groupe de travail et en désignant un chargé de mission. S'il est vrai que l'amélioration des conditions de travail pose une série de questions très complexes d'ordre à la fois économique et social, et qu'il importe de prendre mille précautions avant de légiférer, on peut néanmoins s'étonner de la procédure. N'y a-t-il pas déjà un rapport Delamotte, publié par le ministre Fontanet ? M. Durafour n'a-t-il pas présenté, mardi, un nouveau rapport rédigé en partie par M. Rémy, un membre de son cabinet ? N'existe-t-il pas aussi une agence pour l'amélioration des conditions de travail, que préside d'ailleurs M. Delamotte ? Au ministère du travail, on affirme qu'il s'agit, cette fois, de choisir des mesures qui seront mises rapidement en application, pour certaines d'entre elles, et que l'Elysée souhaitait aussi concrétiser l'intérêt que M. Giscard d'Estaing porte au travail manuel en désignant un de ses proches comme chargé de mission... provisoire, souligne-t-on encore. — visoire, souligne-t-on encore.

M. Fourcade : la coopération franco-soviétique est toujours vivace et elle va se développer

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, est arrivé à Orly, mardi 8 juillet venant de Moscou. Pendant cinq jours, il avait présidé la réunion annuelle de la grande commission franco-soviétique : *« La coopération est toujours bien vivace et va se développer durablement »*, a-t-il affirmé.

Le ministre a rappelé les entretiens qu'il avait eus avec les dirigeants soviétiques, notamment M. Kossyguine. Celui-ci *« a bien voulu confirmer que la coopération est un élément de fond de la politique de son gouvernement »*. M. Fourcade a ajouté : *« La visite que fera prochainement M. Giscard d'Estaing en U.R.S.S. permettra de montrer que nous progressons dans la coopération franco-soviétique. »*

« Sur le plan technique, a-t-il précisé, *toutes les difficultés ont été aplanies. »* En 1974-1975, la France a signé pour 5 milliards 500 millions de francs de contrats avec l'U.R.S.S. D'autres contrats sont « mûrs », et peuvent être signés avant la fin de l'année.

M. Fourcade a été interrogé sur les critiques adressées par la presse soviétique à M. Poniatowski. La semaine dernière, l'agence Tass s'en prenait au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, puis, mardi, le journal de la République russe, *Sovietskaya Rossia*, lui reprochait de viser *« les partis communistes européens et les forces qui se sont unies à eux »*.

M. Fourcade a déclaré : *« Cette affaire a été considérée par certains comme un élément de destruction de la coopération franco-soviétique. Au cours de tous mes entretiens, personne n'a jamais évoqué cette affaire du communiqué de l'agence Tass. Nous n'avons jamais parlé de ce problème. »*

Le comité de politique régionale de la Communauté s'est réuni pour la première fois

De notre correspondant

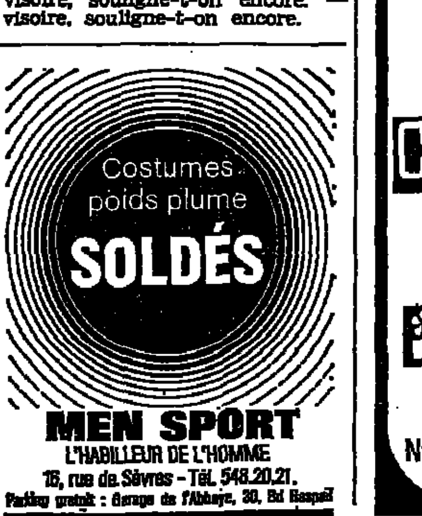
Bruxelles (Communauté européenne). — Le comité de politique régionale de la Communauté s'est réuni pour la première fois les 7 et 8 juillet à Bruxelles. Composé de hauts fonctionnaires des Neuf (M. Essig, délégué adjoint à l'Aménagement du territoire pour la France), sa vocation première est de confronter et, si possible, de coordonner la politique régionale appliquée dans les divers pays membres de la Communauté. Sa création avait été décidée par les ministres des affaires étrangères des Neuf en février dernier, en même temps qu'était mis en place le Fonds régional européen. Le comité de politique régionale des Neuf s'est attelé à trois tâches qu'il souhaite accomplir avant la fin de cette année :

● *La mise au point d'un canevas* dont s'inspireraient les Neuf pour définir des programmes de développement par région. Les demandes d'intervention présentées au Fonds régional européen devraient, à l'avenir, s'insérer obligatoirement dans ces programmes, ce qui permettrait d'éliminer des demandes dictées par des objectifs à courte vue.

● *L'examen des informations* que les Neuf sont tenus de fournir annuellement à Bruxelles. Ces informations doivent, notamment, porter sur l'évolution économique et sociale des régions, les ressources mises à leur disposition, les actions envisagées en matière d'infrastructure.

● *La définition de critères* pour le financement de projets d'infrastructure dépassant 10 millions d'unités de compte. Dans ce cas, en effet, le comité de politique régionale des Neuf doit obligatoirement être consulté par les responsables du Fonds. Mais, pour l'instant, les membres du comité ne peuvent se référer qu'à des textes communautaires rédigés en termes très vagues.





A L'HOPITAL DE ROANNE

Une jeune femme meur[t] au cours d'une interruptio[n] de grossesse

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Une jeune femme de vingt-neuf ans, Mme [...] Pedrini, mère de deux enfants âgés respectivement de six et sep[...] a succombé le 27 juin au centre d'orthogénie de Roanne à la[...] d'une anesthésie locale, au cours d'une interruption de gro[...] pratiquée selon la méthode dite de Karman. Sa famille a [...] plainte et une information contre X a été ouverte pour hom[...] involontaire.

Ouvert le 22 mai dernier à la suite du vote de la loi sur la libéralisation de l'avortement, le centre d'orthogénie de Roanne créé dans le cadre de l'hôpital est équipé pour les interventions par aspiration, selon la méthode dite de Karman, qui ne nécessitent pas un matériel de chirurgie lourde.

Le centre d'orthogénie de Roanne est sur bien des points semblable à celui qui vient d'être également créé à l'hôpital de la Charité de Saint-Etienne, où cependant « l'équipement léger » (qui ne permet que la méthode Karman) est complété par une installation de réanimation. Le centre de Roanne est de toute évidence d'une conception précaire dans ce domaine. Dans le cas de Mme Pedrini, la syncope qui s'est produite à 22 h [...] amené le médecin à dem[...] l'admission immédiate de la [...]tiente au service de réanim[...] de l'hôpital. Le docteur Poty, [...]mier secrétaire et l'un des fo[...]teurs à Saint-Etienne du mo[...]ment « Choisir unifié », ne [...] pas la possibilité de l'acci[...] *« Les statistiques montrent [...] par rapport aux dégâts que [...]voquent les avortements clan[...]tins, les risques d'interven[...] par la méthode Karman en [...] lieu hospitalier sont mini[...] Quatre pour cent mille, c'e[...] dire à peine plus que les accid[...] provoqués par l'abus d'absorp[...] de médicaments en vente lib[...] réputés aussi inoffensifs que [...]pirine par exemple. Encore f[...] il ajouter que la moitié se[...]ment de ces accidents sont [...]voqués par l'intervention [...] même et l'autre moitié par l'a[...]thésie qui, malgré toutes les [...]cautions préliminaires, peut a[...] dans des cas très limités des [...]fets imprévisibles. »*

Mais, sur un plan plus fon[...]mental, il estime que cet acci[...] met en lumière les dangers [...] font courir à la loi sur la libé[...]lisation de l'avortement une [...]plication restrictive que le m[...]vement « Choisir » dénonce [...] puis le printemps. Selon lui, « [...] *sorte d'application clandestine [...] la loi amène la création de c[...]tres qui ne disposent pas imm[...]diatement de tous les moyens* [...]

[Les statistiques de mortalité c[...]sécutive à des avortements lég[...] donnent, dans des pays où la li[...]ralisation législative est interve[...] avant la France, des taux de [...] (Grande-Bretagne) à 5 (Etats-Un[...] pour cent mille avortements.

Le risque est plus élevé pour [...] avortements tardifs (avec une m[...]talité de 17 pour 100 000) que p[...] ceux du début de la gestation [...] pour 100 000).

Ces chiffres sont à comparer a[...] les taux de mortalité maternelle l[...] à l'accouchement, qui s'élèvent à [...] pour 100 000 (Etats-Unis), et ce[...]liés à l'avortement clandestin, pl[...] difficiles à évaluer, mais que [...] études américaines chiffrent à [...] pour 100 000 environ.]

● *Edouard Bailby*, envoyé spécial de *l'Express*, a été libéré par les autorités argentines, a annoncé l'ambassade de France à Buenos-Aires, le mercredi 9 juillet. Il a été remis à l'ambassadeur de France, M. Jean-Claude Winckler. Il doit quitter l'Argentine mercredi. — (*A.F.P.*)

● *Un attentat a été commis*, mardi 8 juillet, contre un immeuble d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), la villa Sokoa. L'engin, une bombe de fabrication artisanale a explosé, à 5 h. 40 du matin, provoquant des dégâts importants dans l'immeuble, occupé notamment par deux sociétés dirigées par des réfugiés basques espagnols.

Un autre attentat a été perpétré, mardi à 3 h. 30 à Locminé (Morbihan), où une bombe, déposée dans le sous-sol d'un presbytère, a explosé, occasionnant là aussi des dégâts matériels importants

Différentes inscriptions à la peinture — *« l'Etat + l'Eglise = exploitation »*, *« Vive la Fédération Breiz »* — ont, en outre, été tracées sur des murs de la ville.